Les inégalités comptent-elles ?

COMMENT LES GENS PERÇOIVENT LES DISPARITÉS ÉCONOMIQUES ET LA MOBILITÉ SOCIALE

OCDE

Les inégalités comptent-elles ?

COMMENT LES GENS PERÇOIVENT LES DISPARITÉS ÉCONOMIQUES ET LA MOBILITÉ SOCIALE

OCDE
DES POLITIQUES MEILLEURES
POUR UNE VIE MEILLEURE

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions exprimées et les arguments employés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des Membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :
OCDE (2022), *Les inégalités comptent-elles ? Comment les gens perçoivent les disparités économiques et la mobilité sociale*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/0fa43215-fr.

ISBN 978-92-64-33634-6 (imprimé)
ISBN 978-92-64-62811-3 (pdf)
ISBN 978-92-64-33335-2 (HTML)
ISBN 978-92-64-87766-5 (epub)

Crédits photo : Couverture © Adeline Marchal.

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : www.oecd.org/fr/apropos/editionsocde/corrigendadepublicationsdelocde.htm.

© OCDE 2022

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : https://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation.

Avant-propos

La plupart des citoyens des pays de l'OCDE sont préoccupés par les inégalités élevées et croissantes et par le manque d'égalité des chances. En effet, ces dernières décennies, l'écart de revenu entre riches et pauvres s'est creusé et la mobilité sociale a stagné dans un grand nombre de pays de l'OCDE, comme le montrent les analyses approfondies menées ces dernières années par l'OCDE. *Les inégalités comptent-elles ? Comment les gens perçoivent les disparités économiques et la mobilité sociale* est le sixième rapport d'une série de publications phares de l'OCDE sur les tendances, les origines et les conséquences des inégalités, et les solutions pour y remédier. *Les rapports Croissance et inégalités* (2008) et *Toujours plus d'inégalité* (2011) analysaient les principales caractéristiques et causes de la hausse des inégalités. Dans *Tous concernés* (2015), les données élargies indiquaient que la hausse des inégalités pesait sur la croissance économique en réduisant les perspectives des plus démunis. *L'ascenseur social en panne* (2018) mettait en lumière les phénomènes de « planchers adhérents » et de « plafonds adhérents » qui limitent la mobilité sociale et les perspectives d'ascension dans les foyers aux revenus faibles et modérés incapables de progresser sur l'échelle de la société. Le rapport le plus récent de cette série, *Sous pression : la classe moyenne en perte de vitesse* (2019), examinait les trois principaux défis auxquels cette classe est confrontée : l'injustice, l'incertitude et l'accessibilité. Le présent rapport *Does Inequality Matter?* s'intéresse à la façon dont les individus perçoivent les inégalités et la mobilité sociale, et à la raison pour laquelle le fait de connaître le point de vue des individus permet de mieux concevoir des mesures en faveur de la réduction des inégalités qui portent leurs fruits.

Le présent rapport est le résultat d'un effort collectif réunissant les contributions d'une équipe d'analystes des politiques relevant principalement du Centre pour le bien-être, l'inclusion, la soutenabilité et l'égalité des chances (WISE) et de la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE (ELS). Les principaux auteurs sont Emanuele Ciani (WISE) pour les chapitres 2, 3, 4 et 5 ; Thomas Manfredi (ELS au moment de la rédaction) pour les chapitres 2 et 4 ; Kamil Kouhen (WISE) pour le chapitre 4. Thomas Manfredi et Kamil Kouhen ont participé à l'élaboration de l'ensemble des chapitres et fourni une assistance en matière de statistique et de recherche, ainsi que Federico Attili (WISE) et Louis Fréget (ELS au moment de la rédaction).

Michael Förster (WISE) a dirigé l'équipe, coordonné le projet et la publication, et signe le chapitre 1 avec Emanuele Ciani. Anne-Lise Faron (WISE) a préparé le manuscrit en vue de sa publication, ainsi que Carmen Fernandez Biezma (PAC) qui a dirigé la production. Martine Zaïda, Julia Carro (WISE) et Paul Gallagher ont apporté leur soutien et fourni des conseils sur les aspects de la communication, ainsi que Kate Lancaster, France Charlet et Spencer Wilson (PAC). Ken Kincaid a participé à la mise en forme du rapport.

Notre profonde gratitude va à Romina Boarini (Directrice du centre WISE), Marco Mira D'Ercole (Conseiller de WISE), Stefano Scarpetta (Directeur d'ELS), Mark Pearson (Directeur adjoint d'ELS) et Stephane Carcillo (chef de la Division emploi et revenus d'ELS), pour leurs conseils et leurs commentaires approfondis sur les différentes versions de ce rapport. Nous remercions également pour leurs nombreuses suggestions les membres du Groupe de travail sur les politiques sociales et du Comité de l'emploi, du

travail et des affaires sociales de l'OCDE, ainsi que les experts de la Commission européenne, pour les nombreuses propositions qu'ils ont formulées ou portées à notre connaissance.

Les travaux de l'OCDE sur la perception des inégalités et les préférences en matière de redistribution ont été réalisés avec le soutien financier de l'Union européenne et DG Emploi, que l'OCDE souhaite saluer.

Nous adressons en outre nos remerciements aux collègues du Centre de l'OCDE pour le bien-être, l'inclusion, la soutenabilité et l'égalité des chances, de la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales, et de la Direction de la gouvernance publique (GOV) pour leurs observations et suggestions sur les versions préliminaires de plusieurs chapitres du rapport. Il s'agit de Carlotta Balestra (WISE), Monica Brezzi (GOV), Chris Clarke (WISE), Valerie Frey (ELS), Santiago Gonzalez (GOV), Sebastian Königs (ELS), Neil Martin (WISE) et Fabrice Murtin (WISE). Enfin, notre gratitude va à Marco Colagrossi (Centre commun de recherche), Stefano Filauro (Commission européenne), Sébastian Lechevalier (École des Hautes Études en Sciences Sociales), Johanna Mollerstrom (Université George Mason), Jonas Pontusson (Université de Genève), Panu Poutvaara (Université de Munich) et David Rueda (Université d'Oxford) pour leurs observations et suggestions sur les premières conclusions du présent rapport.

Ce document a été produit avec le soutien financier de l'Union européenne. Les points de vue qui y sont exprimés ne peuvent en aucun cas être interprétés comme reflétant l'opinion officielle des pays membres de l'OCDE ou de l'Union européenne.

Table des matières

Avant-propos 3

Liste des pays en code ISO 10

Résumé 11

1. Aperçu général 15
1.1. La crise du COVID-19 offre une occasion de lutter contre les inégalités 16
1.2. Les perceptions moyennes des individus relatives aux inégalités ont tendance à correspondre aux indicateurs statistiques traditionnels, à quelques différences près 21
1.3. La hausse des préoccupations au sujet des inégalités crée une augmentation de la demande en faveur de la redistribution, mais n'entraîne pas nécessairement un soutien massif de toutes les mesures des pouvoirs publics 25
1.4. Dans la plupart des pays, l'opinion publique est divisée au sujet des inégalités 29
1.5. Conclusion : comprendre les perceptions et les préoccupations relatives aux inégalités peut aider à concevoir les réformes à venir 31
Bibliographie 33
Annexe 1.A. Mesurer et interpréter les perceptions et les préférences en matière d'inégalités 36
Notes 38

2. Comment les gens perçoivent-ils les inégalités économiques ? 39
2.1. Évolution des préoccupations au sujet des disparités de revenu 40
2.2. Derrière les préoccupations au sujet des disparités de revenu se trouve la perception qu'ont les individus des écarts de revenu et de salaire 50
2.3. Dans quelle mesure les personnes tolèrent les inégalités 65
Bibliographie 74
Annexe 2.A. Sources des données 78
Notes 80

3. Comment les inégalités façonnent-elles la demande de redistribution ? 85
3.1. Perception des inégalités et demande de redistribution 86
3.2. Inégalités réelles et demande de redistribution 99
3.3. Inégalités, revenu relatif et préférences en matière de redistribution 105
3.4. Qu'est-ce qui façonne l'association entre les inégalités de revenu et les préférences en matière de redistribution ? 114
Bibliographie 127
Annexe 3.A. Détails méthodologiques 134
Notes 135

4. L'opinion publique est-elle plus divisée qu'avant ? 139
4.1. La dispersion des perceptions et des préoccupations 140
4.2. L'étendue des divergences entre les individus a-t-elle augmenté ? 153
Bibliographie 160
Annexe 4.A. Graphiques complémentaires 161
Annexe 4.B. Détails méthodologiques 162
Notes 162

5. Implications pour l'action publique 165
5.1. Susciter l'adhésion de l'opinion publique aux mesures favorables à la redistribution 166
5.2. Interpréter et analyser les perceptions des individus en matière d'inégalités 169
Bibliographie 172
Notes 173

Tableaux

Tableau 1.1. Glossaire des concepts clés 20
Tableau 1.2. La plupart des pays sont classés de façon identique que les niveaux d'égalités de revenu et de persistance intergénérationnelle soient perçus ou mesurés grâce à des indicateurs traditionnels, mais certains d'entre eux présentent des décalages importants 22
Tableau 2.1. Dans les pays, l'évolution des préoccupations liées aux disparités de revenu est en corrélation avec l'évolution des inégalités après impôts et transferts 45
Tableau 2.2. La plupart des pays obtiennent le même classement, que les niveaux d'inégalités soient perçus ou mesurés, mais certains d'entre eux présentent des décalages importants 61
Tableau 2.3. Le fait d'être confronté à des difficultés pendant la pandémie de COVID-19 est associé à la perception de plus grandes inégalités de revenu et d'une persistance intergénérationnelle plus forte 64
Tableau 2.4. Les préoccupations au sujet des disparités de revenu dépendent de la combinaison des perceptions et des préférences 72
Tableau 3.1. Les principaux déterminants des préoccupations à l'égard des disparités de revenu engendrent également des demandes de redistribution différentes dans tous les pays 88
Tableau 3.2. La perception des inégalités de revenu et celle de la persistance intergénérationnelle façonnent toutes les deux la demande de redistribution 92
Tableau 3.3. Le fait de connaître des difficultés pendant la pandémie du COVID-19 est associé à une plus grande demande de redistribution 96
Tableau 3.4. L'évolution des inégalités de revenu réelles explique l'évolution des préférences en matière de redistribution, mais cette association est guidée par l'évolution des préoccupations 99
Tableau 3.5. L'évolution des préférences en matière de redistribution et celle de la redistribution sont associées négativement, mais le lien est faible 104
Tableau 3.6. La hausse des inégalités entraîne une hausse des préoccupations des personnes à ce sujet mais cet effet est plus modéré sur les préférences en matière de redistribution 117
Tableau 3.7. Les citoyens de différents pays associent la redistribution à différentes mesures 124
Tableau 4.1. En moyenne, les différences de perceptions vis-à-vis des inégalités de revenu entre groupes socio-démographiques sont minces 142
Tableau 4.2. Dans certains pays, la persistance intergénérationnelle perçue varie fortement parmi les individus dont le niveau d'instruction est différent 143

Tableau d'annexe 2.A.1. Nombre d'entretiens validés et de réponses non obtenues (pourcentage) à la question sur les préoccupations relatives aux disparités de revenu, par pays et par vague 79
Tableau d'annexe 2.A.2. Composition de l'échantillon principal du tableau 2.1 80

Graphiques

Graphique 1.1. Les individus sont favorables aux interventions qui visent à réduire les écarts de revenus, en particulier là où ils ont le sentiment que les inégalités sont fortes et la mobilité sociale faible 17

Graphique 1.2. La demande de redistribution des individus est moins importante que leurs préoccupations à l'égard des inégalités de revenu 18
Graphique 1.3. Comment les préférences en matière de redistribution sont façonnées par les préoccupations des individus à l'égard des inégalités et leur point de vue sur le gouvernement et les mesures adoptées 20
Graphique 1.4. Les préoccupations relatives aux inégalités de revenu ont augmenté au cours des dernières décennies 23
Graphique 1.5. La perception des inégalités de revenu a fortement augmenté au fil du temps 24
Graphique 1.6. La conviction quant à l'importance de travailler dur pour réussir dans la vie a progressé pendant les deux décennies qui ont précédé la crise financière mondiale mais semble reculer 25
Graphique 1.7. Les préoccupations relatives aux inégalités de revenu sont étroitement liées à la demande de mesures en faveur de la redistribution 26
Graphique 1.8. Les préférences en matière de type d'intervention permettant de réduire les inégalités dépendent d'une combinaison de perceptions 27
Graphique 1.9. Pour certaines personnes, il incombe essentiellement aux entreprises privées, aux syndicats et aux individus eux-mêmes de réduire les écarts de revenu 28
Graphique 1.10. Les perceptions des inégalités de revenu sont largement dispersées 30
Graphique 1.11. Les individus sont plus en désaccord qu'il y a 30 ans au sujet de l'ampleur des disparités de revenu d'activité 31
Graphique 2.1. La plupart des personnes interrogées sont préoccupées par les disparités importantes de revenu dans leur pays 40
Graphique 2.2. Les préoccupations au sujet des disparités de revenu ont augmenté au fil du temps avant d'atteindre un pic pendant la crise financière mondiale 41
Graphique 2.3. Au cours des deux décennies qui ont précédé la crise financière mondiale, les préoccupations relatives aux disparités de revenu ont augmenté dans la plupart des pays 42
Graphique 2.4. Les préoccupations relatives aux écarts de revenu ne sont que faiblement corrélées avec les inégalités de revenu mesurées de façon traditionnelle 43
Graphique 2.5. Les préoccupations des individus traduisent l'évolution des inégalités dans le temps 44
Graphique 2.6. Lorsque les inégalités de revenu augmentent, les personnes interrogées sont plus susceptibles d'estimer que les écarts de revenus sont trop importants 46
Graphique 2.7. Les individus sont moins préoccupés par les disparités de revenu dans les pays où les gens pensent que c'est le fait de travailler dur, et non le patrimoine parental, qui permet de réussir dans la vie 49
Graphique 2.8. Les individus perçoivent un niveau d'inégalités important en matière de revenu et de salaire 51
Graphique 2.9. La plupart des personnes ont le sentiment que les inégalités de revenu ont augmenté cette dernière décennie 52
Graphique 2.10. Les pauvres sont considérés comme ayant peu de chances de s'élever dans l'échelle sociale 53
Graphique 2.11. La perception de la courbe de Gatsby le Magnifique : les perceptions en matière de persistance intergénérationnelle et de disparités économiques sont étroitement liées 55
Graphique 2.12. Les perceptions des inégalités et de la persistance intergénérationnelle sont liées de façon cohérente aux indicateurs traditionnels des mêmes phénomènes 56
Graphique 2.13. Le ratio perçu entre les salaires les plus élevés et les plus bas a augmenté au fil du temps 62
Graphique 2.14. L'évolution des perceptions en matière de persistance intergénérationnelle des inégalités était relativement hétérogène parmi les pays 63
Graphique 2.15. Les inégalités perçues en matière de résultats économiques sont bien plus importantes que les préférences dans ce domaine 65
Graphique 2.16. Le niveau des inégalités de revenu et de salaire préférées est plus élevé dans les pays où les inégalités touchent les salaires et non les revenus 67
Graphique 2.17. Le ratio préféré entre les salaires les plus élevés et les plus bas a augmenté avec le temps mais moins que le ratio perçu 68
Graphique 2.18. Au fil du temps, la hausse du niveau toléré des disparités de salaire n'a que partiellement compensé la perception de disparités croissantes 69
Graphique 2.19. L'idée selon laquelle il est important de travailler dur pour réussir dans la vie a progressé pendant les deux décennies qui ont précédé la crise financière mondiale 71
Graphique 2.20. L'évolution à long terme des préoccupations relatives aux disparités économiques a été essentiellement induite par le creusement de l'écart entre les disparités de salaire perçues et préférées 73
Graphique 3.1. En moyenne, une part importante de la population pense qu'il est de la responsabilité du gouvernement de réduire les écarts de revenu 86
Graphique 3.2. Les préoccupations relatives aux disparités de revenu sont étroitement liées à la demande de redistribution 87
Graphique 3.3. La demande de redistribution et d'imposition progressive est plus forte dans les pays où les individus perçoivent plus d'inégalités et moins de mobilité sociale 89

Graphique 3.4. La perception individuelle des inégalités joue un rôle dans la demande de redistribution 91
Graphique 3.5. La demande en faveur d'une fiscalité plus progressive est inférieure là où les personnes pensent que la pauvreté est essentiellement due à un manque d'efforts personnels 93
Graphique 3.6. La demande de redistribution des femmes est supérieure à celle des hommes 94
Graphique 3.7. La différence femmes-hommes de la demande de redistribution n'est pas déterminée par les écarts de salaire femmes-hommes 95
Graphique 3.8. La demande de fiscalité plus progressive a augmenté le plus nettement dans les pays où les répondants qui déclarent avoir connu des difficultés pendant la crise du COVID-19 sont les plus nombreux 98
Graphique 3.9. La demande de redistribution et les inégalités de revenu sont positivement associées 101
Graphique 3.10. La demande de fiscalité plus progressive a récemment évolué de façon plus marquée dans les pays où les inégalités sont plus grandes 102
Graphique 3.11. La demande en faveur de plus de redistribution est moins élevée dans les pays où le niveau effectif de redistribution est plus important 103
Graphique 3.12. Les perceptions relatives aux disparités de revenu sont similaires dans tous les groupes de revenu, mais ce n'est pas le cas des préférences en matière de redistribution 106
Graphique 3.13. Les personnes dont les revenus sont élevés mentionnent des écarts de salaire perçus et préférés plus importants 107
Graphique 3.14. Les personnes les plus riches sont souvent moins optimistes quant à la mobilité intergénérationnelle 108
Graphique 3.15. Dans certains pays, les préférences en matière de redistribution des plus aisés ont augmenté plus sensiblement au fil du temps 109
Graphique 3.16. L'effet des inégalités à l'échelle globale sur les préoccupations des individus au sujet des inégalités et leurs préférences en matière de redistribution est plus marqué chez les plus aisés 110
Graphique 3.17. La plupart des personnes pensent que leur revenu avoisine le revenu médian 112
Graphique 3.18. La demande de redistribution des individus est inférieure à leurs préoccupations à l'égard des inégalités de revenu 114
Graphique 3.19. Les préférences en faveur de la redistribution ont moins augmenté que les préoccupations au sujet des disparités de revenu 115
Graphique 3.20. Évolution des préoccupations au sujet des disparités de revenu et des préférences en matière de redistribution dans certains pays sélectionnés 116
Graphique 3.21. Les personnes qui pensent que les prestations publiques sont mal ciblées demandent moins de redistribution 119
Graphique 3.22. Les personnes demandent moins de redistribution s'ils pensent que les pouvoirs publics actuels sont réactifs, mais ils en demandent plus s'ils estiment que la petite corruption est élevée 122
Graphique 3.23. Le dosage souhaité en matière de mesures redistributives dépend de différentes perceptions et des associations les unes avec les autres 123
Graphique 3.24. Les pays où une majorité de citoyens pense que les disparités de revenu sont trop importantes sont aussi ceux où une majorité considère que les pouvoirs publics ne répondent pas à leurs demandes 126
Graphique 4.1. Dans la plupart des pays, les perceptions des individus à l'égard des inégalités sont fortement dispersées suivant un large éventail de valeurs 141
Graphique 4.2. Il n'y a que dans quelques pays que les différences entre groupes socio-démographiques expliquent plus de 5 % de la dispersion totale des perceptions 145
Graphique 4.3. Les préoccupations relatives à l'ampleur des inégalités de revenu sont également fortement dispersées sur un large éventail de valeurs 147
Graphique 4.4. La majeure partie de la dispersion des préoccupations au sujet de la part du revenu allant aux 10 % les plus riches provient des différences de perceptions 148
Graphique 4.5. Les préoccupations au sujet du ratio entre les salaires les plus élevés et les plus faibles sont également très dispersées 149
Graphique 4.6. Dans les pays où les préoccupations sont moins dispersées, nombreux sont ceux qui pensent que les disparités de salaires sont importantes, mais pas de façon excessive 150
Graphique 4.7. Les individus sont en désaccord quant à savoir si les hauts salaires sont trop haut ou si les bas salaires sont trop bas 151
Graphique 4.8. L'opinion publique est plus divisée dans les pays où les inégalités de revenu sont élevées 153
Graphique 4.9. Les perceptions des inégalités de revenu se sont davantage dispersées au fil du temps 154
Graphique 4.10. La distribution des ratios perçus entre les hauts salaires et les bas salaires s'est de plus en plus dispersée et polarisée 156
Graphique 4.11. La hausse des divergences quant au niveau des disparités s'explique essentiellement par l'élargissement de la dispersion des perceptions relatives aux hauts salaires 157

Graphique 4.12. La hausse des désaccords est non seulement liée aux perceptions mais aussi aux préoccupations 158
Graphique 4.13. La dispersion des perceptions et des préoccupations relatives aux disparités de salaire s'est intensifiée essentiellement à l'intérieur des groupes 159

Graphique d'annexe 1.A.1. Perceptions, préférences et préoccupations relatives aux inégalités 38
Graphique d'annexe 3.A.1. Évolution des préoccupations au sujet des disparités de revenu et des préférences en matière de redistribution dans certains pays sélectionnés 135
Graphique d'annexe 4.A.1. Là où les inégalités perçues ont progressé le plus fortement, les perceptions se sont dispersées plus nettement 161

Suivez les publications de l'OCDE sur :

http://twitter.com/OECD_Pubs

http://www.facebook.com/OECDPublications

http://www.linkedin.com/groups/OECD-Publications-4645871

http://www.youtube.com/oecdilibrary

http://www.oecd.org/oecddirect/

Ce livre contient des...

StatLinks

Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

Vous trouverez un StatLink sous chaque tableau ou graphique de cet ouvrage. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de copier le lien dans votre navigateur internet ou de cliquer dessus depuis la version électronique de l'ouvrage.

Liste des pays en code ISO

AUS	Australie	**JPN**	Japon
AUT	Autriche	**KOR**	Corée
BEL	Belgique	**LVA**	Lettonie
CAN	Canada	**LTU**	Lithuanie
CHL	Chili	**LUX**	Luxembourg
COL	Colombie	**MEX**	Mexique
CRI	Costa Rica	**NLD**	Pays-Bas
CZE	République tchèque	**NZL**	Nouvelle-Zélande
DNK	Danemark	**NOR**	Norvège
EST	Estonie	**POL**	Polande
FIN	Finlande	**PRT**	Portugal
FRA	France	**SVK**	République slovaque
DEU	Allemagne	**SVN**	Slovénie
GRC	Grèce	**ESP**	Espagne
HUN	Hongrie	**SWE**	Suède
ISL	Islande	**CHE**	Suisse
IRL	Irlande	**TUR**	Turquie
ISR	Israël	**GBR**	Royaume-Uni
ITA	Italie	**USA**	États-Unis

Résumé

Grâce à des données détaillées collectées auprès de plusieurs pays, de plusieurs rapports de l'OCDE ont montré que les inégalités de revenu avaient augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE au cours des trente dernières années et que la mobilité sociale avait stagné ou s'était dégradée dans certains pays. Le présent rapport s'intéresse à la façon dont les individus *perçoivent* les inégalités et la mobilité sociale.

À l'occasion de la relance économique, faisant suite à la crise du COVID-19, il est essentiel de maintenir l'adhésion de l'opinion publique à l'élan des réformes conçues pour lutter contre les inégalités et promouvoir l'égalité des chances. Comprendre la façon dont les individus forgent leurs perceptions et opinions au sujet des inégalités peut permettre de mieux comprendre l'adhésion à ces réformes. D'après le rapport, de plus en plus de citoyens s'accordent sur le fait que les inégalités posent problème mais ils se divisent de plus en plus au sujet de l'ampleur de ces inégalités et de ce qu'il convient de faire pour les résoudre.

Les individus s'intéressent-ils aux inégalités ? La plupart des individus sont préoccupés par les inégalités. Dans la zone OCDE, quatre personnes sur cinq estiment que les disparités de revenu sont trop importantes dans leur pays. Les citoyens sont préoccupés à la fois par les inégalités liées au revenu et à l'égalité des chances, et ce lorsqu'ils perçoivent des inégalités de revenu et de rémunération élevées ainsi qu'une mobilité sociale faible. En moyenne, les citoyens de la zone OCDE estiment qu'un peu plus de 50 % des revenus nationaux vont aux 10 % des ménages les plus aisés et que seulement 4 enfants issus de milieux défavorisés sur 10 parviennent à sortir de la pauvreté une fois à l'âge adulte. Ces trente dernières années, les préoccupations à l'égard des inégalités de revenu et de rémunération ont augmenté parallèlement à la hausse des inégalités de revenu mesurées par des indicateurs statistiques traditionnels : alors que dans les années 1980 l'individu médian percevait que les hauts revenus étaient 5 fois supérieurs aux bas revenus, la perception de ce rapport entre les revenus les plus élevés et les plus bas est aujourd'hui passé à 8. Toutefois, la tolérance à l'égard des inégalités a également progressé : aujourd'hui, le citoyen médian pense que les individus les mieux rémunérés devraient gagner 4 fois plus que les moins rémunérés alors que ce chiffre était de 3 à la fin des années 1980.

Les perceptions sont-elles déconnectées de la réalité ? Même si la plupart des individus ne disposent pas d'un éventail complet d'informations, les perceptions reflètent les données réelles relatives aux inégalités économiques de la société. En effet, même si la correspondance n'est pas parfaite, les perceptions et les estimations traditionnelles se rejoignent dans les différents pays : les individus perçoivent des disparités de revenu en hausse et une mobilité sociale en baisse là où les estimations des indices traditionnels montrent les mêmes tendances. De plus, les préoccupations à l'égard des inégalités de revenu et les estimations traditionnelles à ce sujet ont évolué parallèlement au fil du temps : là où les indicateurs statistiques indiquaient des inégalités de revenu en forte hausse, les préoccupations des citoyens dans ce domaine ont progressé dans le même sens. Pour chaque point de hausse de l'indice de Gini – un indicateur traditionnellement utilisé pour mesurer les inégalités de revenu – la part des individus convaincus que les inégalités de revenu sont trop importantes augmente de 2 points de pourcentage. Des données expérimentales indiquent également que les individus intègrent les informations relatives aux inégalités dans les opinions qu'ils se forgent. Lorsqu'ils prennent connaissance des informations au sujet de l'ampleur réelle des disparités économiques et de la mobilité sociale, les citoyens prennent davantage conscience des inégalités et s'en préoccupent plus.

Une préoccupation forte implique-t-elle un soutien massif des interventions des pouvoirs publics ? De manière générale, plus les individus se disent préoccupés par les inégalités, plus leur demande en faveur de la redistribution augmente. Dans certains pays toutefois, le soutien à l'intervention du gouvernement

est proportionnellement plus faible. Dans les pays de l'OCDE, 80 % des individus qui considèrent que les inégalités de revenu sont trop importantes estiment qu'il est de la responsabilité du gouvernement de les réduire. Toutefois, pour 1 pays sur 5, ce pourcentage est inférieur à 60 %. De plus, au fil du temps, le soutien à la redistribution des revenus dans les pays de l'OCDE a en moyenne moins augmenté que les préoccupations à ce sujet. Au-delà des perceptions et des préoccupations en matière d'inégalités, la demande en faveur d'interventions conçues pour les réduire est déterminée en partie par les opinions à l'égard de ce qui crée les inégalités. Si l'on considère que les opportunités sont légion et que le fait de travailler dur permet de réussir, on a tendance à exprimer moins de préoccupations et de soutien à la redistribution. Dans les pays de l'OCDE, la demande en faveur d'une imposition plus progressive est moindre là où les individus considèrent que la pauvreté est essentiellement imputable à un manque d'effort des individus. En outre, les individus soutiennent des interventions spécifiques des pouvoirs publics lorsqu'ils considèrent qu'elles réduisent efficacement les inégalités. En effet, ils sont moins susceptibles de demander une plus grande redistribution s'ils considèrent que les bénéfices de ces mesures sont mal ciblés. De la même façon, ils sont moins favorables à une fiscalité progressive s'ils considèrent que des pratiques de petite corruption sont répandues dans la fonction publique, entraînant un mauvais usage et un détournement des biens publics. Les données expérimentales indiquent qu'informer les individus au sujet des répercussions des politiques de redistribution et de leur capacité à réduire efficacement les inégalités, permet de susciter une plus grande adhésion de leur part.

À quel point l'opinion publique est-elle divisée au sein des pays ? Les inégalités suscitent partout des préoccupations croissantes mais les opinions diffèrent de plus en plus quant à leur ampleur et aux mesures à adopter. Dans tous les pays, la plupart des citoyens aspirent à vivre dans une société plus égalitaire. Toutefois, leurs points de vue divergent quant à l'ampleur de ces inégalités et de la mobilité sociale. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, une personne sur quatre pense que plus de 70 % des revenus nationaux reviennent aux 10 % des ménages les plus aisés, mais un autre quart des individus considèrent que ce pourcentage est inférieur à 30 %. Par conséquent, les individus ne sont pas d'accord sur le volume d'inégalités qui doit être réduit, mais ces désaccords viennent essentiellement du fait qu'ils perçoivent différents niveaux d'inégalités et non de différences de préférences en la matière.

L'opinion publique s'est divisée de façon croissante ces trois dernières décennies et a montré des signes de polarisation : dans la plupart des pays de l'OCDE, l'écart se creuse entre ceux qui estiment que les inégalités sont trop élevées et ceux qui considèrent qu'elles sont basses. Étonnamment, les désaccords au sujet de l'ampleur des inégalités sont vastes, y compris au sein d'individus de même catégorie socioéconomique. En effet, la hausse des désaccords au cours de ces trente dernières années s'explique principalement par une hausse des désaccords au sein des catégories socioéconomiques, plutôt qu'entre elles.

Comment les perceptions et les préoccupations des individus au sujet des inégalités peuvent-elles éclairer l'action des pouvoirs publics ? Malgré les préoccupations des individus à l'égard des inégalités, leur adhésion aux mesures en faveur de la réduction des inégalités ne va pas de soi. Afin que les citoyens et les gouvernements s'accordent sur les politiques à mener pour réduire les inégalités et promouvoir la mobilité sociale, il est essentiel de comprendre comment les individus forgent leurs perceptions et opinions. Le rapport souligne l'importance de :

- *Mieux comprendre le soutien des citoyens aux réformes :* comme les individus s'intéressent aux inégalités qui touchent à la fois le revenu et l'égalité des chances, les réformes qui ciblent ces deux domaines ont plus de chance d'être soutenus. Mais les décideurs politiques devraient toutefois prendre en compte les préférences des individus à l'égard de mesures spécifiques qui pourraient cibler davantage l'égalité des chances ou chercher à rendre les situations socioéconomiques plus égalitaires. Ils pourraient également s'intéresser à certains points précis des inégalités plus qu'à d'autres (par exemple aux disparités entre ceux qui se trouvent en haut et en bas de l'échelle de distribution). De plus, compte tenu du fait que les désaccords sont importants également entre

individus d'une même catégorie socioéconomique, les mesures qui ne concernent qu'une catégorie pourraient ne pas faire l'unanimité même au sein de cette catégorie.

- *Mieux comprendre l'efficacité des mesures des pouvoirs publics :* les citoyens soutiennent plus volontiers des mesures spécifiques s'ils considèrent qu'elles réduisent efficacement les inégalités. Afin de gagner la confiance de l'opinion publique, il est d'autant plus nécessaire d'évaluer l'efficacité des mesures adoptées en toute transparence. Ces évaluations devraient s'accompagner d'efforts croissants pour faire en sorte que les individus comprennent le fonctionnement de ces mesures et, notamment, leur incidence.
- *Mieux informer sur les inégalités et l'égalité des chances :* communiquer des informations de qualité sur les inégalités peut permettre de réduire la dispersion des perceptions à l'origine des divisions de l'opinion publique. Cela permet de mettre en place des bases communes pour le débat public même si cela n'atténue pas nécessairement les différences d'opinions au sujet des interventions gouvernementales.

1. Aperçu général

Alors que la relance de l'après-COVID-19 sera l'occasion d'introduire des réformes pour lutter contre les inégalités croissantes, leur mise en œuvre ne pourra avoir lieu sans un large soutien de l'opinion publique. Afin de mieux comprendre les facteurs qui influencent l'adhésion des citoyens, le présent rapport propose une analyse internationale exhaustive de la perception qu'ont les individus des inégalités de revenu et de l'égalité des chances et des préoccupations que cela suscite. Il présente comment les préoccupations à l'égard des inégalités de revenu ont progressé dans les pays de l'OCDE au fil du temps, parallèlement à la hausse des inégalités de revenu mesurée par des indicateurs traditionnels comme ceux dérivés des statistiques sur les ménages. Dans la plupart des pays, une grande majorité de la population considère actuellement que les inégalités de revenu sont trop importantes et que la mobilité intergénérationnelle est trop faible. Toutefois, les mesures en faveur de la réduction des inégalités pourraient ne pas susciter une adhésion suffisante si les individus ne parviennent pas à s'accorder sur des solutions politiques concrètes ou s'ils doutent de leur efficacité. De plus, même lorsque la majorité demande plus d'égalité, une opinion publique fortement divisée rend l'introduction de réformes plus difficile. En effet, le rapport montre que les personnes d'un même pays sont souvent divisées quant à savoir si les inégalités sont trop importantes et, le cas échéant, sur ce que les gouvernements devraient faire pour remédier à la situation. Ce chapitre s'intéresse également à la manière dont les résultats des analyses sur la perception et les préoccupations relatives aux inégalités peuvent éclairer l'élaboration des politiques publiques.

1.1. La crise du COVID-19 offre une occasion de lutter contre les inégalités

La crise du COVID-19 a révélé et accentué les inégalités, même si les répercussions à court terme qu'elle a eues dans ce domaine sont partagées grâce aux interventions des gouvernements. Les coups portés au marché du travail ont eu des effets fortement asymétriques sur la population (OCDE, 2020[1] ; OCDE, à paraître[2]). Toutefois, les gouvernements de la zone OCDE ont rapidement réagi et adopté des mesures qui ont atténué l'impact du choc sur les travailleurs et les ménages vulnérables. Grâce à cela, les inégalités relatives au revenu disponible n'ont pas tant augmenté et ont parfois même diminué dans certains pays (Brewer et Gardiner, 2020[3] ; Chetty et al., 2020[4] ; Almeida et al., 2020[5] ; Clark, D'Ambrosio et Lepinteur, 2020[6] ; Commission européenne, 2020[7] ; Carta et De Philippis, 2021[8]).

La pandémie a renforcé l'argument selon lequel il convient d'équilibrer les chocs inégaux afin d'éviter les tensions sociales (Baldwin, 2020[9]). Les inégalités étaient déjà élevées avant la pandémie et les mesures liées au COVID n'ont pas suffi à y remédier. Dans presque tous les pays de l'OCDE, les inégalités de revenu se sont creusées au cours des 30 dernières années (OCDE, 2015[10] ; OCDE, 2012[11]), la mobilité sociale a marqué le pas (OCDE, 2019[12]), et les classes moyennes ont été mises à rude épreuve par la hausse des prix, l'incertitude professionnelle et la stagnation des revenus (OCDE, 2019[13]). L'égalité des chances a été mise à rude épreuve et de nombreux enfants issus de familles aux revenus modestes n'ont pas les mêmes chances de réaliser pleinement leur potentiel (OCDE, 2019[12]).

Les plans de relance offrent l'occasion exceptionnelle d'introduire des réformes qui s'attaquent aux inégalités persistantes et au manque de perspectives qui touchent une part importante de la population (Boone et al., 2020[14] ; OCDE, 2020[1] ; OCDE, 2020[15]). Mais la réussite de la mise en œuvre de telles réformes nécessite une adhésion forte de la part des citoyens. L'assentiment doit être suffisamment large pour appuyer la dynamique de la réforme sur la durée et atteindre des objectifs à long terme.

Déjà avant la crise, une grande majorité des citoyens de l'OCDE étaient préoccupés par les disparités économiques et demandaient une répartition plus équitable des revenus. Selon les données de 2017 issues du Programme international d'enquêtes sociales (ISSP) et de l'Eurobaromètre, environ 80 % en moyenne des habitants des pays de l'OCDE considéraient que les inégalités de revenu étaient trop importantes dans leur pays. Sept utilisateurs sur dix de l'outil en ligne de l'OCDE « Comparez votre revenu » estiment que la part des revenus qui revient aux 10 % les plus riches dépasse de cinq points de pourcentage ou plus ce qu'elle devrait être selon eux.[1]

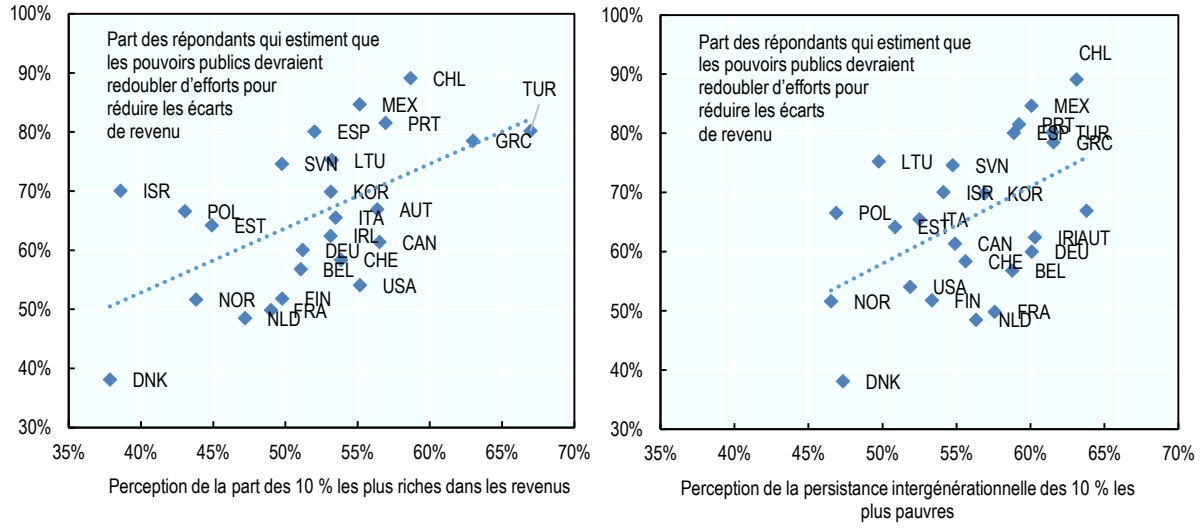
Certains signes donnent aussi à penser que la crise actuelle a accentué la prise de conscience des inégalités. Les personnes qui ont répondu à l'enquête de 2020 de l'OCDE « Des risques qui comptent » (OCDE, 2021[16]) et qui ont connu des problèmes de santé ou des difficultés d'ordre économique pendant la pandémie considèrent plus que les autres personnes interrogées que les inégalités de revenu se sont creusées et que la mobilité sociale a diminué. Ils ont également plus tendance à vouloir que l'État intervienne davantage et opte pour un système d'imposition plus progressif afin de réduire le fossé entre les riches et les pauvres. De la même façon, les personnes interrogées touchées par une perte d'emploi pendant la crise demandent une hausse des dépenses publiques en faveur de la protection sociale (OCDE, 2021[16]).

Dans les pays de l'OCDE, les individus sont généralement en faveur des interventions qui pourraient faire baisser le niveau actuel des inégalités. La plupart des personnes (un peu plus de 6 sur 10) qui ont répondu à l'enquête de 2020 de l'OCDE « Des risques qui comptent » estiment que leur gouvernement devrait faire plus pour réduire les écarts de revenu entre riches et pauvres en prélevant des impôts et distribuant des aides sociales (Graphique 1.1). En outre, une part similaire des personnes interrogées pensent également que pour aider les pauvres, les gouvernements devraient taxer les riches plus fortement qu'ils ne le font déjà. Ce type de politiques de redistribution est particulièrement demandé

dans les pays où les individus considèrent que les inégalités de revenu sont élevées et la mobilité sociale faible.

Graphique 1.1. Les individus sont favorables aux interventions qui visent à réduire les écarts de revenus, en particulier là où ils ont le sentiment que les inégalités sont fortes et la mobilité sociale faible

Soutien à davantage de politiques gouvernementales redistributives visant à réduire les écarts de revenu et perceptions des inégalités de revenus et de la mobilité sociale



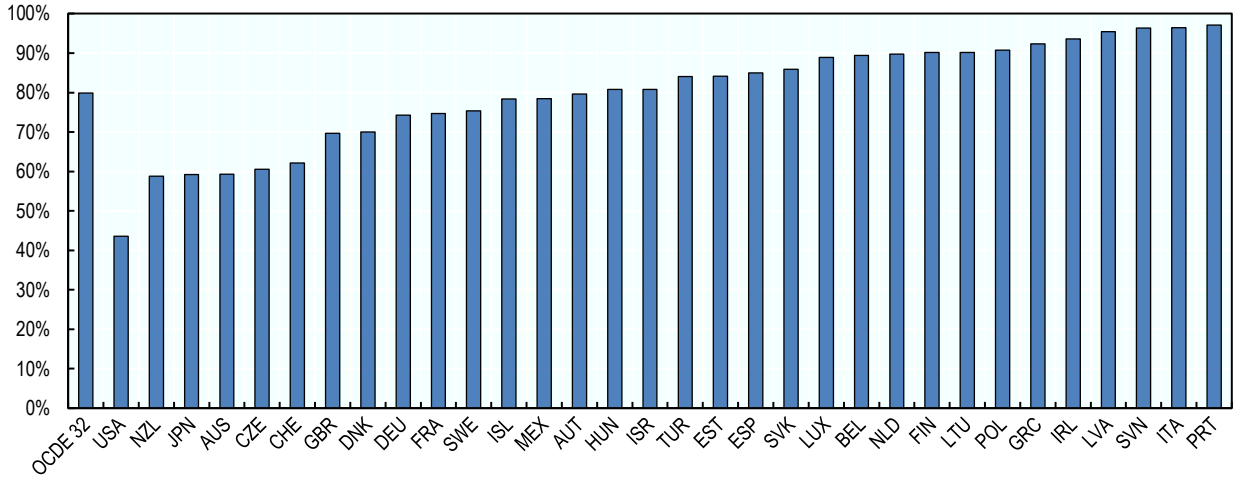
Notes : Les droites bleues correspondent à l'ajustement linéaire. Les pourcentages de l'axe y correspondent aux réponses données à la question « Le gouvernement peut réduire les écarts de revenu entre riches et pauvres en prélevant des impôts et en fournissant des prestations sociales. Dans votre pays, pensez-vous que le gouvernement devrait intervenir plus ou moins pour réduire les écarts de revenu ? » Les pourcentages sont calculés en excluant ceux qui ont répondu « Je ne sais pas ».
Source : Calculs de l'OCDE fondés sur (OCDE, 2021[16]), *Principaux résultats de l'enquête de 2020 Des risques qui comptent* (Partie 3.1).

StatLink https://stat.link/o9iyvz

Mais l'adhésion des citoyens aux mesures en faveur de la réduction des inégalités ne va cependant pas de soi. Une demande accrue en faveur d'une plus grande égalité se traduit-elle nécessairement par une demande accrue d'intervention des pouvoirs publics quelle qu'elle soit ? Quelles mesures concrètes les individus sont-ils prêts à accepter ? La façon dont ont évolué les préoccupations au sujet des inégalités et les demandes en faveur d'une meilleure redistribution, au cours des trois dernières décennies, offre un éclairage important sur ces questions. Depuis la fin des années 1980, les préoccupations autour des disparités de revenu ont généralement augmenté au sein des pays de l'OCDE, parallèlement à la hausse des inégalités de revenu mesurée par des indicateurs statistiques traditionnels, ou « objectifs ».[2] Toutefois, l'adhésion des citoyens aux interventions des pouvoirs publics en faveur de la redistribution n'a pas progressé dans les mêmes proportions. Dans plusieurs pays, une part importante d'individus sont préoccupés par les inégalités de revenu mais n'estiment pas qu'il soit de la responsabilité de l'État d'y remédier (Graphique 1.2).

Graphique 1.2. La demande de redistribution des individus est moins importante que leurs préoccupations à l'égard des inégalités de revenu

Part des individus qui pensent qu'il est de la responsabilité du gouvernement de réduire les écarts de revenus, parmi ceux qui estiment que ces écarts sont trop importants, 2017



Note : les personnes interrogées doivent expriment leur avis relatif aux phrases suivantes : « Les différences de revenus en [pays] sont trop importantes » et « Il est de la responsabilité du gouvernement de réduire les différences de revenus entre les individus dont le revenu est élevé et ceux dont le revenu est bas ». Dans l'Eurobaromètre, les formulations sont légèrement différentes : « Actuellement, en [votre pays] les différences entre les revenus des individus sont trop importantes » et « Le gouvernement de [votre pays] devrait prendre des mesures pour réduire les différences de niveau des revenus », mais l'échelle des réponses est identique. Pour des raisons de cohérence, ce graphique utilise des données de l'ISSP, lorsqu'elles sont disponibles.
Source : Calculs de l'OCDE tirés de l'ISSP 2017, à l'exception de la Belgique, l'Estonie, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Lettonie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal dont les données sont tirées de l'Eurobaromètre 471/2017 ; pour la Slovénie, les préoccupations au sujet des inégalités de revenu proviennent de l'ISSP et les préférences en matière de redistribution de l'Eurobaromètre.

StatLink https://stat.link/ljsbyt

Analyser les préoccupations à l'égard des inégalités et la demande de redistribution peut aider à concevoir des réformes largement soutenues qui visent à réduire des inégalités de longue date. Pour cela, il est essentiel de répondre aux préoccupations et aux demandes d'intervention. Le soutien national aux réformes propres à réduire les inégalités provient à la fois des préoccupations des individus à l'égard de ces inégalités et de leurs préférences quant à l'étendue et aux modalités de ces réformes (Encadré 1.1).

D'un côté, les préoccupations des individus dépendent de la perception qu'ils ont du niveau des inégalités et de leurs préférences dans ce domaine.[3] D'un autre côté, l'adhésion des individus aux politiques de redistribution dépend de leur point de vue sur le rôle de l'État dans la réduction des disparités économiques. Ces points de vue diffèrent fortement d'un pays à l'autre. Par ailleurs, différentes combinaisons entre la perception des inégalités de revenu ou de revenu d'activité et de la mobilité intergénérationnelle peuvent susciter l'adhésion à différentes combinaisons de mesures. La perception d'inégalités de revenu ou de revenu d'activité croissantes pourrait donner plus de poids aux mesures qui ont un effet direct sur les résultats, telles que les indemnités de chômage, alors que la perception de la persistance intergénérationnelle serait plus en mesure de susciter l'adhésion à une action en faveur de l'égalité des chances, comme les politiques d'éducation.

De plus, les citoyens d'un même pays ont souvent des opinions divergentes au sujet de la lutte contre les inégalités. Même si, suite à la crise, les mesures d'urgence en faveur de la protection sociale bénéficient actuellement d'un large consensus, ces dernières années, les opinions au sujet des politiques sociales et

de redistribution se sont polarisées (Alesina, Miano et Stantcheva, 2020[17]), et différentes catégories de la société expriment des points de vue difficiles à concilier. Et même lorsque la plupart des individus manifestent leur préoccupation à l'égard des inégalités, les moyennes nationales masquent de grands écarts entre les niveaux d'inégalités perçus et préférés par les citoyens. L'analyse de la répartition des perceptions et de son évolution au fil du temps apporte un éclairage sur la polarisation du débat public.

Encadré 1.1. Qu'est-ce qui façonne la demande en faveur de mesures visant à réduire les inégalités ?

La demande de redistribution des citoyens dépend de leurs préoccupations relatives au niveau actuel des inégalités et de leur opinion sur le rôle du gouvernement et ses politiques. Ces deux facteurs – les préoccupations à l'égard des inégalités et l'opinion sur le rôle de l'État – influencent non seulement les préférences des citoyens en matière de redistribution mais aussi le type d'intervention gouvernementale qu'ils pourraient soutenir. Mise à part la redistribution grâce aux systèmes de prélèvements et de prestations, les individus pourraient soutenir des politiques qui favorisent l'égalité des chances, comme les programmes d'éducation destinés aux élèves défavorisés, ou des actions qui atténuent directement les disparités sur le marché du travail, comme l'introduction du salaire minimum. Par ailleurs, les citoyens d'un même pays peuvent avoir des opinions divergentes au sujet des mesures les plus indiquées pour lutter contre les inégalités économiques. Ces désaccords ont des incidences sur la façon dont les préoccupations des individus à l'égard des inégalités de revenu se traduisent par des demandes de redistribution différentes.

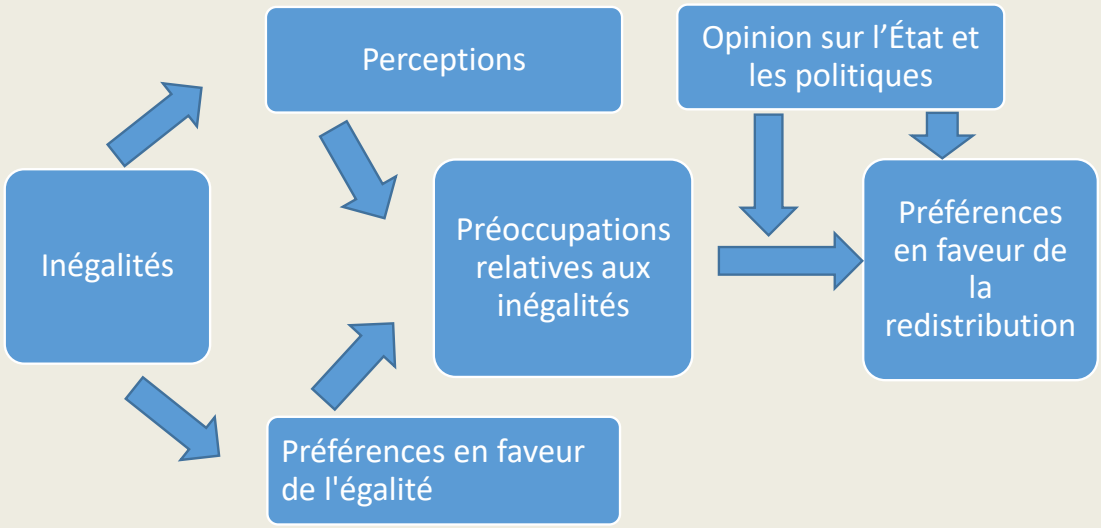
Les préoccupations des individus dépendent du niveau des inégalités qu'ils perçoivent (le niveau tel qu'ils se le *figurent*) et de leurs préférences en la matière (c'est-à-dire le niveau auquel les inégalités *devraient* s'établir selon eux) (pour plus de détails, voir Annexe 1.A). Les différences de niveau moyen de préoccupation d'un pays à l'autre pourraient ne pas correspondre à celles mesurées grâce aux indicateurs traditionnels relatifs aux inégalités. D'une part, les individus peuvent percevoir un niveau d'inégalités différent de celui affiché par ces indicateurs statistiques. D'autre part, le niveau d'inégalités préféré par les individus varie également selon les pays, ainsi deux sociétés où les niveaux d'inégalités sont similaires peuvent avoir des niveaux de préoccupation différents parce qu'elles n'ont pas la même tolérance face aux inégalités. Notons toutefois que les indicateurs statistiques « traditionnels » relatifs aux inégalités sont le reflet d'une évaluation précise qui pourrait ne pas correspondre à l'évaluation individuelle.[1] Dans ce rapport, le terme « indicateurs traditionnels » fait référence à des indicateurs statistiques des inégalités dérivés de données sur les revenus des ménages (comme le coefficient de Gini sur les inégalités de revenu disponible, tiré de la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus*). Ces mesures s'appuient sur un ensemble de conventions qui précisent la définition du revenu, les composantes prises en compte, l'ajustement à la taille du ménage, etc.[2] Le terme « traditionnel », quoiqu'imprécis, place ces indicateurs par opposition aux perceptions des individus qui sont des estimations subjectives.

Les préférences en matière de politiques de redistribution dépendent également de la perception qu'ont les individus des avantages et des inconvénients qui en découleraient pour eux. Ces avantages ou inconvénients évoluent selon que les individus pensent occuper la partie haute de la distribution des revenus – il s'agirait alors de devoir supporter des coûts personnels (par ex. en occupant une tranche d'imposition sur le revenu plus élevée) – ou qu'ils estiment occuper le bas de la distribution, auquel cas ils seraient gagnants. Toutefois, la position relative que les individus estiment occuper sur l'échelle de distribution des revenus ne correspond pas toujours à la réalité.

L'incidence d'une hausse des inégalités sur les préoccupations des individus dépend de la façon dont leurs perceptions, leurs opinions et leurs préférences interagissent. Lorsque les inégalités

augmentent, les perceptions peuvent évoluer dans la même direction et conduire à une hausse des préoccupations (Graphique 1.3). Les craintes relatives aux inégalités peuvent diminuer si l'opinion devient plus tolérante à ce sujet – si, par exemple, les populations ajustent leurs préférences quant au niveau des inégalités en fonction de leur vécu.

Graphique 1.3. Comment les préférences en matière de redistribution sont façonnées par les préoccupations des individus à l'égard des inégalités et leur point de vue sur le gouvernement et les mesures adoptées



La perception des inégalités a plusieurs facettes (Tableau 1.1).[3] Les individus se forgent des opinions au sujet des inégalités grâce aux informations dont ils disposent sur différents facteur socio-économiques, comme les revenus d'activité ou les revenus des ménages, mais aussi sur l'ampleur de la mobilité sociale. De la même façon, ils peuvent finir par croire que les inégalités sont imputables aux efforts consentis par les personnes ou à des circonstances indépendantes de leur volonté. **Ces perceptions et ces convictions façonnent leurs préoccupations au sujet des inégalités et sont fortement corrélées.** Un exemple est la relation entre la perception relative de la part des revenus qui revient aux 10 % les plus riches et la perception du risque qu'ont les enfants nés au sein d'une famille pauvre de rester dans la même tranche de revenu que leurs parents une fois adultes. Ces perceptions sont conformes à l'hypothèse de la « courbe de Gatsby le magnifique » (OCDE, 2019[12]) selon laquelle la progression des inégalités va de pair avec la réduction des chances d'ascension sociale.

Tableau 1.1. Glossaire des concepts clés

Liste des principaux concepts abordés dans ce rapport (entre parenthèses est indiquée la section où le terme est utilisé pour la première fois)

Type de facteurs subjectifs	Domaine	
	Inégalités de revenu	Inégalités des chances
Perceptions	Perception de la part des 10 % les plus riches dans les revenus (Section 2.2). Perception du rapport entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus bas : perception du montant des revenus en haut et en bas de l'échelle de distribution (Section 2.2).	Importance attachée au fait de venir d'une famille aisée / d'avoir des parents instruits / de travailler dur pour réussir sa vie (Sections 2.1 et 2.2). Perception de l'immobilité intergénérationnelle : voir indice qualitatif (Section 2.2).

	Perception qu'ont les individus de leur position dans la distribution des revenus (Section 3.3).	Perception de la persistance intergénérationnelle des revenus parmi les 10 % les moins rémunérés : perception de la proportion d'enfants issus des foyers les plus pauvres qui restent parmi les plus pauvres une fois adultes (Section 2.2).
Préférences	Préférence relative à la part des 10 % les plus riches dans les revenus : la part du revenu national qui devrait revenir aux 10 % des foyers les plus riches, selon les individus (Section 2.3). Préférence relative au rapport entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus bas : préférences concernant le montant des revenus en haut et en bas de l'échelle de distribution (Section 2.3).	
Préoccupations	Préoccupations à l'égard des inégalités de revenu : Proportion de répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'affirmation selon laquelle les inégalités de revenu sont trop importantes (Section 2.1). Préoccupations à l'égard des inégalités de revenu d'activité : Écart entre la perception et les préférences s'agissant du rapport entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus bas (Section 2.3). Préoccupations à l'égard des inégalités de revenu : Écart entre la perception et les préférences s'agissant de la part des 10 % les plus riches dans les revenus (Section 2.3).	

Notes

1. Comme l'explique Kolm (1976, p. 416[37]) : « Je peux prendre (...) deux pays au hasard et prouver que les inégalités sont plus élevées dans l'un ou dans l'autre en m'appuyant sur différentes mesures des inégalités. » Afin d'en tenir compte, l'indice Atkinson incorpore explicitement un paramètre qui mesure l'aversion à l'égard des inégalités, et sa valeur évolue en fonction du niveau d'aversion.
2. Sinon, ces mesures pourraient être décrites comme étant « objectives », par opposition aux estimations « subjectives » des perceptions des individus. Toutefois, le terme « objectif » occulterait le fait que chaque indicateur des inégalités, comme l'indice de Gini, s'appuie sur un ensemble de conventions et a une interprétation normative.
3. Ce rapport analyse ce indicateurs séparément mais il met en valeur à quel point ils sont liés. This report analyses these indicators separately, although it highlights how they strongly interrelate. Bavetta, Li Donni and Marino (2017[19]) suggère une approche multidimensionel différente, basé sur des variables latentes, afin the combiner des indicateur différents reliés à plusieurs dimensions. Une telle méthode requiert de pouvoir observer tous les indicateurs au sein de la même enquête.

1.2. Les perceptions moyennes des individus relatives aux inégalités ont tendance à correspondre aux indicateurs statistiques traditionnels, à quelques différences près

En moyenne, les perceptions à l'égard des inégalités sont corrélées aux estimations traditionnelles des inégalités et de la persistance intergénérationnelle

Dans différents pays, lorsque les indicateurs de l'OCDE et d'autres sources indiquent une hausse des inégalités de revenu et une mobilité sociale en baisse, les individus perçoivent généralement eux aussi des inégalités plus importantes et moins de mobilité (Tableau 1.2 et chapitre 2). Les résultats indiquent que les perceptions, quoique fondées sur des informations partielles, reflètent la réalité des données relatives aux inégalités économiques dans la société.

Tableau 1.2. La plupart des pays sont classés de façon identique que les niveaux d'égalités de revenu et de persistance intergénérationnelle soient perçus ou mesurés grâce à des indicateurs traditionnels, mais certains d'entre eux présentent des décalages importants

	Inégalités de revenu		Persistance intergénérationnelle	
	Part des revenus allant aux 10 % les plus riches, selon des indicateurs traditionnels	Perception de la part des revenus allant aux 10 % les plus riches	Persistance intergénérationnelle des revenus d'activité, selon des indicateurs traditionnels	Perception de la persistance intergénérationnelle des revenus dans les 10 % les plus pauvres
Slovénie	Faible	Faible	-	-
Belgique	Faible	Moyen	Moyen	Moyen
Norvège	Faible	Faible	Faible	Faible
Estonie	Faible	Faible	-	-
Danemark	Faible	Faible	Faible	Faible
Pologne	Faible	Faible	-	-
Autriche	Faible	Élevé	Élevé	Élevé
Finlande	Faible	Moyen	Faible	Faible
Pays-Bas	Moyen	Faible	Moyen	Moyen
Canada	Moyen	Élevé	Moyen	Faible
Allemagne	Moyen	Moyen	Élevé	Élevé
Grèce	Moyen	Élevé	Faible	Élevé
Irlande	Moyen	Moyen	Moyen	Élevé
Suisse	Moyen	Moyen	Élevé	Moyen
Espagne	Moyen	Moyen	Faible	Moyen
France	Moyen	Faible	Élevé	Moyen
Corée	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen
Portugal	Élevé	Élevé	Moyen	Moyen
Italie	Élevé	Moyen	Élevé	Faible
Israël	Élevé	Faible	-	-
Lituanie	Élevé	Moyen	-	-
États-Unis	Élevé	Élevé	Moyen	Faible
Turquie	Élevé	Élevé	Faible	Élevé
Mexique	Élevé	Élevé	-	-
Chili	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé

Note : les pays sont classés en faible/moyen/élevé selon la distribution de l'indicateur parmi les pays examinés ; par exemple, les huit pays dont les valeurs pour l'estimation de la part des revenus allant aux 10 % les plus riches sont les plus importantes sont notés « élevé ». L'estimation de la persistance intergénérationnelle des revenus de l'activité correspond à l'élasticité entre les revenus des jeunes hommes observés à la fin des années 2000 et les revenus de leurs pères au même âge. Le classement de la persistance intergénérationnelle n'est calculé que pour les pays de l'OCDE pour lesquels les données sur l'élasticité des revenus intergénérationnelle est disponible (2019[12]), *L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale.*

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur (OCDE, 2021[16]), *Principaux résultats de l'enquête de 2020 Des risques qui comptent*, *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus* (https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD) pour la part des revenus les plus élevés, OCDE (2019[12]), *L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale*, pour la persistance intergénérationnelle des revenus de l'activité (Section 2.2).

StatLink https://stat.link/xpj2ta

Toutefois, dans certains pays, les perceptions et les indicateurs traditionnels sont parfois très différents. Dans certains pays, les perceptions indiquent un niveau plus faible que les indicateurs traditionnels – c'est-à-dire que les individus ont le sentiment de vivre dans une société plus égalitaire qu'elle ne l'est en réalité – que ce soit à l'égard des inégalités de revenu (Israël, Lituanie et Pays-Bas), de la persistance intergénérationnelle (Canada, Suisse et États-Unis), ou les deux (France et Italie). À l'inverse, dans d'autres pays, les perceptions affichent un niveau plus élevé que les indicateurs traditionnels – c'est-à-dire que les individus ont le sentiment de vivre dans une société moins égalitaire

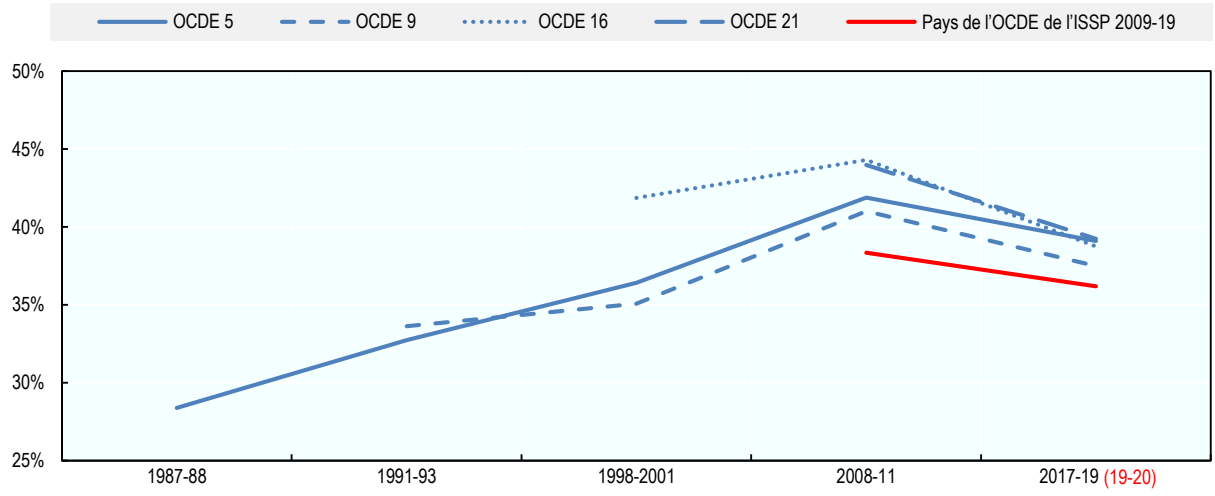
qu'elle ne l'est réellement – que ce soit à l'égard des inégalités de revenu (Autriche, Belgique, Canada et Finlande), de la persistance intergénérationnelle (Turquie et Espagne), ou les deux (Grèce).

Ces dernières décennies, dans de nombreux pays de l'OCDE, les préoccupations des individus au sujet des disparités de revenu ont progressé de même que les inégalités de revenu.

Les inquiétudes relatives aux disparités de revenu et les estimations traditionnelles au sujet des inégalités ont évolué parallèlement au fil du temps. La proportion d'individus convaincus que les inégalités de revenu sont trop importantes a augmenté au moins depuis la fin des années 1980 (Graphique 1.4), parallèlement à la hausse des inégalités de revenu mesurée par des indicateurs statistiques traditionnels (OCDE, 2012[11]). C'est dans les pays où les estimations traditionnelles des inégalités de revenu ont enregistré les plus fortes hausses que les préoccupations dans ce domaine se sont accrues le plus. La tendance indique que, généralement, les individus ont intégré dans leurs perceptions les informations factuelles relatives à l'évolution des inégalités de revenu.

Graphique 1.4. Les préoccupations relatives aux inégalités de revenu ont augmenté au cours des dernières décennies

Part des individus fortement convaincus que les écarts de revenus dans leur pays sont trop importants, moyennes de l'OCDE



Note : moyenne non pondérée pour l'ensemble des pays.
OCDE 5 : Autriche, Australie, États-Unis, Hongrie, Royaume-Uni ; OCDE 9 : plus Allemagne, Nouvelle-Zélande, Slovénie, Suède ; OCDE 16 : plus Danemark, Espagne, France, Israël, Japon, République tchèque, République slovaque ; OCDE 21 : plus Suisse, Finlande, Islande, Lituanie, Turquie.
Pays de l'OCDE de l'ISSP 2009-19 correspond aux pays présents dans l'ISSP 2009 et 2019 pour lesquels les tendances permettent une comparaison plus complète. Il s'agit de l'Australie, de la Suisse, du Chili, de la République tchèque, de l'Allemagne, du Danemark, de la Finlande, du Royaume-Uni, de l'Italie, du Japon, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège et de la Slovénie.
Source : Programme international d'enquêtes sociales (ISSP) 1987, 1992, 1999, 2009, 2017 et 2019 ; Enquête australienne sur les comportements sociaux 2019 ; partie norvégienne de l'ISSP 2019, British Social Attitudes 2019 (Section 2.1).

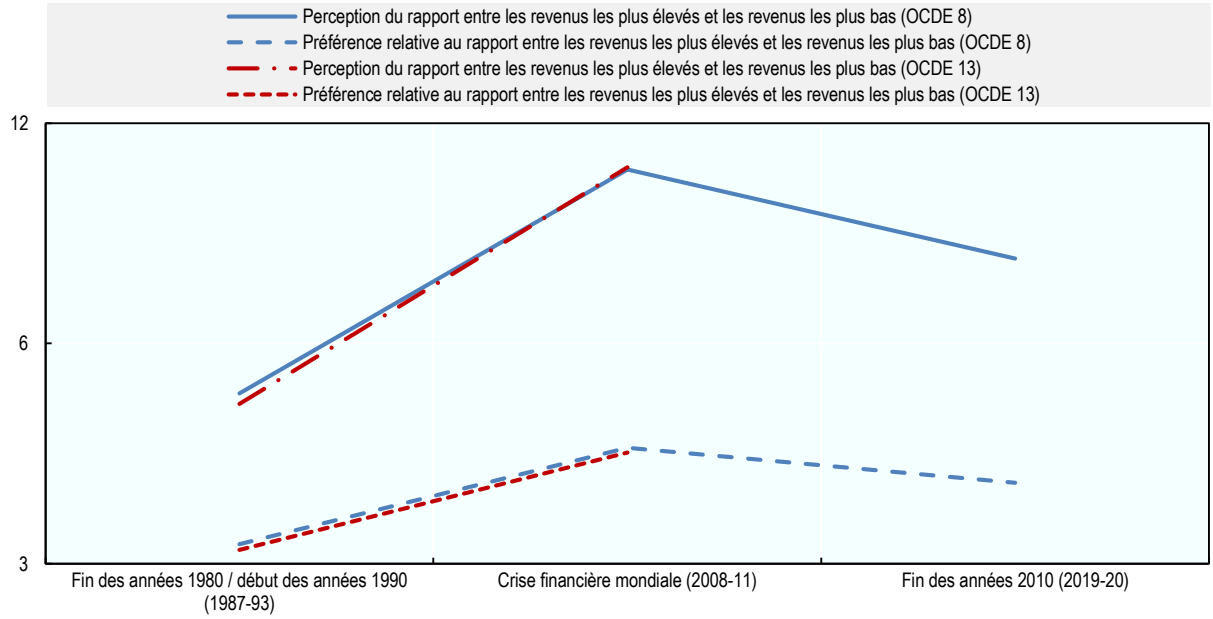
StatLink https://stat.link/2o3l5d

La hausse des préoccupations a été entraînée par la hausse des inégalités perçues. L'écart perçu entre les revenus d'activité les plus élevés et les plus bas – pour lesquels les données disponibles couvrent une longue période – s'est considérablement creusé ces dernières décennies dans les pays observés. En 2019-20, les individus considéraient que les plus hauts revenus – médecins et présidents de grandes

entreprises nationales – gagnaient en moyenne 8 fois plus que les plus bas revenus – ouvriers non qualifiés dans une usine (Graphique 1.5). Ce rapport entre les revenus les plus élevés et les plus bas, tel qu'il était perçu, a fortement augmenté entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, lorsqu'il avoisinait les 5 pour 1, avant d'atteindre son niveau le plus élevé pendant la crise financière mondiale.

Graphique 1.5. La perception des inégalités de revenu a fortement augmenté au fil du temps

Perceptions et préférences relatives au rapport entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus bas, en moyenne pour 8 pays de l'OCDE



Note : les valeurs correspondent à la moyenne des valeurs médianes sur l'échelle logarithmique (base 2). OCDE 13 comprend l'Allemagne, l'Autriche, l'Australie, les États-Unis, la Hongrie, l'Italie, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, la Slovénie, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni. OCDE 8 comprend les mêmes pays moins l'Autriche, les États-Unis, la Hongrie, la Pologne et la Suède (pour ces pays, les données ne sont disponibles que jusqu'à la crise financière mondiale).
Source : Calculs de l'OCDE à partir de l'ISSP 1987, 1992, 2009 et 2019 ; Enquête australienne sur les comportements sociaux 2019 ; partie norvégienne de l'ISSP 2019 ; British Social Attitudes 2019 (Section 2.3).

StatLink https://stat.link/lp03wh

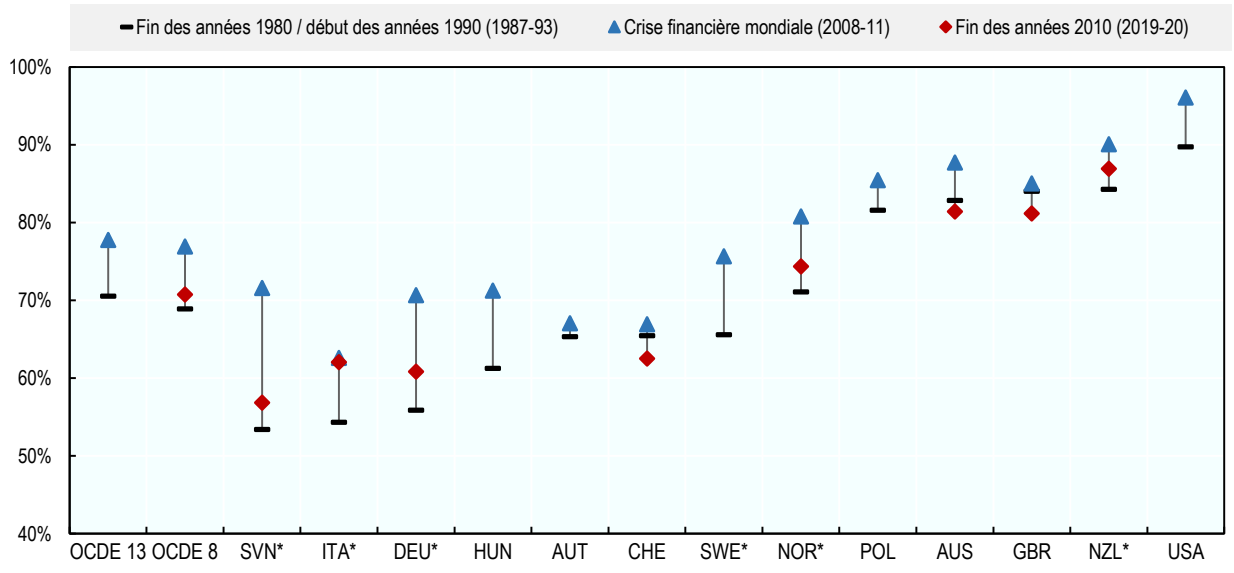
La tolérance à l'égard des inégalités de revenu a légèrement augmenté, à mesure que les individus se sont adaptés à des niveaux d'inégalités plus élevés au fil du temps. Les préférences quant aux niveaux d'inégalités sont largement inférieures aux niveaux perçus dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Toutefois, les préférences ont évolué au fil du temps. Entre la fin des années 1980 et la crise financière mondiale, les préférences relatives au niveau des inégalités de revenu ont été revues à la hausse dans tous les pays considérés, de façon plus marquée dans les pays où la perception des inégalités avait le plus augmenté. Les préférences dans ce domaine ont ensuite diminué au cours de la dernière décennie, 2010-19, alors que les écarts de revenu sont restés aussi creusés qu'entre la fin des années 1980 et le début des années 1990.

En moyenne, la révision à la hausse des préférences relatives au niveau des inégalités de revenu a compensé à hauteur de moitié la hausse importante des inégalités perçues. Par conséquent, l'accroissement de la perception des inégalités de revenu ne s'est pas totalement traduit par un accroissement des préoccupations dans ce domaine. Toutefois, malgré la révision à la hausse des préférences quant aux inégalités de revenu, la demande en faveur d'une plus grande égalité dans ce domaine s'est également accrue ces dernières années.

Une hausse de l'importance accordée au fait de travailler dur pour réussir dans la vie, entre le début des années 1990 et la crise financière mondiale, peut expliquer en partie l'augmentation du seuil de tolérance à l'égard des inégalités (Graphique 1.6). Les individus qui estiment que pour réussir dans la vie le fait de travailler dur compte plus que le fait d'avoir de la chance ou de bénéficier d'autres circonstances indépendantes de sa volonté font preuve d'une plus grande tolérance à l'égard des inégalités de revenu parce qu'ils considèrent que des écarts de revenu élevés sont le fruit des efforts consentis par les personnes. Toutefois, parmi les pays dont les données considérées vont jusqu'en 2019, l'importance donnée au fait de travailler dur a diminué entre le début et la fin des années 2010. Cette tendance indique que les individus ne sont plus aussi convaincus que les écarts de revenus et de revenus d'activité sont liés aux efforts consentis par les personnes.

Graphique 1.6. La conviction quant à l'importance de travailler dur pour réussir dans la vie a progressé pendant les deux décennies qui ont précédé la crise financière mondiale mais semble reculer

Pourcentage de personnes interrogées qui estiment que le fait de travailler dur est très important ou essentiel pour réussir dans la vie



Source : ISSP 1987, 1992, 2009 et 2019.

StatLink https://stat.link/wsq7px

1.3. La hausse des préoccupations au sujet des inégalités crée une augmentation de la demande en faveur de la redistribution, mais n'entraîne pas nécessairement un soutien massif de toutes les mesures des pouvoirs publics

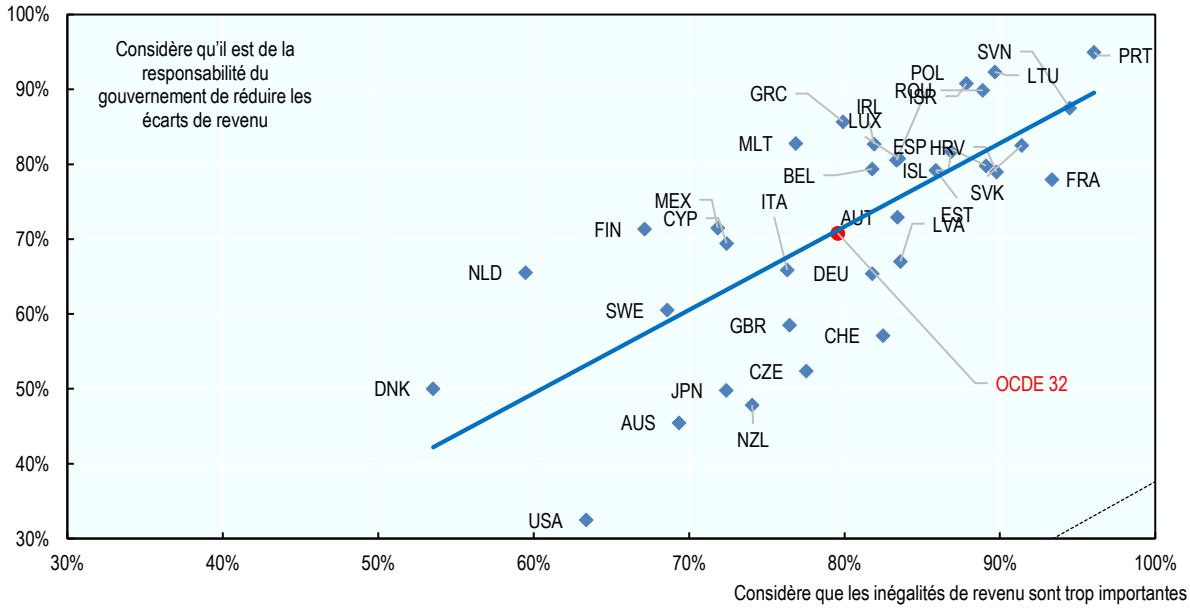
La perception et les préoccupations des individus déterminent leurs préférences en matière de redistribution des revenus

La perception des inégalités et les préoccupations qui y sont liées sont des facteurs importants de la demande de redistribution. Dans tous les pays, les préoccupations liées aux disparités de revenu sont étroitement corrélées à la part de la population qui estime qu'il incombe à l'État de réduire les écarts de revenu (Graphique 1.7). Les hausses des inégalités – telles que mesurées par des indicateurs statistiques

traditionnels – sont associées à une demande accrue de redistribution uniquement dans la mesure où les préoccupations des individus quant aux inégalités augmentent en conséquence (voir chapitre 3).

Graphique 1.7. Les préoccupations relatives aux inégalités de revenu sont étroitement liées à la demande de mesures en faveur de la redistribution

Part des personnes interrogées qui sont d'accord avec le fait qu'il est de la responsabilité du gouvernement d'intervenir en faveur de la redistribution ou que les inégalités de revenus sont trop importantes



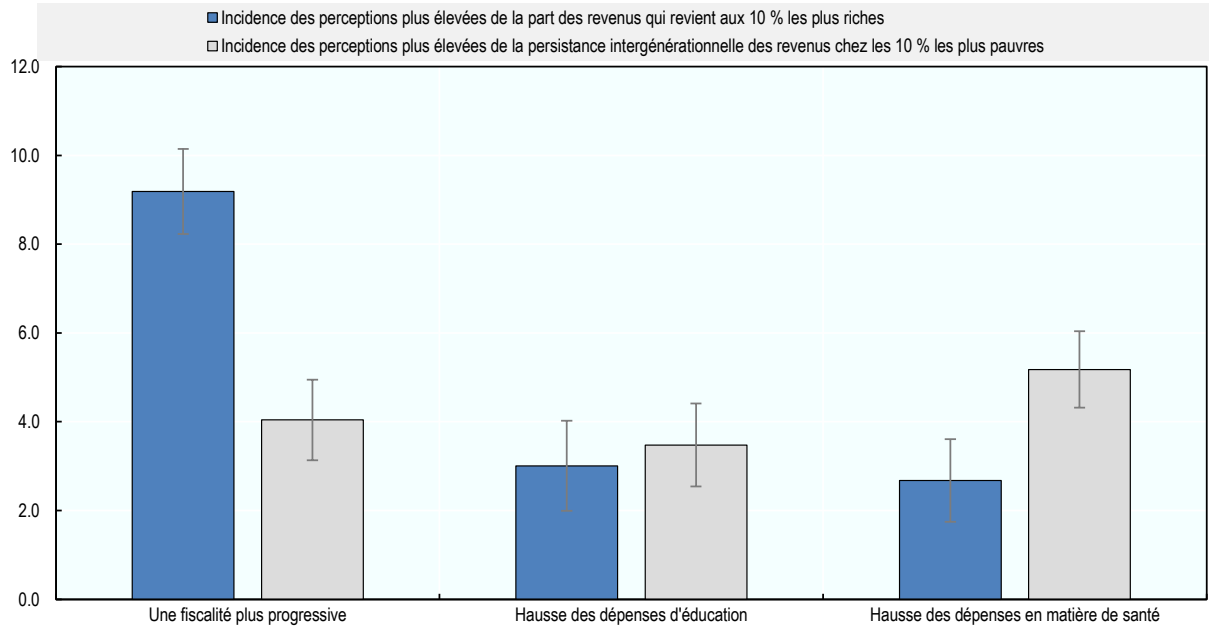
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'ISSP 2017 et l'Eurobaromètre 471/2017 (Section 3.1).

StatLink https://stat.link/f0uqmc

Les inégalités perçues aussi bien quant au revenu qu'à l'égalité des chances influencent les préférences en matière de politiques en faveur de la diminution des inégalités. Même lorsque les individus estiment que la mobilité sociale est élevée, une perception accrue des inégalités de revenu est associée à une hausse de la demande de redistribution. Toutefois, les perceptions en matière d'inégalités de revenu et de mobilité sociale peuvent être associées à différents types d'intervention. Par exemple, il semble qu'une perception des inégalités de revenu plus importante pourrait être plus étroitement liée à une demande de fiscalité plus progressive. D'autre part, la perception des inégalités de revenu et celle de la mobilité intergénérationnelle influencent dans une même mesure la demande en faveur d'une hausse des dépenses publiques au titre des systèmes d'éducation et de santé (Graphique 1.8).

Graphique 1.8. Les préférences en matière de type d'intervention permettant de réduire les inégalités dépendent d'une combinaison de perceptions

Incidence de perceptions plus importantes sur la part des personnes interrogées (points de pourcentage) qui soutiennent différents types d'intervention



Note : des perceptions plus « élevées » ou « importantes » correspondent à une hausse de 40 points de pourcentage (approximativement un passage du 25e au 75e centile). La question sur la fiscalité progressive est : « L'État devrait-il augmenter les taxes imposées aux riches afin d'aider les pauvres ? » Pour les autres catégories, il s'agit de la question suivante : « Selon les impôts que vous devriez payer et les avantages que vous pourriez en tirer, vous et votre famille, aimeriez-vous que l'État dépense moins, autant ou plus dans les domaines suivants ? » Les personnes interrogées qui ont répondu « Je ne sais pas » ne sont pas prises en compte.
Source : Calculs de l'OCDE fondés sur (OCDE, 2021[16]), *Principaux résultats de l'enquête de 2020 Des risques qui comptent* (Partie 3.4).

StatLink https://stat.link/xw38zy

La demande des individus en faveur d'une intervention pour lutter contre les inégalités diminue à mesure que leurs propres revenus augmentent : les individus dont les revenus sont élevés tolèrent des inégalités plus importantes, même s'ils perçoivent le même niveau d'inégalités en matière de revenu et d'égalité des chances. Les différences de préférences relatives au niveau des inégalités reflètent des considérations de « portefeuille » – la redistribution a un coût pour les riches mais offre des avantages aux pauvres. La plus forte demande de redistribution parmi les individus dont les revenus sont faibles indique que, lorsque les inégalités augmentent, les personnes qui deviennent – et se sentent – plus pauvres que la moyenne soutiennent davantage les politiques de redistribution.

Toutefois, le lien entre les revenus personnels et le soutien des politiques visant à réduire les inégalités dépend de la perception qu'ont les individus de leur position dans la distribution des revenus. Dans la zone OCDE, une part particulièrement élevée d'individus considèrent appartenir à la classe moyenne. Les données expérimentales indiquent que communiquer des informations aux individus augmente la demande en faveur de la redistribution chez ceux qui découvrent qu'ils sont plus pauvres qu'ils ne le pensaient et cela la diminue chez ceux qui apprennent qu'ils sont mieux lotis (Ciani, Fréget et Manfredi, à paraître[18]).

Cependant, la demande de redistribution dépend également des préférences sociales des individus et de leurs opinions au sujet de ce qui cause les inégalités. Au niveau individuel, la perception du niveau global des inégalités et de la mobilité intergénérationnelle compte autant que le revenu personnel pour expliquer les préférences en faveur de la redistribution. De plus, une hausse des

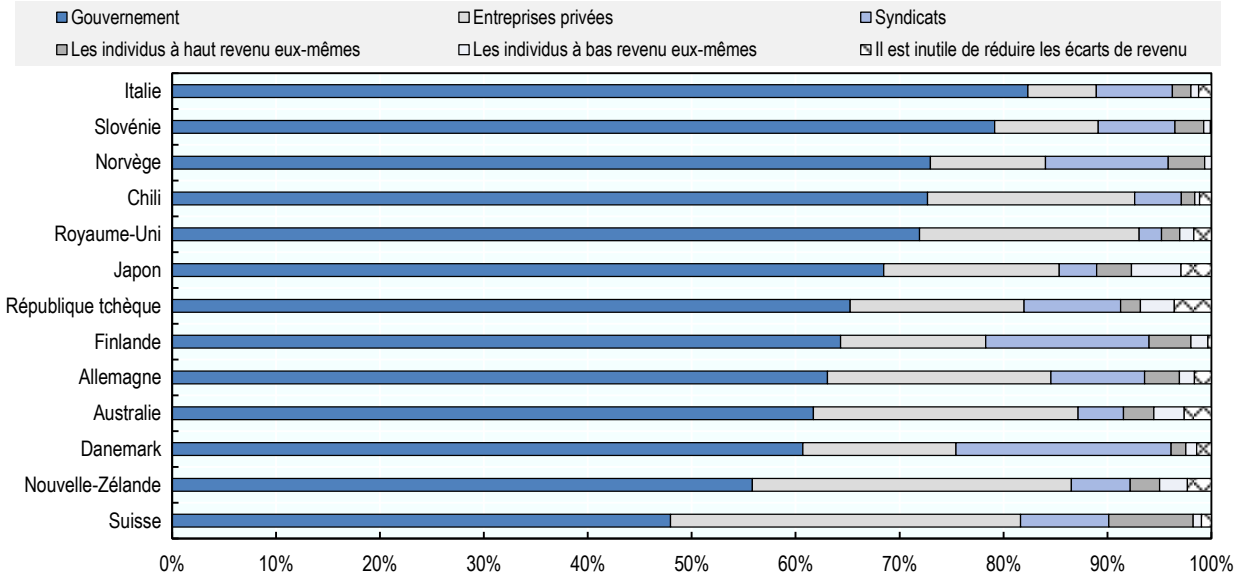
inégalités conduit également à une hausse de l'adhésion des plus riches à la redistribution : à mesure que les inégalités progressent, leurs préférences sociales en faveur de la réduction des disparités dépassent la question des avantages et des coûts entraînés par la redistribution (Rueda and Stegmueller (2019[19]) et Section 3.3). En effet, la redistribution est assortie d'un coût pour les riches mais ils sont encore en mesure de le supporter pour des raisons purement altruistes ou parce qu'ils estiment qu'une hausse des inégalités pourrait leur nuire par d'autres biais – par exemple par une baisse de la productivité nationale ou une hausse de la délinquance. Enfin, indépendamment de leurs revenus, les individus adhèrent davantage aux interventions visant à réduire les inégalités s'ils estiment que les inégalités existantes sont le fruit de circonstances indépendantes de leur volonté.

Au-delà de la perception des inégalités, l'opinion des citoyens sur le rôle de l'État et l'efficacité des politiques publiques a son importance.

Même si la perception des inégalités et les préoccupations qui y sont liées sont des facteurs déterminants des préférences en matière de redistribution, une demande accrue en faveur d'une plus grande égalité ne se traduit pas nécessairement par un appui massif des interventions des pouvoirs publics. Au fil du temps, les préférences en matière de redistribution des revenus dans les pays de l'OCDE ont progressé, en moyenne, moins que les préoccupations. Les indicateurs statistiques traditionnels indiquent également qu'elles ont moins réagi aux évolutions des inégalités de revenu observées (suivies par des indicateurs statistiques traditionnels). Dans la plupart des pays, le pourcentage d'individus interrogés qui estiment qu'il incombe aux pouvoirs publics de réduire les inégalités est moins élevé que le pourcentage d'individus qui considèrent que ces inégalités sont trop importantes (Graphique 1.9). Dans certains pays, une part importante des personnes interrogées pensent qu'il incombe aux entreprises privées, aux syndicats ou aux individus eux-mêmes de réduire les écarts de revenu, et non au gouvernement.

Graphique 1.9. Pour certaines personnes, il incombe essentiellement aux entreprises privées, aux syndicats et aux individus eux-mêmes de réduire les écarts de revenu

Pourcentage d'individus ayant répondu, selon leur réponse à la question : « Selon vous, qui devrait être principalement responsable de la réduction des écarts de revenu entre les plus riches et les plus pauvres ? »



Source : calculs de l'OCDE issus de l'ISSP 2019.

StatLink https://stat.link/zebipg

L'efficacité perçue des interventions publiques entraîne l'adhésion aux mesures visant à réduire les inégalités. Les individus demandent moins de redistribution par le système de prélèvements et de prestations s'ils considèrent que les prestations sont réelles et bien ciblées. En effet, les données de l'enquête Trustlab de l'OCDE indiquent que les individus sont moins favorables à une fiscalité progressive s'ils considèrent que les agents de la fonction publique sont largement concernés par des pratiques de petite corruption, conduisant à un mauvais usage et un détournement de fonds publics. En revanche, ils soutiennent les politiques redistributives s'ils perçoivent que ces interventions réduisent efficacement les inégalités et la pauvreté.

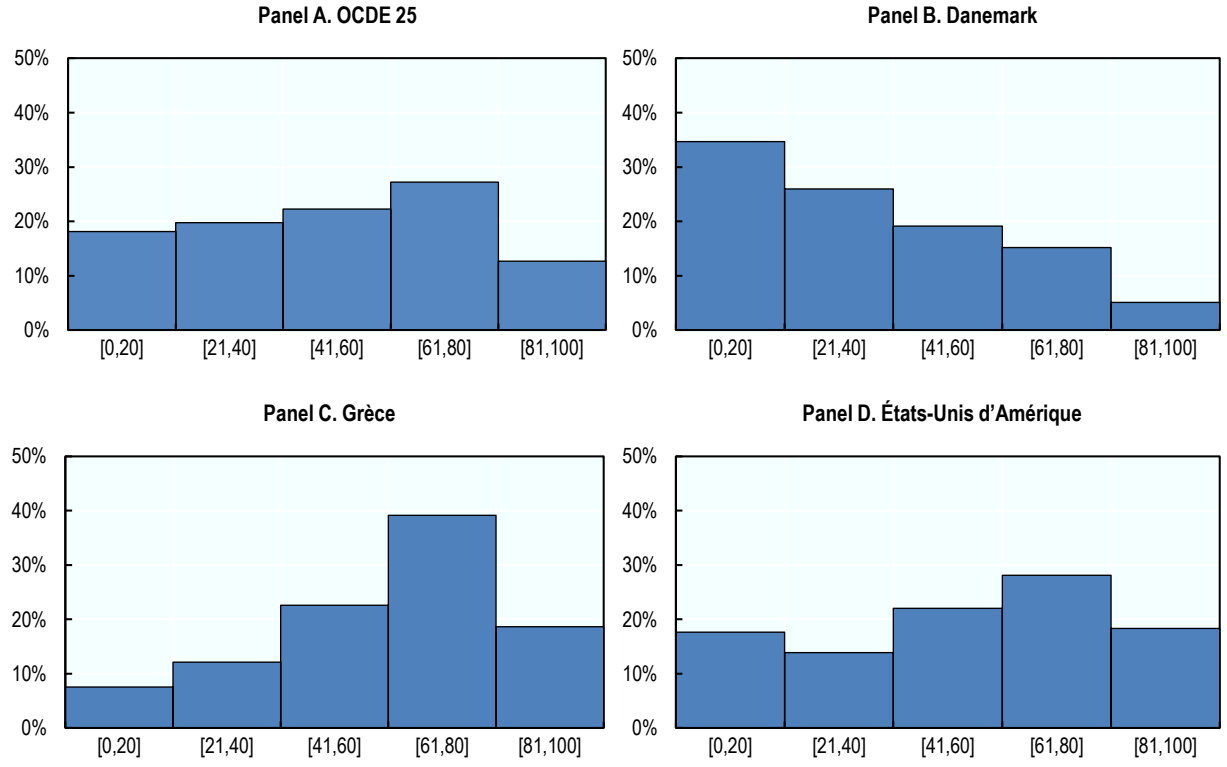
Si les individus conviennent de la nécessité d'une intervention publique, ils ne sont pas toujours d'accord sur les mesures à adopter. On observe de grandes différences entre les pays – et entre les individus – quant à leurs perceptions de l'échelle des inégalités en matière de situtation (inégalités en bas ou en haut de l'échelle de distribution) et des obstacles à la mobilité intergénérationnelle, comme l'éducation des parents ou le patrimoine, par exemple. De la même manière, les individus dans différents pays associent la « redistribution » à différents types d'intervention, qui vont de la fiscalité progressive à l'aide au revenu en passant par l'aide au logement et à la santé.

1.4. Dans la plupart des pays, l'opinion publique est divisée au sujet des inégalités

La perception des individus de l'ampleur actuelle des inégalités de revenu peut également varier fortement au sein des pays, certains citoyens percevant un niveau très faible et d'autres très élevé (Graphique 1.10**).** Dans certains pays - comme dans la moyenne de l'OCDE – il n'existe pas de perception prépondérante mais un large éventail. Dans d'autres, comme aux États-Unis, les perceptions ont tendance à se polariser en groupes ayant des opinions radicalement différentes. Dans quelques pays seulement, la plupart des individus ont tendance à percevoir des niveaux d'inégalités de revenu similaires – soit faibles, comme au Danemark, ou élevés, comme en Grèce. Pour les perceptions en matière de disparités de revenu d'activité et de mobilité sociale, la dispersion est la même (voir chapitre 4).

Graphique 1.10. Les perceptions des inégalités de revenu sont largement dispersées

Distribution estimée de la part perçue du revenu total allant aux 10 % de ménages les plus riches, dans certains pays, 2020



Note : les colonnes montrent la répartition des estimations des personnes interrogées quant à la part des 10 % les plus riches dans les revenus dans leur pays (plus la colonne est haute, plus le nombre de personnes ayant répondu dans la catégorie est important).
Source : Calculs de l'OCDE fondés sur (OCDE, 2021[16]), *Principaux résultats de l'enquête de 2020 Des risques qui comptent* (Section 4.1).

StatLink https://stat.link/nj5ct2

Différents individus sont plus susceptibles d'être d'accord sur le niveau « idéal » d'inégalités de revenu que sur leur estimation du niveau actuel. En effet, dans tous les pays, les préférences quant à la part du revenu détenu par les 10 % les plus riches varient moins que les niveaux perçus dans ce domaine. Les opinions divergent quant à l'ampleur des inégalités de revenu qui devraient être réduites essentiellement parce que les individus perçoivent des niveaux d'inégalités différents, plutôt qu'en raison de différences de préférences en matière d'égalité.

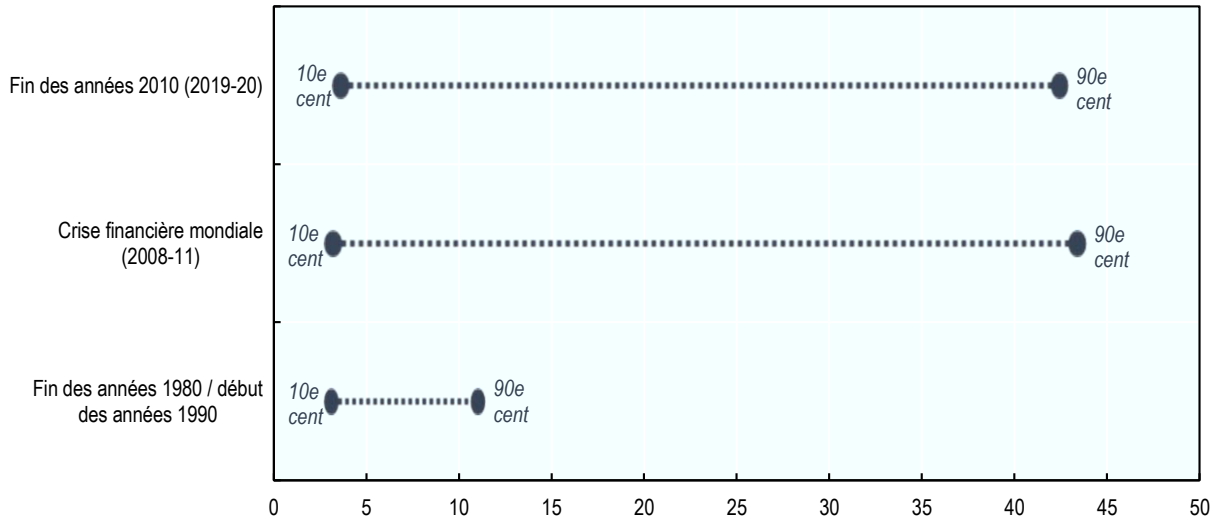
La dispersion des perceptions et des préférences en matière de disparités de revenu d'activité s'est considérablement étendue ces dernières décennies (Graphique 1.11), ce qui indique des niveaux de désaccord en hausse. Dans certains pays, des signes d'une polarisation montante sont également visibles. Deux écoles sont apparues : une selon laquelle les disparités actuelles de revenu d'activité sont plus acceptables, et l'autre pour laquelle elles sont extrêmement creusées. Les individus ont tendance à être particulièrement en désaccord au sujet du niveau actuel des revenus les plus élevés et de ce qu'ils devraient être. La forte progression de ces tendances, identifiée par les indicateurs statistiques traditionnels (OCDE, 2012[11]), au cours des trente dernières années, s'accompagne d'une division accrue de l'opinion publique.

Les désaccords entre individus aux caractéristiques sociodémographiques similaires à propos de l'ampleur des inégalités peuvent être élevés. Ces désaccords ont augmenté au fil des années. Les perceptions à l'égard des inégalités de revenu et de la mobilité sociale varient selon le salaire, le niveau

d'instruction, la situation professionnelle, le sexe, l'âge et le type de logement des individus mais ces disparités restent comparativement peu significatives. Les différences *entre* les catégories socioéconomiques n'expliquent pas plus de 10 % de la dispersion totale des perceptions, les 90 % restants traduisent des différences de perception entre individus aux profils très similaires. En outre, l'élargissement de la dispersion des perceptions et des niveaux de préoccupation à l'égard des inégalités de revenu reflète essentiellement une plus forte dispersion *au sein* des catégories.

Graphique 1.11. Les individus sont plus en désaccord qu'il y a 30 ans au sujet de l'ampleur des disparités de revenu d'activité

90e et 10e centiles du rapport perçu entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus bas, moyenne pour 8 pays de l'OCDE



Note : Les lignes représentent l'écart entre les 10 % de répondants les plus pauvres et les 10 % les plus riches, classés en fonction de leur point de vue sur le rapport entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus bas. Les valeurs correspondent à la moyenne pour l'Australie, l'Allemagne, l'Italie, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Royaume-Uni, la Slovénie et la Suisse. Les tendances entre la fin des années 1980 et la crise financière mondiale sont identiques si seuls les pays étudiés dans l'ISSP jusqu'en 2009 sont pris en compte (Autriche, États-Unis, Hongrie, Pologne et Suède)
Source : Calculs de l'OCDE à partir de l'ISSP 1987, 1992, 2009 et 2019 ; Enquête australienne sur les comportements sociaux 2019 ; partie norvégienne de l'ISSP 2019 ; British Social Attitudes 2019 (Section 4.2).

StatLink https://stat.link/cwpfdo

1.5. Conclusion : comprendre les perceptions et les préoccupations relatives aux inégalités peut aider à concevoir les réformes à venir

La crise du COVID-19 a mis au jour la vulnérabilité d'une part importante de la population au sein des pays de l'OCDE. Alors que les mesures d'urgence disparaissent progressivement, les gouvernements s'emploient à mettre en œuvre des réformes qui répondront à ces vulnérabilités et mettront l'accent sur l'égalité des chances. Ainsi, d'après le rapport, il convient, pour instaurer une compréhension mutuelle entre les citoyens et les pouvoirs publics en matière de réduction des inégalités et de promotion de la mobilité sociale, de déterminer comment les individus se forgent leurs perceptions et opinions. Les perceptions, les préférences et les préoccupations en matière d'inégalités se modifient en fonction de l'évolution des inégalités mesurées. Toutefois, au bout du compte, c'est l'association de ces facteurs qui détermine le soutien des individus en faveur des réformes prévues pour lutter contre les inégalités durables. Les perceptions, les préférences et les préoccupations varient selon les pays et évoluent au fil

du temps. Ainsi, les données sur l'opinion des individus au sujet des inégalités peuvent orienter la conception des politiques publiques et permettre aux réformes de recueillir l'adhésion nécessaire des citoyens.

La plupart des individus de la zone OCDE considèrent que le niveau actuel des inégalités de revenu est trop élevé. Les perceptions relatives aux inégalités de revenu et à une mobilité sociale faible induisent les préoccupations à ce sujet. De plus, les individus se sentent plus préoccupés au sujet des inégalités de revenu lorsqu'ils pensent que le fait de travailler dur n'est pas une condition pour réussir dans la vie. En d'autres termes, ils s'intéressent aux inégalités de revenu et à l'égalité des chances. Ils considèrent que ces deux paramètres sont liés et qu'ils doivent être ciblés tous les deux par les interventions des pouvoirs publics pour réduire les disparités de revenu. De ce fait, les réformes qui visent ces deux points sont plus susceptibles d'être soutenues.

Toutefois, une demande étendue en faveur d'une plus grande égalité **ne signifie pas nécessairement que les citoyens sont favorables à n'importe quelle intervention des pouvoirs publics puisque les perceptions et les préférences diffèrent selon les pays.** Les perceptions et les préférences quant au revenu et à l'égalité des chances varient selon les pays. Ainsi, l'importance que les individus accordent à un type d'inégalité par rapport à l'autre n'est pas la même dans tous les pays et ceci influe sur leur soutien aux réformes. Certaines ciblent la redistribution, notamment avec une hausse du taux d'imposition des hauts revenus, d'autres s'intéressent à l'égalité des chances, par exemple en améliorant l'accès à un enseignement de qualité. Par ailleurs, les perceptions et opinions des individus peuvent également être façonnées par d'autres aspects – si les revenus les plus élevés sont trop hauts ou si les revenus inférieurs sont trop bas, ou selon les obstacles à la mobilité intergénérationnelle perçus comme les plus difficiles (comme l'éducation parentale ou le patrimoine). Afin de bénéficier d'un appui suffisant des individus, les décideurs politiques doivent tenir compte de ces différences nationales lorsqu'ils conçoivent des trains de réformes.

Compte tenu de l'ampleur des fonds publics mobilisés pendant la pandémie, les coûts et les avantages des réformes à venir font l'objet d'une attention toute particulière. De plus, **l'efficacité des mesures adoptées a de l'importance pour l'ensemble des citoyens. Les citoyens sont plus favorables à certaines mesures lorsqu'ils considèrent qu'elles réduisent efficacement les inégalités.** Il est donc nécessaire de concevoir avec soin les réformes sociales et en faveur de la redistribution, en tirant les leçons des bonnes pratiques et des évaluations des actions menées par le passé. Toutefois, il est également important de permettre aux individus de comprendre le fonctionnement et les répercussions des politiques publiques. Pour ce faire, les gouvernements devraient évaluer de façon approfondie les interventions menées et expliquer clairement leurs effets en matière de redistribution, mais aussi recueillir les données accessibles qui permettent de réaliser cette évaluation. Ils devraient s'appuyer sur des recherches indépendantes menées par des universités et des organisations non gouvernementales ou internationales, afin de garantir la transparence des données et de susciter la confiance des citoyens.

Même si la plupart des individus les soutiennent, l'introduction de réformes peut être compliquée si différents groupes ont des points de vue difficiles à concilier. L'opinion publique est souvent divisée au sujet de l'ampleur réelle des inégalités et de ce qu'il convient de faire pour améliorer la situation. Cette division complique le débat public au sujet de la nécessité de mettre en œuvre des mesures pour réduire les inégalités car ces différents groupes ont souvent des opinions très partagées. Il est à noter que ces divisions vont au-delà des différences de classe : les désaccords profonds des individus ne s'expliquent qu'en partie par des différences d'opinion entre riches et pauvres ou entre catégories sociodémographiques. Les mesures qui ne ciblent qu'un groupe – défini selon des critères classiques (par ex. les jeunes ou la classe ouvrière) – peuvent ne pas réussir à rallier un soutien suffisant, même au sein du groupe ciblé.

Les données expérimentales montrent que communiquer aux individus des informations sur les inégalités modifie leurs perceptions à ce sujet, mais que cela n'a qu'un effet limité sur leurs préférences en matière

de redistribution. **Communiquer des informations de qualité sur les inégalités en termes de revenu et de chances pourrait contribuer à réduire la large dispersion des perceptions au sein de la population.** Cela permettrait de mettre en place des bases communes pour le débat public, même si cela n'atténue pas nécessairement les différences d'opinions au sujet de l'action publique.

Enfin, l'interprétation des données sur les perceptions des individus nécessite une analyse et une évaluation rigoureuse. **Pour améliorer la comparabilité entre les pays et dans le temps, il est nécessaire de définir des normes et des lignes directrices sur la manière de mesurer les perceptions, les préférences et les opinions relatives aux inégalités.** Le Groupe d'experts de l'OCDE sur les nouveaux indicateurs de l'acceptabilité des réformes auprès du public, créé récemment, a pour objectif d'œuvrer dans ce sens. Le présent rapport met également en évidence une série de lacunes dans les données liées à des facteurs importants qui influencent l'opinion des individus au sujet des inégalités.

Bibliographie

Alesina, A. et N. Fuchs-Schündeln (2007), « Good-Bye Lenin (or Not?): The Effect of Communism on People's Preferences », *American Economic Review*, vol. 97/4, pp. 1507-1528, https://doi.org/10.1257/aer.97.4.1507. [27]

Alesina, A. et P. Giuliano (2011), « Preferences for Redistribution », dans *Handbook of Social Economics*, Elsevier, https://doi.org/10.1016/b978-0-444-53187-2.00004-8. [33]

Alesina, A., A. Miano et S. Stantcheva (2020), *The Polarization of Reality*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, https://doi.org/10.3386/w26675. [17]

Almeida, V. et al. (2020), « Households´ income and the cushioning effect of fiscal policy measures during the Great Lockdown », *JRC Working Papers on Taxation and Structural Reforms*, n° 06/2020, Centre commun de recherche, Commission européenne, Séville, https://ec.europa.eu/jrc/sites/default/files/jrc121598.pdf. [5]

Atkinson, A. (1970), « On the measurement of inequality », *Journal of Economic Theory*, vol. 2/3, pp. 244-263, https://doi.org/10.1016/0022-0531(70)90039-6. [39]

Baldwin, R. (2020), « https://voxeu.org/article/inequality-and-pandemic-make-explosive-mix », *VoxEU*, https://voxeu.org/article/inequality-and-pandemic-make-explosive-mix. [9]

Balestra, C. et G. Cohen (2021), « Income Inequality through People's Lenses: Evidence from the OECD Compare your Income Web-tool », *OECD Papers on Well-being and Inequalities*, à paraître. [38]

Benabou, R. et E. Ok (2001), « Social Mobility and the Demand for Redistribution: The Poum Hypothesis », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 116/2, pp. 447-487, https://doi.org/10.1162/00335530151144078. [35]

Benabou, R. et J. Tirole (2006), « Belief in a Just World and Redistributive Politics », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 121/2, pp. 699-746, https://doi.org/10.1162/qjec.2006.121.2.699. [28]

Boone, L. et al. (2020), *Building back better: enhancing equal access to opportunities for all*, https://oecdecoscope.blog/2020/07/21/building-back-better-enhancing-equal-access-to-opportunities-for-all/. [14]

Brewer, M. et L. Gardiner (2020), « The initial impact of COVID-19 and policy responses on household incomes », *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 36/Supplement_1, pp. S187-S199, https://doi.org/10.1093/oxrep/graa024. [3]

Carta, F. et M. De Philippis (2021), « The impact of the COVID-19 shock on labour income inequality: Evidence from Italy », *Occasional Papers (Questioni di Economia e Finanza)*, n° 606, Bank of Italy, https://www.bancaditalia.it/pubblicazioni/qef/2021-0606/QEF_606_21.pdf?language_id=1. [8]

Chetty, R. et al. (2020), *The Economic Impacts of COVID-19: Evidence from a New Public Database Built Using Private Sector Data*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, https://doi.org/10.3386/w27431. [4]

Ciani, E., L. Fréget et T. Manfredi (à paraître), « Learning about inequality and preferences for redistribution: A meta-analysis of in-survey informational experiments ». [18]

Clark, A., C. D'Ambrosio et A. Lepinteur (2020), « The Fall in Income Inequality during COVID-19 in Five European Countries », *ECINEQ Working Papers Series*, n° 565, Society for the Study of Economic Inequality, http://www.ecineq.org/milano/WP/ECINEQ2020-565.pdf. [6]

Commission européenne (2020), *Employment and Social Developments in Europe 2020*, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg, https://doi.org/10.2767/478772. [7]

Corneo, G. et H. Grüner (2002), « Individual preferences for political redistribution », *Journal of Public Economics*, vol. 83/1, pp. 83-107, https://doi.org/10.1016/s0047-2727(00)00172-9. [22]

Cruces, G., R. Perez-Truglia et M. Tetaz (2013), « Biased perceptions of income distribution and preferences for redistribution: Evidence from a survey experiment », *Journal of Public Economics*, vol. 98, pp. 100-112, https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2012.10.009. [34]

Diermeier, M. et al. (2017), « Impact of inequality-related media coverage on the concerns of the citizens », *DICE Discussion Paper*, n° 258, Heinrich Heine University Düsseldorf, Düsseldorf Institute for Competition Economics (DICE), https://www.econstor.eu/bitstream/10419/162781/1/893307378.pdf. [23]

Giuliano, P. et A. Spilimbergo (2013), « Growing up in a Recession », *The Review of Economic Studies*, vol. 81/2, pp. 787-817, https://doi.org/10.1093/restud/rdt040. [31]

Hauser, O. et M. Norton (2017), « (Mis)perceptions of inequality », *Current Opinion in Psychology*, vol. 18, pp. 21-25, https://doi.org/10.1016/j.copsyc.2017.07.024. [20]

Hvidberg, K., C. Kreiner et S. Stantcheva (2020), *Social Position and Fairness Views*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, https://doi.org/10.3386/w28099. [32]

Kolm, S. (1976), « Unequal inequalities. I », *Journal of Economic Theory*, vol. 12/3, pp. 416-442, https://doi.org/10.1016/0022-0531(76)90037-5. [37]

Luttmer, E. et M. Singhal (2011), « Culture, context, and the taste for redistribution », *American Economic Journal: Economic Policy*, vol. 3/1, pp. 157-179, https://doi.org/10.1257/pol.3.1.157. [26]

Mijs, J. (2019), « The paradox of inequality: income inequality and belief in meritocracy go hand in hand », *Socio-Economic Review*, https://doi.org/10.1093/ser/mwy051. [30]

OCDE (2021), *Main Findings from the 2020 Risks that Matter Survey*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/b9e85cf5-en. [16]

OCDE (2020), *Enhancing equal access to opportunities for all in G20 countries*, Éditions OCDE, Paris, https://www.oecd.org/economy/enhancing-equal-access-to-opportunities-G20/. [1]

OCDE (2020), « Reconstruire en mieux : Pour une reprise durable et résiliente après le COVID-19 », *Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19)*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/583cf0b8-fr. [15]

OCDE (2019), *L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/bc38f798-fr. [12]

OCDE (2019), *Sous pression : la classe moyenne en perte de vitesse*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/2b47d7a4-fr. [13]

OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/9789264235519-fr. [10]

OCDE (2012), *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/9789264119550-fr. [11]

OCDE (à paraître), *Well-Being and COVID-19: Life in the First Year of the Pandemic*, Éditions OCDE, Paris. [2]

Osberg, L. et I. Bechert (2016), « Social values for equality and preferences for state intervention: Is the USA « Exceptional »? », *Working Paper*, n° 2016-03, Dalhousie University, Department of Economics, https://wp.economics.dal.ca/RePEc/dal/wpaper/DalEconWP2016-03.pdf. [36]

Perez-Truglia, R. (2019), *The Effects of Income Transparency on Well-Being: Evidence from a Natural Experiment*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, https://doi.org/10.3386/w25622. [24]

Phillips, L. et al. (2020), *Inequality in People's Minds*, Center for Open Science, https://doi.org/10.31234/osf.io/vawh9. [25]

Piketty, T. (1995), « Social Mobility and Redistributive Politics », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 110/3, pp. 551-584, https://doi.org/10.2307/2946692. [21]

Rueda, D. et D. Stegmueller (2019), *Who Wants What?*, Cambridge University Press, https://doi.org/10.1017/9781108681339. [19]

Trump, K. (2018), « Income Inequality Influences Perceptions of Legitimate Income Differences », *British Journal of Political Science*, vol. 48/4, pp. 929-952, https://doi.org/10.1017/S0007123416000326. [29]

Annexe 1.A. **Mesurer et interpréter les perceptions et les préférences en matière d'inégalités**

Dans les publications et le débat public, un large éventail de mesures sont utilisées pour examiner les opinions qu'ont les citoyens au sujet des inégalités. Elles peuvent être classées selon trois grandes dimensions :

- Leur domaine. Les inégalités des situtation (par ex. disparités de revenu) ou des chances (par ex. possibilités offertes de monter dans l'échelle sociale).
- Leur point de vue. Les opinions exprimées peuvent concerner la distribution globale des situtations et des chances au sein de la population d'un pays donné, ou la position individuelle dans cette distribution.
- La situation concernée. Les individus peuvent être interrogés sur leur perception de la situation actuelle ou sur la situation telle qu'ils aimeraient qu'elle soit. Ils peuvent également être invités à exprimer leur préoccupation quant à la situation actuelle – le fruit de la différence entre leurs perceptions des inégalités et leur souhait dans ce domaine. Ainsi, le Programme international d'enquêtes sociales demande depuis 1987 aux personnes interrogées si elles sont d'accord ou non avec l'affirmation suivante : « Les écarts de revenu [dans votre pays] sont trop importants ». Cette question vise à mesurer l'écart entre la perception qu'ont les individus des inégalités existantes et le niveau auquel elles devraient s'établir selon eux.

Une analyse théorique simple (présentée de manière synthétique dans le Graphique d'annexe 1.A.1 Graphique d'annexe 1.A.1et inspirée des travaux d'Alesina, Miano et Stantcheva (2020[17])) permet de relier les différents éléments examinés dans ce rapport :

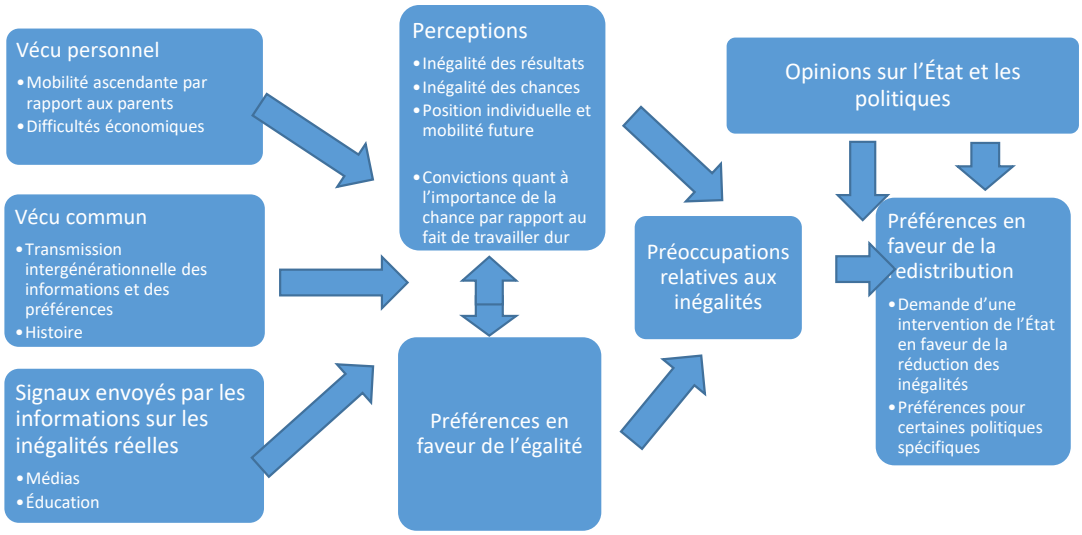
- Les individus se forgent leur propre perception de la distribution des revenus et des chances au sein de leur société, ainsi que de la position qu'ils occupent dans cette distribution (Hauser et Norton, 2017[20]). Ces perceptions sont déterminées par le vécu des individus, par exemple leur propre expérience de la réussite (Piketty, 1995[21]), ou une histoire commune (Corneo et Grüner, 2002[22]), ainsi que par les informations recueillies dans les médias et auprès d'autres sources (Diermeier et al., 2017[23] ; Perez-Truglia, 2019[24] ; Phillips et al., 2020[25]). Les individus ont par ailleurs leurs propres convictions quant à l'importance de la chance, du mérite ou des circonstances indépendantes de la volonté pour expliquer les inégalités de revenu. Ces convictions sont cruciales pour expliquer les différentes mentalités en matière de redistribution et sont étroitement liées aux perceptions (ainsi, elles sont classées parmi les perceptions dans le Tableau 1.1). Toutefois, ces convictions procèdent en réalité à la fois des perceptions qu'ont les individus et de leurs préoccupations, parce qu'ils ont tendance à confondre souvent une observation factuelle (sur la source réelle des inégalités) et un jugement de valeur (lié à l'importance que chacun attache au mérite).
- Les individus ont des préférences concernant le niveau des inégalités qui pourrait être acceptable s'agissant du revenu et de l'égalité des chances. Ces préférences peuvent être transmises d'une génération à l'autre (Luttmer et Singhal, 2011[26]) et dépendent du contexte historique de chaque pays (Corneo et Grüner, 2002[22] ; Alesina et Fuchs-Schündeln, 2007[27]). Elles sont aussi influencées par le vécu individuel. Les recherches montrent que les personnes peuvent avoir un seuil de tolérance plus élevé face aux inégalités (ou défendre plus fermement la méritocratie)

lorsqu'elles vivent dans une société plus inégalitaire (Benabou et Tirole, 2006[28] ; Trump, 2018[29] ; Mijs, 2019[30]). Si elles ont traversé des périodes difficiles, les personnes sont à l'inverse moins susceptibles d'accepter des inégalités marquées (Giuliano et Spilimbergo, 2013[31]). Les perceptions peuvent aussi avoir une incidence sur les préférences. Premièrement, ceux qui se considèrent comme relativement riches sont moins susceptibles d'être préoccupés par les inégalités pour des raisons personnelles (Hvidberg, Kreiner et Stantcheva, 2020[32]). Ensuite, de nombreux travaux ont montré que les individus sont prêts, du moins en partie, à accepter des inégalités de revenu s'ils croient en l'égalité des chances ou considèrent que les revenus élevés sont le fruit des efforts consentis par les personnes plutôt que du hasard ou de circonstances indépendantes de leur volonté (Piketty, 1995[21] ; Alesina et Giuliano, 2011[33]). Il est en outre possible que les préférences et les autres facteurs subjectifs connexes (comme les opinions politiques) influent aussi sur les perceptions, en conditionnant la manière dont les individus interprètent les informations et leur vécu, et le poids qu'ils leur accordent (Alesina, Miano et Stantcheva, 2020[17] ; Phillips et al., 2020[25]).

- Les individus sont préoccupés par les inégalités quand ils constatent un écart entre leur perception de la réalité et leurs préférences. Par exemple, le niveau de préoccupation des individus varie selon qu'ils considèrent les inégalités actuelles supérieures à ce qu'elles devraient être selon eux.
- Les préoccupations relatives aux inégalités peuvent conduire les individus à afficher des préférences accrues en faveur de la redistribution et à demander l'adoption de politiques publiques visant spécifiquement à réduire les disparités. Mais les préférences en faveur de la redistribution dépendent aussi de la perception qu'ont les individus de l'efficacité des politiques, ainsi que des avantages et des inconvénients qui en découlent pour eux en termes de prestations et d'impôts, c'est-à-dire pour leur propre portefeuille. Les avantages et inconvénients perçus dépendent de la position que les individus pensent occuper sur l'échelle de distribution (Cruces, Perez-Truglia et Tetaz, 2013[34]), ainsi que de leurs ambitions d'évolution dans le futur (Piketty, 1995[21] ; Benabou et Ok, 2001[35]).
- Les préférences en faveur de la redistribution, et leur relation avec les inégalités perçues et réelles, dépendent aussi de l'opinion qu'ont les individus du rôle de l'état dans la lutte contre les inégalités (Osberg et Bechert, 2016[36]). Par exemple, les inégalités perçues peuvent ne pas se traduire par un soutien plus marqué en faveur de la redistribution si les citoyens n'ont qu'une confiance limitée dans l'efficacité des politiques.

D'après le Graphique d'annexe 1.A.1, certaines de ces dimensions n'exercent aucune influence l'une sur l'autre. En réalité, ce cadre pourrait bien se révéler plus complexe. Ainsi, les préférences peuvent conditionner le vécu d'une personne (notamment en modifiant son réseau social) et la manière dont elle s'informe (en influant par exemple sur son choix de sources fiables). Le rapport ne tient pas compte de ces considérations supplémentaires, puisqu'il vise principalement à déterminer comment les inégalités de revenu réelles influent sur la perception de ces inégalités, et comment cette perception détermine la demande en faveur de la redistribution.

Graphique d'annexe 1.A.1. Perceptions, préférences et préoccupations relatives aux inégalités



Notes : les flèches indiquent le sens de l'influence exercée par une dimension sur l'autre. Dans un souci de simplicité, une seule flèche par encadré est incluse pour les trois dimensions situées à gauche, mais elles influent toutes à la fois sur les perceptions et sur les préférences.

Notes

[1] Les utilisateurs de l'outil « Comparez votre revenu » ne sont pas représentatifs de la population, les chiffres sont estimés à partir d'une méthode de pondération qui rend l'échantillon d'utilisateurs de l'outil en ligne similaire à un échantillon de l'ensemble de la population en fonction de l'âge, du genre, de la taille du foyer et du revenu disponible (Balestra et Cohen, 2021[38]).

[2] Dans ce rapport, le terme « indicateurs statistiques traditionnels » se réfère aux estimations des inégalités réalisées à partir des données sur les revenus des ménages (comme le coefficient de Gini calculé à partir de la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus*), afin de les différencier des perceptions des individus qui correspondent à un facteur subjectif. Il est à noter toutefois que les indices relatifs aux inégalités ont une interprétation normative (Atkinson, 1970[39]) et, ainsi, le recours à des indices statistiques différents peut correspondre à différentes préférences sociales.

[3] Par conséquent, les différences entre les pays en matière de niveau moyen de préoccupation ne correspondent par toujours aux estimations statistiques traditionnelles : non seulement les individus peuvent percevoir un niveau d'inégalités qui ne correspond pas aux mesures statistiques, mais les niveaux préférés d'inégalités des individus peuvent également varier selon les pays.

2. Comment les gens perçoivent-ils les inégalités économiques ?

Le présent chapitre examine en quoi les perceptions et les préoccupations en matière d'inégalités de salaire et de revenu varient selon les pays et évoluent au fil du temps. Il montre que ces inquiétudes ont fortement augmenté depuis le début des années 1990 et suivent l'évolution des indicateurs traditionnels des inégalités de revenu. Le chapitre différencie ensuite les perceptions qu'ont les individus de l'ampleur actuelle des disparités de leurs préférences à cet égard. Il montre que les disparités perçues en matière de rémunération et de revenu sont plus élevées dans les pays où les inégalités, mesurées par des indicateurs traditionnels, sont plus marquées, ce qui sous-entend donc que les individus tiennent compte, dans leurs perceptions, d'informations au sujet de ces disparités. Les inégalités de salaire perçues ont fortement augmenté au fil du temps. Cependant, les individus ont en partie adapté leurs préférences en matière d'égalité et sont devenus plus tolérants à l'égard des inégalités. Le présent chapitre s'intéresse également à la façon dont les préoccupations au sujet des inégalités de revenu sont influencées par les perceptions relatives à la persistance intergénérationnelle des conditions favorables et défavorables et par l'idée selon laquelle il est important de travailler dur.

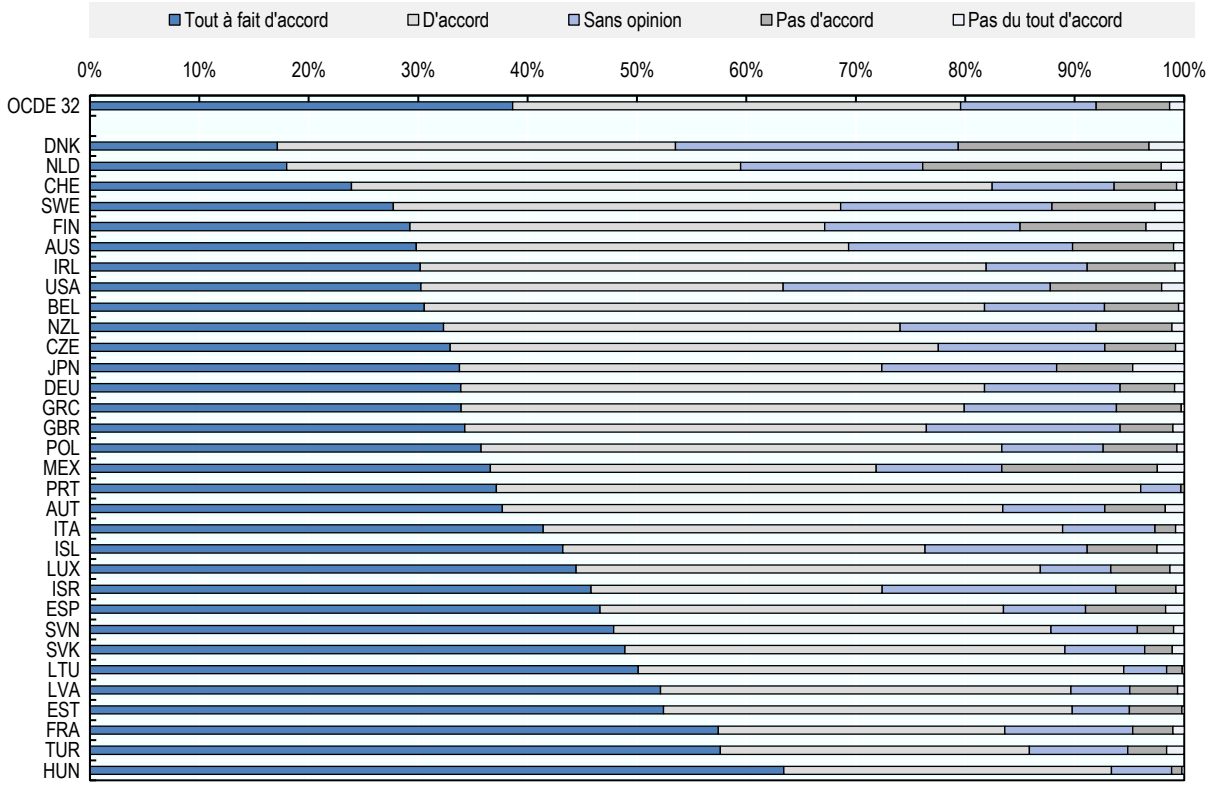
2.1. Évolution des préoccupations au sujet des disparités de revenu

Les préoccupations relatives aux disparités de revenu sont importantes et vont en s'accentuant

Les préoccupations relatives aux disparités de revenu (Tableau 1.1 et Annexe 1.A) sont très répandues parmi les pays de l'OCDE. D'après les dernières données du Programme international d'enquêtes sociales (PIES) et de l'Eurobaromètre (Annexe 2.A), la grande majorité des gens s'accorde sur le fait que les disparités de revenu dans leur pays sont trop importantes. En effet, en 2017, environ 80 % des personnes interrogées étaient d'accord sur ce point et près de la moitié se disait tout à fait d'accord (Graphique 2.1).

Graphique 2.1. La plupart des personnes interrogées sont préoccupées par les disparités importantes de revenu dans leur pays

Pourcentage de réponses par degré d'adhésion à la déclaration « Les écarts de revenu dans [votre pays] sont trop importants », 2017



Note : Dans le PIES, les personnes interrogées doivent dire si elles sont d'accord avec la phrase suivante : « Les différences de revenu en [pays] sont trop importantes ». Dans l'Eurobaromètre, la phrase est la suivante : « De nos jours, en [pays], les différences de revenu des individus sont trop importantes ». L'échelle des réponses est la même. La moyenne de l'OCDE correspond à la moyenne non pondérée des pays figurant dans le graphique. Pour le Royaume-Uni, les données du PIES n'ont été collectées qu'en Grande-Bretagne.
Source : Calculs de l'OCDE fondés sur le Programme international d'enquêtes sociales (PIES) 2017 ; l'Eurobaromètre 471/2017 pour la Belgique, l'Estonie, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Lettonie, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal et la Roumanie.

StatLink https://stat.link/nbpidg

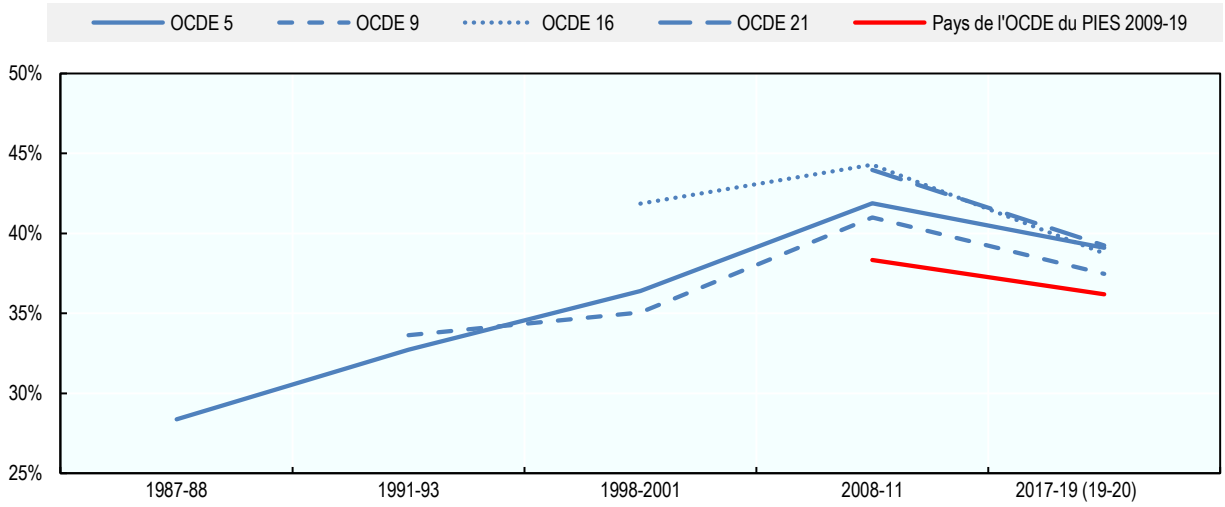
Toutefois, il existe des différences considérables selon les pays. Les pourcentages d'individus qui considèrent que les disparités de revenu sont trop importantes vont de 17 % au Danemark à 63 % en Hongrie. On observe également des différences marquées selon les groupes socio-démographiques. Les personnes âgées, les femmes et ceux qui estiment appartenir aux strates sociales inférieures présentent tous des niveaux de préoccupation plus élevés à l'égard des disparités de revenu (Ciani et al. (2021[1]) pour plus de détails).

Les préoccupations des individus au sujet des disparités de revenu progressent depuis longtemps (Graphique 2.2 et Bussolo et al. (2019[2]))[1]. Parmi les pays de l'OCDE, la proportion d'individus convaincus que les inégalités de revenu sont trop importantes a augmenté depuis le début des années 1990, avant d'atteindre un pic au début de la crise financière mondiale. Une autre source, la European and World Values Survey, indique une évolution similaire (Ciani et al., 2021[1]). Les données des dernières vagues du PIES (2017 et 2019) montrent que les préoccupations ont légèrement diminué, en moyenne, pendant la décennie qui a suivi le début de la crise financière mondiale[2].

La tendance des préoccupations des individus reflète l'évolution des inégalités de revenu dans les pays de l'OCDE décrite par les statistiques traditionnelles. En effet, les données issues de *la Base de données sur la distribution des revenus* ont augmenté entre le milieu des années 1980 et la fin des années 2000 et suivent depuis une tendance plus stable.

Graphique 2.2. Les préoccupations au sujet des disparités de revenu ont augmenté au fil du temps avant d'atteindre un pic pendant la crise financière mondiale

Pourcentage de répondants tout à fait d'accord avec la déclaration selon laquelle les écarts de revenu dans leur pays sont trop importants, moyennes de l'OCDE



Note : Moyenne non pondérée des pays du pourcentage d'individus convaincus que les écarts de revenus (dans leur pays) sont trop importants. Voir Ciani et al. (2021[1]) pour les tendances d'autres mesures caractéristiques. Lignes bleues - les données les plus récentes datent du PIES de 2017 (mené en 2017-19). Lignes rouges - les données les plus récentes datent du PIES de 2019 (mené en 2019-20)
OCDE 5 – Autriche, Australie, États-Unis, Hongrie, Royaume-Uni. OCDE 9 – plus Allemagne, Nouvelle-Zélande, Slovénie, Suède. OCDE 16 – plus Danemark, Espagne, France, Israël, Japon, République slovaque, République tchèque. OCDE 21 – plus Finlande, Islande, Lituanie, Suisse, Turquie. Les pays de l'OCDE du PIES 2009-19 correspondent aux pays du PIES 2009 et 2019 pour lesquels les tendances permettent une comparaison plus complète - Allemagne, Australie, Chili, Danemark, Finlande, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, République tchèque, Royaume-Uni, Slovénie, Suisse.
Source : Calculs de l'OCDE issus du PIES 1987, 1992, 1999, 2009, 2017 et 2019 ; le programme de 2019 s'appuie également sur l'Enquête australienne sur les comportements sociaux 2019 ; la partie norvégienne du PIES 2019 ; le British Social Attitudes 2019, qui correspondent aux éléments nationaux du PIES.

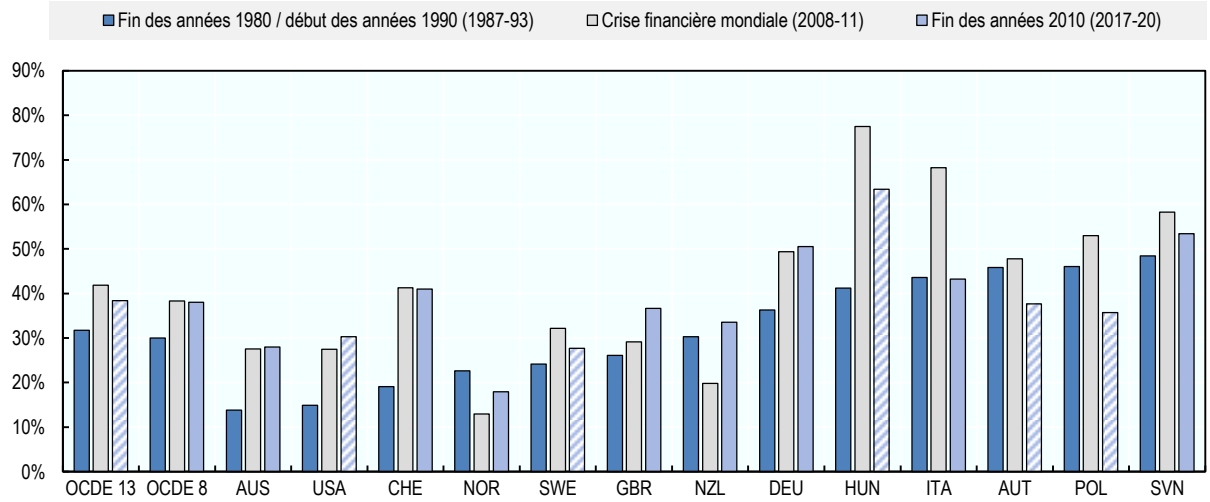
StatLink https://stat.link/3pnec6

La hausse des préoccupations au cours des deux décennies qui ont précédé la crise financière mondiale (pour lesquelles les données se prêtent à une comparaison plus complète et plus étendue) n'a épargné que la Norvège et la Nouvelle-Zélande (Graphique 2.3)[3]. Et cette progression s'est faite de façon exponentielle en Australie, en Suisse et aux États-Unis, alors qu'elle partait d'un niveau très bas dans ces pays. De même, en Italie, la part des individus qui considéraient sincèrement que les écarts de revenu étaient trop importants est passée de 40 % en 1988, un niveau déjà bien élevé, à 70 % en 2011. La hausse la plus importante a eu lieu en Hongrie qui traversait une période de transition économique et politique. Les préoccupations ont également augmenté en Pologne pendant la transition politique, mais dans une moindre mesure.

Les préoccupations ont légèrement diminué au cours de la dernière décennie, en moyenne. Bien qu'elles aient progressé ou soient restées stables dans la moitié des pays étudiés depuis longtemps, elles ont largement diminué dans d'autres pays. En Italie, les préoccupations ont retrouvé leur niveau de 1987 après avoir atteint un sommet pendant la crise financière mondiale, ce qui a coïncidé avec la crise de la dette souveraine qui a frappé le pays en 2011 (l'année où le PIES 2009 a été mené en Italie). De la même façon, en Autriche et en Pologne, les dernières données disponibles indiquent des niveaux de préoccupations inférieurs à ceux de la fin des années 1980. Toutefois, cette tendance doit être analysée avec prudence car les données sont issues respectivement du PIES 2017 et de l'Eurobaromètre 471/2017, qui ne sont pas totalement comparables aux autres vagues.

Graphique 2.3. Au cours des deux décennies qui ont précédé la crise financière mondiale, les préoccupations relatives aux disparités de revenu ont augmenté dans la plupart des pays

Part des individus convaincus que les écarts de revenu sont trop importants



Note : Les colonnes rayées, qui correspondent à la fin des années 2010, sont réalisées à partir de vagues d'études dont les données ne sont pas parfaitement comparables. Pour chaque pays, le graphique présente le niveau des préoccupations relevé lors de la première vague d'observation (PIES 1987 ou 1992), pendant la crise financière mondiale (PIES 2009) et lors de la dernière vague d'étude disponible (PIES 2017 ou 2019 ; Eurobaromètre 2017 pour la Pologne). La moyenne de l'OCDE correspond simplement à la moyenne des données de la première vague dans les pays de l'OCDE figurant dans le graphique. OCDE 8 correspond uniquement aux pays dont les données sont parfaitement comparables avec celles de la dernière vague d'enquête (PIES 2019). La première vague est celle du PIES 1987 pour tous les pays à l'exception de l'Allemagne, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de la Slovénie et de la Suisse (PIES 1992). La dernière vague est celle du PIES 2019 sauf pour l'Autriche, les États-Unis, la Hongrie, le Royaume-Uni, la Suède (PIES 2017) et la Pologne (Eurobaromètre 471/2017). Pour l'Australie, la Norvège et le Royaume-Uni, les données sont tirées des volets nationaux du PIES (Enquête australienne sur les comportements sociaux 2019 ; la partie norvégienne du PIES 2019 ; British Social Attitudes 2019). Pour le Royaume-Uni, les données n'ont été collectées qu'en Grande-Bretagne.

Source : Calculs de l'OCDE à partir des données de l'ISSP 1987, 1992, 2009 2017 et 2019 ; Eurobaromètre 471/2017 ; Enquête australienne sur les comportements sociaux 2019 ; partie norvégienne de l'ISSP 2019 ; British Social Attitudes 2019.

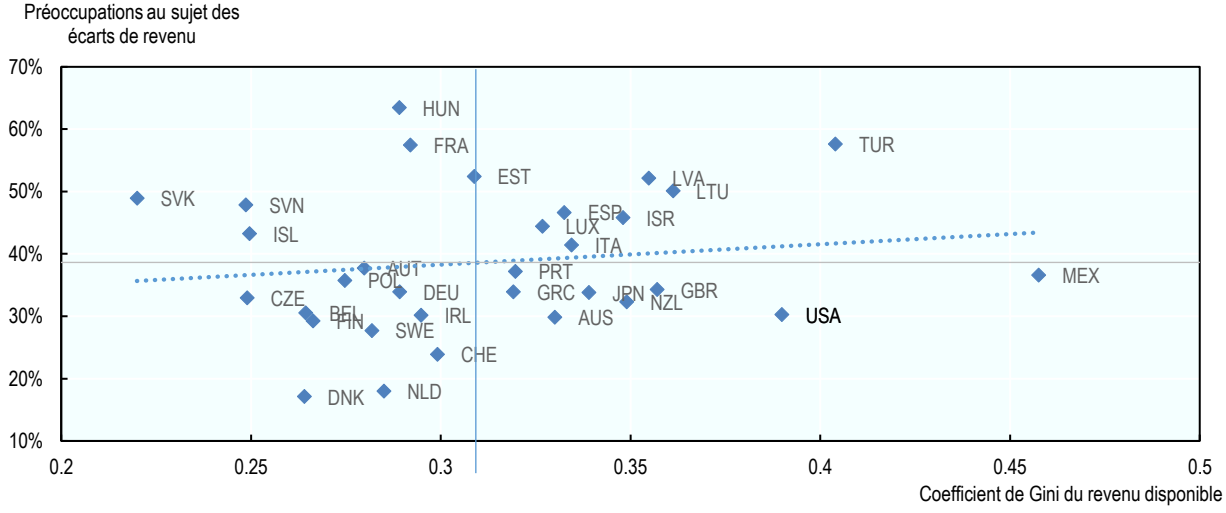
StatLink https://stat.link/rs0mkz

L'évolution des préoccupations correspond à celle observée pour les inégalités

Quelle que soit la période observée, les différences entre pays en matière de préoccupations relatives aux disparités de revenu ne correspondent pas aux différences d'ampleur des inégalités estimées au moyen de mesures statistiques traditionnelles (Graphique 2.4 et Gimpelson et Treisman (2018[3])). Dans certains pays, toutefois, les niveaux de préoccupation au sujet des disparités de revenu correspondent à l'ampleur des inégalités mesurées avec des indicateurs traditionnels. Les pays nordiques, par exemple, présentent à la fois des coefficients de Gini bas et des préoccupations limitées, alors que la Turquie affiche un niveau d'inégalités et de préoccupations élevé, tout comme certains pays d'Europe orientale et méridionale et Israël. Le groupe au « coefficient de Gini faible et préoccupations élevées » comprend certains pays d'Europe qui sont passés à une économie de marché, ainsi que la France. En revanche, la plupart des pays anglophones font partie du groupe au « coefficient de Gini élevé et préoccupations faibles », même si leurs niveaux moyens de préoccupations sont relativement proches du niveau médian et de niveaux observés au Japon et dans certains pays d'Europe centrale et méridionale, comme l'Allemagne et la Grèce.

Graphique 2.4. Les préoccupations relatives aux écarts de revenu ne sont que faiblement corrélées avec les inégalités de revenu mesurées de façon traditionnelle

Niveaux de préoccupation relative aux écarts de revenu et coefficients de Gini, 2017



Note : Les lignes horizontales et verticales désignent les valeurs médianes. Les préoccupations liées aux écarts de revenu (axe y, en pourcentages) sont notées en pourcentage de personnes interrogées qui se disent tout à fait d'accord avec le fait que les écarts de revenu sont trop importants dans leur pays. Le coefficient de Gini (pour la population totale) mesure les inégalités de revenu après impôts et transferts (axe x) et se réfère à l'année de l'enquête (2017 pour la plupart des pays, 2018 pour l'Allemagne, l'Autriche, les États-Unis, l'Islande, Israël, la Lituanie, le Mexique, la Slovénie et 2019 pour la Turquie), ou à l'année calendaire précédant l'enquête. La ligne pointillée bleue correspond à la relation linéaire entre les deux variables. Pour le Royaume-Uni, les données sur les préoccupations liées aux disparités de revenu ne concernent que la Grande-Bretagne alors que le coefficient de Gini concerne le Royaume-Uni.

Source : Calculs de l'OCDE issus du PIES 2017 et de l'Eurobaromètre 2017 pour les préoccupations liées aux disparités de revenu (voir Graphique 2.1) ; *la Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus* pour le coefficient de Gini (données disponibles au moment de la rédaction du rapport : mise à jour en décembre 2020).

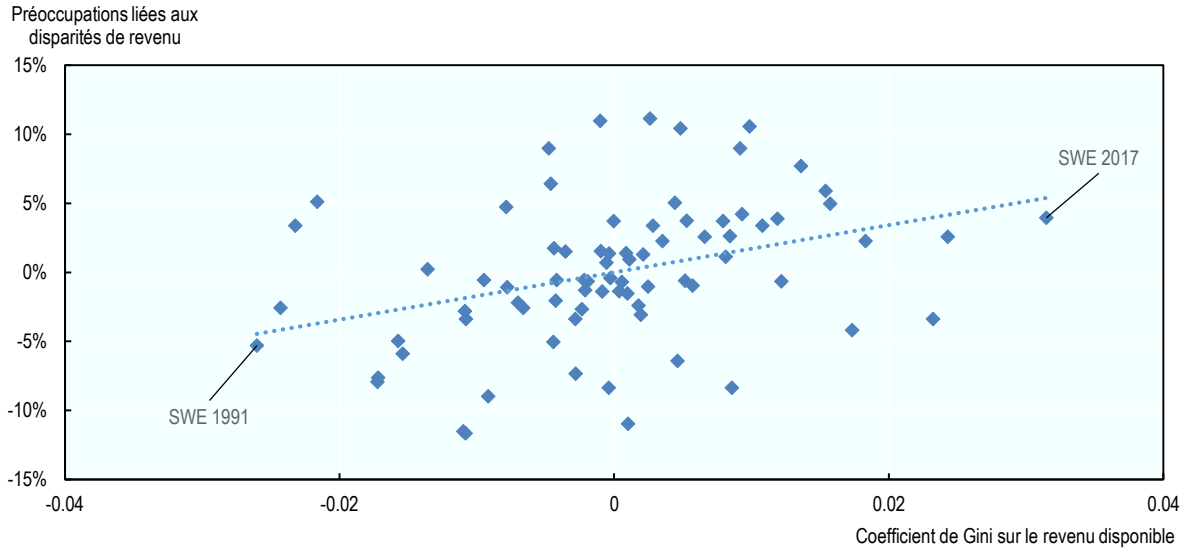
StatLink https://stat.link/8py5j7

En revanche, l'évolution des préoccupations liées aux disparités de revenus est positivement corrélée avec l'évolution des indicateurs traditionnels relatifs aux inégalités (Graphique 2.5)[4]. Dans les pays où le coefficient de Gini a progressé le plus, les préoccupations relatives aux disparités de revenu ont également augmenté de façon plus marquée, ce qui permet d'en déduire que les préoccupations des individus suivent les évolutions des disparités qui ont eu lieu dans leur pays au cours des années. Cette déduction va dans

le sens d'un ensemble de publications qui mettent en évidence le fait que les différences au sein des pays en matière de perceptions et de préoccupations, apparues au fil du temps ou d'une région à l'autre, ont tendance à entrer en corrélation avec les estimations statistiques relatives aux inégalités (Kerr, 2014[4] ; McCall et al., 2017[5] ; Bussolo et al., 2019[2] ; Kuhn, 2019[6] ; Colagrossi, Karagiannis et Raab, 2019[7] ; Giger et Lascombes, 2019[8] ; Xu et Garand, 2010[9] ; Newman, Shah et Lauterbach, 2018[10] ; Franko, 2017[11]).

Graphique 2.5. Les préoccupations des individus traduisent l'évolution des inégalités dans le temps

Écart par rapport à la moyenne du pays, hors données temporelles communes à tous les pays



Note : La ligne en pointillés correspond à l'ajustement linéaire. Chaque point correspond à un pays, une année, et indique l'écart par rapport à la moyenne de ce pays sur l'ensemble des années disponibles. Pour la Suède, par exemple, le premier point à droite le long de la droite d'ajustement linéaire représente la Suède en 2017, lorsque les préoccupations liées aux disparités de revenu et le coefficient de Gini étaient supérieurs aux valeurs moyennes de la Suède au cours de la période de l'étude, une fois les tendances temporelles communes à tous les pays prises en compte. La situation opposée est celle de la Suède en 1991, indiquée par le premier repère à gauche le long de la droite d'ajustement linéaire. Ces écarts tiennent également compte des évolutions observées dans le temps, communes à tous les pays (effets de période).
Source : Calculs de l'OCDE issus du PIES 1987, 1992, 1999, 2009, 2017 et de l'Eurobaromètre 2017 pour les préoccupations liées aux disparités de revenu (voir le Graphique 2.1 pour la liste des pays pour lesquels les données de l'Eurobaromètre sont utilisées) ; *la Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus* pour le coefficient de Gini.

StatLink https://stat.link/q7rjly

À l'échelle des pays, l'évolution du niveau de préoccupations liées aux disparités de revenu est plus étroitement liée à l'évolution des inégalités en termes de revenu disponible qu'en termes de revenu marchant (Tableau 2.1, colonne 1-3). Il faut en déduire que les perceptions des individus tiennent compte de la redistribution effectuée à travers les impôts sur le revenu et les transferts monétaires. Ainsi, si les inégalités du revenu marchand augmentent mais sont compensées par une redistribution efficace, les préoccupations n'évolueront pas de façon significative. De même, si les inégalités du marché ne changent pas mais que la redistribution faiblit, les préoccupations liées aux inégalités auront tendance à augmenter[5].

L'évolution des préoccupations liées aux disparités de revenu ne semble pas étroitement liée au contexte macro-économique. Par exemple, des taux d'emploi et des PIB par habitant plus élevés entraînent une baisse des préoccupations alors qu'un chômage plus faible semble les faire monter, mais de peu dans les deux cas (Tableau 2.1, colonne 4).

Les répondants semblent en moyenne également essentiellement concernés par les différences de revenu entre les niveaux supérieurs et moyens de la répartition (Tableau 2.1, colonne 5), alors que l'écart entre le niveau médian et inférieur de la répartition n'a pas d'effet majeur sur la moyenne des préoccupations. Il faut en déduire que la dynamique de croissance des revenus de la classe moyenne par rapport au sommet de la répartition explique pour une grande partie les préoccupations relatives aux disparités de revenu dans l'ensemble du pays. Le résultat correspond également aux conclusions de Lupu et Pontusson (2011[12]), qui avancent que la structure de l'inégalité – identifiée par la distance entre le 90e centile et le revenu médian – est le moteur essentiel des politiques redistributives observées. Fisman et al. (2020[13]) affirment également, données à l'appui, que le statut social relatif des individus dont les revenus sont élevés est un déterminant particulièrement marqué des préoccupations des individus à l'égard de la répartition des revenus. Leurs résultats indiquent, en outre, que les personnes gardent un œil sur les revenus des individus qui se situent juste au-dessus d'eux dans la répartition.

La colonne 6 du Tableau 2.1 évalue si une autre estimation des inégalités du revenu fiscal de la *Base de données mondiale sur les inégalités* donne des résultats cohérents avec ceux des indicateurs traditionnels. La *Base de données mondiale* s'appuie sur des données fiscales et identifie plus précisément le sommet de la répartition. Les résultats indiquent que le principal élément déclencheur des préoccupations est la part du revenu détenue par les 10 % les plus riches alors que la part détenue par 1 % des plus riches n'a, en soi, aucun effet particulier.

Les résultats sont les mêmes au niveau individuel, après contrôle d'un ensemble important de caractéristiques qui influencent les préoccupations. Au niveau individuel, il est également possible d'observer les répercussions sur l'ensemble des réponses possibles à la question du PIES. Lorsque les inégalités augmentent dans leur pays, les personnes interrogées sont plus susceptibles d'être tout à fait d'accord avec le fait que les disparités de revenu sont trop importantes et moins susceptibles de donner une tout autre réponse (Graphique 2.6).

Tableau 2.1. Dans les pays, l'évolution des préoccupations liées aux disparités de revenu est en corrélation avec l'évolution des inégalités après impôts et transferts

Hausse en point de pourcentage de la part des personnes interrogées tout à fait d'accord avec le fait que les disparités de revenu sont trop importantes, associée à des hausses de 1 point de pourcentage dans différentes variables

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Coefficient de Gini du revenu marchand (avant impôts et transferts)	0.66*		0.29	0.10		
	(0.35)		(0.36)	(0.56)		
Coefficient de Gini du revenu disponible (après impôts et transferts)		1.71**	1.55**	1.69**		
		(0.67)	(0.71)	(0.73)		
Taux de chômage				-0.01*		0.00
				(0.00)		(0.01)
Taux d'emploi				-0.15		0.29
				(0.57)		(0.32)
PIB par habitant (logarithme)				-0.17		-0.15
				(0.25)		(0.10)
Ratio 90e centile / revenu médian					0.29**	
					(0.12)	
Ratio revenu médian / 10e centile					-0.03	
					(0.08)	
Part des 10 % les plus riches dans les revenus (WID)						2.54**
						(1.20)
Part des 1 % les plus riches dans les revenus (WID)						-1.68

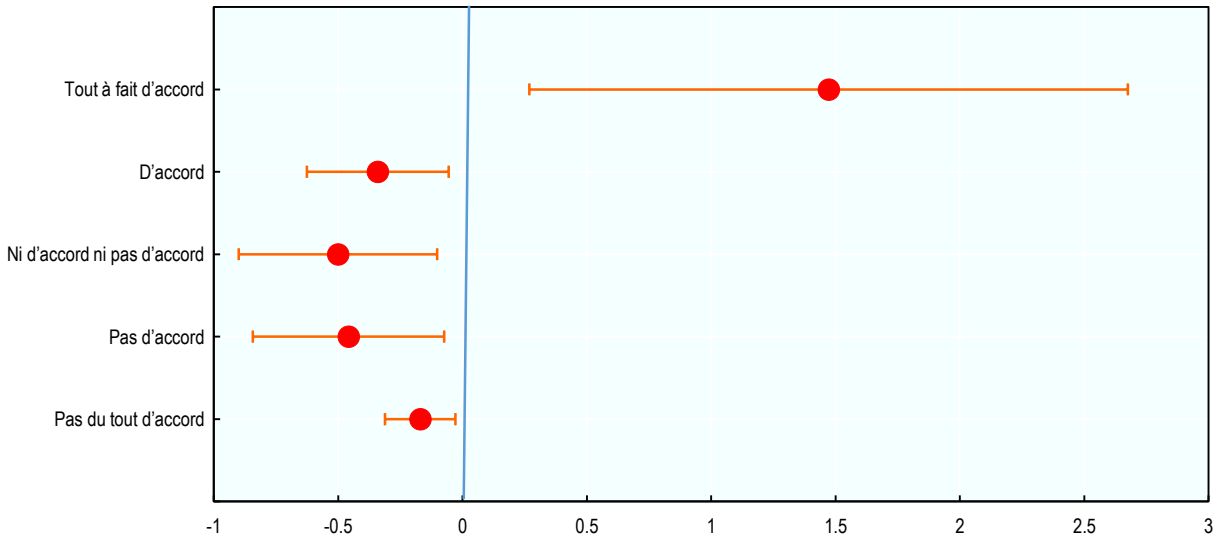
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
						(1.24)
Observations	78	78	78	78	78	84
Pays	29	29	29	29	29	28
Effets fixes par pays	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus
Effets fixes par période	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus

Note : * Indique la significativité statistique au niveau de 10 %, ** de 5 %, *** de 1 %. Tous les coefficients correspondent à des changements en points de pourcentage, par ex. dans la colonne (1), une hausse de 1 point de pourcentage du coefficient de Gini du revenu marchand est associée, en moyenne, à une hausse de 0.78 point de pourcentage de la part des individus tout à fait d'accord avec le fait que les écarts de revenus sont trop importants. Les erreurs types par pays sont indiquées entre parenthèses. Les résultats sont issus de régressions à effets fixes (par pays), comprenant des effets fixes par période. Le PIB par habitant est exprimé en logarithmes mais les valeurs d'origine sont exprimées en prix constants et PPA (PPA en USD de 2015).
Source : Calculs de l'OCDE issus du PIES 1987, 1992, 1999, 2009, 2017 et de l'Eurobaromètre 2017 pour les préoccupations liées aux disparités de revenu (voir Graphique 2.1 pour la liste des pays pour lesquels les données de l'Eurobaromètre sont utilisées) ; *la Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus* pour le coefficient de Gini ; la *Base de données mondiale sur les inégalités* (*WID*) pour la part du revenu des 10 % et 1 % les plus riches (revenu national avant impôts, des adultes, y compris des personnes âgées (âge +20), revenu des ménages des couples réparti entre chaque individu dans l'hypothèse d'un partage équitable).

StatLink https://stat.link/2v9his

Graphique 2.6. Lorsque les inégalités de revenu augmentent, les personnes interrogées sont plus susceptibles d'estimer que les écarts de revenus sont trop importants

Hausse en points de pourcentage de la probabilité que les répondants expriment leur accord à différents niveaux avec la déclaration « les écarts de revenu sont trop importants », associée à une hausse d'1 point de pourcentage des inégalités de revenu disponible



Note : Les points représentent les variations en points de pourcentage de la part de répondants (pour chaque catégorie de réponse) associées à une hausse d'1 point de pourcentage du coefficient de Gini du revenu disponible, en maintenant constantes les caractéristiques socio-démographiques des personnes interrogées. Par exemple, le point rouge en haut du graphique signifie qu'une hausse d'1 point de pourcentage du coefficient de Gini du revenu disponible est associée à une hausse de 1.5 point de pourcentage de la part des individus tout à fait d'accord avec le fait que les écarts de revenu sont trop importants (l'intervalle de part et d'autre du point correspond à l'incertitude statistique de l'estimation). Les résultats sont donnés sous la forme d'un effet marginal moyen obtenu à partir d'un modèle probit ordonné au niveau individuel, après contrôle de l'âge, du sexe, de la taille du ménage, du statut professionnel (employé, sans emploi et catégorie de référence « inactif »), du niveau d'instruction (inférieur au secondaire, secondaire et catégorie de référence « tertiaire ») et du log du revenu relatif (par rapport à la moyenne du pays à cette période). Toutes les régressions incluent des variables indicatrices de temps (vague) et de pays.
Source : Calculs de l'OCDE issus du PIES 1987, 1992, 1999, 2009, 2017 pour les préoccupations liées aux disparités de revenu et les variables de contrôle individuelles ; la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus* pour les coefficients de Gini.

StatLink https://stat.link/mb84td

Les préoccupations des individus au sujet des disparités de revenu sont façonnées par leurs perceptions et leurs préférences

Pour comprendre comment et pourquoi les préoccupations relatives aux disparités de revenu ont évolué au fil du temps en fonction des inégalités de revenu, il est essentiel de rappeler qu'elles associent deux éléments :

- Les perceptions individuelles de l'étendue des inégalités de revenu, c'est-à-dire celle qu'ils s'imaginent ;
- Les préférences des individus en matière d'égalité des revenus, c'est-à-dire celle qui devrait être selon eux.

Ainsi, une hausse des inégalités peut influencer les préoccupations à l'égard des disparités de revenu de deux façons :

- Les personnes peuvent intégrer à leurs perceptions des informations sur la hausse des inégalités (les perceptions s'ajustent à la réalité), ce qui peut accentuer leurs préoccupations à ce sujet.
- Les préférences des personnes s'adaptent aux niveaux élevés d'inégalités car les individus deviennent progressivement plus tolérants face aux inégalités et en viennent à admettre un niveau d'inégalités plus élevé (Trump, 2018[14]).

Les perceptions et les préférences peuvent se combiner différemment en fonction des hausses des inégalités. Ainsi, lorsque les inégalités progressent, les préoccupations peuvent faire de même si les individus perçoivent des inégalités qui s'éloignent de ce qu'ils sont prêts à admettre. Les préoccupations peuvent ne pas évoluer si les individus ignorent les signes ou si les nouvelles perceptions et préférences en matière d'inégalités s'équilibrent l'une l'autre. Elles peuvent même diminuer si les individus s'adaptent à des inégalités plus marquées.

Les éléments d'information sur la façon dont les préoccupations relatives aux inégalités des individus évoluent sur le long terme (Graphique 2.2) et sur la façon dont elles évoluent par rapport aux indicateurs des inégalités (Tableau 2.1) révèlent que les individus ont davantage tendance à ajuster leurs perceptions à la réalité plutôt que d'adapter leur niveau de tolérance.

Un déterminant fondamental des préoccupations des personnes au sujet des inégalités est leur propre revenu. En effet, ceux qui se trouvent au bas de l'échelle de répartition des revenus sont plus inquiets à l'égard des inégalités que ceux qui occupent le sommet (Rueda et Stegmueller, 2020[15]). Lorsque les inégalités augmentent, le niveau moyen de préoccupation peut augmenter lui aussi, mais pas uniquement parce que les personnes deviennent plus inquiètes au sujet du niveau général des inégalités (Alesina et Giuliano, 2011[16]). Les préoccupations augmentent aussi parce que les revenus d'un plus grand nombre de personnes tombent sous la moyenne et, pour eux, leur situation relative dans l'échelle de répartition s'est dégradée. C'est le mécanisme derrière le modèle de référence Meltzer-Richard (Meltzer et Richard, 1981[17]), selon lequel la demande de redistribution augmente lorsque l'inégalité progresse, parce que l'électeur médian devient plus pauvre que la moyenne. Ceci indique que :

- la perception à la fois du niveau général des inégalités et de la situation individuelle de la personne dans l'échelle de répartition est essentielle ;
- l'effet produit par les inégalités sur les préoccupations à ce sujet et sur les préférences en matière de redistribution dépend du revenu relatif.

Le chapitre 3 examine en détail le rôle que joue le revenu des individus – à la fois réel et perçu – dans la modulation des perceptions et des préoccupations à l'égard des inégalités et fait le lien avec les préférences en matière de redistribution.

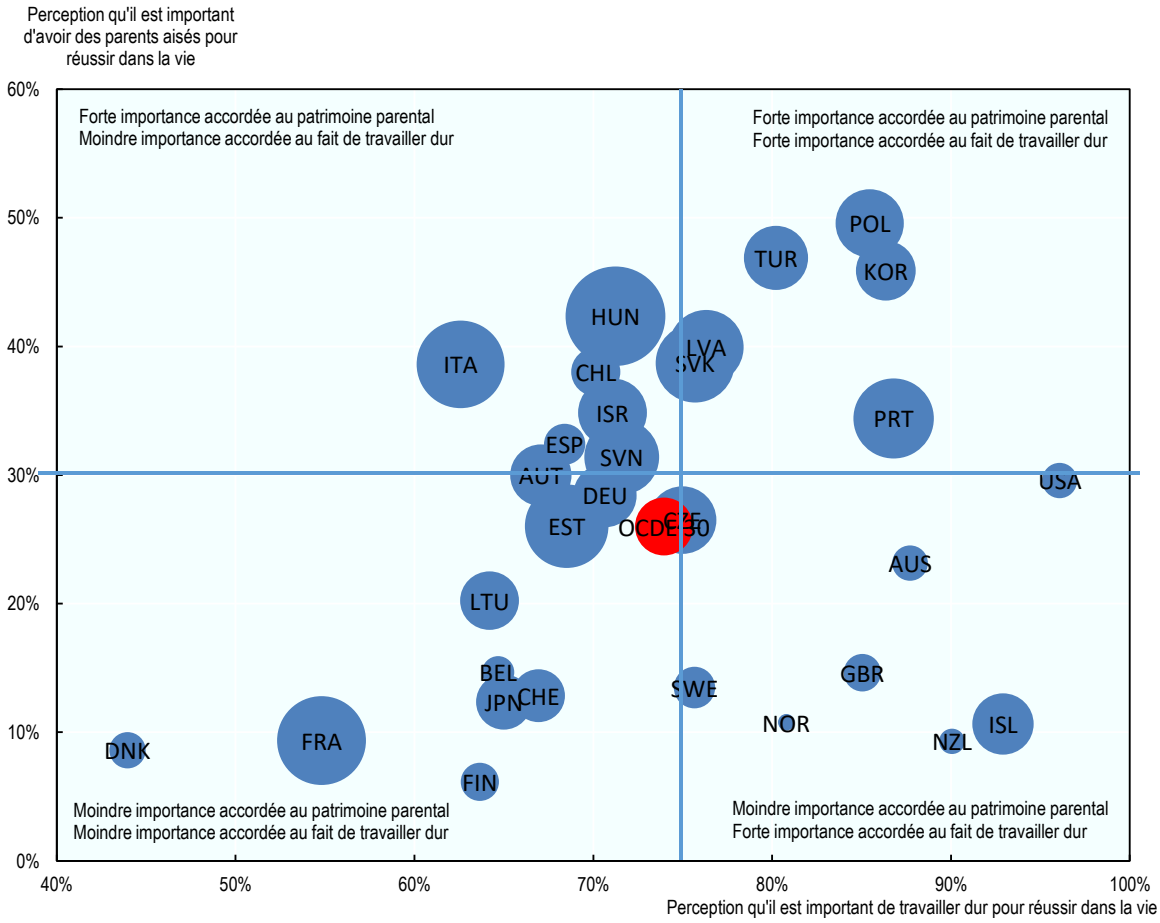
Les préoccupations relatives aux disparités de revenu dépendent également des opinions quant à l'origine de ces disparités. Les personnes qui pensent que le fait de travailler dur est un facteur de réussite

économique plus important que d'autres acceptent plus facilement que certains individus gagnent plus que d'autres en récompense des efforts fournis (Fong, 2001[18] ; Alesina et Giuliano, 2011[16] ; Karayel, 2015[19] ; Clark et D'Ambrosio, 2015[20] ; Daniels et Wang, 2019[21] ; Mijs, 2019[22] ; Almås, Cappelen et Tungodden, 2020[23]). À l'inverse, ceux qui pensent que la chance et le hasard des circonstances sont un facteur de réussite économique sont plus préoccupés par les inégalités (Graphique 2.7). Et dans les pays où les personnes pensent majoritairement que le patrimoine familial influence peu la réussite et que le fait de travailler dur est plus important pour s'en sortir dans la vie, les inégalités de revenu inquiètent moins. Les pays qui croient fermement en l'égalité des chances comptent certains pays nordiques – Islande, Suède et Norvège, mais pas le Danemark et la Finlande – et la plupart des pays anglophones (voir également les données en lien de Benson (2021[24]) sur l'importance accordée à la méritocratie par les personnes interrogées au Royaume-Uni). Alors que les États-Unis sont généralement décrits comme un pays de mobilité sociale, il se situe en réalité au niveau médian quant à la perception de l'importance du patrimoine parental. Toutefois, c'est également le pays qui croit le plus fermement en l'importance de travailler dur. Dans les autres pays, les modèles sont moins tranchés. Les pays de l'Europe méridionale et en phase de post-transition ont tendance à considérer que le patrimoine parental compte, quoique pour certains d'entre eux la moyenne des personnes interrogées pense que le fait de travailler dur est payant. Si son niveau de préoccupations à l'égard des inégalités équivaut presque à la moyenne des pays anglophones, le Japon accorde moins d'importance au patrimoine familial et au fait de travailler dur. La Corée, en revanche, se situe à l'opposé du spectre puisqu'elle considère que le patrimoine parental joue un rôle essentiel et croit fermement en l'importance de travailler dur.

Les deux parties suivantes tentent de démêler encore un peu plus les perceptions des individus et leurs préférences quant aux inégalités, et de comprendre comment ces données évoluent avec le temps. La partie 2.2 s'intéresse aux perceptions et la 2.3 aux préférences. L'analyse nécessite à l'évidence d'aborder la vision qu'ont les personnes de l'égalité des chances et de la vertu du travail.

Graphique 2.7. Les individus sont moins préoccupés par les disparités de revenu dans les pays où les gens pensent que c'est le fait de travailler dur, et non le patrimoine parental, qui permet de réussir dans la vie

Les bulles représentent les pays et plus elles sont grandes, plus le pourcentage de répondants qui se disent tout à fait d'accord avec l'affirmation « les écarts de revenu sont trop importants » est élevé, 2009



Note : la surface des bulles est plus grande là où le pourcentage de répondants tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle les écarts de revenu sont trop importants est plus élevé. L'importance accordée au travail est mesurée avec la part des personnes interrogées qui estiment qu'il est très important ou essentiel de travailler dur pour réussir dans la vie. L'importance du patrimoine parental est mesurée avec la part des personnes interrogées qui estiment que le fait d'être issu d'une famille aisée est très important ou essentiel pour réussir dans la vie. Les lignes horizontales et verticales indiquent les valeurs médianes des deux variables.
Source : calculs de l'OCDE issus du PIES 2009.

StatLink https://stat.link/ws4yvg

2.2. Derrière les préoccupations au sujet des disparités de revenu se trouve la perception qu'ont les individus des écarts de revenu et de salaire

Les disparités de revenu et de salaire perçues sont importantes

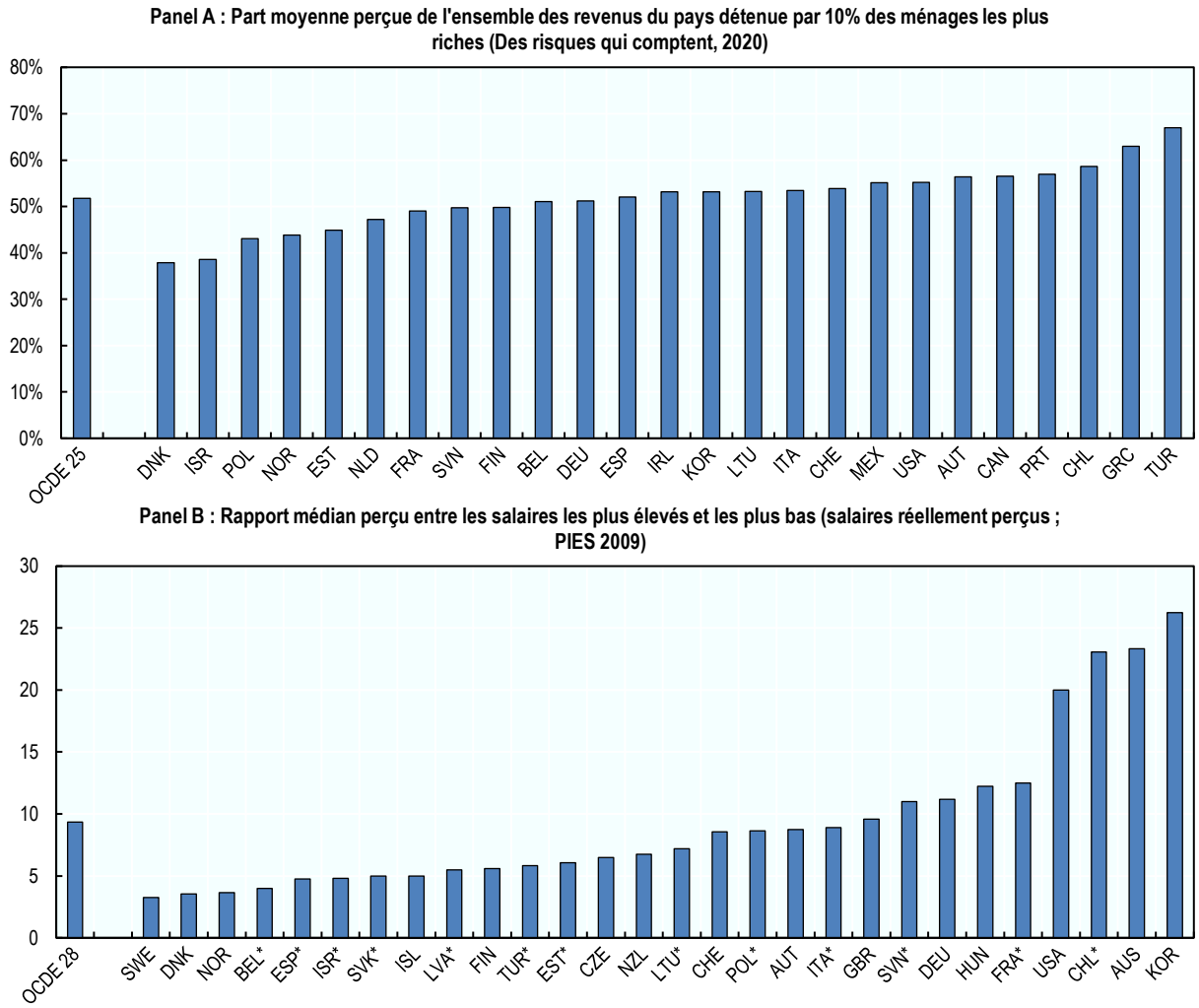
Pour distinguer les différents facteurs qui alimentent les préoccupations des individus au sujet des inégalités de revenu, il est possible de leur demander quel est, selon eux, le niveau actuel des inégalités économiques (leur perception), et à quel niveau il devrait se situer, d'après eux (leurs préférences).

Les enquêtes qui collectent des informations sur les disparités économiques perçues par les individus portent sur différents résultats. L'enquête de l'OCDE *Des risques qui comptent* s'intéresse aux revenus des ménages, alors que le PIES interroge les personnes au sujet des disparités de salaire.[6] Malgré ces différences, il est intéressant d'observer comment sont perçues les disparités dans ces deux résultats économiques pour deux raisons. Premièrement, il n'existe pas d'étude qui couvre à la fois la perception des inégalités de salaire et de revenu. De plus, les données pour ces deux perceptions ne sont pas toujours disponibles pour tous les pays de l'OCDE et toutes les périodes étudiées. En réalité, l'analyse des évolutions de ces variables n'est possible qu'avec le PIES pour la perception des disparités de salaire. Deuxièmement, il est nécessaire de prendre en considération que les perceptions et les préférences en matière de disparités de rémunération peuvent différer de celles des disparités de revenu. Par exemple, les personnes peuvent tolérer plus facilement des disparités de salaire, parce que ces écarts peuvent être rééquilibrés par des allocations sociales versées aux ménages composés de membres peu rémunérés. En effet, le salaire ne représente qu'une partie du revenu. Ainsi, les préoccupations au sujet des disparités de salaire peuvent être considérées comme un des déterminants des préoccupations générales au sujet des disparités de revenu.

La plupart des personnes perçoivent des niveaux d'inégalités élevés à la fois en termes de revenu et de salaire. D'après les résultats de l'enquête de l'OCDE de 2020 *Des risques qui comptent*, les répondants estiment en moyenne que la part du revenu total de leur pays qui revient aux 10 % des ménages les plus riches est extrêmement importante (Graphique 2.8). Dans les 25 pays de l'enquête, la perception moyenne est que la part des 10 % les plus riches dans le revenu national est de 42 % - entre 38 % au Danemark et 67 % en Turquie. Pour mettre les perceptions en perspective, la dernière estimation moyenne de la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus* est que la part du revenu disponible des 10 % les plus riches est de 25 % dans les pays de l'enquête *Des risques qui comptent*.

Le PIES 2009, qui couvre un large éventail de pays, s'est intéressé aux perceptions des disparités de salaire. Il a trouvé que, en moyenne, les répondants médians pensaient que les travailleurs les plus qualifiés (médecins et PDG) gagnaient près de 9 fois plus que les ouvriers non qualifiés. Toutefois, il existe des écarts importants dans la perception au sein des pays du rapport entre les salaires les plus élevés et les plus bas, qui va de 3 pour la Suède à 26 pour la Corée.

Graphique 2.8. Les individus perçoivent un niveau d'inégalités important en matière de revenu et de salaire



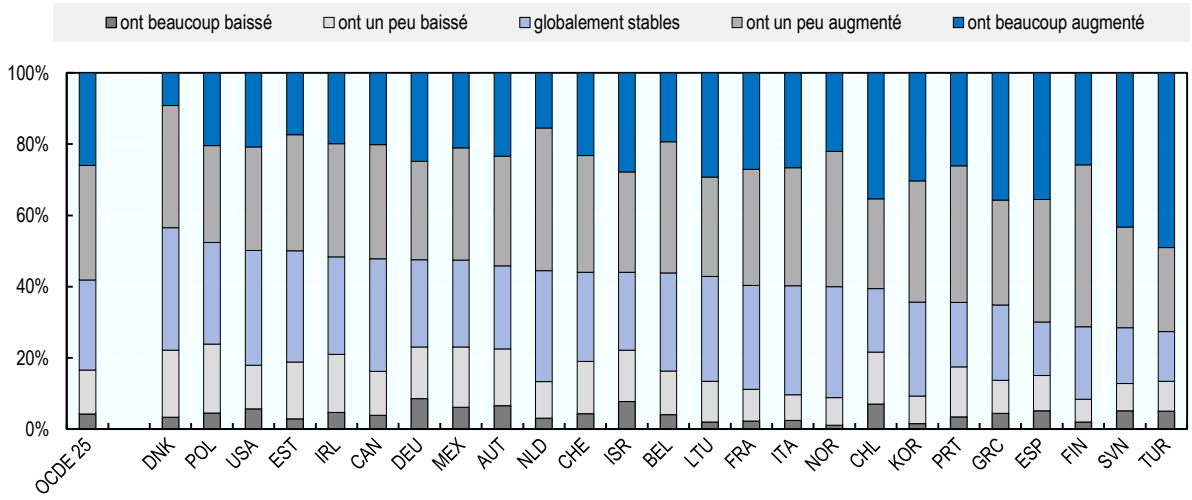
Note : Le panel A présente la réponse moyenne à la question « Selon vous, quelle part de l'ensemble des revenus de votre pays est détenue par les 10 % les plus riches ? Inscrivez un nombre entre 0 et 100 pour indiquer quel pourcentage du revenu total de votre pays est détenu par les ménages les plus riches. » Dans le panel B, les rémunérations les plus élevées se situent à la moyenne entre celles des médecins en médecine générale et celles des présidents de grandes entreprises nationales et les rémunérations les plus basses sont celles des ouvriers d'usine non qualifiés. Les rapports perçus sont calculés au niveau individuel et le graphique présente la valeur médiane pour chaque pays. Pour les pays marqués d'une *, les questions portent sur les salaires nets alors que, pour les autres, la question porte sur les salaires bruts. Pour plus de détails sur le calcul du rapport et la correction des sous-déclarations, consulter Ciani et al. (2021[1]). L'échantillon de l'enquête *Des risques qui comptent* ne comporte que des personnes en âge de travailler (18-64 ans), alors que les PIES enquêtent sur l'ensemble de la population adulte (avec quelques exceptions).
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête 2020 *Des risques qui comptent* (panel A) ; PIES 2009 (panel B).

StatLink https://stat.link/vwhnfx

Dans la plupart des pays, la perception dominante est que les inégalités de revenu ont augmenté au cours de la dernière décennie (Graphique 2.9).[7] Face à une question rétrospective, le répondant est généralement plus susceptible de répondre que les inégalités sont en hausse. D'autres études, comme le *Baromètre d'opinion* français, l'enquête récemment menée par Ipsos MORI au Royaume-Uni pour la revue de Deaton (Garret et Day, 2021[25]) et l'American Election Studies (Macdonald, 2019[26]), rapportent des données similaires, et la plupart des répondants affirment que les inégalités sont en hausse ces dernières années.

Graphique 2.9. La plupart des personnes ont le sentiment que les inégalités de revenu ont augmenté cette dernière décennie

Pourcentage de répondants par type de réponse



Note : les parties colorées des barres indiquent quel pourcentage de personnes ont donné cette réponse à la question « Plus globalement, concernant l'évolution des inégalités de revenu dans votre pays au cours de la dernière décennie, pensez-vous qu'elles ont baissé, sont restées stables, ou ont augmenté ? »
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête 2020 *Des risques qui comptent*.

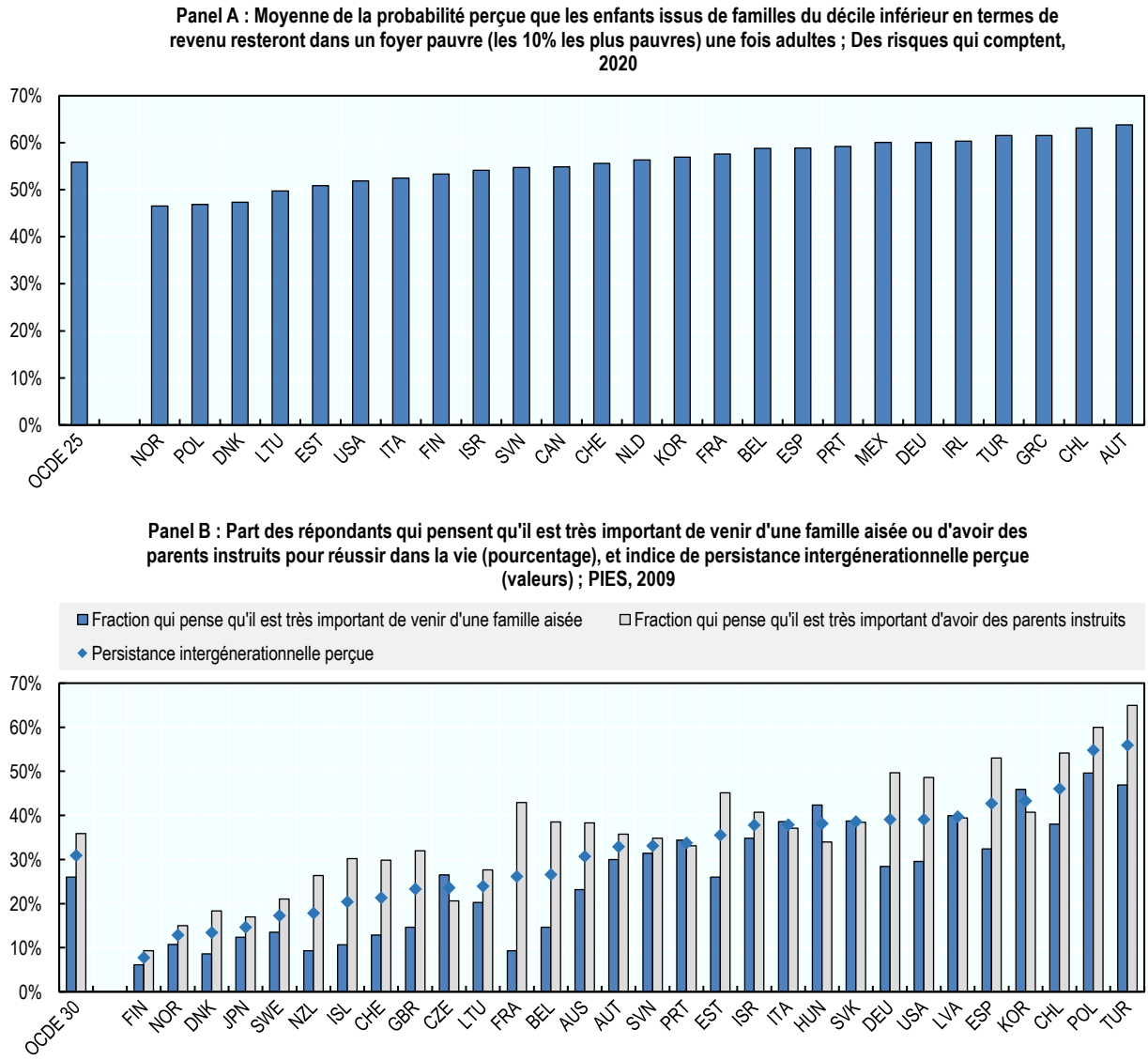
StatLink https://stat.link/wixpuy

La plupart des personnes pensent que la persistance intergénérationnelle des revenus est élevée et liée aux inégalités de résultats

Comme le montre une documentation abondante (Alesina et Giuliano, 2011[16]), le point de vue des individus sur la mobilité intergénérationnelle joue un rôle essentiel dans la forme que prennent leurs préoccupations relatives aux inégalités de résultats de la période (à la fois des salaires et des rémunérations). Ce rôle central va dans le sens de l'interprétation de l'hypothèse, formalisée par Benabou et Ok, d'une perspective future de mobilité ascendante (POUM) du point de vue intergénérationnel (Benabou et Ok, 2001[27]). Selon l'hypothèse POUM, les personnes sont moins préoccupées par leur situation actuelle si elles pensent que leurs descendants ont de bonnes chances de progresser sur l'échelle des revenus. De plus, la recherche a montré que les inégalités de revenu et la mobilité sociale présentaient une relation inverse, entre les pays (OCDE, 2018[28]) et au niveau national, car les chances de pouvoir s'élever sur l'échelle des revenus sont moindres dans les régions où les inégalités sont plus fortes (Chetty et al., 2014[29]). On sait moins si la perception des individus correspond à cette constatation – si la mobilité intergénérationnelle perçue est plus basse là où les inégalités perçues en matière de revenu ou de salaire sont plus fortes (voir Alesina, Stantcheva et Teso (2018[30]) pour des données dans ces différents domaines sur les États-Unis).

D'après la dernière enquête *Des risques qui comptent*, menée dans les pays de l'OCDE, les personnes pensent qu'un enfant né dans un foyer relevant du décile le plus bas dans l'échelle des revenus a de très fortes probabilités de s'y trouver encore une fois à l'âge adulte (Graphique 2.10, panel A). Ils sont en moyenne 55 % des personnes interrogées à en être convaincus, et ce pourcentage va de 47 % en Norvège, Pologne et au Danemark, à 64 % en Autriche. Les femmes perçoivent une persistance intergénérationnelle plus forte que les hommes mais elles estiment que la part du revenu détenu par 10 % des plus aisés est moins élevée que ne le pensent les hommes (Ciani et al., 2021[1]).

Graphique 2.10. Les pauvres sont considérés comme ayant peu de chances de s'élever dans l'échelle sociale



Note : le panel A indique la moyenne des réponses à la question « Dans votre pays, sur 100 enfants issus de familles appartenant aux 10 % des plus pauvres en termes de revenu, selon vous, combien vivront toujours dans un foyer pauvre (les 10 % les plus pauvres) une fois à l'âge adulte ? Veuillez noter que nous considérons les revenus après impôts et prestations. » Le panel B indique la part des personnes interrogées qui pensent qu'il est très important ou indispensable de venir d'une famille aisée ou d'avoir des parents instruits pour réussir dans la vie. La persistance intergénérationnelle perçue (indiquée par un losange) correspond à la moyenne de ces deux pourcentages.
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête 2020 *Des risques qui comptent* (panel A) et du PIES 2009 (panel B).

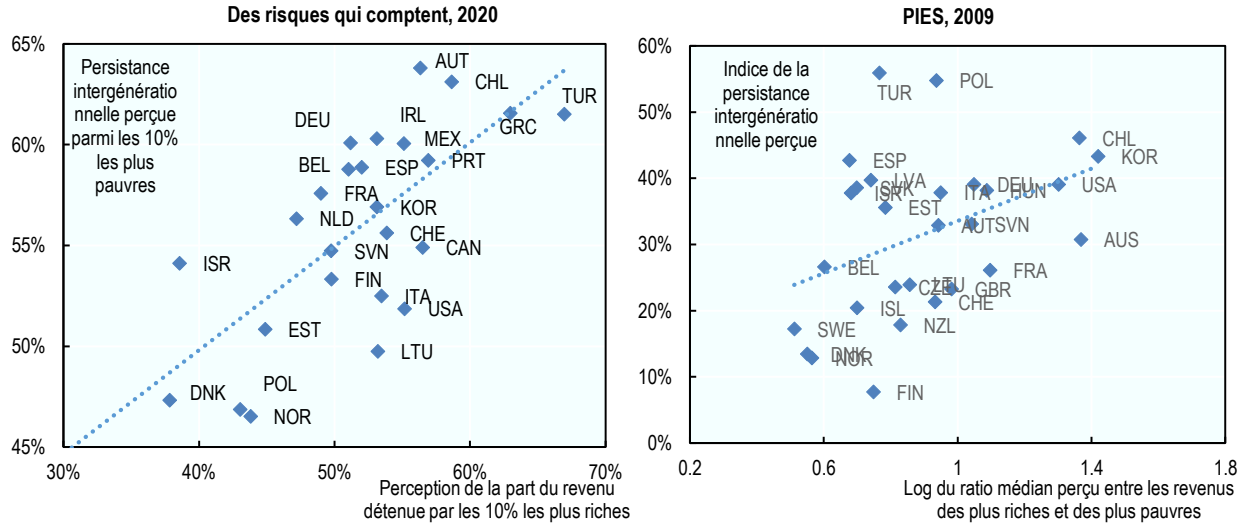
StatLink https://stat.link/ivha5o

Il est possible de dresser un tableau plus qualitatif des convictions des personnes interrogées dans le cadre du PIES au sujet de l'importance du contexte familial (Brunori, 2017[31]). Il s'intéresse à deux types de caractéristiques familiales : le patrimoine familial et l'instruction des parents. Il existe des différences conceptuelles entre les deux bien qu'elles soient en corrélation. Des parents aisés, par exemple, peuvent financer l'éducation ou les projets professionnels de leurs descendants. De même, des parents fortement instruits peuvent influencer la réussite de leurs descendants, quel que soit le niveau de richesse familial, en transmettant des connaissances différentes, par exemple. En effet, en France, Belgique, Espagne et au Chili, un pourcentage beaucoup plus élevé de répondants convient qu'il est plus important d'avoir des parents instruits pour réussir dans la vie que des parents riches (Graphique 2.10, panel B).

Un indice de la persistance intergénérationnelle perçue, construit à partir de la moyenne de l'importance accordée à l'instruction et au patrimoine des parents, indique des écarts flagrants entre les pays (Graphique 2.10, panel B). La persistance intergénérationnelle perçue est très forte en Turquie et en Pologne mais faible en Finlande, Norvège et Danemark. Les États-Unis, souvent cités comme le pays où les personnes croient le plus fortement à la promotion sociale, se classent au milieu de cette répartition.[8]

En moyenne, les perceptions des individus en matière de mobilité intergénérationnelle sont en droite ligne avec ce que l'on appelle « la courbe de Gatsby le Magnifique » selon laquelle une hausse des inégalités entraîne une ascension sociale moindre pour la future génération. Dans l'enquête *Des risques qui comptent*, les perceptions relatives à la persistance intergénérationnelle parmi les 10 % les plus riches et les plus pauvres en termes de revenu sont étroitement liées (Graphique 2.11). De même, d'après le PIES 2009, la perception d'écarts très marqués entre les salaires les plus élevés et les plus bas est associée à l'idée selon laquelle il est particulièrement important d'avoir une famille riche ou des parents instruits pour réussir dans la vie.[9] Ces résultats présentés par l'enquête *Des risques qui comptent* et le PIES correspondent à des données expérimentales qui indiquent que, lorsque les personnes reçoivent des informations pessimistes au sujet du niveau des inégalités, leur confiance envers la mobilité intergénérationnelle s'affaiblit également (McCall et al., 2017[5] ; Davidai, 2018[32] ; Browman, Destin et Miele, 2020[33]) et, de même, lorsqu'elles reçoivent des informations pessimistes sur la mobilité, elles perçoivent des inégalités en hausse (Shariff, Wiwad D et Aknin, 2016[34]).

Graphique 2.11. La perception de la courbe de Gatsby le Magnifique : les perceptions en matière de persistance intergénérationnelle et de disparités économiques sont étroitement liées



Note : La pente de la droite de régression du panel de gauche est de 0.51 (p 0.00, R2 0.47), ce qui signifie qu'une hausse d'1 point de pourcentage des inégalités perçues (part du revenu des 10 % les plus riches) est associée à une hausse d'1 point de pourcentage de la persistance intergénérationnelle perçue parmi les 10 % les plus pauvres. La pente de la droite de régression du panel de droite est 19.7 (p 0.06, R2 0.17). Le ratio médian perçu du rapport entre les revenus des plus riches et des plus pauvres étant exprimé en logarithme, une hausse de 10 % du ratio est associée au doublement de l'indice de la persistance intergénérationnelle perçue.
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête 2020 *Des risques qui comptent* et du PIES 2009.

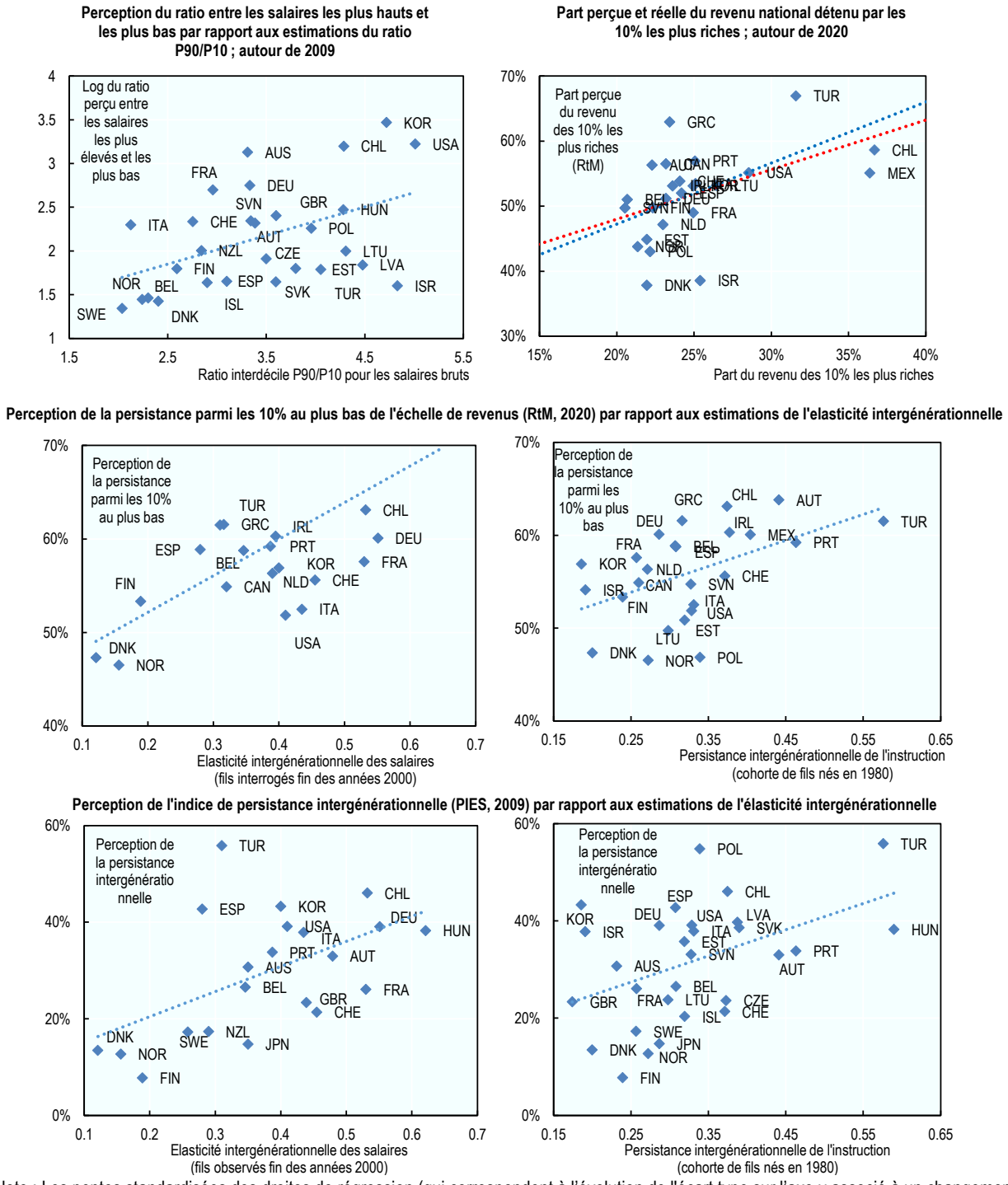
StatLink https://stat.link/3n0bdq

Les perceptions sont en corrélation avec les mesures traditionnelles mais n'y correspondent pas nécessairement

Les perceptions dans les pays sont en étroite corrélation avec les estimations traditionnelles des inégalités, aussi bien les inégalités de revenu que de salaire (Graphique 2.12). De même, là où la persistance intergénérationnelle est fortement perçue, les estimations de l'élasticité des salaires ou de l'instruction entre les pères et leur fils sont plus élevées (une plus forte élasticité signifie que les salaires/l'instruction du fils sont plus fortement liés à ceux du père, signe d'une persistance intergénérationnelle plus forte) (OCDE, 2018[28]).[10] Il faut en déduire que les personnes façonnent leurs perceptions des inégalités de revenu et de la mobilité sociale en incorporant au moins quelques informations sur les résultats économiques réels. Cette constatation correspond également à des données d'observation précédentes mentionnées par Kuhn (2019[6]), Bussolo et al. (2019[2]), Roth et Wohlfart (2018[35]) et Domènech-Arumí (2021[36]).

Une série d'expériences d'étude ont exploré dans quelle mesure les perceptions des personnes tiennent compte des informations relatives à l'ampleur des inégalités. Pour ce faire, les chercheurs ont donné à un sous-ensemble de répondants sélectionnés de façon aléatoire des informations sur l'ampleur actuelle des inégalités tirées d'études ou des médias. Ils ont ensuite comparé la perception de ces individus à celle d'un sous-ensemble de participants qui n'ont pas reçu les informations. Ils ont constaté que les individus qui avaient reçu les informations au sujet du niveau élevé des inégalités percevaient des inégalités plus importantes en termes de résultats et de perspectives d'avenir et étaient plus préoccupés à ce sujet (Encadré 2.1), corroborant ainsi les observations faites (Graphique 2.12, par exemple).

Graphique 2.12. Les perceptions des inégalités et de la persistance intergénérationnelle sont liées de façon cohérente aux indicateurs traditionnels des mêmes phénomènes



Note : Les pentes standardisées des droites de régression (qui correspondent à l'évolution de l'écart type sur l'axe y associé à un changement de l'écart type sur l'axe x) sont 0.47, 0.49, 0.62, 0.52, 0.53, 0.45 (toutes statistiquement significatives au seuil de 5 %). La ligne rouge du panel supérieur droit est calculée sans les trois exceptions (Chili, Mexique et Turquie). Le diagramme supérieur gauche indique le logarithme moyen du ratio entre les salaires les plus élevés et les plus faibles.

Source : Calculs de l'OCDE à partir de l'enquête 2020 *Des risques qui comptent* et du PIES 2009 ; *Base de données de l'OCDE sur la distribution des salaires* pour le ratio interdécile des salaires, (2018[28]) pour l'élasticité intergénérationnelle des salaires, la *Base de données globales de la Banque mondiale* sur la mobilité intergénérationnelles (GDIM) pour la persistance intergénérationnelle de l'instruction.

StatLink https://stat.link/ysgpc0

Encadré 2.1. Observations tirées d'expériences d'étude

Les informations présentées dans ce chapitre confirment l'hypothèse selon laquelle, en moyenne, les personnes tiennent généralement compte des informations relatives à l'ampleur des inégalités dans leurs perceptions. Toutefois, ce constat repose sur des données d'observation ce qui ne permet pas de déterminer si les perceptions sont effectivement façonnées par les inégalités. Ceci est lié au fait que les différences de perceptions entre les pays et les évolutions au fil du temps peuvent être influencées par d'autres variables. Afin d'isoler les effets de l'apport de nouvelles informations au sujet des inégalités sur les préoccupations et les perceptions qui en résultent, un nombre croissant de publications s'appuient sur des expériences d'études.

Pour ces expériences, une partie des répondants, sélectionnés de façon aléatoire, reçoivent des informations sur la répartition des revenus et des chances au sein de la population (ou sur la place qu'ils occupent dans cette répartition). Généralement, ces informations mettent en évidence un niveau important d'inégalités. Ainsi, l'hypothèse est que, si les personnes tiennent compte de ces informations, leurs perceptions et leurs préoccupations au sujet des inégalités devraient augmenter. Puisque les informations sont données de façon aléatoire, il est possible de tester cette hypothèse en comparant les réponses du groupe ayant reçu les informations et celles du groupe qui ne les a pas reçues. Certaines expériences s'intéressent également au rôle d'autres facteurs, comme la confiance, pour expliquer les résultats.

Ciani, Fréget et Manfredi (à paraître[37]) conduisent une méta-analyse des expériences qui mesurent l'incidence de l'information sur les perceptions et les préoccupations relatives aux inégalités économiques. Comme les expériences s'appuient sur des mesures hétérogènes, les résultats sont normalisés en tenant compte de l'écart type de chaque mesure dans le groupe contrôle (le groupe qui ne reçoit aucune information). La plupart des estimations de l'effet de l'information sur les perceptions et les préoccupations relatives aux disparités économiques sont positives mais à des degrés différents. La moyenne de l'effet normalisé parmi toutes les études est 0.17 aux États-Unis, 0.15 dans les pays de l'UE et 0.16 dans les autres pays. Ainsi, le fait de fournir des informations supplémentaires engendre une hausse moyenne des perceptions et des préoccupations dont l'écart type dépasse 0.15, dans la droite ligne de l'hypothèse décrite ci-dessus. La méta-analyse de régression indique que l'effet sur les perceptions est plus important que sur les préoccupations, mais ces dernières sont tout de même conséquentes (écart type entre 0.09 et 0.13) et statistiquement différentes de zéro. Ce constat suggère donc que les personnes interprètent correctement les informations et en tiennent compte dans leurs jugements.

Certaines expériences viennent également renforcer l'hypothèse selon laquelle les personnes adaptent partiellement leurs préférences lorsqu'ils reçoivent des signaux de hausse ou de niveau élevé des inégalités. Trump (2018[14]) montre que fournir des informations aux répondants américains ou suédois au sujet de l'ampleur réelle des inégalités engendre à la fois une hausse des perceptions et des préférences en matière de disparité des salaires. Par conséquent, l'effet sur les préoccupations au sujet des disparités de revenu n'est pas statistiquement différent de zéro. Hoy et Mager (2020[38]) constatent que le fait de fournir aux personnes interrogées aux États-Unis des données au sujet des niveaux réels d'inégalités et de mobilité sociale les rend moins en accord avec la déclaration selon laquelle les écarts de revenu sont trop importants. L'évolution de la perception, d'après les auteurs, est principalement dictée par les répondants qui, avant l'expérience, déclaraient qu'il n'existait pas de niveaux élevés d'inégalités. Pour Hoy et Mager (2020[38]), ces données sont également la preuve que les individus revoient à la hausse leurs préférences en matière de niveau d'inégalité lorsqu'ils découvrent leur réelle ampleur.

Les perceptions et les indicateurs traditionnels des inégalités ne correspondent pas parfaitement. Les perceptions relatives à la part du revenu détenu par les 10 % les plus riches et à la persistance intergénérationnelle des revenus parmi les 10 % les plus bas dépassent les mesures traditionnelles. Par exemple, la moyenne des perceptions relatives à la part du revenu détenu par les 10 % les plus riches, parmi les 25 pays de l'enquête *Des risques qui comptent* est de 52 % alors que l'estimation moyenne de la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus* est 25 %. L'outil Comparez votre revenu, qui utilise une méthode différente, parvient aux mêmes résultats pour la part du revenu des 10 % les plus riches.

Les mesures statistiques relatives à la probabilité pour que les enfants les plus pauvres le restent une fois à l'âge adulte ne sont pas disponibles pour tous les pays. Celles qui le sont témoignent une fois de plus des divergences entre les perceptions et les statistiques. Les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête *Des risques qui comptent* en Italie et aux États-Unis pensent que la persistance intergénérationnelle touchera respectivement 53 % et 52 % des enfants des 10 % des foyers les plus modestes. Les estimations statistiques trouvent des pourcentages bien inférieurs - 16 % pour une cohorte de 1980 en Italie (Acciari, Polo et Violante, 2019[39]) et 20 % pour des cohortes en 1980-82 aux États-Unis (Chetty et al., 2014[29]).

Ces différences entre perceptions et indicateurs traditionnels ne devraient pas nécessairement être interprétées comme le résultat d'un biais pour trois raisons principales (détaillées dans l'Encadré 2.2) :

1. Les personnes interrogées peuvent penser en termes de richesse, plutôt que de revenus, bien que les questions de l'enquête *Des risques qui comptent* fassent explicitement référence aux revenus.
2. Les estimations traditionnelles traduisent des choix méthodologiques alors que les individus en utilisent probablement d'autres, avec des définitions différentes.
3. Les questions sont compliquées pour les répondants et les différences estimées entre les valeurs perçues et les estimations traditionnelles dépendent fortement de la façon dont la question est définie et formulée.

Les réponses aux questions quantitatives concernant les perceptions liées aux inégalités et à la mobilité sociale donnent des résultats fiables et intéressants qui vont au-delà du biais. Malgré la complexité des définitions et des questions, les perceptions moyennes des personnes interrogées sont en constante corrélation avec les estimations traditionnelles dans les pays, ce qui indique qu'elles traduisent des disparités réelles. En s'intéressant aux perceptions - notamment celles liées aux inégalités de revenu, aux disparités de salaires et à la persistance intergénérationnelle - les chercheurs en apprennent davantage sur la façon dont les individus traitent les informations (Phillips et al., 2020[40]). De plus, comme l'indique le chapitre 3, les réponses données à ces questions quantitatives sur la perception des inégalités et de la mobilité sociale permettent de prédire correctement les préférences en matière de redistribution, à la fois au niveau individuel et national. Enfin, elles fournissent des descriptions de la répartition (et de la polarisation) des perceptions dans un pays (voir chapitre 4). Ces descriptions sont plus riches et diffèrent de celles obtenues à partir de questions qualitatives auxquelles la plupart des personnes ont tendance à donner la même réponse, à savoir « d'accord ». Néanmois, pour des raisons de méthodologie, il est important de :

- employer un large éventail de mesures des perceptions qui devraient comprendre des questions qualitatives ;
- analyser les différences en matière de disparités et comment elles diffèrent des perceptions.

Encadré 2.2. Comprendre les différences entre les perceptions moyennes et les estimations traditionnelles

Les perceptions moyennes relatives à la part du revenu détenue par les 10 % les plus riches et à la persistance intergénérationnelle parmi le décile inférieur (mesuré par le biais des réponses de l'enquête *Des risques qui comptent*) ont tendance à dépasser largement les mesures traditionnelles. Cette divergence ne devrait pas nécessairement être interprétée comme un biais pour trois raisons principales.

Premièrement, il est probable que, pour les personnes interrogées, le concept de résultats économiques soit différent ou plus large, même si les deux questions définissent le revenu pris en compte. La moyenne des perceptions relatives à la part du revenu détenue par les 10 % les plus riches indique que les individus pensent peut-être plus en termes de patrimoine que de revenu (Balestra et Cohen, 2021[41]). En effet, cette moyenne est plus proche de celle relative à la part du patrimoine des ménages des 10 % d'individus en haut de l'échelle de répartition, qui est de 53 % pour les 19 pays pour lesquels des données sont disponibles dans la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses*. Elle semble également plus proche de celle relative à la part du revenu fiscal des 10 % d'individus en haut de l'échelle de répartition fournie par la base de données mondiale sur la distribution des revenus qui dresse un tableau plus précis des revenus les plus élevés, généralement sous-représentés dans les enquêtes sur les revenus des ménages. Parmi les 25 pays de l'OCDE interrogés dans le cadre de l'enquête *Des risques qui comptent*, la dernière estimation de la part du revenu fiscal détenue par les 10 % au sommet de l'échelle de répartition est 38 %.

Deuxièmement, les indicateurs statistiques traditionnels qui mesurent les inégalités économiques dépendent de plusieurs choix méthodologiques tels que :

- la définition du revenu pris en compte, par exemple les sources à inclure ou exclure ;
- l'ajustement du revenu en fonction de la taille et des besoins des ménages, par exemple avec les échelles d'équivalence ;
- la population de référence, par exemple quelles cohortes utiliser pour mesurer la persistance intergénérationnelle, entre autres.

Bien que ces choix respectent des conventions statistiques et un consensus entre spécialistes, il n'existe pas de méthode unique. Et compte tenu de la sensibilité des estimations numériques aux variations méthodologiques, il est difficile de trouver l'équivalent « parfait » à chaque mesure des perceptions puisque les personnes peuvent se fier inconsciemment à d'autres définitions.

Troisièmement, les résultats dépendent fortement de la façon dont la question est formulée (Jachimowicz et al., 2020[42]). L'importance de la question semble particulièrement pertinente lorsqu'il s'agit de déterminer des biais en lien avec les valeurs « réelles ». Le débat méthodologique entre Eriksson et Simpson (2012[43]) et Ariely et Norton (2013[44]) indique que mesurer les disparités de revenu en s'appuyant sur des parts du revenu total détenues par certains groupes (comme la part du revenu détenue par les 10 % d'individus situés au sommet de l'échelle de répartition dans *Des risques qui comptent*) ou sur des niveaux de revenu (comme dans les questions du PIES) peut entraîner diverses conclusions quant à savoir si les répondants sous-évaluent ou surévaluent les inégalités de revenu.

Pour la mobilité intergénérationnelle, Swan et al. (2017[45]) constatent que les questions qui font référence aux quintiles ou tertiles de revenu conduisent à différents résultats concernant le « biais » de la perception de la mobilité intergénérationnelle aux États-Unis. En effet, Swan et al. (2017[45]) mentionnent que pour mesurer la perception, il est plus adapté de poser des questions qui vont au-delà du calcul d'un biais et s'intéressent à la façon dont les perceptions façonnent les attitudes à l'égard de

la redistribution et comment elles varient selon les groupes. De plus, comme *Des risques qui comptent* le propose, diviser la population en déciles de revenu est un exercice difficile pour les répondants et les personnes pourraient simplement considérer que les 10 % qui occupent le sommet de l'échelle correspondent aux « riches » et les 10 % qui occupent le bas, aux « pauvres ».

Il est clairement important d'utiliser différentes mesures des perceptions et d'en déduire les préférences. Pour cela, les chercheurs devraient utiliser différentes méthodes pour susciter des réponses quantitatives (par exemple en exprimant des réponses sous la forme de parts du revenu total – comme pour la part perçue du revenu total détenue par les 10 % les plus riches dans l'enquête *Des risques qui comptent* – ou sous la forme de niveaux pour différents groupes – comme par exemple dans la perception du salaire de différents métiers dans le PIES) et les assortir d'estimations qualitatives (par exemple la perception de la persistance intergénérationnelle parmi les 10 % des individus situés au bas de l'échelle de répartition de l'enquête *Des risques qui comptent* et les questions du PIES relatives à la « réussite dans la vie »).

Il y a deux avantages majeurs à poser des questions numériques pour interroger les perceptions :

- Tout d'abord, il est plus facile de formuler la question de sorte à exclure tout jugement quant au fait que des inégalités puissent être « trop » importantes.
- Enfin, elles reflètent plus facilement l'hétérogénéité des perceptions parmi les citoyens d'un même pays. Les réponses aux questions qualitatives ont tendance à se concentrer sur certaines valeurs (« d'accord » par exemple) et masquer une hétérogénéité sous-jacente importante au sein de la population. Pour les préoccupations relatives aux inégalités de revenu, la plupart des gens pourraient exprimer leur accord quant au fait qu'elles sont trop importantes dans leur pays. Toutefois, en réalité, la différence entre la part du revenu que les personnes pensent être détenue par les 10 % les plus riches et ce qu'elles voudraient qu'elle soit varient fortement (chapitre 4).

Pour comparer les perceptions des pays et les estimations traditionnelles sans s'attarder sur la différence précise des définitions, il convient d'utiliser ces deux données comme des indicateurs pour classer les pays selon les résultats obtenus : élevé, moyen ou faible. Le Tableau 1.2 classe les pays à partir des estimations de la part du revenu détenue par les 10 % les plus riches, tirées de la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus*, et de la perception moyenne de cette part, tirée de l'enquête *Des risques qui comptent*. Pour la persistance intergénérationnelle, il propose un classement des pays selon l'estimation de l'élasticité des revenus entre pères et fils (disponible pour un large éventail de pays de l'OCDE) et la perception de la persistance intergénérationnelle parmi les 10 % les plus pauvres.

Les résultats pour les inégalités de revenus correspondent globalement pour les pays situés en bas et en haut du classement. Les pays nordiques présentent des niveaux relativement bas d'inégalités, mesurés et perçus, alors que le Chili, le Mexique et la Turquie affichent des niveaux élevés. Pour la persistance intergénérationnelle, les pays nordiques affichent une fois de plus des niveaux bas pour les deux indicateurs alors qu'ils sont relativement élevés pour l'Autriche, l'Allemagne et le Chili.

Tableau 2.2. La plupart des pays obtiennent le même classement, que les niveaux d'inégalités soient perçus ou mesurés, mais certains d'entre eux présentent des décalages importants

	Inégalités de revenu		Persistance intergénérationnelle	
	Estimation de la part du revenu allant aux 10 % les plus riches (IDD, dernière année connue)	Perception de la part du revenu allant aux 10 % les plus riches (Des risques qui comptent, 2020)	Estimation de l'élasticité intergénérationnelle des salaires (fils interrogés à la fin des années 2000 ; OCDE (2018[28]))	Perception de la persistance intergénérationnelle des revenus parmi les 10 % les plus pauvres (Des risques qui comptent, 2020)
SVN	Faible	Faible	-	-
BEL	Faible	Moyen	Moyen	Moyen
NOR	Faible	Faible	Faible	Faible
EST	Faible	Faible	-	-
DNK	Faible	Faible	Faible	Faible
POL	Faible	Faible	-	-
AUT	Faible	Élevé	Élevé	Élevé
FIN	Faible	Moyen	Faible	Faible
NLD	Moyen	Faible	Moyen	Moyen
CAN	Moyen	Élevé	Moyen	Faible
DEU	Moyen	Moyen	Élevé	Élevé
GRC	Moyen	Élevé	Faible	Élevé
IRL	Moyen	Moyen	Moyen	Élevé
CHE	Moyen	Moyen	Élevé	Moyen
ESP	Moyen	Moyen	Faible	Moyen
FRA	Moyen	Faible	Élevé	Moyen
KOR	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen
PRT	Élevé	Élevé	Moyen	Moyen
ITA	Élevé	Moyen	Élevé	Faible
ISR	Élevé	Faible	-	-
LTU	Élevé	Moyen	-	-
USA	Élevé	Élevé	Moyen	Faible
TUR	Élevé	Élevé	Faible	Élevé
MEX	Élevé	Élevé	-	-
CHL	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé

Note : les pays sont classés en faible/moyen/élevé selon la distribution de l'indicateur parmi les pays examinés ; par exemple, « élevé » pour l'estimation de la part du revenu des 10 % les plus riches correspond aux 8 pays dont les valeurs sont les plus élevées. Le classement de la persistance intergénérationnelle n'est réalisé que pour les pays de l'OCDE pour lesquels les données sur l'élasticité des revenus intergénérationnelle sont disponibles (2018[28]).
Source : Calculs de l'OCDE à partir de l'enquête 2020 *Des risques qui comptent* ; IDD pour les parts du revenu des plus riches, OCDE (2018[28]) pour l'élasticité intergénérationnelle des salaires.

StatLink https://stat.link/gfoiqh

Toutefois, à l'échelle d'un pays, les niveaux d'inégalités et de persistance intergénérationnelle perçus et mesurés peuvent être très différents. Certains pays présentent un niveau plus faible d'inégalités perçues que le niveau mesuré – c'est le cas de la France, Israël, l'Italie, la Lituanie et les Pays-Bas – et c'est l'inverse pour d'autres comme l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Finlande et la Grèce. Pour la persistance intergénérationnelle parmi les 10 % les plus pauvres, les perceptions en France et en Italie sont plus basses que les indicateurs traditionnels, comme au Canada, en Suisse et aux États-Unis. En Grèce, Irlande et Turquie, toutefois, le niveau de la persistance intergénérationnelle perçu est plus élevé que celui des estimations traditionnelles.

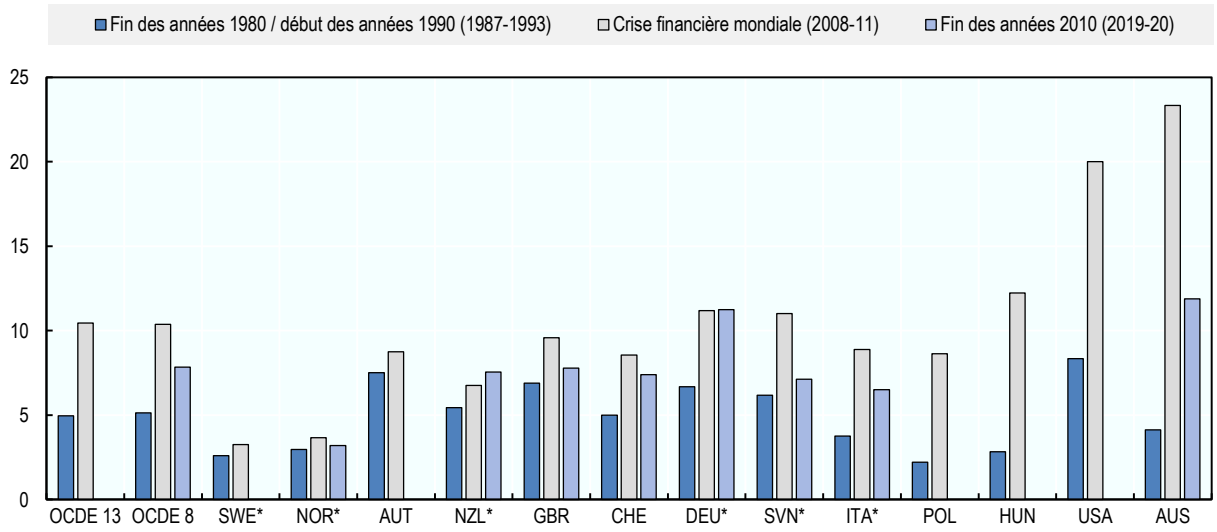
Les ratios perçus entre les salaires les plus élevés et les plus bas ont augmenté au fil du temps

Les disparités perçues sous la forme du ratio entre les salaires les plus élevés et les plus faibles progressent significativement depuis longtemps. Elles ont généralement atteint un sommet pendant la crise financière mondiale et sont ensuite retombées au cours de la décennie suivante. Entre les années 1980 et la crise financière mondiale, le ratio médian perçu entre les salaires les plus élevés et les plus faibles a progressé dans les 13 pays pour lesquels des données sont disponibles (Graphique 2.13 et Giger et Lascombes (2019[8])). Globalement, il a doublé et est passé de 5 à 10 entre la première vague du PIES et 2009. Au cours de la décennie suivante, alors qu'il était toujours plus élevé que 30 ans auparavant, il est tombé de 10 à 8 (comme l'indique le PIES 2019).

Parmi les pays étudiés dans le PIES depuis 1987, cette hausse était particulièrement marquée en Australie (Leigh, 2013[46]) et aux États-Unis, ainsi que dans les pays qui opèrent leur transition vers une économie de marché, comme la Pologne et la Hongrie. Pour les pays observés depuis 1992, la hausse a été marquée en Allemagne, en Italie et en Slovénie. La chute depuis la crise financière mondiale a été particulièrement forte en Australie où les disparités de salaire perçues avaient atteint un très haut niveau en 2009. Toutefois, elles sont restées stables en Allemagne et en Nouvelle-Zélande, ce qui s'explique éventuellement par le fait que, dans ces deux pays, la dernière étude du PIES a été menée en 2020, pendant la pandémie.

Graphique 2.13. Le ratio perçu entre les salaires les plus élevés et les plus bas a augmenté au fil du temps

Rapport médian perçu entre les salaires les plus élevés et les salaires les plus bas



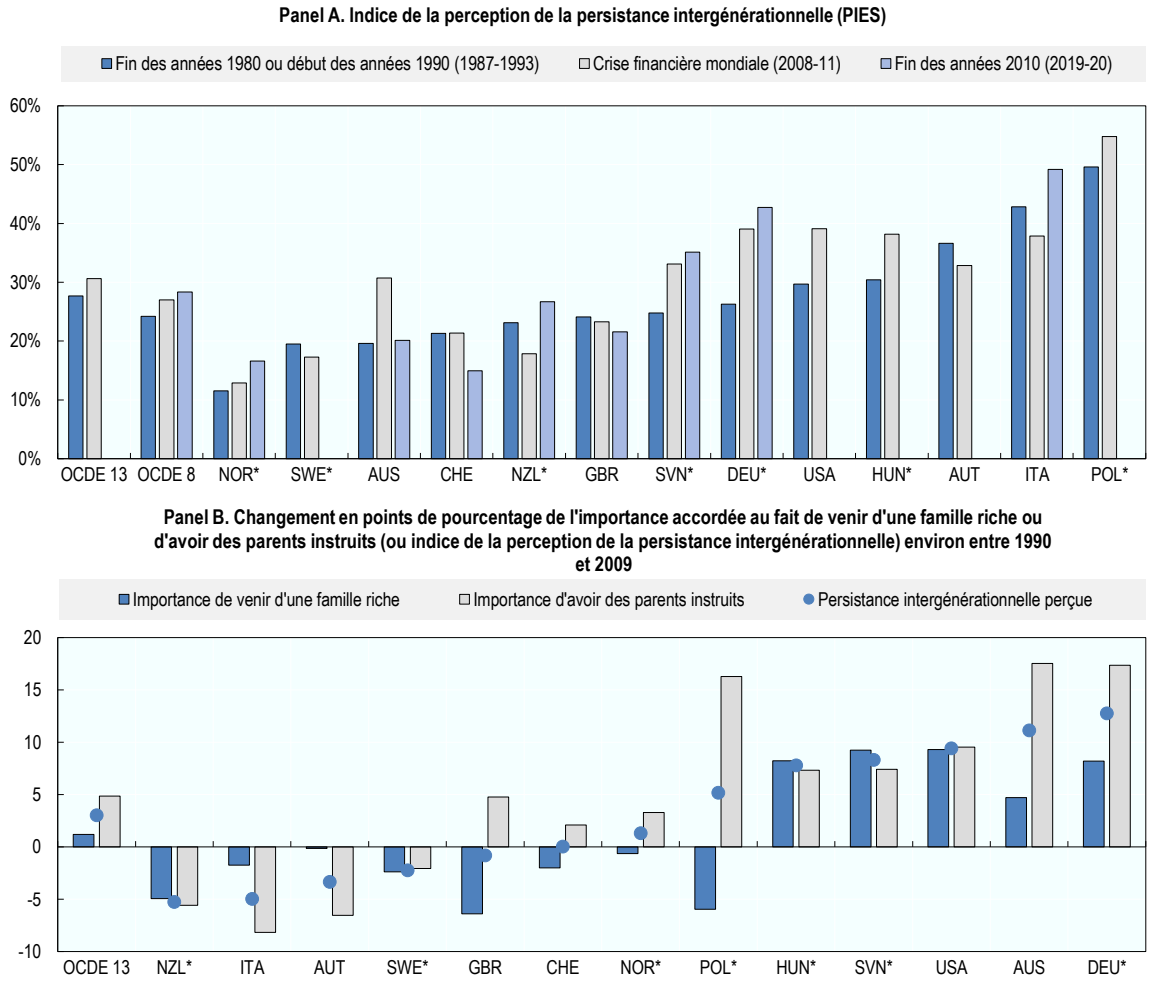
Note : les pays sont classés selon le degré de changement entre les deux périodes. Seuls les pays observés dans le PIES 1987/1992 et 2009 sont compris et ceux observés depuis 1992 sont repérés par une *. La question de l'enquête du PIES porte sur les salaires bruts dans tous les pays, à l'exception de la Pologne et de la Slovénie (où elle porte sur les salaires nets), et de l'Italie (où la question a été formulée en salaire brut en 1992 et en salaire net en 2009). En Hongrie, en 1987, la question ne mentionnait pas les salaires bruts ou nets, peut-être parce que l'impôt individuel sur le revenu n'a été introduit qu'en 1988.
Source : Calculs de l'OCDE à partir du PIES 1987, 1992, 2009 et 2019.

StatLink https://stat.link/cw69qu

Pendant les 30 dernières années, la perception moyenne de la persistance intergénérationnelle n'a que faiblement diminué, d'après l'indice construit à partir des réponses qualitatives du PIES au sujet des caractéristiques parentales importantes pour réussir dans la vie (Graphique 2.14, panel A). Au niveau

national, toutefois, le phénomène est différent. Entre la fin des années 1980 ou le début des années 1990 et la crise financière mondiale, la hausse a été marquée en Australie, Allemagne, Hongrie, Slovénie et aux États-Unis pour les deux critères de richesse et d'instruction des parents (Graphique 2.14, panel B). L'évolution était également conséquente en Pologne où, toutefois, la perception selon laquelle il est important de venir d'une famille riche a diminué. En Nouvelle-Zélande, Italie, Autriche et Suède, en revanche, les répondants au PIES de 2009 indiquent que la persistance était moins forte qu'à la fin des années 1980 ou au début des années 1990. Au cours de la décennie qui a suivi la crise financière mondiale, la perception de la persistance a diminué en Australie, Suisse et, dans une moindre mesure, au Royaume-Uni. Néanmoins, elle a augmenté dans les autres pays, notamment en Nouvelle-Zélande et en Italie où elle a plus que rattrapé la baisse constatée au cours des deux décennies précédentes.

Graphique 2.14. L'évolution des perceptions en matière de persistance intergénérationnelle des inégalités était relativement hétérogène parmi les pays



Note : Part des répondants qui estiment que chaque dimension est très importante ou essentielle pour réussir dans la vie. La persistance intergénérationnelle perçue correspond à la moyenne des deux dimensions (compte tenu de données manquantes dans chacune des dimensions, l'indice pourrait ne pas correspondre exactement à la moyenne des différentes barres du graphique). Les changements sont mesurés par rapport au début des années 1990 pour les pays marqués d'une *, et par rapport à la fin des années 1980 pour les autres pays. Contrairement aux autres graphiques, pour la Pologne, la première vague du PIES date de 1992 (et non 1987) parce que la question sur l'importance d'avoir des parents instruits était manquante.
Source : Calculs de l'OCDE à partir des PIES 1987, 1992, 2009 et 2019.

StatLink https://stat.link/8lndui

La pandémie a suscité une prise de conscience des disparités économiques

Des données montrent que la pandémie actuelle et la récession qu'elle entraîne ont révélé des inégalités déjà existantes (Blundell et al., 2020[47]). Ainsi, une prise de conscience à l'égard des disparités de revenu et du manque de mobilité intergénérationnelle a aussi pu avoir lieu. En effet, les résultats de l'enquête *Des risques qui comptent* montrent que les personnes qui déclarent avoir été confrontées à des problèmes de santé ou des difficultés d'ordre économique pendant la crise du COVID-19, personnellement ou dans leur foyer, perçoivent des inégalités et une persistance intergénérationnelle plus fortes que les autres (Tableau 2.3).[11] (Voir OCDE (2021[48]) pour un approfondissement de la question de l'insécurité des ménages pendant la crise du COVID-19). Cette perception n'est pas liée à des différences de statut socio-économique ou de caractéristiques démographiques chez les personnes interrogées. Elle ne peut pas non plus être imputée aux changements mentionnés au sujet de la situation financière de leur ménage ou aux performances macro-économiques de leur pays au cours des 12 mois précédents. Si les individus touchés par le COVID-19 ont tout de même pu percevoir des niveaux d'inégalités plus élevés, l'impact de la pandémie et des inégalités économiques a pu exacerber ces perceptions (Tableau 2.3).

Tableau 2.3. Le fait d'être confronté à des difficultés pendant la pandémie de COVID-19 est associé à la perception de plus grandes inégalités de revenu et d'une persistance intergénérationnelle plus forte

Hausse en points de pourcentage des perceptions relatives aux inégalités économiques si les conditions de vie du répondant ou d'un membre de son foyer ont changé à cause de la pandémie

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	Perception de la part du revenu détenue par les 10 % les plus riches			Perception de la persistance intergénérationnelle parmi les 10 % les plus pauvres		
Problème de santé ou difficulté économique	2.6***	2.2***		3.1***	2.7***	
pendant la pandémie	(0.4)	(0.4)		(0.4)	(0.4)	
Problèmes de santé physique ou mentale			2.5***			2.2***
à cause de la pandémie			(0.4)			(0.4)
Perturbations professionnelles en lien			-0.1			0.5
Pendant la pandémie			(0.4)			(0.4)
Difficultés à joindre les deux bouts			2.6***			1.1**
pendant la pandémie			(0.5)			(0.5)
Déclare que la situation financière du foyer	2.2***	1.3***	0.7	2.1***	1.0**	1.0*
s'est dégradée pendant la pandémie	(0.4)	(0.5)	(0.5)	(0.4)	(0.5)	(0.5)
Effets fixes par pays	Compris	Compris	Compris	Compris	Compris	Compris
Caractéristiques du foyer ou individuelles		Compris	Compris		Compris	Compris
Observations	25181	24526	24526	25181	24526	24526

Note : * Indique la significativité statistique au niveau de 10 %, ** 5 %, *** 1 %. Erreurs types robustes entre parenthèses. Les résultats sont issus de régressions MCO qui intègrent des effets fixes par pays et sont pondérées par poids d'échantillon (recalculé de sorte que les poids sont équivalents à 1 dans chaque pays). Les caractéristiques du foyer ou individuelles comprennent l'âge, l'âge², la taille du ménage, le nombre d'enfants et des variables indicatrices pour : le décile de revenu disponible du ménage, le sexe, le niveau d'instruction, le statut professionnel, le statut marital, la taille de la ville (comprenant un indicateur pour valeur manquante), le régime d'occupation du logement, les changements perçus concernant l'économie nationale et la situation financière du ménage par rapport aux 12 mois passés (sur une échelle de Likert à 5 points allant du bien pire au bien mieux ; la catégorie correspondant au bien mieux a été fusionnée avec celle du mieux compte tenu du faible nombre de réponses). La régression comporte également une variable indicatrice pour ceux qui ont choisi « Je préfère ne pas répondre » à la question au sujet des problèmes de santé physique ou mentale. *Des risques qui comptent* a été menée en septembre-octobre 2020.
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête 2020 *Des risques qui comptent*.

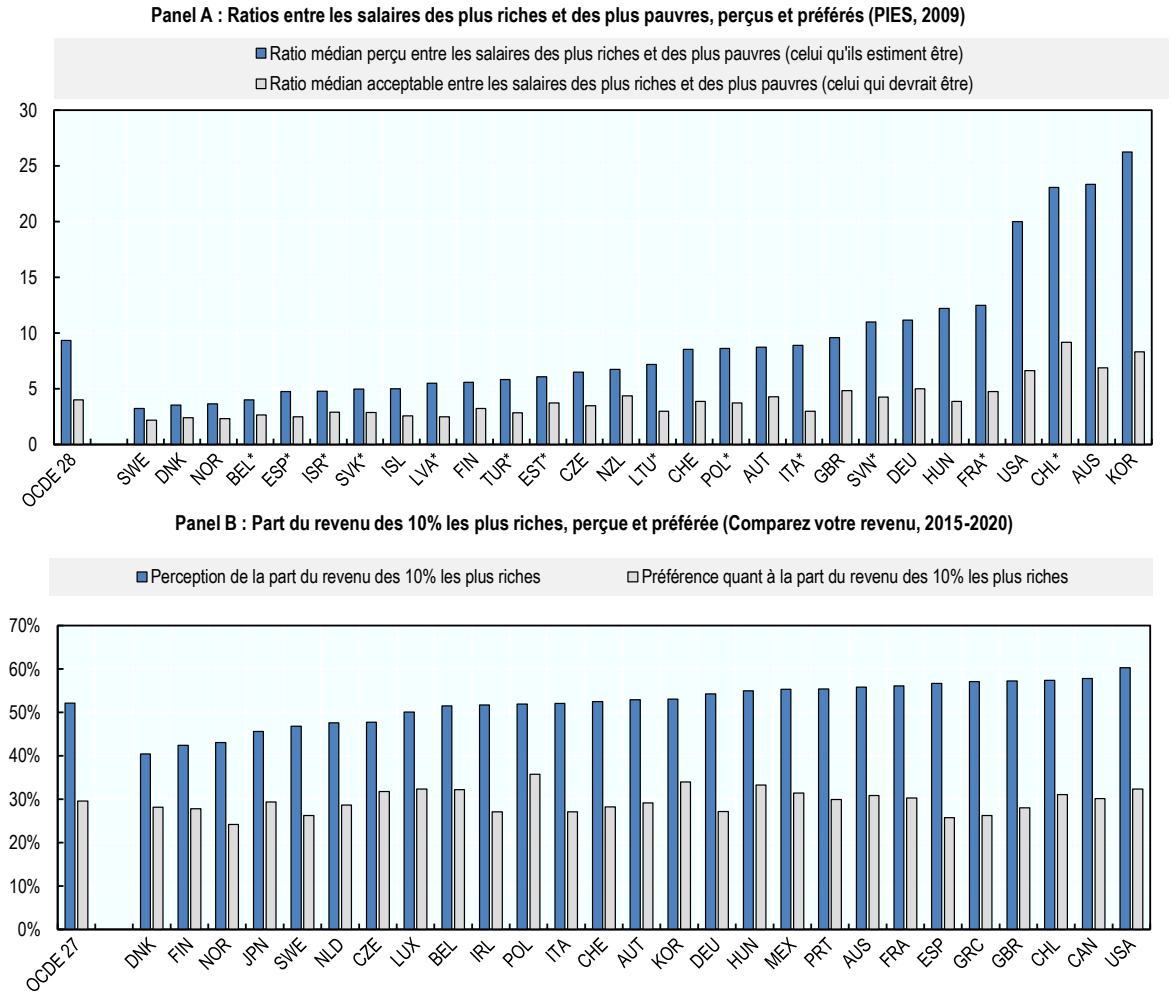
StatLink https://stat.link/mfc5rl

2.3. Dans quelle mesure les personnes tolèrent les inégalités

Les préférences en matière de disparités économiques sont inférieures et plus homogènes entre les pays

Dans tous les pays, les disparités économiques que les personnes sont prêtes à accepter (c'est-à-dire leurs préférences) sont nettement inférieures à celles qu'elles perçoivent. Dans tous les pays de l'OCDE et de l'UE couverts par le PIES 2009, le ratio médian préféré entre les salaires les plus élevés et les plus bas - les salaires que les personnes jugent acceptables - équivaut à moins de la moitié du ratio qu'ils perçoivent, soit 4 contre 9 (Graphique 2.15). De même, l'outil numérique Comparez votre revenu indique que, dans les pays de l'OCDE pour lesquels les données sont disponibles, la préférence quant à la part du revenu des 10 % les plus riches affiche près de 20 points de pourcentage de moins en moyenne que la part perçue (Balestra et Cohen, 2021[41]).[12]

Graphique 2.15. Les inégalités perçues en matière de résultats économiques sont bien plus importantes que les préférences dans ce domaine



Note : dans le panel A, les pays marqués d'une * collectent des données sur les salaires après impôts perçus/préférés alors que les autres pays collectent des données sur les salaires avant impôts perçus/préférés.
Source : Programme international d'enquêtes sociales (PIES) 2009 (panel A) ; Comparez votre revenu, 2015-2020 (jusqu'à mai 2020 ; panel B).

StatLink https://stat.link/2c0iwf

Les préférences quant aux niveaux d'inégalités, à la fois en termes de salaires et de revenus, sont également plus homogènes dans les différents pays que les niveaux perçus dans le domaine. Le ratio considéré comme acceptable entre les salaires des plus riches et des plus pauvres va de 2, en Suède, à 9 au Chili, contre 3 et 20 respectivement pour les niveaux perçus. La part du revenu des 10 % les plus riches considérée comme acceptable est plus basse en Norvège où elle affiche 24 % et plus élevée en Pologne, avec 36 %, alors que les parts perçues varient entre 40 % et 60 %. La plupart des gens tolèrent un certain degré d'inégalité. En effet, le ratio médian « acceptable » des salaires est toujours loin de 1 et la moyenne de la part du revenu détenue par 10 % des plus riches considérée comme souhaitable est toujours plus élevée que sa valeur réelle (qui est de 10 %).

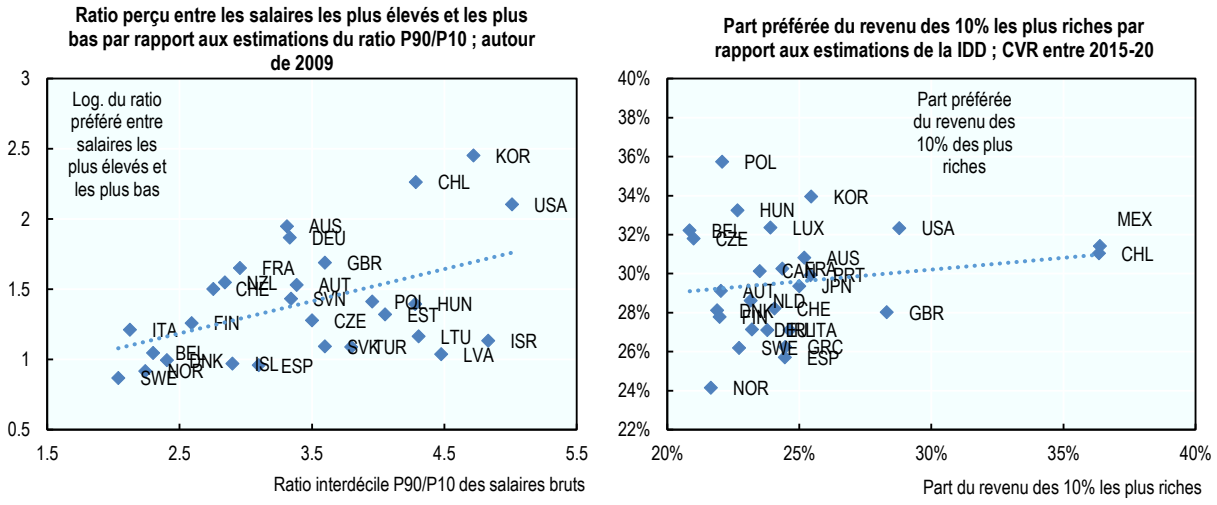
Les préférences en matière d'écarts de salaires sont plus élevées dans les pays où les inégalités sont plus fortes

La faible corrélation entre les préoccupations quant aux disparités de revenu et les mesures traditionnelles réalisées dans ce domaine (Graphique 2.3) peut potentiellement s'expliquer par le fait que les personnes des pays où les inégalités sont plus fortes ont tendance à les tolérer davantage.[13]

Les données relatives aux ratios préférés entre les salaires des plus riches et des plus pauvres vont dans le sens de cette hypothèse (Graphique 2.16). Dans les pays où les écarts de salaire brut sont plus élevés, les préférences en la matière le sont également (d'après les mesures de l'enquête PIES). Australie et les États-Unis en sont de bons exemples. Dans ces deux pays, la valeur médiane des ratios entre les salaires des déciles supérieurs et inférieurs, perçus par les personnes interrogées, est élevée – 23 en Australie et 20 aux États-Unis selon le PIES 2009, contre 9 en moyenne pour l'OCDE. Mais ils sont également prêts à tolérer des ratios avoisinant 7, contre 4 en moyenne pour l'OCDE.

En revanche, cette hypothèse n'est pas étayée par les données de l'outil numérique Comparez votre revenu. D'après cet outil, les niveaux de préférence concernant la part du revenu détenue par les 10 % les plus riches ne sont pas supérieurs dans les pays où les inégalités sont fortes. Ces données contradictoires, en faveur et à l'encontre de l'hypothèse, peuvent s'expliquer par le fait que les personnes sont plus prêtes à accepter des écarts de salaire plus importants (comme le montre le PIES) plutôt que des différences dans les revenus des ménages (comme le montre Comparez votre revenu) donc ils adaptent leurs préférences plus facilement aux niveaux réels. En effet, les préférences peuvent être plus homogènes lorsqu'il s'agit de disparités parmi les revenus des ménages, qui tiennent compte des impôts et des transferts.

Graphique 2.16. Le niveau des inégalités de revenu et de salaire préférées est plus élevé dans les pays où les inégalités touchent les salaires et non les revenus



Source : Programme international d'enquêtes sociales (PIES) 2009 pour le ratio préféré entre les salaires les plus élevés et les plus bas ; Comparez votre revenu 2015-20 pour la part préférée du revenu des 10 % les plus riches ; *Base de données des salaires de l'OCDE* pour le ratio interdécile P90/P10 des salaires bruts ; *Base de données de l'OCDE sur la Distribution des revenus* (moyenne calculée à partir des années disponibles à compter de 2015) pour la part du revenu des 10 %les plus riches.

StatLink https://stat.link/y5u8wb

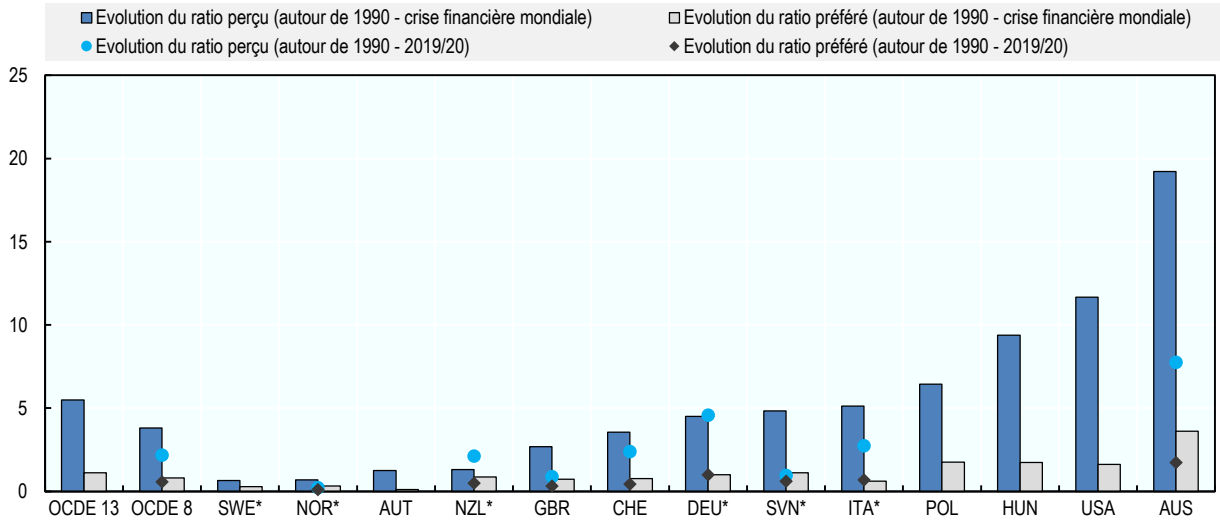
Selon une autre interprétation, les personnes se forgent leur propre notion du ratio qu'ils souhaiteraient voir entre les salaires les plus élevés et les plus bas à partir de leur estimation du ratio actuel (Osberg et Smeeding, 2006[49] ; Pedersen et Mutz, 2018[50]), comme le confirme la proche corrélation entre les logarithmes des ratios perçus et préférés au niveau individuel (0.69 pour la vague de 2009 du PIES).[14] Ceci ne s'applique pas aux parts perçues et préférées du revenu détenues par les 10 % les plus riches qui ne sont presque pas corrélées au niveau individuel dans les données de Comparez votre revenu. Cette corrélation est peut-être très faible parce que les répondants considèrent la part du revenu détenue par les 10 % les plus riches comme un concept éloigné puisqu'ils sont peu à se considérer comme appartenant à cette portion de la population (Balestra et Cohen, 2021[41]). Les répondants sont donc plus susceptibles d'envisager leur préférence vis-à-vis de la part du revenu des 10 % les plus riches d'un point de vue purement altruiste, même s'ils font partie de ce groupe (ou pourraient être amenés à en faire partie à l'avenir). Par conséquent, les réponses sont plus homogènes et se rapprochent d'un « idéal ».

Le niveau de disparités de salaire préféré a fortement augmenté au fil du temps

Entre la fin des années 1980 et la crise financière mondiale, le niveau de disparités préféré a augmenté mais dans une moindre proportion que le niveau de disparités perçu (Graphique 2.17), ce qui n'a compensé qu'en partie cette hausse. Les écarts entre les ratios préférés et perçus entre les salaires des plus riches et des plus pauvres permettent de mesurer les préoccupations quant aux écarts de salaires parce que cela traduit la tension entre ce que les personnes perçoivent et ce qu'elles sont prêtes à accepter. Dans la droite ligne de l'étude de Schneider (2011[51]), cet écart est donné par la différence logarithmique entre les deux ratios, soit un ratio de ratios. L'évolution de cet écart peut être attribuée à des hausses des ratios perçus ou des augmentations des ratios préférés (Graphique 2.18, panel A).

Graphique 2.17. Le ratio préféré entre les salaires les plus élevés et les plus bas a augmenté avec le temps mais moins que le ratio perçu

Évolutions de la valeur médiane des ratios perçus et préférés entre les revenus les plus élevés et les plus bas



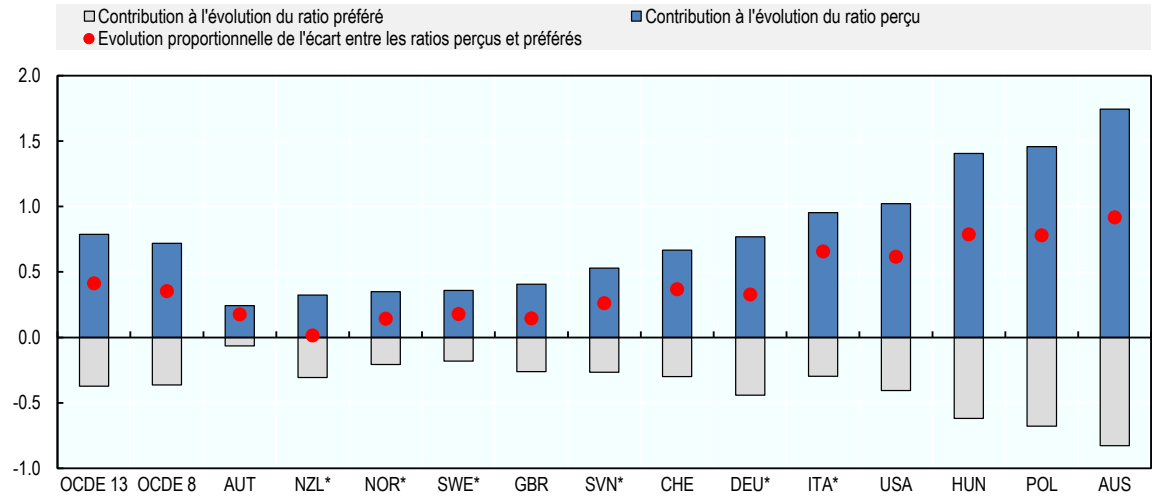
Note : Les pays notés par une * ont été étudiés entre le PIES 1992 et 2009 et les autres entre 1987 et 2009.
Source : PIES 1987, 1992, 2009 et 2019.

StatLink https://stat.link/ucpvyf

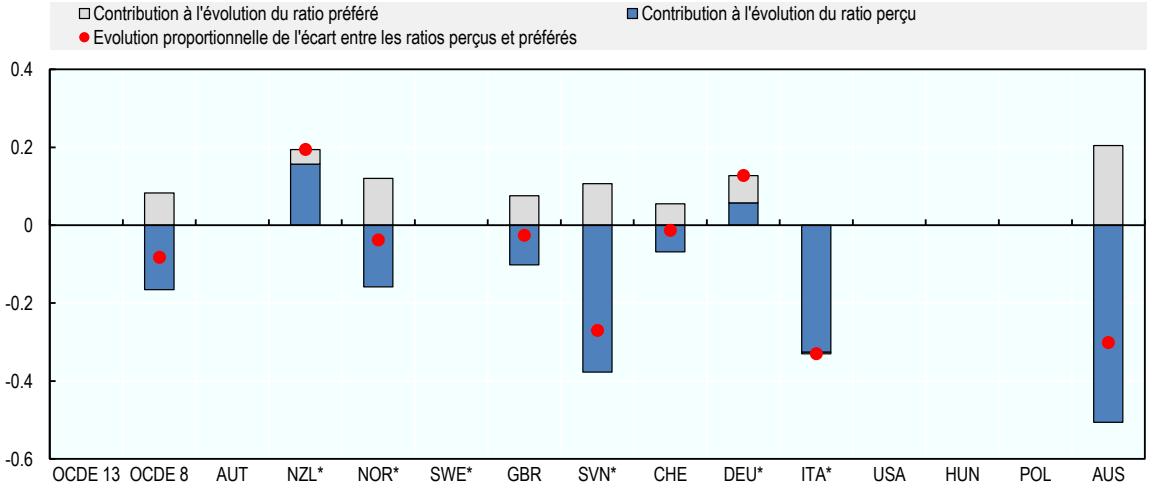
Graphique 2.18. Au fil du temps, la hausse du niveau toléré des disparités de salaire n'a que partiellement compensé la perception de disparités croissantes

Comment les ratios des salaires perçus et préférés contribuent chacun à faire évoluer globalement l'écart entre ces deux ratios

Panel A. Evolution entre la fin des années 1980 / début des années 1990 et la crise financière mondiale



Panel B. Evolution entre la crise financière mondiale et 2019/20



Note : entre la fin des années 1980 et la crise financière mondiale en Australie, le logarithme moyen du ratio perçu entre les salaires les plus élevés et les plus bas a augmenté de 1.75 (ce qui correspond à une hausse d'environ 4.7 fois le ratio moyen perçu), alors que le logarithme moyen du ratio perçu a augmenté de 0.8 (soit 1.3 fois plus que le ratio moyen perçu) ; par conséquent, l'écart entre les ratios perçus et préférés a augmenté de 0.9 en donnée logarithmique (ou est 1.5 fois plus important selon l'échelle d'origine). Ces changements ne correspondent que globalement à ce que l'on peut observer dans le Graphique 2.17 puisque le graphique présente les logarithmes moyens alors que le Graphique 2.17 présente la valeur médiane du ratio suivant son échelle d'origine. La variation en logarithme est utilisée pour estimer l'évolution proportionnelle des variables et pour simplifier la décomposition selon les deux composantes (croyances et préférences). Les pays notés par une * sont étudiés depuis le PIES 1992 alors que les autres depuis 1987.
Source : Calculs de l'OCDE tirés du PIES 1987, 1992, 2009 et 2019.

StatLink https://stat.link/fphgrj

Si les ratios perçus ont progressé dans la plupart des pays, les niveaux tolérés de disparités aussi. Par conséquent, les préoccupations des individus au sujet des disparités de salaires ont diminué compte tenu de l'évolution des préférences. En effet, si les préférences en matière de disparités de salaires n'avaient pas augmenté, l'accroissement moyen de l'écart entre les disparités perçues et préférées dans les pays de l'OCDE aurait été presque deux fois plus important. Cet effet de compensation a été particulièrement fort en Australie, mais aussi en Pologne et en Hongrie, des pays où les écarts salariaux importants étaient très mal acceptés au départ – à la fin des années 1980, les ratios médians étaient de 2/1 et 2/2, respectivement (comme en Norvège et en Suède au début des années 1990).

Au cours de la décennie qui a suivi la crise financière mondiale, une légère baisse du ratio préféré entre les salaires les plus élevés et les plus bas a été observée dans la plupart des pays du PIES jusqu'en 2019 (Graphique 2.18, panel B). En Norvège, Suisse et au Royaume-Uni, la baisse a compensé celle du ratio perçu, comme en Australie, Italie et Slovénie, dans une moindre mesure. Toutefois, il n'y a qu'en Slovénie que l'écart entre les disparités de salaire perçues et préférées a atteint les niveaux du début des années 1990. Enfin, en Nouvelle-Zélande et Allemagne, où la dernière vague du PIES a été menée pendant la pandémie de COVID-19, les disparités de salaires préférées ont baissé alors que les niveaux perçus ont augmenté, entraînant ainsi une hausse des préoccupations.

La hausse de l'ampleur tolérée des disparités de salaire entre la fin des années 1980 et la crise financière mondiale a été plus raide dans les pays où les niveaux de disparités perçus ont le plus progressé. Cette tendance peut traduire des « préférences adaptatives » – quand les personnes s'habituent à vivre dans une société moins égalitaire, ils les acceptent davantage (Benabou et Tirole, 2006[52]). Toutefois, l'évolution au fil du temps des préférences relatives au ratio entre les salaires les plus élevés et les plus bas peut aussi s'expliquer par la tendance des personnes interrogées à se forger leur idée des disparités « acceptables » à partir des différences de revenu qu'ils perçoivent, comme cela a été abordé précédemment. Bien que les données ne permettent pas de choisir entre l'une ou l'autre des explications, il est important de souligner que les perceptions de disparités de salaire importantes ont tendance à être compensées par les préférences dans ce même domaine, ce qui entraîne une hausse moins prononcée des préoccupations à cet égard. Des données tirées d'expériences d'étude en Suède et aux États-Unis montrent que les personnes adaptent leurs préférences lorsqu'ils reçoivent l'information selon laquelle les niveaux actuels d'inégalités sont élevés (Trump, 2018[14]). Toutefois, les éléments de preuve de ce mécanisme sont encore limités.[15]

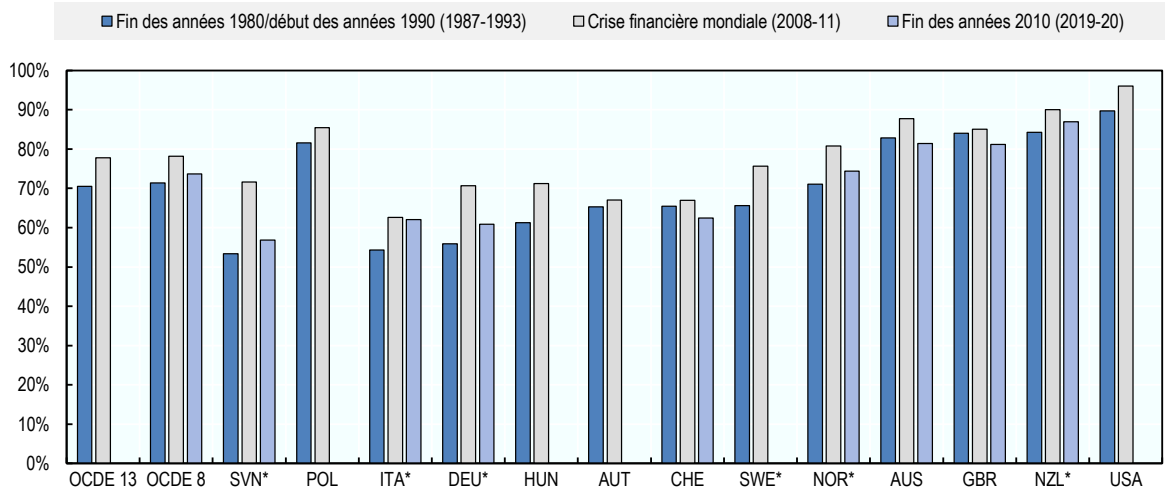
Les niveaux préférés de disparités de revenu et de salaire ont également pu augmenter à cause de la propagation de l'idée selon laquelle le fait de travailler dur compte plus que la chance ou la situation personnelle pour réussir dans la vie (Mijs, 2019[22]). Et de telles idées peuvent en effet s'intensifier au fil du temps. En effet, d'après le modèle proposé par Alesina et Angeletos (2005[53]), l'idée largement répandue selon laquelle le travail acharné compte plus que la chance pourrait donner naissance à une société dans laquelle la redistribution et les impôts sont faibles. Une telle société ancrerait la conviction selon laquelle l'effort individuel détermine le succès individuel, et l'idée de méritocratie du départ finirait par se révéler juste par la réalité (Piketty, 1995[54]). Les différences internationales quant à l'idée de la méritocratie, attribuables, notamment, à l'histoire, pourraient finalement contribuer à la création de deux sociétés proposant des régimes de protection sociale différents.

L'idée selon laquelle il est important de travailler dur pour réussir dans la vie a progressé dans la plupart des pays entre la fin des années 1980 et la crise financière mondiale (Graphique 2.19 et Mijs (2019[22])). Toutefois, contrairement à la prévision du modèle d'Alesina et Angeletos (2005[53]) selon laquelle les différences entre les pays se creuseraient au fil du temps, des signes de convergence ont été observés puisque les pays qui ont le plus évolué sont ceux qui accordaient au départ le moins d'importance au fait de travailler dur.

Entre 2010 et 2019, toutefois, l'importance accordée au travail semble avoir diminué, d'après les données par pays disponibles du PIES 2019. Elle a retrouvé son niveau moyen de la fin des années 1980 et du début des années 1990. Ceci peut expliquer en partie pourquoi les préoccupations relatives aux disparités de revenu et de salaire ont enregistré une baisse limitée depuis la crise financière mondiale alors que le ratio perçu entre les revenus les plus élevés et les plus faibles s'est contracté.

Graphique 2.19. L'idée selon laquelle il est important de travailler dur pour réussir dans la vie a progressé pendant les deux décennies qui ont précédé la crise financière mondiale

Pourcentage de personnes interrogées qui estiment que le fait de travailler dur est très important ou essentiel pour réussir dans la vie



Source : PIES 1987, 1992, 2009 et 2019.

StatLink https://stat.link/twhecq

Résumé : les perceptions de disparités plus importantes expliquent dans une large mesure la hausse des préoccupations

Selon les pays, des différences importantes existent quant aux niveaux et aux évolutions des préoccupations relatives aux disparités de revenu. Pour les expliquer, il est fondamental de comprendre quelle est l'influence des perceptions et des préférences relatives aux disparités de résultats (comme les salaires), des perceptions de la persistance intergénérationnelle et des convictions quant à l'importance du travail pour réussir dans la vie.

Les colonnes 1-3 du Tableau 2.4 indiquent que plus le niveau des disparités de salaire perçues est élevé, plus les préoccupations relatives aux disparités de résultats augmentent alors qu'elles diminuent lorsque le niveau de disparités tolérées évolue à la hausse. L'idée selon laquelle les caractéristiques des parents influencent la réussite dans la vie engendre une hausse des préoccupations quant aux disparités de revenu alors que l'idée selon laquelle il est important de travailler dur a l'effet inverse. Il est important de noter que les publications sur les enquêtes expérimentales confirment le rôle de ces différents facteurs. Des expériences liées aux informations valident l'importance des perceptions relatives aux disparités économiques et à la persistance intergénérationnelle (Encadré 2.1), alors que des expériences en laboratoire confirment l'importance du rôle que joue l'idée d'un travail assidu (Durante, Putterman et van der Weele, 2014[55] ; Almås, Cappelen et Tungodden, 2020[23]).

Tableau 2.4. Les préoccupations au sujet des disparités de revenu dépendent de la combinaison des perceptions et des préférences

Hausse en points de pourcentage du nombre de répondants tout à fait d'accord avec le fait que les disparités de revenu sont trop importantes, associée à 1 % (ou une hausse de 1 point de pourcentage) des différents facteurs

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	Régression selon les pays, vague 2009			Régression selon l'effet fixe par pays, 1987-2019		
Rapport perçu entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus bas	0.432**		0.296*	0.382***		0.448***
	(0.173)		(0.164)	(0.0642)		(0.0778)
Rapport préféré entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus bas	-0.594**		-0.428*	-0.465***		-0.534***
	(0.214)		(0.213)	(0.103)		(0.124)
Indice de persistance		0.711***	0.613**			
intergénérationnelle perçue		(0.202)	(0.236)			
Proportion de ceux qui pensent		-0.441	-0.441*			
qu'il est important de travailler dur pour réussir dans la vie		(0.266)	(0.248)			
Proportion de ceux qui pensent					0.258	-0.410
qu'il est important de travailler dur pour réussir dans la vie					(0.233)	(0.238)
Observations	28	30	28	62	80	62
Pays				21	25	21

Note : *** Indique la significativité statistique au niveau de 1 %, ** 5 %, * 10 %. Régressions par pays.
Source : Calculs de l'OCDE tirés du PIES 1987, 1992, 1999, 2009 et 2019.

StatLink https://stat.link/ktcew7

Le facteur déclencheur le plus évident de la hausse des préoccupations relatives aux disparités de revenu entre la fin des années 1980 et la crise financière mondiale était le creusement de l'écart entre les disparités de salaire perçues et préférées. Le panel A du Graphique 2.20 propose une illustration simple de l'importance relative des différents facteurs dans l'explication des changements apparus au fil du temps dans les préoccupations relatives aux disparités de revenu :[16]

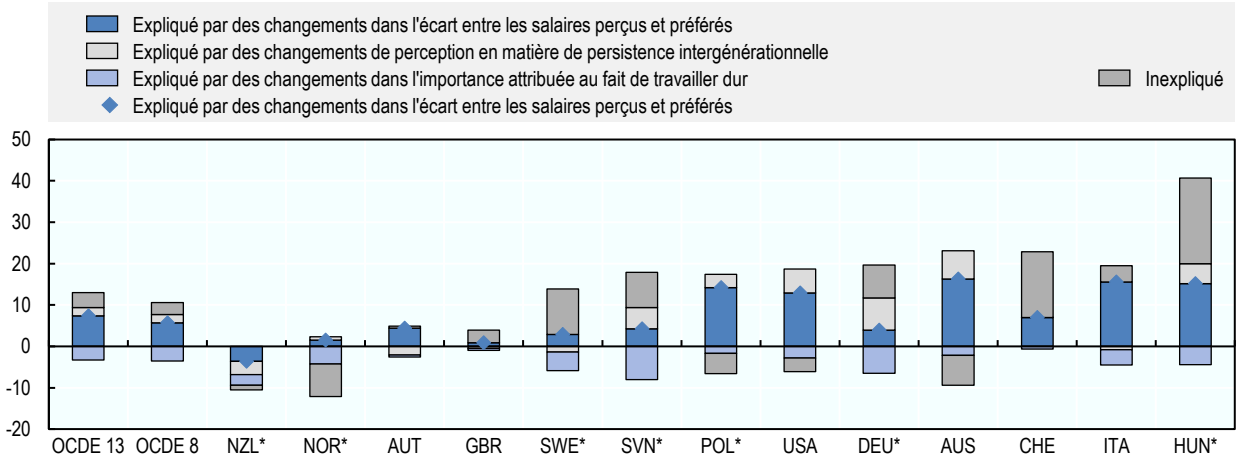
- l'écart entre perceptions et préférences en matière de disparités de salaire,
- la persistance intergénérationnelle perçue,
- l'idée qu'il est important de travailler dur.

L'écart croissant entre les perceptions et les préférences en matière de disparités de salaire joue un rôle significatif dans la plupart des pays.[17] En revanche, l'évolution des perceptions en matière de persistance intergénérationnelle a peu d'incidence dans la plupart des pays (mis à part en Allemagne, Australie, aux États-Unis et en Slovénie). Enfin, la hausse de l'idée selon laquelle il est important de travailler dur a entraîné une baisse des préoccupations dans tous les pays, quoique légère pour certains.

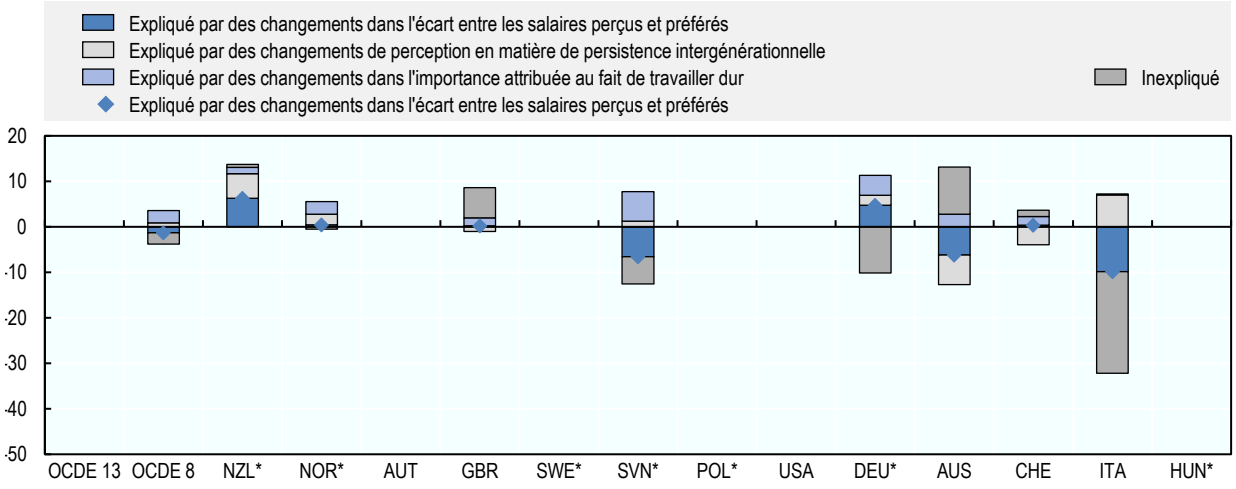
Pendant la décennie entre 2010 et 2019 (panel B), la diminution de la perception selon laquelle il est important de travailler dur, dans tous les pays à l'exception de l'Italie, a entraîné une hausse des préoccupations. La contribution de la persistance intergénérationnelle perçue était là encore hétérogène et, en moyenne, relativement faible. En Allemagne et en Nouvelle-Zélande, où la dernière vague du PIES a été réalisée pendant la pandémie de COVID-19, les trois facteurs ont été bénéfiques pour les préoccupations relatives aux inégalités de revenu.

Graphique 2.20. L'évolution à long terme des préoccupations relatives aux disparités économiques a été essentiellement induite par le creusement de l'écart entre les disparités de salaire perçues et préférées

Panel A. Evolution en points de pourcentage entre la fin des années 1980/le début des années 1990 et la Grande récession



Panel B. Evolution en points de pourcentage entre la Grande récession et 2019/2020



Note : les préoccupations se réfèrent aux disparités de revenu alors que les perceptions et préférences portent sur les disparités de salaire. La décomposition est calculée à partir des coefficients de la colonne (3) du tableau 2.4. Pour la Pologne, l'évolution porte sur les différences entre les PIES 1992 et 2009, alors que l'évolution du ratio entre les salaires les plus élevés et les plus bas considère comme vague de base celle du PIES 1987 (le PIES 1992 ne peut être utilisé parce que c'est la seule vague qui porte sur les salaires bruts). Les pays notés par une * ont été étudiés entre le PIES 1992 et 2009 et les autres entre 1987 et 2009.
Source : PIES 1987, 1992, 2009 et 2019.

StatLink https://stat.link/9krfts

Bibliographie

Acciari, P., A. Polo et G. Violante (2019), *« And Yet It Moves »: Intergenerational Mobility in Italy*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, https://doi.org/10.3386/w25732. [39]

Alesina, A. et G. Angeletos (2005), « Fairness and Redistribution », *American Economic Review*, vol. 95/4, pp. 960-980, https://doi.org/10.1257/0002828054825655. [53]

Alesina, A. et P. Giuliano (2011), « Preferences for Redistribution », dans *Handbook of Social Economics*, Elsevier, https://doi.org/10.1016/b978-0-444-53187-2.00004-8. [16]

Alesina, A., S. Stantcheva et E. Teso (2018), « Intergenerational Mobility and Preferences for Redistribution », *American Economic Review*, vol. 108/2, pp. 521-554, https://doi.org/10.1257/aer.20162015. [30]

Almås, I., A. Cappelen et B. Tungodden (2020), « Cutthroat Capitalism versus Cuddly Socialism: Are Americans More Meritocratic and Efficiency-Seeking than Scandinavians? », *Journal of Political Economy*, vol. 128/5, pp. 1753-1788, https://doi.org/10.1086/705551. [23]

Ariely, D. et M. Norton (2013), « American's desire for less wealth inequality does not depend on how you ask them », *Judgment and Decision Making*, vol. 8/3, pp. 393-394. [44]

Balestra, C. et G. Cohen (2021), « Income Inequality through People's Lenses: Evidence from the OECD Compare your Income Web-tool, *, Paris, forthcoming. », *OECD Papers on Well-being and Inequalities*, à paraître. [41]

Benabou, R. et E. Ok (2001), « Social Mobility and the Demand for Redistribution: The Poum Hypothesis », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 116/2, pp. 447-487, https://doi.org/10.1162/00335530151144078. [27]

Benabou, R. et J. Tirole (2006), « Belief in a Just World and Redistributive Politics », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 121/2, pp. 699-746, https://doi.org/10.1162/qjec.2006.121.2.699. [52]

Benson, R. et al. (2021), *Attituted to inequalities*, Institute for Fiscal Studies, https://ifs.org.uk/inequality/attitudes-to-inequalities/. [24]

Blundell, R. et al. (2020), « COVID-19 and Inequalities », *Fiscal Studies*, vol. 41/2, pp. 291-319, https://doi.org/10.1111/1475-5890.12232. [47]

Browman, A., M. Destin et D. Miele (2020), « The Perception of Economic Inequality Weakens Americans' Beliefs in Both Upward and Downward Socioeconomic Mobility », *Mimeo*. [33]

Brunori, P. (2017), « The Perception of Inequality of Opportunity in Europe », *Review of Income and Wealth*, vol. 63/3, pp. 464-491, https://doi.org/10.1111/roiw.12259. [31]

Bussolo, M. et al. (2019), « I Perceive therefore I Demand: The Formation of Inequality Perceptions and Demand for Redistribution », *Policy Research working paper*, n° WPS 8929, Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C. [2]

Campos-Vazquez, R. et al. (2020), « Perception of inequality and social mobility in Mexico », *AFD Research papers*. [57]

Cheng, S. et F. Wen (2019), « Americans overestimate the intergenerational persistence in income ranks », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 116/28, pp. 13909-13914, https://doi.org/10.1073/pnas.1814688116. [56]

Chetty, R. et al. (2014), « Where is the land of Opportunity? The Geography of Intergenerational Mobility in the United States * », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 129/4, pp. 1553-1623, https://doi.org/10.1093/qje/qju022. [29]

Ciani, E., L. Fréget et T. Manfredi (à paraître), « Learning about inequality and preferences for redistribution: A meta-analysis of in-survey informational experiments ». [37]

Ciani, E. et al. (2021), « Perceptions of inequality across OECD and EU countries: Long term trends and recent evidence », *OECD WISE Working Paper series* No. 2. [1]

Clark, A. et C. D'Ambrosio (2015), « Attitudes to Income Inequality », dans *Handbook of Income Distribution*, Elsevier, https://doi.org/10.1016/b978-0-444-59428-0.00014-x. [20]

Colagrossi, M., S. Karagiannis et R. Raab (2019), « The Median Voter Takes it All: Preferences for Redistribution and Income Inequality in the EU-28 », *Publications Office of the European Union*, n° 2019/6, https://data.europa.eu/doi/10.2760/797251. [7]

Daniels, J. et M. Wang (2019), « Qu'en pensez-vous ? Success: is it luck or is it hard work? », *Applied Economics Letters*, vol. 26/21, pp. 1734-1738, https://doi.org/10.1080/13504851.2019.1593930. [21]

Davidai, S. (2018), « Why do Americans believe in economic mobility? Economic inequality, external attributions of wealth and poverty, and the belief in economic mobility », *Journal of Experimental Social Psychology*, vol. 79, pp. 138-148, https://doi.org/10.1016/j.jesp.2018.07.012. [32]

Domènech-Arumí, G. (2021), « Neighborhoods, Perceived Inequality, and Preferences for Redistribution: Evidence from Barcelona », *mimeo*, https://sites.google.com/site/domenechweb/jmp. [36]

Durante, R., L. Putterman et J. van der Weele (2014), « Preferences for Redistribution and Perception of Fairness: An Experimental Study », *Journal of the European Economic Association*, vol. 12/4, pp. 1059-1086, https://doi.org/10.1111/jeea.12082. [55]

Eriksson, K. et B. Simpson (2012), « What do Americans know about inequality? It depends on how you ask them », *Judgement and Decision Making*, vol. 7/6, pp. 741-745. [43]

Fisman, R., I. Kuziemko et S. Vannutelli (2020), « Distributional Preferences in Larger Groups: Keeping up with the Joneses and Keeping Track of the Tails », *Journal of the European Economic Association*, https://doi.org/10.1093/jeea/jvaa033. [13]

Fong, C. (2001), *Social preferences, self-interest, and the demand for redistribution*, http://www.elsevier.nl/locate/econbase. [18]

Franko, W. (2017), « Understanding Public Perceptions of Growing Economic Inequality », *State Politics & Policy Quarterly*, vol. 17/3, pp. 319-348, https://doi.org/10.1177/1532440017707799. [11]

Garret, C. et H. Day (2021), *Perceptions of Inequality in the UK*, Institute of Fiscal Studies, https://ifs.org.uk/inequality/perceptions-of-inequality-in-the-uk-quantitative-survey-for-the-ifs-deaton-review/. [25]

Giger, N. et D. Lascombes (2019), « Growing income inequality, growing legitimacy: A longitudinal approach to perceptions of inequality », *Unequal Democracies Working Paper*, n° 11, University of Geneva, https://unequaldemocracies.unige.ch/files/4515/9370/6124/wp11final.pdf. [8]

Gimpelson, V. et D. Treisman (2018), « Misperceiving inequality », *Economics and Politics*, vol. 30/1, pp. 27-54, https://doi.org/10.1111/ecpo.12103. [3]

Hoy, C. et F. Mager (2020), « American Exceptionalism? Differences in the Elasticity of Preferences for Redistribution between the United States and Western Europe », *ECINEQ Working Paper*. [38]

Jachimowicz, J. et al. (2020), *Inequality in Researchers' Minds: Four Guiding Questions for Studying Subjective Perceptions of Economic Inequality*, Center for Open Science, https://doi.org/10.31234/osf.io/gn2z5. [42]

Karayel, A. (2015), « Income Inequality Tolerance and Preferences for Redistribution in Turkey », *European Journal of Economics and Business Studies*, vol. 1/3, pp. 98-105, http://journals.euser.org/index.php/ejes/article/view/492 (consulté le 7 février 2021). [19]

Kerr, W. (2014), « Income inequality and social preferences for redistribution and compensation differentials », *Journal of Monetary Economics*, vol. 66, pp. 62-78, https://doi.org/10.1016/j.jmoneco.2014.03.002. [4]

Kuhn, A. (2019), « The individual (mis-)perception of wage inequality: measurement, correlates and implications », *Empirical Economics*, https://doi.org/10.1007/s00181-019-01722-4. [6]

Leigh, A. (2013), *Battlers and Billionaires: The Story of Inequality in Australia*, Black Inc. [46]

Lupu, N. et J. Pontusson (2011), « The Structure of Inequality and the Politics of Redistribution », *American Political Science Review*, vol. 105/2, pp. 316-336, https://doi.org/10.1017/s0003055411000128. [12]

Macdonald, D. (2019), « Trust in Government and the American Public's Responsiveness to Rising Inequality », *Political Research Quarterly*, vol. 73/4, pp. 790-804, https://doi.org/10.1177/1065912919856110. [26]

McCall, L. et al. (2017), « Exposure to rising inequality shapes Americans' opportunity beliefs and policy support », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 114/36, pp. 9593-9598, https://doi.org/10.1073/pnas.1706253114. [5]

Meltzer, A. et S. Richard (1981), « A Rational Theory of the Size of Government », *Journal of Political Economy*, vol. 89/5, https://doi.org/10.1086/261013. [17]

Mijs, J. (2019), « The paradox of inequality: income inequality and belief in meritocracy go hand in hand », *Socio-Economic Review*, https://doi.org/10.1093/ser/mwy051. [22]

Newman, B., S. Shah et E. Lauterbach (2018), « Who sees an hourglass? Assessing citizens' perception of local economic inequality », *Research & Politics*, vol. 5/3, p. 205316801879397, https://doi.org/10.1177/2053168018793974. [10]

OCDE (2021), *Main Findings from the 2020 Risks that Matter Survey*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/b9e85cf5-en. [48]

OCDE (2018), *L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/bc38f798-fr. [28]

Osberg, L. et T. Smeeding (2006), « "Fair" Inequality? Attitudes toward Pay Differentials: The United States in Comparative Perspective », *American Sociological Review*, vol. 71/3, pp. 450-473, https://doi.org/10.1177/000312240607100305. [49]

Pedersen, R. et D. Mutz (2018), « Attitudes Toward Economic Inequality: The Illusory Agreement », *Political Science Research and Methods*, vol. 7/04, pp. 835-851, https://doi.org/10.1017/psrm.2018.18. [50]

Phillips, L. et al. (2020), *Inequality in People's Minds*, Center for Open Science, https://doi.org/10.31234/osf.io/vawh9. [40]

Piketty, T. (1995), « Social Mobility and Redistributive Politics », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 110/3, pp. 551-584, https://doi.org/10.2307/2946692. [54]

Roth, C. et J. Wohlfart (2018), « Experienced inequality and preferences for redistribution », *Journal of Public Economics*, vol. 167, pp. 251-262, https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2018.09.012. [35]

Rueda, D. et D. Stegmueller (2020), « Preferences that Matter: Inequality, Redistribution and Voting », *mimeo*. [15]

Schneider, S. (2011), « Income Inequality and its Consequences for Life Satisfaction: What Role do Social Cognitions Play? », *Social Indicators Research*, vol. 106/3, pp. 419-438, https://doi.org/10.1007/s11205-011-9816-7. [51]

Shariff, A., Wiwad D et L. Aknin (2016), « Income Mobility Breeds Tolerance for Income Inequality: Cross-National and Experimental Evidence », *Perspectives on Psychological Science*, vol. 11/3, pp. 373-380. [34]

Swan, L. et al. (2017), « How should we measure Americans' perceptions of socio-economic mobility? », *Judgment and Decision Making*, vol. 12/5. [45]

Trump, K. (2018), « Income Inequality Influences Perceptions of Legitimate Income Differences », *British Journal of Political Science*, vol. 48/4, pp. 929-952, https://doi.org/10.1017/S0007123416000326. [14]

Xu, P. et J. Garand (2010), « Economic Context and Americans' Perceptions of Income Inequality », *Social Science Quarterly*, vol. 91/5, pp. 1220-1241, https://doi.org/10.1111/j.1540-6237.2010.00729.x. [9]

Annexe 2.A. Sources des données

Programme international d'enquêtes sociales

Le PIES est une enquête de longue date qui s'intéresse au domaine social. Il recueille les perceptions et opinions d'un échantillon représentatif de répondants dans un large éventail de pays. Chaque année il porte sur un sujet spécifique. Le module sur les inégalités sociales a été mené lors des vagues de 1987, 1992, 1999 et 2009. Il est réalisé par des comités nationaux du PIES auprès d'un échantillon représentatif de la population du pays. L'année de l'étude varie selon les pays mais le programme est généralement réalisé dans les 2 ans de « l'année du module », soit entre 2008 et 2011 pour le module de 2009. Le module de 2017, qui portait sur les réseaux sociaux, comprenait également des questions sur les inégalités de revenu et les préférences en matière de redistribution mais toutes les autres variables ne sont pas citées dans le présent rapport. Les principales variables reprises ici sont les mêmes pour toutes les années et pour les différents pays observés. Il existe quelques exceptions, comme les salaires perçus et préférés pour différentes professions, abordés dans les parties concernées de ce rapport.

L'Eurobaromètre 471/2017

L'Eurobaromètre est une étude menée annuellement pour suivre l'opinion publique des pays membres et candidats de l'Union européenne. Il comporte une partie standard et un rapport spécial. Le rapport spécial de l'Eurobaromètre 471/2017 portait sur « L"équité, les inégalités et la mobilité intergénérationnelle ». L'enquête a été menée auprès de la population âgée de 15 ans et plus dans les 28 États membres, à partir d'un échantillon d'environ 1 000 personnes interrogées par pays.

Des risques qui comptent

L'enquête de l'OCDE *Des risques qui comptent* (Risks that Matter - RtM) est une enquête internationale qui examine les perceptions des citoyens quant aux risques sociaux et économiques ainsi que leur opinion sur la manière dont l'État gère ces risques. La première enquête a été conduite en deux phases, au printemps et à l'automne 2018. La vague de 2020, menée en septembre-octobre 2020, s'appuie sur un échantillon représentatif de plus de 25 000 personnes âgées de 18 à 64 ans dans 25 pays de l'OCDE.

À l'instar d'autres enquêtes, RtM a été menée en ligne par Respondi Limited au moyen d'échantillons recrutés par internet et par téléphone. Une somme nominale est versée aux répondants (1 EUR ou 2 EUR par enquête). L'échantillonnage se fonde sur une méthode modifiée d'échantillonnage par quotas, les critères étant le sexe, le groupe d'âge, le niveau d'instruction et le statut professionnel (au dernier trimestre de 2019). Des pondérations sont utilisées pour corriger toute sous-représentation ou surreprésentation en fonction de ces cinq critères. L'échantillon cible et pondéré se compose de 1 000 répondants par pays.

Comparez votre revenu

Comparez votre revenu (CYI, www.compareyourincome.org) est un outil internet développé par l'OCDE pour permettre aux utilisateurs des pays membres de comparer leurs perceptions des inégalités de revenu avec les statistiques sur le sujet tirées de la *Base de données sur la distribution des revenus*. Pour commencer, les personnes interrogées doivent fournir quelques données socio-démographiques de base sur leur genre, leur pays de résidence, leur âge, la taille de leur foyer et le revenu net de leur foyer. On leur demande ensuite s'ils estiment que leur situation correspond à la distribution de revenu de leur pays

et de quel revenu minimum ils auraient besoin pour ne pas faire partie de la catégorie des « pauvres ». Une question consiste à savoir comment ils pensent que la population de leur pays est répartie, en termes de revenu, et comment ils aimeraient qu'elle le soit s'ils avaient le choix. En plus de ces questions, selon une approche modulaire, des modules courts et ponctuels portant sur des sujets spécifiques en lien avec les inégalités ont été ajoutés à l'enquête au fil des années.

Pour compenser le manque de représentativité des échantillons de CYI et obtenir des estimations plus précises, un système de pondération a été développé. Ceci permet d'équilibrer et compenser la surreprésentation et la sous-représentation de certains groupes de la population, au sein de l'échantillon et selon les pays (pour plus de détails, voir Balestra et Cohen (2021[41])). Après nettoyage des données, seuls les échantillons des pays qui présentaient au moins 1 500 observations ont été retenus pour l'analyse.

Tableau d'annexe 2.A.1. Nombre d'entretiens validés et de réponses non obtenues (pourcentage) à la question sur les préoccupations relatives aux disparités de revenu, par pays et par vague

	1987		1992		1999		2009		2017	
AUS	1 663	5.7	2 203	5.4	1 672	3.6	1 525	5.5	1 317	6.1
AUT	953	2.2	1 027	2.8	1 016	3.0	1 019	3.6	1 200	1.1
BEL							1 115	3.2	1 001	0.4
CAN			1 002	2.4	974	2.8				
CHE	987	3.9					1 229	0.5	1 066	1.5
CHL					1 503	2.2	1 505	0.9		
CZE					1 834	0.7	1 205	0.5	1 405	0.5
DEU			3 391	4.6	1 432	3.6	1 395	2.5	1 701	1.9
DNK					1 823	2.8	1 518	3.6	1 079	4.4
ESP					1 211	1.2	1 215	1.6	1 733	4.0
EST							1 005	0.1	1 005	2.2
FIN							880	3.6	1 074	6.1
FRA					1 889	1.0	2 817	1.6	1 489	3.0
GBR	1 212	2.9	1 066	2.5	804	3.6	958	2.7	1 595	5.2
GRC									1 010	0.1
HUN	2 606	4.1	1 250	1.8	1 208	0.7	1 010	0.2	1 007	0.1
IRL									1 004	3.4
ISL							947	0.3	1 450	2.5
ISR					1 208	0.6	1 193	1.2	1 267	2.4
ITA	1 027	1.0	996	0.3			1 084	2.8	1 029	0.7
JPN					1 325	7.8	1 296	5.4	1 609	7.3
KOR							1 599	0.6		
LTU							1 023	2.2	1 052	0.3
LUX									504	4.2
LVA					1 100	0.7	1 069	0.7	1 000	1.1
MEX									1 002	1.8
NLD									1 040	1.1
NOR			1 538	1.7	1 268	1.4	1 246	4.5		
NZL			1 239	3.8	1 108	3.5	935	3.1	1 357	2.7
POL	3 937	52.8	1 636	5.9	1 135	6.3	1 263	0.9	997	1.1
PRT					1 144	1.0	1 000	0.5	1 089	0.2
SVK					1 082	0.6	1 159	0.5	1 404	0.1
SVN			1 049	1.7	1 006	1.8	1 065	1.3	1 047	1.8
SWE			749	3.1	1 150	1.6	1 137	2.7	1 125	3.5
TUR							1 569	2.8	1 521	0.4
USA	1 564	4.7	1 273	2.3	1 272	6.6	1 581	4.4	1 173	2.6

Source : Les cases en jaune concernent des données de l'Eurobaromètre ; en Pologne, en 1987, la moitié (50.1 %) de l'échantillon n'a pas été interrogée sur cette question.

Tableau d'annexe 2.A.2. Composition de l'échantillon principal du tableau 2.1

	Période examinée :					Total
	1987-88	1991-93	1998-2001	2008-11	2017-18	
AUS	0	0	1	1	1	3
AUT	0	0	0	1	1	2
BEL	0	0	0	1	1	2
CAN	0	1	1	0	0	2
CHE	0	0	0	1	1	2
CHL	0	0	1	1	0	2
CZE	0	0	1	1	1	3
DEU	0	1	1	1	1	4
DNK	0	0	1	1	1	3
ESP	0	0	0	1	1	2
EST	0	0	0	1	1	2
FIN	0	0	0	1	1	2
FRA	0	0	1	1	1	3
GBR	1	1	1	1	1	5
HUN	0	0	0	1	1	2
ISL	0	0	0	1	1	2
ISR	0	0	1	1	1	3
ITA	1	1	0	1	1	4
JPN	0	0	1	1	1	3
LTU	0	0	0	1	1	2
LVA	0	0	0	1	1	2
NOR	0	1	1	1	0	3
NZL	0	1	1	1	0	3
POL	0	0	0	1	1	2
PRT	0	0	0	1	1	2
SVK	0	0	0	1	1	2
SVN	0	0	0	1	1	2
SWE	0	1	1	1	1	4
USA	1	1	1	1	1	5
Total	3	8	14	28	25	78

Notes

[1] Hormis lorsque cela est précisé, ce chapitre et le reste du rapport ne s'intéressent qu'au pourcentage de personnes interrogées qui se disent **tout à fait d'accord** avec l'affirmation suivante : « Les écarts de revenu en [pays] sont trop importants ». Il y a deux raisons à cela : (i) une grande majorité des personnes interrogées se disent d'accord avec l'affirmation ; (ii) la variation la plus importante observée au fil du temps concerne les personnes qui se disent tout à fait d'accord. Ciani et al. (2021[1]) propose une étude plus détaillée et une comparaison avec d'autres mesures.

[2] Il devrait être précisé que le questionnaire du PIES 2017 présente des différences importantes par rapport aux vagues de 1987, 1992, 1999 et 2009, puisqu'il porte essentiellement sur les inégalités sociales et ne relève pas toutes les variables utilisées ci-dessous pour étayer l'enquête et expliquer l'évolution des préoccupations. Le PIES de 2017 s'intéresse plus particulièrement aux réseaux sociaux. La question au sujet des disparités de revenu suit le modèle de celle du PIES de 1987, 1992, 1999 et 2009. Toutefois, en 1987, 1992, 1999 et 2009, les questions relatives aux disparités de revenu étaient posées après avoir demandé aux personnes interrogées d'estimer les revenus d'un large éventail de professions en précisant le niveau de rémunération qu'ils considéraient comme « juste ». Ceci a pu influencer les réponses données aux questions suivantes, plus générales, au sujet des disparités de revenu. La vague de 2019, en revanche, est parfaitement comparable aux vagues précédentes mais n'a été publiée que pour un petit nombre de pays et se poursuit encore dans d'autres. Toutefois, les comparaisons entre les données des diverses vagues d'enquête et celle de 2009, confirment une tendance légèrement à la baisse.

[3] Uniquement une part limitée de ces évolutions en matière de préoccupations au sujet des disparités s'explique par des changements de la structure socio-démographique (voir Ciani et al. (2021[1])).

[4] Le Graphique 2.5 et le Tableau 2.1 n'utilisent que les données qui précèdent 2017 pour deux raisons : (i) certains pays du PIES 2019 ont été étudiés au cours d'une année pour laquelle aucun indicateur relatif aux inégalités n'est encore disponible ; (ii) cela permet de couvrir un plus grand nombre de pays au cours d'une seule vague plutôt que d'associer les données de plusieurs vagues d'enquête.

[5] Ces résultats sont constants quels que soient les tests de sensibilité effectués comme le retrait des variables indicatrices de temps, en tenant compte de l'année de l'enquête (plutôt que des variables de temps fictives), en utilisant un estimateur en différences premières, en n'utilisant que des séries réalisées à partir de l'ancienne définition du revenu de la *Base de données sur la distribution des revenus*, en excluant les données de l'Eurobaromètre (ou en intégrant une variable fictive pour les données en lien). En ajoutant les données de la Luxembourg Income Study (LIS), les estimations sont les mêmes pour les deux colonnes (3) et (4) mais les estimations de la colonne (4) deviennent non significatives ; ceci peut être à cause de l'erreur de mesure supplémentaire induite dans la LIS en raison de la fusion de différentes sources de données. Les résultats ne sont pas influencés par un seul pays. Voir Ciani et al. (2021[1]) pour les tableaux de résultats complets.

[6] Les inégalités de salaire et de revenu peuvent être très différentes pour plusieurs raisons. Par exemple, le revenu d'un ménage comprend également des revenus qui ne proviennent pas de l'emploi et le salaire ne porte que sur l'individu sans prendre en compte le ménage.

[7] Poser la question n'est pas la même chose qu'observer comment les préoccupations des individus relatives aux inégalités de revenu ont évolué au fil du temps. En effet, les tendances des préoccupations au sujet des disparités (Graphique 2.2) affichent en réalité une *baisse* des préoccupations au cours de la dernière décennie.

[8] Osberg et Smeeding (2006[49]) montrent également que, d'après les indicateurs du PIES, les États-Unis ne sont pas un cas à part dans la mobilité intergénérationnelle perçue. Toutefois, Alesina, Stantcheva et Teso (2018[30]) suggèrent que les habitants des États-Unis surestiment la probabilité que les enfants de familles pauvres puissent remonter dans l'échelle sociale. Les publications ne sont pas unanimes à ce sujet (McCall et al., 2017[5] ; Cheng et Wen, 2019[56]).

[9] L'association dans le PIES est moins forte que dans l'enquête *Des risques qui comptent*. Ceci s'explique notamment parce que le PIES mesure les perceptions en matière de disparités de salaires et de persistance intergénérationnelle par rapport à la richesse et l'instruction, associant donc des dimensions

différentes. Contrairement au PIES, dans *Des risques qui comptent* ces deux mesures se réfèrent à la distribution des revenus.

[10] Alors que pour la perception des inégalités des résultats il est possible de comparer des perceptions et des estimations qui font globalement référence à des aspects similaires (la part du revenu des plus aisés ou les disparités de salaire, par exemple), ce n'est pas aussi simple pour la persistance intergénérationnelle. Il y a deux raisons à cela. Tout d'abord, l'indice construit à partir du PIES est qualitatif et mesure deux dimensions, l'une (persistance intergénérationnelle du patrimoine) n'étant pas mesurée par des statistiques internationales. Ensuite, bien qu'il soit intéressant de mesurer la persistance intergénérationnelle du revenu, les estimations ne sont disponibles que pour peu de pays parce que la plupart des estimations traditionnelles s'appuient sur les salaires et l'instruction.

[11] Être confronté à des problèmes de santé ou des difficultés d'ordre économique comprend les problèmes de santé physique ou psychologique liés à la pandémie, les perturbations professionnelles que cela a entraîné pendant la pandémie ou les difficultés à joindre les deux bouts pendant la crise sanitaire.

[12] Les résultats de Comparez votre revenu concernant la perception relative à la part du revenu des 10 % les plus riches peuvent être différents de ceux de l'enquête *Des risques qui comptent* pour plusieurs raisons, notamment compte tenu de la période d'observation (de mai 2015 à mai 2020 pour l'outil en ligne, et de septembre à octobre 2020 pour l'enquête) et de la méthodologie (enquête après consentement des utilisateurs en ligne de l'outil numérique, enquête en ligne à partir d'un panel pour *Des risques qui comptent*). Toutefois, pour les 20 pays inclus dans les deux outils, en moyenne, les perceptions relatives à la part du revenu des 10 % les plus riches sont relativement identiques. La corrélation est de 0.75 et la différence est en moyenne de 2.9 points de pourcentage seulement. Les résultats des 27 pays de l'OCDE analysés par Balestra et Cohen (2021[41]) confirment également que les perceptions relatives à la part des 10 % les plus riches sont en corrélation avec les valeurs de la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus (IDD)* (dont la moyenne a été calculée pour les années disponibles à compter de 2015). La corrélation est de 0.5 et la droite de régression a une pente de 0.7, statistiquement significative au seuil de 1 %.

[13] Par exemple, Roth et Wohlfart (2018[35]) montrent que les individus qui ont grandi pendant des périodes de grandes inégalités de revenu tolèrent plus facilement les niveaux actuels, même lorsque leurs perceptions de ces inégalités correspondent à la réalité.

[14] C'est l'effet d'ancrage étudié par Pedersen et Mutz (2018[50]).

[15] La seule autre expérience disponible a été menée par Campos-Vazquez te al. (2020[57]), et elle ne confirme pas les données de Trump pour le Mexique. En fait, les auteurs constatent que le fait de fournir aux répondants des informations sur l'ampleur réelle des inégalités de revenu ou de la mobilité intergénérationnelle n'a pas d'effet sur leurs niveaux de préférence en matière d'inégalité et de mobilité intergénérationnelle.

[16] La principale limite de cet exercice est que les différentes variables utilisées dans les décompositions sont des mesures imparfaites des concepts sous-jacents (par exemple, le ratio perçu entre les salaires les plus élevés et les plus bas porte sur les salaires et non les revenus). Il permet toutefois de comprendre l'importance et le sens des différentes contributions.

[17] La hausse de l'importance du rôle joué par les perceptions et les préférences en matière de disparités est mise en évidence par les régressions selon les effets fixes par pays (Tableau 2.3, colonnes 4 à 6) qui analysent l'évolution au fil du temps des différentes dimensions. Ces régressions par effets fixes reposent toutefois sur un petit nombre de pays (21) observés au moins deux fois pour toutes les variables

pertinentes (et permettent d’inclure uniquement l’importance d’avoir des parents aisés, parce que l’importance d'avoir des parents instruits et le fait de travailler dur ne sont pas observés dans une des vagues intermédiaires). Il est donc nécessaire d'aborder ces résultats avec prudence.

3. Comment les inégalités façonnent-elles la demande de redistribution ?

Le présent chapitre s'intéresse à la façon dont les inégalités réelles et perçues façonnent les préférences en matière de redistribution. Il révèle que la demande de redistribution est étroitement associée aux préoccupations liées aux disparités de revenu et à ce qui les sous-tend, c'est-à-dire aux perceptions et aux préférences relatives aux inégalités économiques. L'évolution des inégalités réelles, mesurées par des indicateurs statistiques traditionnels, est associée à l'évolution de la demande de redistribution, mais uniquement dans la mesure où les préoccupations des individus évoluent dans le même sens. Les effets de l'évolution des inégalités sur la demande de redistribution reflètent à la fois l'évolution du revenu relatif – en devenant plus pauvres, certains deviennent aussi plus favorables à l'intervention des pouvoirs publics – et les préférences des individus quant au niveau global d'inégalités. Bien que liée aux inégalités, la demande de redistribution n'a que faiblement progressé au fil du temps et n'a réagi que modérément à la hausse des préoccupations et des inégalités. Le présent chapitre examine différentes explications possibles, à partir de données d'observation et d'un examen des expériences d'études.

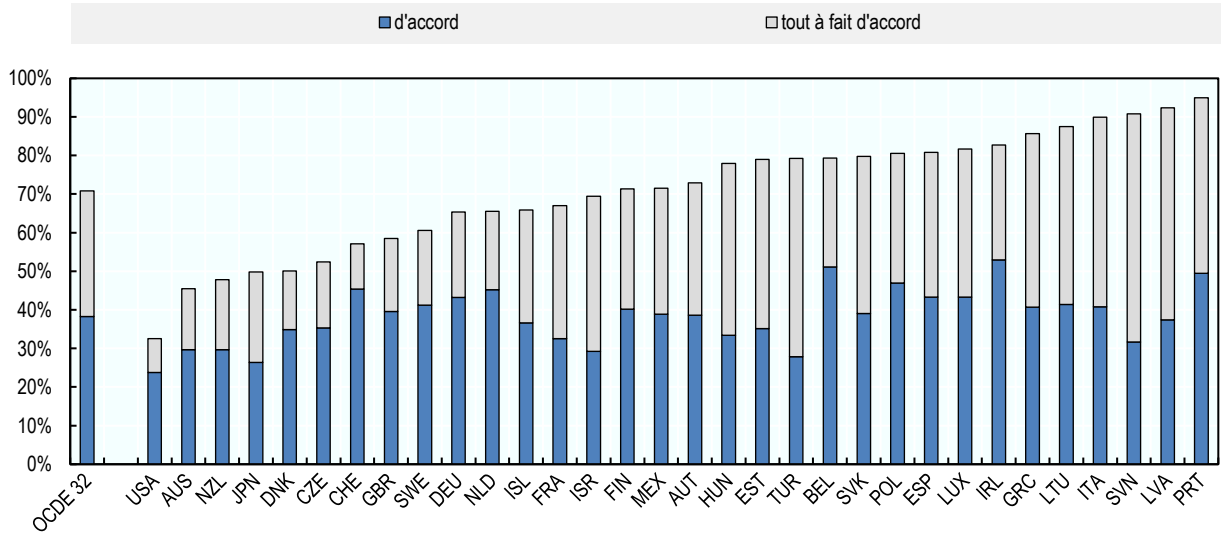
3.1. Perception des inégalités et demande de redistribution

Les perceptions et les préoccupations relatives aux inégalités sont des déterminants importants des différences de préférences en matière de redistribution entre les pays

Comment les préoccupations et les perceptions au sujet des inégalités de revenu et de la persistance intergénérationnelle influencent l'opinion à l'égard des politiques redistributives ? Dans les pays de l'OCDE, les personnes interrogées dans le cadre des enquêtes du PIES et de l'Eurobaromètre conviennent en moyenne à 70 % que la redistribution relève de la responsabilité des pouvoirs publics (Graphique 3.1). Comme le confirme une longue tradition d'études à l'orientation largement transatlantique (voir (Kambayashi et Lechevalier[1]) pour une étude récente), les États-Unis affichent le plus faible pourcentage de ceux qui estiment que cela fait partie des attributions du gouvernement. Ce pourcentage est également faible en Australie, en Grande-Bretagne et en Nouvelle-Zélande. Il est plus élevé dans les pays européens, notamment en Lettonie et au Portugal. Au sein de l'Europe, les pourcentages sont plus bas dans les pays nordiques, où la redistribution était forte jusqu'au début des années 2000. Les pays autres que les pays européens et anglo-saxons sont répartis dans la distribution. Au Japon, un pourcentage de personnes inférieur à la moyenne estiment que le gouvernement devrait réduire les écarts de revenu, alors qu'Israël, le Mexique et la Turquie se situent au milieu de l'échelle de valeurs.

Graphique 3.1. En moyenne, une part importante de la population pense qu'il est de la responsabilité du gouvernement de réduire les écarts de revenu

Pourcentage de répondants d'accord ou tout à fait d'accord, 2017



Note : les personnes interrogées doivent donner leur opinion au sujet de la déclaration suivante : « Il est de la responsabilité du gouvernement de réduire les écarts de revenu entre les individus dont le revenu est élevé et ceux dont le revenu est bas ». Dans l'Eurobaromètre, la formulation est légèrement différente : « Le gouvernement de [votre pays] devrait prendre des mesures pour réduire les différences de niveau de revenu », mais l'échelle des réponses est identique. Les moyennes de l'OCDE correspondent aux moyennes non pondérées des pays de l'OCDE figurant dans le graphique.

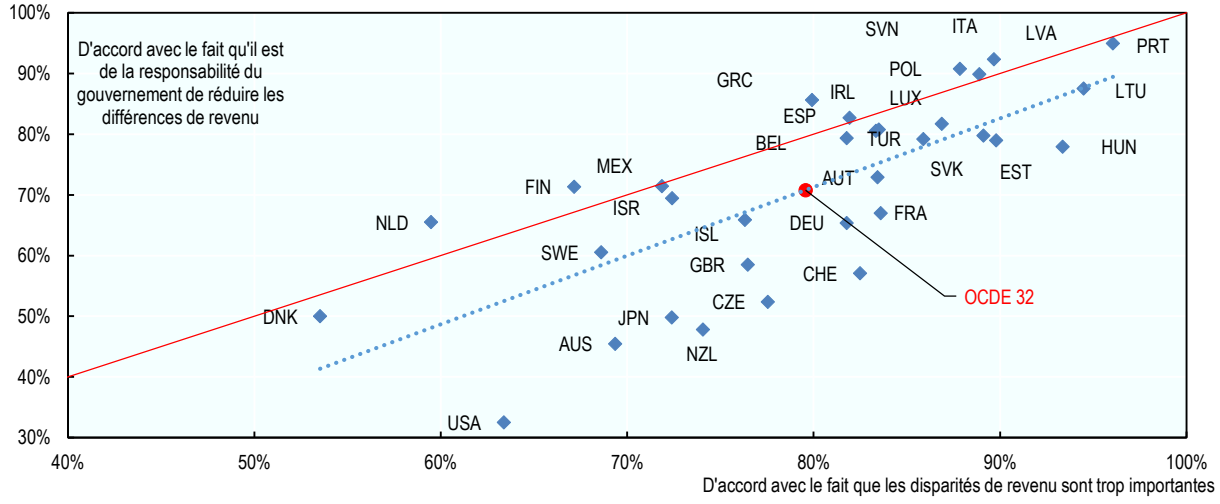
Source : Calculs de l'OCDE à partir du Programme international d'enquêtes sociales (PIES) 2017 et de l'Eurobaromètre 471/2017 pour la Belgique, l'Estonie, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Lettonie, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal et la Slovénie.

StatLink https://stat.link/vs0wtb

La demande en faveur d'une intervention des pouvoirs publics pour lutter contre les inégalités et les préoccupations relatives aux inégalités de revenu sont étroitement liées (Graphique 3.2). Dans les pays où les préoccupations sont les plus fortes, les répondants sont plus susceptibles de considérer que la réduction des écarts de revenu est du devoir du gouvernement. Les principaux facteurs des différences internationales de niveau d'inquiétude au sujet des disparités de revenu (voir chapitre 2) comptent pour 60 % de la variation entre les pays de la demande de redistribution (Tableau 3.1). Un élargissement de l'écart entre les préférences et les perceptions relatives aux disparités de salaires, entre les individus au sommet et au bas de l'échelle de répartition, est associé de façon positive à la demande de redistribution, ce qui indique que les perceptions et les préférences jouent un rôle essentiel dans la construction de l'adhésion aux politiques redistributives. Les perceptions relatives à une forte persistance intergénérationnelle sont également associées à une demande de redistribution élevée. À l'inverse, là où les personnes croient fermement en la méritocratie, c'est-à-dire en l'importance de travailler dur, le soutien en faveur de la redistribution est moindre.

Graphique 3.2. Les préoccupations relatives aux disparités de revenu sont étroitement liées à la demande de redistribution

Pourcentage de répondants, 2017



Note : voir Graphique 3.1. La ligne en pointillés correspond à l'ajustement linéaire.
Source : Calculs de l'OCDE à partir du PIES 2017, et de l'Eurobaromètre 471/2017 pour la Belgique, l'Estonie, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Lettonie, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque et la Roumanie. Pour la Slovénie, les préférences en matière de redistribution sont tirées de l'Eurobaromètre 471/2017, alors que les préoccupations relatives aux disparités de revenu sont tirées du PIES 2017.

StatLink https://stat.link/twa8k2

Tableau 3.1. Les principaux déterminants des préoccupations à l'égard des disparités de revenu engendrent également des demandes de redistribution différentes dans tous les pays

Hausse en point de pourcentage de la part des répondants tout à fait d'accord avec les affirmations « les écarts de revenu sont trop importants » et « il est de la responsabilité du gouvernement de réduire les écarts de revenu », associée à une hausse de 1 % (ou 1 point de pourcentage) de différents facteurs

	(1)	(2)
	Les écarts de revenu sont trop importants	Il est de la responsabilité du gouvernement de réduire les écarts de revenu
Rapport perçu entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus bas	0.296*	0.253**
	(0.164)	(0.106)
Rapport préféré entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus bas	-0.428*	-0.427***
	(0.213)	(0.145)
Indice de la persistance intergénérationnelle perçue	0.613**	0.513***
	(0.236)	(0.166)
Proportion de ceux qui pensent qu'il est important de travailler dur	-0.441*	-0.485**
pour réussir dans la vie	(0.248)	(0.175)
Pays	28	28
R2 (proportion de la variance expliquée par les variables)	0.45	0.58

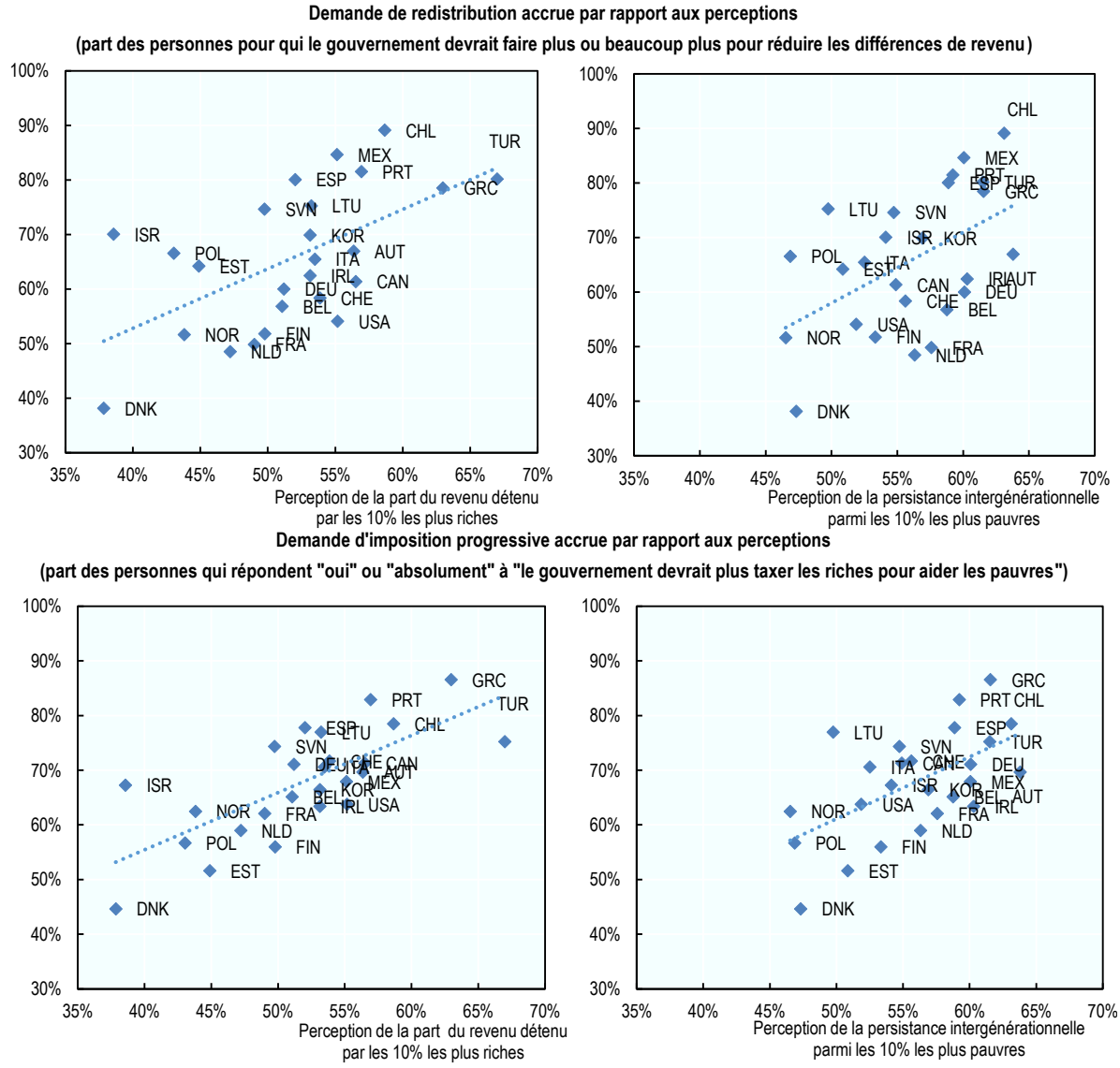
Note : *** indique la significativité statistique au niveau de 1 %, ** de 5 %, * de 10 %. Les erreurs types robustes figurent entre parenthèses. La régression MCO utilise comme variable explicative le logarithme moyen du ratio perçu/préféré entre les salaires les plus élevés et les plus bas ; les coefficients de régression peuvent donc être interprétés comme le pourcentage de changement de la part des répondants qui se disent tout à fait d'accord avec le fait que les disparités de revenu sont trop importantes, associé à un changement de 1 % du ratio perçu entre les salaires les plus élevés et les plus bas. Le logarithme moyen des salaires les plus élevés et les plus bas est calculé à partir de l'échantillon repondéré pour tenir compte des valeurs manquantes. L'échantillon comprend tous les pays de l'OCDE disponibles dans le PIES 2009 pour lesquels il a été possible de calculer toutes les variables.
Source : Calculs de l'OCDE à partir des données du PIES 2009.

StatLink https://stat.link/tsbugc

Les résultats récents de l'enquête de 2020 *Des risques qui comptent* confirment le rôle clé que joue la perception des inégalités de revenu et de la persistance intergénérationnelle dans l'évolution de la demande de redistribution. L'enquête interroge les citoyens au sujet de leurs préférences en faveur d'une redistribution plus forte que son niveau actuel. Les pays où les personnes perçoivent que les 10 % les plus riches détiennent une part élevée du revenu expriment une demande forte en faveur d'une plus grande intervention de la part des pouvoirs publics pour qu'ils réduisent les disparités de revenu (Graphique 3.3).[1] Il en va de même lorsque les disparités intergénérationnelles sont perçues comme étant élevées.

Des perceptions d'inégalités de revenu et de persistance intergénérationnelle fortes sont également associées à une demande en faveur d'une fiscalité plus progressive - même plus étroitement qu'au soutien en faveur de l'intervention générale des pouvoirs publics.

Graphique 3.3. La demande de redistribution et d'imposition progressive est plus forte dans les pays où les individus perçoivent plus d'inégalités et moins de mobilité sociale



Note : Les droites bleues correspondent à l'ajustement linéaire. Le graphique du haut présente les réponses à la question « Les gouvernements peuvent réduire les écarts de revenus entre riches et pauvres en prélevant des impôts et en fournissant des prestations sociales. Dans votre pays, pensez-vous que le gouvernement devrait intervenir plus ou moins pour réduire les écarts de revenu ? » Le graphique du bas présente les réponses à la question : « L'État devrait-il taxer les riches plus qu'il ne le fait actuellement afin d'aider les pauvres ? » Les personnes interrogées qui ont répondu « ne se prononce pas » ne sont pas prises en compte.
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête de 2020 Des risques qui comptent.

StatLink https://stat.link/ofb1y9

Les perceptions des individus relatives aux inégalités dans le pays comptent autant que leur revenu pour expliquer la demande de redistribution

Au niveau individuel, la demande en faveur d'un accroissement de la redistribution et de l'imposition progressive varie d'un groupe socio-démographique à l'autre. Ces différences, représentées dans le panel A du Graphique 3.4 et estimées alors que les autres caractéristiques restent constantes, confirment des données précédentes (Alesina et Giuliano, 2011[2]).

Les individus des ménages à haut revenu sont moins favorables à la redistribution. Ce résultat correspond à un modèle économique standard selon lequel les gains personnels issus de la redistribution et ses coûts s'équilibrent pour les individus (Meltzer et Richard, 1981[3] ; Rueda et Stegmueller, 2019[4]). Les gains pour les ménages à haut revenu peuvent se traduire par une augmentation de l'égalité ou d'autres avantages indirects, comme une hausse de la productivité nationale grâce à un meilleur accès à l'éducation. Quant aux coûts, ils peuvent être généraux – si la redistribution entraîne une baisse de la motivation, par exemple – ou toucher spécifiquement les individus, par exemple avec une hausse des impôts pour les personnes aisées (voir partie 3.3).

L'importance du statut socio-économique ne se limite pas à la situation actuelle d'un individu mais porte sur le bien-être et les revenus du ménage dans sa globalité. Les répondants qui s'inquiètent du bien-être de leur ménage pour les prochaines années, par exemple, sont plus susceptibles de soutenir la redistribution et l'imposition progressive (Graphique 3.4, panel B). Ceci confirme que les perspectives futures d'une mobilité ascendante ou descendante jouent un rôle déterminant dans la définition des préférences des personnes à l'égard de la redistribution (Benabou et Ok, 2001[5]). C'est aussi parce que les individus sont prudents, du moins dans une certaine mesure, et une aversion au risque élevée est associée à une hausse de la demande de redistribution perçue comme une assurance contre de futurs chocs (Gärtner, Mollerstrom et Seim, 2017[6]).

Quant aux diplômés universitaires, ils sont moins susceptibles de demander une hausse de la redistribution, potentiellement en raison de l'éducation qu'ils ont reçue ou parce qu'ils s'attendent à percevoir un salaire élevé plus tard. Les personnes au chômage et les locataires demandent davantage de redistribution, possiblement parce que l'avenir leur paraît plus incertain. Les femmes et les personnes plus âgées sont elles aussi plus susceptibles de demander une redistribution accrue (Encadré 3.1), bien que l'effet de l'âge s'amenuise dans les cohortes plus âgées (sa relation avec la demande de redistribution est concave).

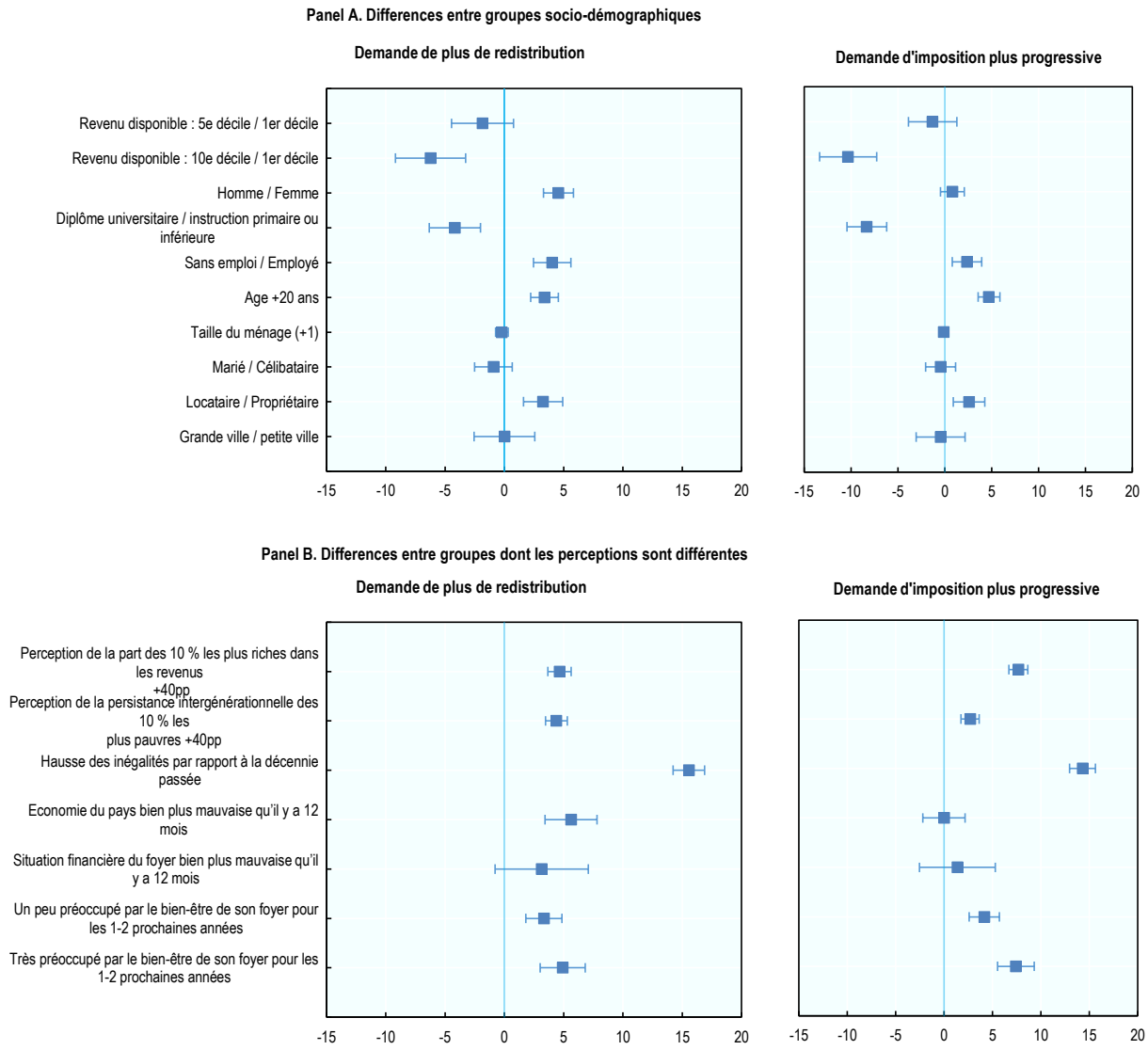
L'analyse de la demande en faveur d'une fiscalité plus progressive parvient aux mêmes résultats, avec toutefois quelques différences. L'association négative avec le revenu disponible est d'autant plus marquée, alors qu'aucune différence significative n'apparaît entre les hommes et les femmes, ni même entre les répondants en couple et célibataires.

Les perceptions des inégalités de revenu et de la persistance intergénérationnelle constituent des déterminants importants de la demande de redistribution, même après contrôle de différentes variables socio-démographiques. Une hausse de 40 points de pourcentage des deux types de perception (équivalant à un passage du 25e au 75e centile de la répartition) est associée à une hausse de 5 points de pourcentage de la part des répondants qui souhaitent une intervention gouvernementale plus soutenue (Graphique 3.4, panel B). Ce résultat est identique à la différence de demande de redistribution entre les personnes au sommet et dans le bas de l'échelle de répartition des revenus. Les perceptions de hausses des inégalités au cours de la dernière décennie sont associées encore plus nettement à la demande de redistribution. Tous ces résultats concordent avec Fong (2001[7]), qui montre que l'opinion des personnes au sujet de la distribution du revenu et des raisons qui expliquent les inégalités compte autant que le revenu personnel pour expliquer les préférences individuelles en faveur de la redistribution. Les tendances macro-économiques perçues méritent également d'être mentionnées. Les visions pessimistes de

l'évolution de la situation économique du pays au cours des 12 derniers mois renforcent la demande de redistribution, au même titre que la dégradation de la situation financière d'un ménage.

Graphique 3.4. La perception individuelle des inégalités joue un rôle dans la demande de redistribution

Différences en point de pourcentage entre plusieurs groupes de la part des répondants qui demandent plus de redistribution ou une imposition plus progressive (points de pourcentage et intervalles de confiance à 95 %)



Note : la demande de redistribution correspond aux personnes qui ont répondu « plus » ou « beaucoup plus » à la question : « Dans votre pays, pensez-vous que le gouvernement devrait intervenir plus ou moins pour réduire les écarts de revenu ? » Alors que pour la progressivité de l'impôt, il s'agit des personnes qui ont répondu « oui » ou « absolument » à la question « Le gouvernement devrait-il taxer les riches plus qu'il ne le fait actuellement pour aider les pauvres ? » Les différences associées aux différents groupes, aux différentes caractéristiques et perceptions sont estimées alors que les autres caractéristiques restent constantes, à partir d'un modèle probit multivarié qui inclut toutes les caractéristiques listées dans le tableau (le carré de l'âge est également inclus), ainsi que les effets fixes par pays. Les différences rapportées sont des moyennes des effets marginaux. Les personnes interrogées qui ont répondu « ne se prononce pas » ne sont pas prises en compte.
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête de 2020 Des risques qui comptent.

StatLink https://stat.link/gly8v9

Les perceptions relatives aux inégalités de revenu et à la persistance intergénérationnelle façonnent également les préférences en matière de redistribution, selon qu'elles sont perçues, toutes les deux ou uniquement l'une d'entre elles, comme étant répandues ou non (Tableau 3.2). Même lorsque les individus estiment que la persistance intergénérationnelle est faible, leur perception accrue des inégalités de revenu est associée à une hausse de la demande de redistribution, et inversement. Dans l'opinion des personnes, il n'existe pas de compromis entre la persistance intergénérationnelle et l'égalité des revenus. Si l'égalité des chances à la naissance rendait les inégalités de revenu parfaitement acceptables, alors la perception d'inégalités de cet ordre n'aurait pas d'importance puisque les individus auraient le sentiment que la persistance intergénérationnelle n'a que peu de poids. L'expérience d'étude menée par Amiel et al. (2014[8]) vient confirmer la conclusion selon laquelle les personnes ont des préférences dans les deux domaines. Amiel et al. ont présenté différents schémas de mobilité intergénérationnelle et d'inégalités des revenus à plusieurs étudiants universitaires en Israël, Italie et au Royaume-Uni.[2] Ils en ont conclu que les personnes interrogées accordaient de la valeur aux deux composantes et n'accepteraient d'en sacrifier l'une pour l'autre que dans des circonstances particulières.

Tableau 3.2. La perception des inégalités de revenu et celle de la persistance intergénérationnelle façonnent toutes les deux la demande de redistribution

Pourcentage de répondants qui demandent davantage de redistribution, par type de perception

Perception de la persistance intergénérationnelle parmi les 10 % les plus pauvres	Perception de la part du revenu détenue par les 10 % les plus riches				
	[0,19]	[20,39]	[40,59]	[60,79]	[80,100]
[0,19]	51	54	56	61	68
[20,39]	55	61	62	66	67
[40,59]	54	65	60	66	66
[60,79]	61	68	68	70	73
[80,100]	60	68	71	74	75

Note : les pourcentages ont été calculés en maintenant constantes les autres dimensions (caractéristiques socio-démographiques et autres perceptions, à l'exception des opinions au sujet de l'évolution des inégalités de revenu au cours des années précédentes), au moyen d'un modèle probit comme pour le Graphique 3.4, pour lequel les perceptions ont été ajoutées en tant que valeurs indicatrices pour chaque catégorie et entièrement mises en interaction.
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête de 2020 Des risques qui comptent.

StatLink https://stat.link/aq9tf1

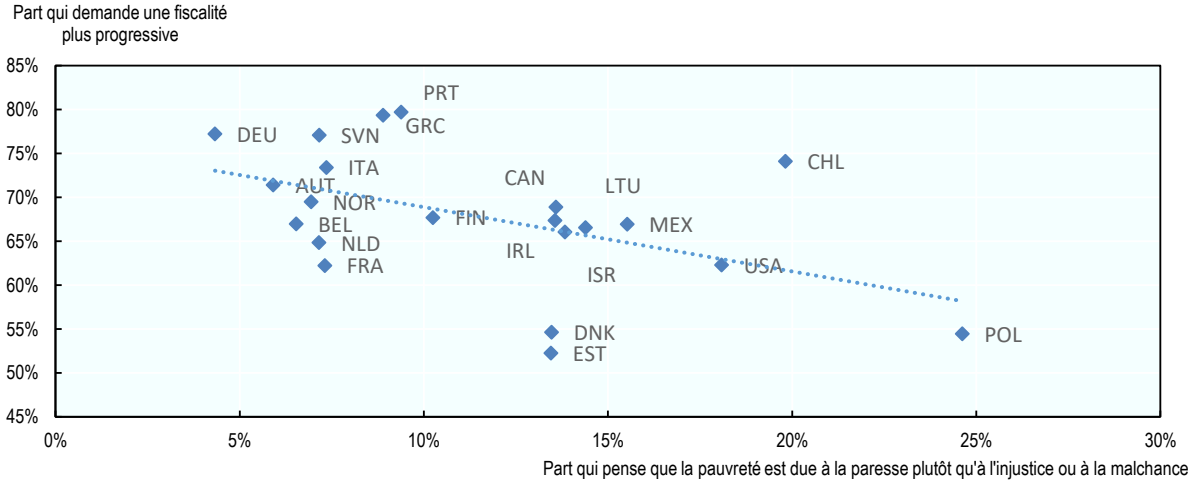
Les personnes peuvent se forger une opinion concernant les inégalités de revenu, indépendamment de la mobilité intergénérationnelle, parce qu'ils ont d'autres points de vue au sujet des raisons qui expliquent les inégalités. Comme cela a été abordé dans le chapitre 2, les publications s'intéressent aux points de vue selon lesquels, pour réussir dans la vie, les circonstances indépendantes de la volonté des individus comptent plus (ou moins) que le fait de travailler dur (Piketty, 1995[9] ; Alesina et Angeletos, 2005[10] ; Fong, 2001[7]). Dans ce chapitre également, l'importance de ces points de vue est mise en avant (Tableau 3.1). Ceci est en outre confirmé par le fait que la demande en faveur d'une fiscalité plus progressive est inférieure dans les pays où une majorité d'individus pensent que si certaines personnes vivent dans la pauvreté, ce n'est pas à cause de l'injustice sociale ou par malchance, mais bien parce qu'ils sont paresseux ou qu'ils manquent de volonté (Graphique 3.5).

Un grand nombre de publications en économie expérimentale ont tenté de comprendre le rôle joué par les opinions relatives aux raisons qui expliquent les inégalités en plaçant des individus dans un contexte d'expérimentation où les chercheurs manipulent de façon aléatoire les sources de revenu. Durante, Putterman et van der Weele (2014[11]) en concluent que les préférences en faveur d'une plus grande égalité sont moindres lorsque la répartition initiale est faite en fonction du résultat que les participants ont obtenu lors de la réalisation d'une tâche (un jeu de question ou d'agilité), et ces préférences sont plus

élevées lorsqu'ils reçoivent un revenu de façon arbitraire (soit de façon aléatoire ou en fonction du revenu moyen de leur lieu de résidence). Dans le cadre d'une expérience sur la redistribution réalisée avec des échantillons représentatifs de participants issus de 60 pays, Almås et al. (2020[12]) leur ont demandé de dire s'ils souhaitaient changer l'écart de salaire entre deux travailleurs dans une situation de la vie réelle. Les résultats ont montré que, lorsque la différence de salaire dépendait des performances des travailleurs, les répondants étaient moins enclins à réduire cet écart.[3]

Graphique 3.5. La demande en faveur d'une fiscalité plus progressive est inférieure là où les personnes pensent que la pauvreté est essentiellement due à un manque d'efforts personnels

Pourcentage de répondants



Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête de 2018 Des risques qui comptent.

StatLink https://stat.link/d3wij9

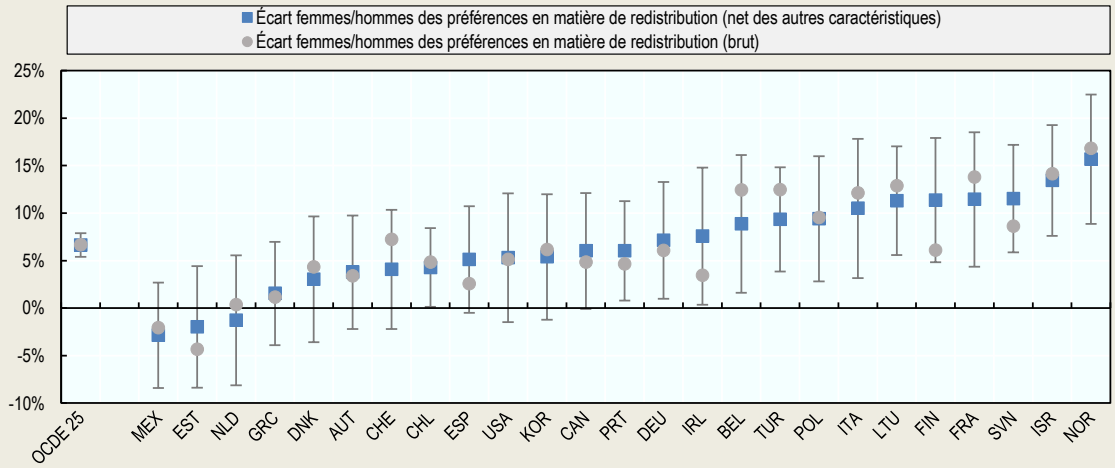
Encadré 3.1. Différences de préférences entre les femmes et les hommes en matière de redistribution

En moyenne, les femmes demandent plus de redistribution que les hommes dans les pays de l'OCDE (Graphique 3.6). La tendance ne peut être attribuée à des différences socio-démographiques (le revenu, le statut professionnel, par exemple), coïncide avec un large éventail de données tirées d'autres enquêtes (Alesina et Giuliano, 2011[2] ; Goerres et Jæger, 2015[13] ; Luttmer et Singhal, 2011[14]), et s'observe dans presque tous les pays, bien qu'elle ne soit pas toujours statistiquement significative. Le rapport femmes/hommes du soutien à la redistribution (après contrôle des différences pour les autres caractéristiques socio-démographiques) est légèrement négatif, mais non significatif statistiquement, mis à part au Mexique, en Estonie et aux Pays-Bas, et il est le plus élevé en Israël et en Norvège.

Les femmes sont favorables à une redistribution plus forte, comme le confirment des expériences réalisées en laboratoire par des chercheurs qui manipulent la répartition initiale des revenus et les raisons à l'origine des inégalités, les présentent aux participants et leur demandent de choisir s'ils veulent changer le niveau des inégalités. Les femmes ont tendance à choisir des niveaux d'inégalités plus faibles (Durante, Putterman et van der Weele, 2014[11]). La principale différence apparaît lorsque la raison qui explique les inégalités est la performance et non la chance ou le contexte socio-économique (Buser et al., 2020[15]). Si les participants revoient à la baisse leurs préférences en matière de redistribution lorsque les inégalités initiales sont liées à des différences de résultats dans la réalisation de certaines tâches, les femmes le font beaucoup moins.

Graphique 3.6. La demande de redistribution des femmes est supérieure à celle des hommes

Différences entre les pourcentages de femmes et d'hommes interrogés qui demandent une plus grande redistribution, 2020



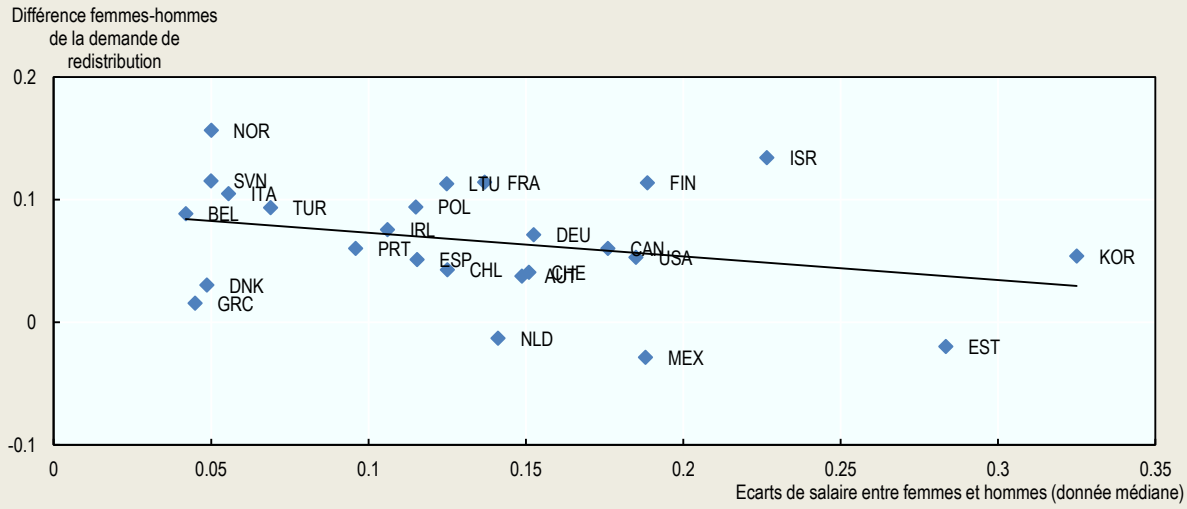
Note : les différences, nettes des autres caractéristiques, sont estimées au moyen d'une progression probit multivariée qui comprend les caractéristiques socio-démographiques, comme pour le Graphique 3.4.
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête de 2020 Des risques qui comptent.

StatLink https://stat.link/wj5z8y

Les différences de préférences en matière de redistribution entre les femmes et les hommes ne sont pas plus importantes dans les pays où les écarts de salaires entre femmes et hommes sont très marqués, ce qui suggère que ces différences ne sont pas simplement déterminées par la situation des femmes dans le pays (Graphique 3.7). En Corée et en Estonie, où les écarts de salaire entre femmes et hommes sont

importants, il n'existe pas de différence statistiquement significative entre le point de vue des femmes et des hommes à l'égard de la redistribution. En Norvège et en Slovénie, où les écarts de salaire entre femmes et hommes sont relativement faibles, les femmes sont bien plus favorables à la redistribution que les hommes.

Graphique 3.7. La différence femmes-hommes de la demande de redistribution n'est pas déterminée par les écarts de salaire femmes-hommes



Note : la demande de redistribution correspond aux personnes qui ont répondu « plus » ou « beaucoup plus » à la question : « Dans votre pays, pensez-vous que le gouvernement devrait intervenir plus ou moins qu'il ne le fait actuellement pour réduire les écarts de revenu entre les riches et les pauvres ? » L'écart salarial entre les femmes et les hommes est évalué à partir des médianes et s'appuie sur les données de la dernière année disponible.
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête de 2020 Des risques qui comptent et la *Base de données de l'OCDE sur les salaires*.

StatLink https://stat.link/iowsac

D'après une expérience informative d'étude récente menée aux États-Unis par Settele (2021[16]), les préoccupations des répondants au sujet des disparités entre les femmes et les hommes sont influencées par les informations dont ils disposent. L'auteur fournit à des répondants sélectionnés de façon aléatoire deux types d'estimation de l'écart salarial femmes-hommes. Ceux qui reçoivent une estimation de l'écart salarial plus élevée se déclarent plus inquiets et estiment que les pouvoirs publics devraient intervenir beaucoup plus pour réduire cet écart. En revanche, l'adhésion aux mesures prises varie peu, à l'exception d'une hausse modérée en faveur d'une législation plus stricte pour la parité salariale et un passage à l'action plus ferme.

Les différentes mesures ne suscitent qu'une adhésion limitée notamment parce qu'un pourcentage conséquent de répondants n'a qu'une confiance limitée en leur capacité à réduire les disparités entre femmes et hommes. Une autre explication veut que, si le soutien en faveur de certaines interventions augmente globalement, les répondants expriment souvent des préférences différentes pour différentes mesures et donc aucune mesure particulière ne suscite une adhésion franche. Ces deux explications coïncident avec les résultats d'expériences pour lesquelles les participants recevaient des informations sur la réalité des inégalités (voir partie 3.4).

Le fait de connaître des difficultés pendant la crise du COVID-19 est associé à une plus grande demande de redistribution

Les personnes qui ont des problèmes de santé, économiques, ou pour qui la situation financière du ménage se dégrade pendant la pandémie de COVID-19 ont tendance à demander une plus grande distribution et une fiscalité plus progressive (Tableau 3.3, colonnes 1 et 4). L'OCDE (2021[17]) précise que l'insécurité des ménages pendant la crise du COVID-19 s'accompagne d'une hausse de la demande de protection sociale. Dans une enquête menée aux États-Unis en octobre 2020, Klemm et Mauro (2021[18]) démontrent également que les personnes confrontées à la perte d'emploi ou à un grave problème de santé, personnellement ou dans leur entourage proche, soutiennent plus largement la fiscalité progressive. Ces résultats sont cohérents par rapport aux données d'Alesina et Giuliano (2011[2]) d'après lesquelles les chocs négatifs renforcent l'adhésion à la redistribution.

Tableau 3.3. Le fait de connaître des difficultés pendant la pandémie du COVID-19 est associé à une plus grande demande de redistribution

Hausse en point de pourcentage de la part des répondants qui demandent plus de redistribution et d'imposition progressive associée à des changements dans différentes caractéristiques

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	Demande de plus de redistribution			Demande d'une fiscalité plus progressive		
A connu des problèmes de santé ou des difficultés économiques pendant la pandémie (par rapport à ceux qui n'en ont pas connu)	1.8**	0.3	-0.0	3.5***	1.8**	1.2*
	(0.7)	(0.7)	(0.7)	(0.7)	(0.7)	(0.7)
Déclare que la situation financière du ménage s'est dégradée pendant la pandémie (par rapport aux autres)	4.3***	3.9***	3.3***	2.2**	1.7*	0.6
	(0.9)	(0.9.)	(0.9)	(0.9)	(0.9)	(0.9)
Perception de la part des 10 % les plus riches dans les revenus (+40 pp)		4.7***	4.6***		7.8***	7.7***
		(0.5)	(0.5)		(0.5)	(0.5)
Perception de la persistance intergénérationnelle parmi les 10 % les plus pauvres (+40 pp)		4.3***	4.4***		2.6***	2.6***
		(0.5)	(0.5)		(0.5)	(0.5)
Pense que les inégalités de revenu ont augmenté comparativement à 10 ans auparavant (par rapport à ceux qui ne le pensent pas)		15.6***	15.4***		14.5***	14.2***
		(0.7)	(0.7)		(0.7)	(0.7)
Un peu préoccupé par le bien-être de son ménage pour les 1-2 ans à venir (par rapport à ceux qui ne le sont pas)			2.9***			3.7***
			(0.8)			(0.8)
Très préoccupé par le bien-être de son ménage pour les 1-2 ans à venir (par rapport à ceux qui ne le sont pas)			4.0***			6.8***
			(1.0)			(1.0)
Observations	23506	22770	22645	23628	22801	22683

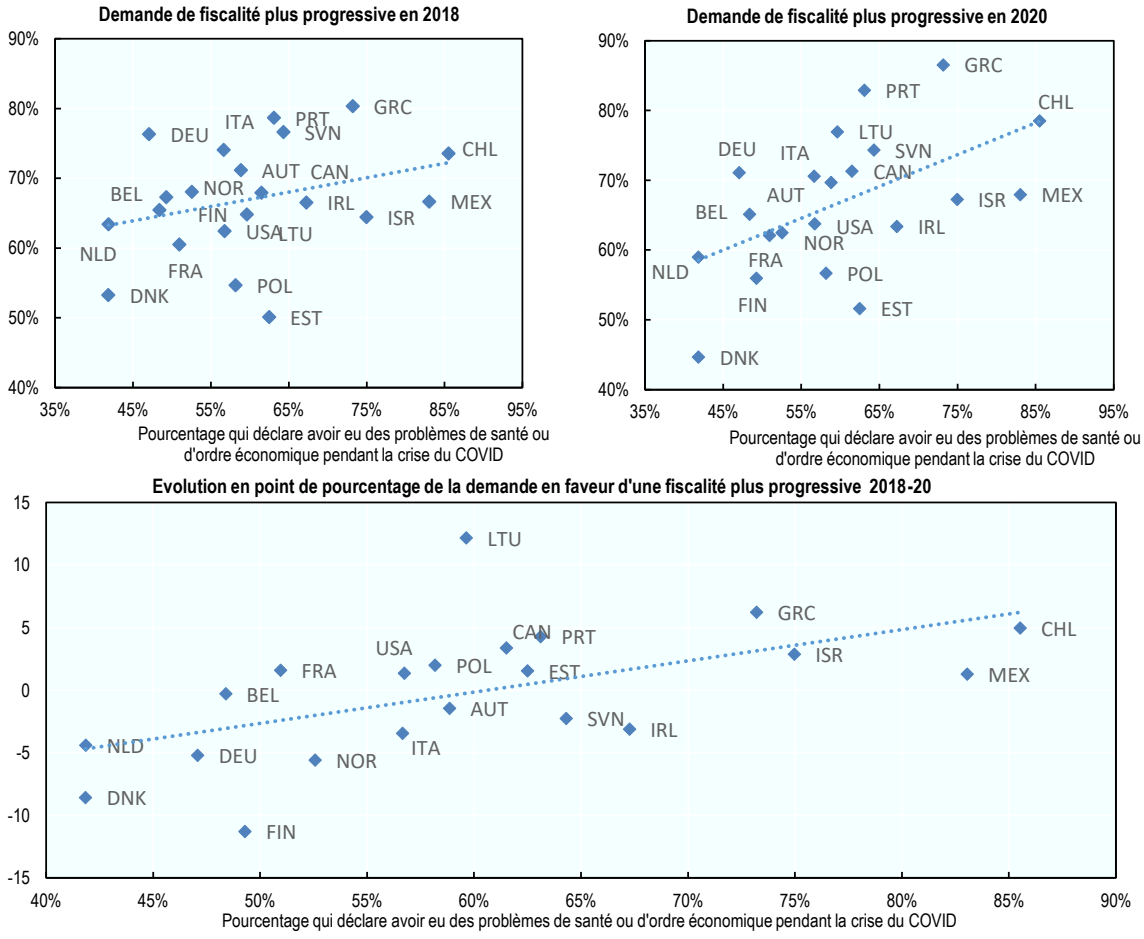
Note : * indique la significativité statistique au niveau de 10 %, ** 5 %, *** 1 %. Erreurs types robustes entre parenthèses. Les résultats sont des effets marginaux moyens issus de régressions probit qui intègrent des effets fixes par pays et sont pondérées par poids d'échantillon (réechelonnés de sorte que les poids correspondent à 1 dans chaque pays). Les caractéristiques du ménage ou individuelles sont les mêmes que celles du tableau 2.2 et du Graphique 3.4. Connaître des problèmes de santé ou des difficultés d'ordre économique comprend les problèmes de santé physique ou mentale liés à la pandémie, les perturbations professionnelles que cela a entraînées pendant la pandémie, ou les difficultés à joindre les deux bouts pendant la crise sanitaire.
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête de 2020 Des risques qui comptent.

StatLink https://stat.link/gw0vrl

Une hausse de la perception des inégalités et du risque pour les ménages peut expliquer l'association positive entre l'exposition aux difficultés pendant la crise du COVID-19 et la demande de redistribution. Les données de l'enquête *Des risques qui comptent* montrent que la perception des inégalités et du risque sont des facteurs qui expliquent cette association. Les difficultés rencontrées pendant la crise du COVID-19 exacerbent la perception des inégalités. Après contrôle de la perception exacerbée, l'association entre les difficultés et la demande de redistribution s'affaiblit (colonnes 2 et 5). Les difficultés rencontrées exacerbent à leur tour la perception du risque pour le ménage. Là encore, lorsque l'accroissement de la perception du risque est pris en compte (colonnes 3 et 6), la relation entre les problèmes et la demande de redistribution diminue.

Malheureusement, il n'est pas possible de savoir si les répondants qui ont connu des difficultés étaient également favorables à la redistribution avant la crise parce que l'enquête *Des risques qui comptent* n'interroge pas les mêmes personnes d'une fois sur l'autre. Pourtant, au niveau national, la moyenne de la demande en faveur d'une fiscalité plus progressive relevée lors de la vague précédente de l'enquête *Des risques qui comptent* (2018) ne coïncide par avec le pourcentage de personnes ayant déclaré avoir connu des difficultés à cause du COVID-19 (Graphique 3.8). Cependant, il existe une association positive entre la demande d'une fiscalité plus progressive en 2020 et le pourcentage de personnes qui ont connu des difficultés.[4] En d'autres termes, l'évolution de la demande de redistribution est positivement associée aux répercussions de la crise du COVID-19 sur les répondants et les membres de leur foyer, ce qui laisse entendre que l'effet perçu de la crise pourrait avoir engendré une hausse des préférences en faveur d'une imposition plus progressive. Ce résultat concorde avec ceux de Giuliano et Spilimbergo (2013[19]) qui montrent que traverser une période de récession – en particulier lors du passage à l'âge adulte - engendre une hausse de la demande de redistribution. Gualtieri et al. (2019[20]) constatent eux aussi que les traumatismes - un séisme, par exemple – augmentent la demande de redistribution.

Graphique 3.8. La demande de fiscalité plus progressive a augmenté le plus nettement dans les pays où les répondants qui déclarent avoir connu des difficultés pendant la crise du COVID-19 sont les plus nombreux



Note : La demande de fiscalité plus progressive est mesurée à partir du pourcentage de répondants ayant répondu « oui » ou « absolument » à la question : « L'État devrait-il taxer les riches plus qu'il ne le fait actuellement pour aider les pauvres ? » (Les répondants qui ont choisi « ne se prononce pas » sont exclus). Connaître des problèmes de santé ou des difficultés d'ordre économique pendant la pandémie comprend les personnes qui déclarent avoir été confrontées, personnellement ou dans leur cercle familial, à des problèmes de santé physique ou mentale liés à la pandémie, à une perte d'emploi pendant la pandémie, ou a des difficultés pour joindre les deux bouts pendant la crise sanitaire. Par souci de cohérence avec la vague de 2020, les valeurs de 2018 ont été uniquement calculées pour les personnes âgées de 18 à 64 ans. Les différences exactes entre les deux vagues de l'enquête *Des risques qui comptent* doivent être interprétées avec précaution du fait des ajustements opérés dans la méthode de l'échantillonnage et la portée.

Source : Calculs de l'OCDE d'après les enquêtes de 2018 et 2020 Des risques qui comptent.

StatLink https://stat.link/zuclbh

3.2. Inégalités réelles et demande de redistribution

La hausse des inégalités de revenu est liée à une hausse de la demande de redistribution

Dans les pays dont le niveau d'inégalités est élevé d'après les indicateurs traditionnels (par exemple selon la mesure du coefficient de Gini), lorsqu'ils sont comparés à un seul moment donné, le pourcentage de répondants, qui pensent qu'il est de la responsabilité des pouvoirs publics de réduire les écarts de revenu, n'est pas plus important (Tableau 3.4, colonne 1). Des études précédentes n'y trouvent aucune corrélation (Bussolo et al., 2019[21]), ou parfois même une corrélation négative (Kerr, 2014[22]).

Tableau 3.4. L'évolution des inégalités de revenu réelles explique l'évolution des préférences en matière de redistribution, mais cette association est guidée par l'évolution des préoccupations

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
	Régression entre les pays	Régression par pays, sur la période					
Hausse en point de pourcentage de la part des répondants **d'accord** avec le fait qu'il relève de la responsabilité du gouvernement de réduire les écarts de revenu, associée à une hausse de 1 point de pourcentage de...							
...l'indice de Gini du revenu marchand (avant impôts et transferts)		0.71**		0.57**		0.21	
		(0.26)		(0.26)		(0.27)	
...l'indice de Gini du revenu disponible (après impôts et transferts)	-0.25		0.92*	0.60			0.22
	(0.62)		(0.49)	(0.48)			(0.33)
...l'indice de Gini du revenu marchand de la population d'âge actif					0.79**		
					(0.34)		
...l'indice de Gini du revenu disponible de la population d'âge actif					0.21		
					(0.48)		
...l'indice de Gini du revenu disponible des personnes âgées					-0.00		
					(0.26)		
...la distance entre le revenu médian					-0.14**		
des personnes âgées et d'âge actif					(0.05)		
…les préoccupations au sujet des disparités de revenu						0.68***	0.70***
						(0.10)	(0.09)
Hausse en point de pourcentage de la part des répondants **tout à fait d'accord** avec le fait qu'il relève de la responsabilité du gouvernement de réduire les écarts de revenu, associée à une hausse de 1 point de pourcentage de...							
...l'indice de Gini sur le revenu marchand (avant impôts et transferts)		0.58		0.41		0.22	
		(0.43)		(0.45)		(0.45)	
...l'indice de Gini du revenu disponible (après impôts et transferts)	0.02		0.94	0.71			-0.02
	(0.51)		(0.61)	(0.62)			(0.46)
...l'indice de Gini du revenu marchand de la population d'âge actif					0.59		
					(0.68)		
...l'indice de Gini du revenu disponible de la population d'âge actif					0.30		
					(0.69)		

...l'indice de Gini du revenu disponible des personnes âgées					-0.16		
					(0.42)		
...la distance entre le revenu médian					-0.22**		
des personnes âgées et d'âge actif					(0.10)		
…les préoccupations au sujet des disparités de revenu						0.54***	0.56***
						(0.09)	(0.09)
Vagues	2017	Toutes	Toutes	Toutes	Toutes	Toutes	Toutes
Observations	30	78	78	78	78	78	78
Pays	30	29	29	29	29	29	29
Effets fixes par pays	Non	Compris	Compris	Compris	Compris	Compris	Compris
Effets fixes par période	Non	Compris	Compris	Compris	Compris	Compris	Compris

Note : *** indique la significativité statistique au niveau de 1 % ; ** indique la significativité statistique au niveau de 5 % ; * indique la significativité statistique au niveau de 10 %. Les erreurs types regroupées par pays sont indiquées entre parenthèses. L'Eurobaromètre est utilisé pour les pays non inclus dans l'enquête du PIES 2017, comme dans le tableau 3.1. Les données pour la République slovaque en 2017 sont tirées de l'Eurobaromètre parce que le PIES 2017 mené dans ce pays ne comprend pas la question sur les préférences en matière de redistribution. Les résultats sont robustes à l'introduction d'une donnée indicatrice pour les observations de l'Eurobaromètre et les macro-variables (taux d'emploi, taux de chômage et le logarithme du PIB par habitant en PPA USD de 2015).
Source : calculs de l'OCDE issus du PIES 1987, 1992, 1999, 2009, 2017 et de l'Eurobaromètre 2017 pour les préférences en matière de redistribution ; la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus* (https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD) pour les inégalités et les autres variables.

StatLink https://stat.link/xse3q5

Toutefois, l'évolution des indicateurs des inégalités est en corrélation positive avec l'évolution de la demande de redistribution. Là où les inégalités progressent le plus, les préférences en matière de redistribution font de même (colonnes 2, 3). Ces résultats coïncident avec plusieurs documents, à l'exception de quelques-uns, qui s'intéressent à l'évolution des inégalités et des préférences en matière de redistribution au sein des pays (Kerr, 2014[22] ; Olivera, 2015[23] ; Kuhn, 2019[24]).[5] Une association positive entre les inégalités et les préférences en matière de redistribution apparaît également dans des études qui observent l'évolution régionale au sein des pays, comme celle de Rueda et Stegmueller (2019[4]) et celle de Colagrossi, Karagiannis et Raab (2019[25]).

Ce qui semble déterminer principalement les préférences en matière de redistribution, ce sont les inégalités de marché dans l'ensemble de la population d'âge actif. Mais les écarts de revenu disponible entre les générations jouent également un rôle important. Dans les pays où les personnes âgées sont relativement plus aisées, la demande de redistribution est plus basse. Pour la population d'âge actif, les résultats peuvent s'expliquer par l'hypothèse de perspective future de mobilité ascendante (POUM) (Benabou et Ok, 2001[5]). L'hypothèse POUM suppose que si les individus s'attendent à pouvoir gravir l'échelle des revenus au cours de leur existence, ils seront moins enclins à soutenir des mesures pour la redistribution. Si les inégalités au sein de la population d'âge actif restent les mêmes, les différences entre les jeunes et les plus âgés servent d'indicateur des perspectives futures en matière de revenu.

L'association entre les inégalités de revenu et les préférences en matière de redistribution est entraînée par une hausse des préoccupations à l'égard des disparités de revenu

L'évolution des préoccupations liées aux disparités de revenu explique la relation entre l'évolution des indicateurs des inégalités et les préférences en matière de redistribution. Après contrôle des niveaux de préoccupations, la corrélation entre l'indice de Gini et la demande de redistribution s'amenuise (Tableau 3.4, colonnes 6 et 7). Les facteurs subjectifs qui se trouvent au cœur des préoccupations des personnes au sujet des disparités de revenu – les perceptions et les préférences relatives aux inégalités –

semblent alors plus indiqués que les inégalités réelles pour expliquer la demande de redistribution, comme l'avancent également Gimpelson et Treisman (2018[26]).

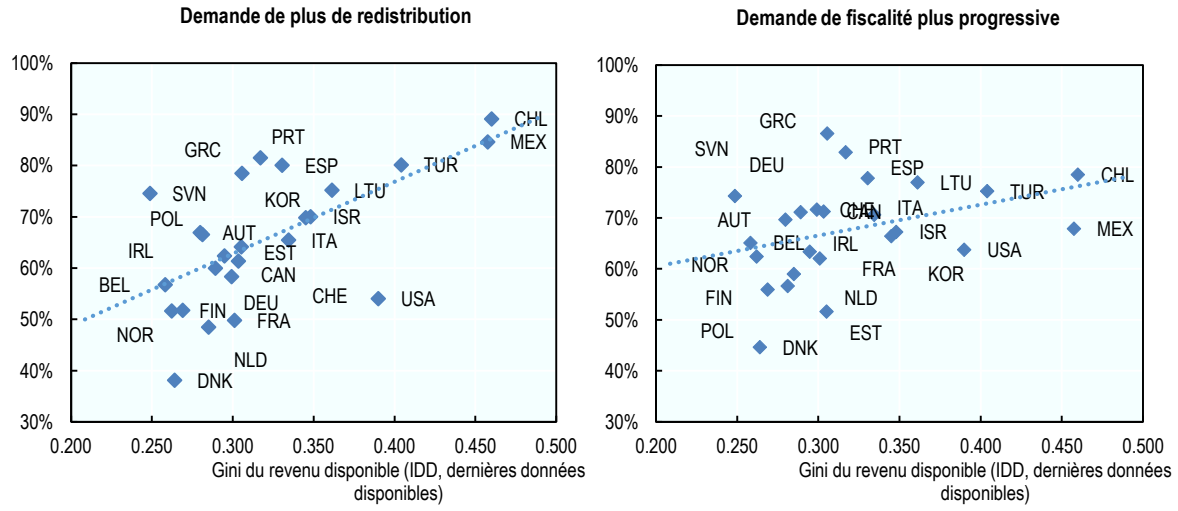
Ceci ne signifie pas pour autant que les préférences en matière de redistribution et les inégalités réelles sont déconnectées. Au contraire, les chapitres 2 et 3 montrent que lorsque les inégalités observées (mesurées par l'indice de Gini) augmentent, les préoccupations font de même et la demande de redistribution progresse. Toutefois, lorsque les préoccupations n'évoluent pas en fonction des inégalités, les préférences en matière de redistribution non plus – si les perceptions n'intègrent pas totalement le nouveau niveau d'inégalités, par exemple, ou si l'évolution d'autres facteurs subjectifs en jeu (les préférences en matière de disparités de revenu ou l'importance accordée au fait de travailler dur, par exemple) atténue l'effet des inégalités. De plus, une hausse des préoccupations est associée à une hausse de la demande de redistribution même lorsque les inégalités mesurées restent stables.[6]

Certains éléments indiquent que l'adhésion à la redistribution a augmenté pendant la crise du COVID-19

Des données récentes de l'enquête *Des risques qui comptent* indiquent que la corrélation identifiée parmi les pays entre les indicateurs des inégalités et les préférences en matière de redistribution a pu se renforcer pendant la crise du COVID-19.[7] En effet, la demande en faveur d'une redistribution et d'une fiscalité progressive accrues a progressé dans les pays où les niveaux d'inégalités étaient les plus élevés en 2020 (Graphique 3.9) contrairement à *Des risques qui comptent* de 2018 qui n'a constaté aucune association (OCDE, 2019[27]).[8]

Graphique 3.9. La demande de redistribution et les inégalités de revenu sont positivement associées

Pourcentage de personnes interrogées ayant répondu « plus/beaucoup plus » (ou « oui/absolument ») associé aux coefficients de Gini du revenu disponible



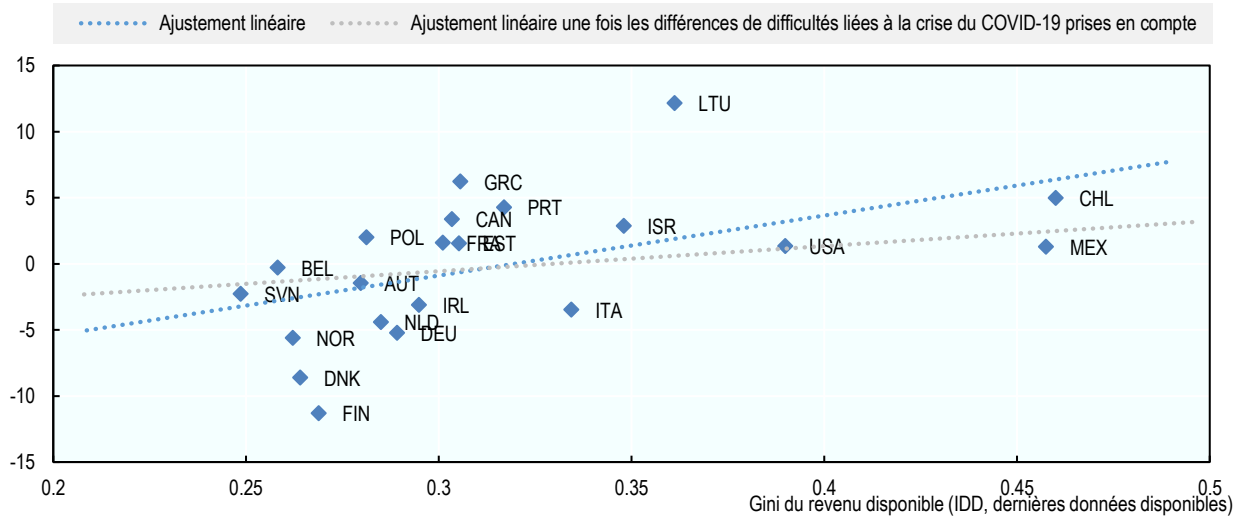
Note : le coefficient de Gini du revenu disponible est celui de 2018, sauf pour l'Allemagne, le Chili, le Danemark, les États-Unis, l'Irlande, l'Italie et la Suisse où il est de 2017, pour le Mexique et les Pays-Bas où il est de 2016, et pour la Turquie où il est de 2015.
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête de 2020 Des risques qui comptent et la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus* (https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD).

StatLink https://stat.link/dta9qc

La demande d'une fiscalité plus progressive a connu sa plus forte augmentation entre 2018 et 2020 dans des pays où les inégalités étaient déjà largement répandues avant la pandémie (Graphique 3.10). Cette relation est expliquée par les différences entre les pourcentages de répondants ayant déclaré avoir connu des difficultés pendant la crise du COVID-19. Deux mécanismes peuvent expliquer cette tendance. La première, décrite ci-dessus, est que la crise a révélé certaines inégalités préexistantes et généré une prise de conscience accrue des inégalités dans des pays où leur niveau était déjà élevé. La seconde est qu'un plus grand nombre de personnes ont été confrontées à des difficultés dans des pays où les inégalités étaient déjà marquées avant la crise. Le fait de connaître des difficultés semble donc entraîner une demande en faveur d'une fiscalité plus progressive, soit directement soit en révélant certaines disparités préexistantes.

Graphique 3.10. La demande de fiscalité plus progressive a récemment évolué de façon plus marquée dans les pays où les inégalités sont plus grandes

Évolution en point de pourcentage entre 2018 et 2020 de la part des répondants qui demandent une imposition plus progressive associée au coefficient de Gini du revenu disponible de 2018 ou de la dernière année disponible



Note : la part des répondants qui demandent une imposition plus progressive est mesurée à partir du nombre de personnes ayant répondu « oui/absolument » à la question : « L'État doit-il accroître la progressivité de l'impôt pour aider les pauvres ? » (en excluant les réponses « ne se prononce pas »). La régression linéaire nette des différences liées aux difficultés rencontrées lors de la crise du COVID-19 est obtenue d'abord en éliminant la part des répondants qui déclarent avoir connu des problèmes de santé ou d'ordre économique pendant la pandémie. Par souci de cohérence avec la vague de 2020, les valeurs de 2018 ont été uniquement calculées pour les personnes âgées de 18 à 64 ans. L'évolution entre les deux vagues de *Des risques qui comptent* doit être interprétée avec précaution du fait des ajustements opérés dans la méthode de l'échantillonnage et la portée.

Source : Calculs de l'OCDE d'après les enquêtes de 2018 et 2020 Des risques qui comptent et la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus* (https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD).

StatLink https://stat.link/b1j5mk

Une redistribution élevée entraîne une diminution de la demande des citoyens en faveur d'une intervention accrue

Les préférences en matière de redistribution dépendent de son niveau effectif. Si les impôts et les prestations permettent déjà un contrôle effectif des disparités, il est probable que les personnes soient moins préoccupées par les inégalités et ne demandent pas davantage de redistribution. Il est compliqué d'évaluer le rapport entre le niveau effectif et la demande de redistribution pour une raison de taille – les préférences des électeurs. Elles pourraient bien déterminer les niveaux de redistribution, comme en témoigne l'écart important entre les niveaux de redistribution aux États-Unis et en Europe.

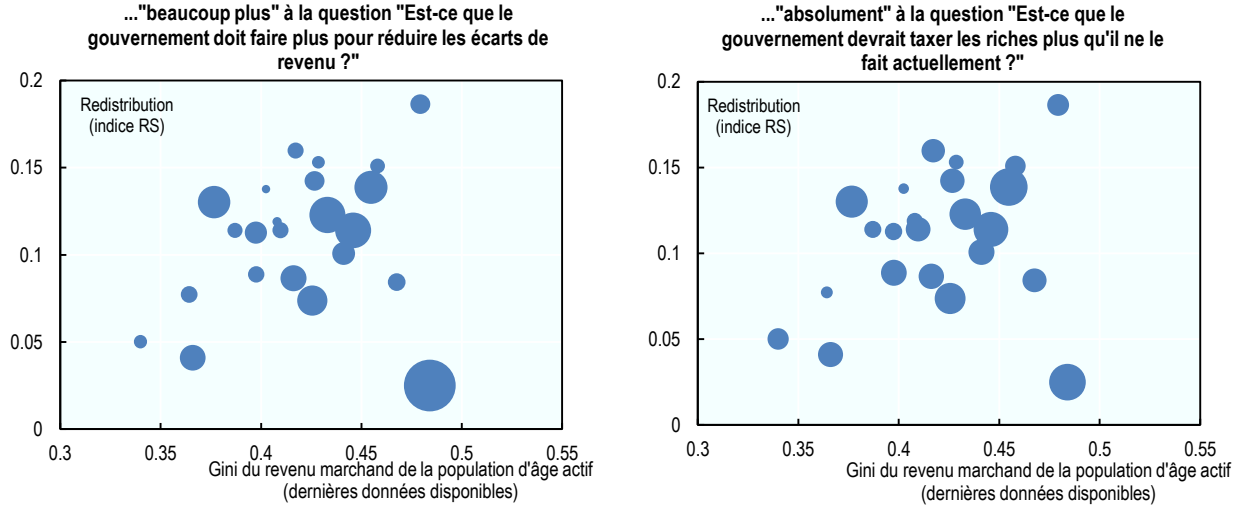
Des risques qui comptent permet partiellement de comprendre la relation entre le niveau effectif de la redistribution et la demande en la matière puisqu'elle interroge précisément les répondants au sujet de leur souhait de voir plus (ou moins) de redistribution. On peut donc s'attendre à ce que, pour un niveau donné d'inégalités du marché, une redistribution effectivement élevée puisse entraîner une baisse de la demande dans ce domaine.

Afin de démêler l'association entre le niveau effectif de la redistribution et sa demande, il paraît cohérent de mesurer les inégalités de revenu et la redistribution uniquement au sein de la population d'âge actif pour deux raisons. Tout d'abord, parce que ces données apparaissent plus clairement (Tableau 3.4) et, ensuite, parce qu'il est plus compliqué de mesurer la redistribution parmi les personnes âgées compte tenu des différents systèmes de retraite adoptés par les pays.

La mesure utilisée pour la redistribution est donc l'écart entre les inégalités du marché et les revenus disponibles, appelé dans les publications l'indice de Reynolds-Smolensky (RS). L'hypothèse formulée est que la demande de redistribution est élevée dans les pays où les inégalités du marché sont elles aussi élevées, et qu'une redistribution massive entraîne une baisse du soutien en faveur de nouvelles augmentations. L'hypothèse est confirmée par les pourcentages de répondants qui ont déclaré que le gouvernement devrait faire beaucoup plus qu'il ne le fait actuellement (Graphique 3.11, graphique de gauche). Dans les pays où les inégalités de marché sont fortes, les préférences en matière de redistribution le sont aussi alors qu'un niveau de redistribution plus élevé entraîne une baisse de sa demande. Il en va de même pour la demande d'une imposition plus progressive (Graphique 3.11, graphique de droite).

Graphique 3.11. La demande en faveur de plus de redistribution est moins élevée dans les pays où le niveau effectif de redistribution est plus important

Les bulles représentent les pays et leur taille, la part relative (par rapport à la moyenne) des personnes interrogées dans chaque pays qui ont répondu...



Note : chaque bulle représente un pays. L'indice RS correspond à la différence entre l'indice de Gini du revenu marchand et celui du revenu disponible, dans la population d'âge actif. Une valeur élevée de cet indice montre que les impôts et transferts réduisent les inégalités dans une large mesure. Le Mexique et la Turquie ne figurent pas dans ce graphique parce que les données de ces deux pays n'incluent pas les impôts versés.

Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête de 2020 Des risques qui comptent et la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus* (https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD).

StatLink https://stat.link/9gmhzl

Même lorsque les préférences en matière de redistribution sont exprimées en tenant compte du niveau effectif, d'autres facteurs qui déterminent les niveaux actuels de la redistribution et sa demande pourraient aussi influencer les comparaisons entre les pays. Comme l'indique le chapitre 2, les différences entre les pays eu égard aux préférences en matière d'égalité de revenu sont à la fois notables et durables.

Pour tenir compte des différences constantes entre les pays, Olivera (2015[23]) se concentre sur l'évolution des préférences en matière de redistribution en utilisant une méthode de pseudo panel appliquée aux données de l'Enquête sociale européenne, combinées aux données sur les inégalités de revenu marchand tirées de la *Standardized World Income Inequality Database* et aux dépenses publiques en matière de protection sociale (en % du PIB) de Eurostat. Il en conclut que lorsque les inégalités de revenu marchand augmentent, les préférences en matière de redistribution font de même alors qu'elles chutent lorsque la protection sociale est forte. Le Tableau 3.5 montre les mêmes régressions nationales avec le panel du PIES associé aux données de l'IDD. Les signes des coefficients de la colonne 1 confirment que les préférences de redistribution augmentent lorsque les inégalités de revenu marchand augmentent et diminuent lorsque les niveaux de redistribution et de protection sociale sont élevés. Toutefois, le coefficient de l'indice RS n'est pas statistiquement différent de zéro.[9] Il existe une association négative plus notable avec le montant des dépenses sociales par personnes (colonne 3) également utilisé dans les publications comme variable approximative de la redistribution (Karabarbounis, 2011[28]).

Tableau 3.5. L'évolution des préférences en matière de redistribution et celle de la redistribution sont associées négativement, mais le lien est faible

Hausse en point de pourcentage de la part des répondants d'accord avec le fait qu'il relève de la responsabilité du gouvernement de réduire les écarts de revenu, associée à une hausse de 1 % (point de pourcentage pour les fractions) de...

	(1)	(2)	(3)
...l'indice de Gini du revenu marchand (avant impôts et transferts)	0.87		0.66
	(0.38)		(0.45)
...la redistribution des impôts et des prestations (indice RS)	-0.44		
	(0.50)		
...l'indice de Gini du revenu marchand retardé (avant impôts et transferts)		1.82**	
		(0.84)	
...la redistribution des impôts et des prestations retardée (indice RS)		-0.87	
		(0.88)	
...le logarithme des dépenses publiques sociales par personne			-0.11*
			(0.06)
…le logarithme du PIB par habitant	-0.10	-0.40**	-0.04
	(0.10)	(0.13)	(0.15)
Observations	80	46	69
Pays	30	15	25
Effets fixes par pays	Compris	Compris	Compris
Effets fixes par période	Compris	Compris	Compris

Note : les erreurs types regroupées par pays sont indiquées entre parenthèses. L'indice RS correspond à l'écart entre le coefficient de Gini du revenu marchand et celui du revenu disponible (plus l'indice est élevé, plus la redistribution est forte). L'analyse inclut le logarithme du PIB par habitant parce que le montant de la redistribution doit certainement dépendre de contraintes fiscales. Le retardement correspond à la vague de l'année précédente (donnée officielle si le pays n'a pas été observé ou effective si le pays a été observé, et retardée de 5 ans pour la vague de 1987).

Source : calculs de l'OCDE issus du PIES 1987, 1992, 1999, 2009, 2017 et de l'Eurobaromètre 2017 ; la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus* (https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD) et la *Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales* (https://www.oecd.org/social/expenditure.htm).

StatLink https://stat.link/zsu7lh

3.3. Inégalités, revenu relatif et préférences en matière de redistribution

Les individus dont les revenus sont élevés demandent moins de redistribution, mais pas parce qu'ils ont le sentiment que les disparités sont moins importantes

Le revenu relatif des personnes est un déterminant essentiel des préférences en matière de redistribution. Celles qui se trouvent dans la partie supérieure de l'échelle de répartition des revenus expriment des préférences en matière de redistribution moins marquées bien qu'une proportion non négligeable de ce groupe pense que le gouvernement devrait faire plus pour réduire les disparités de revenu.

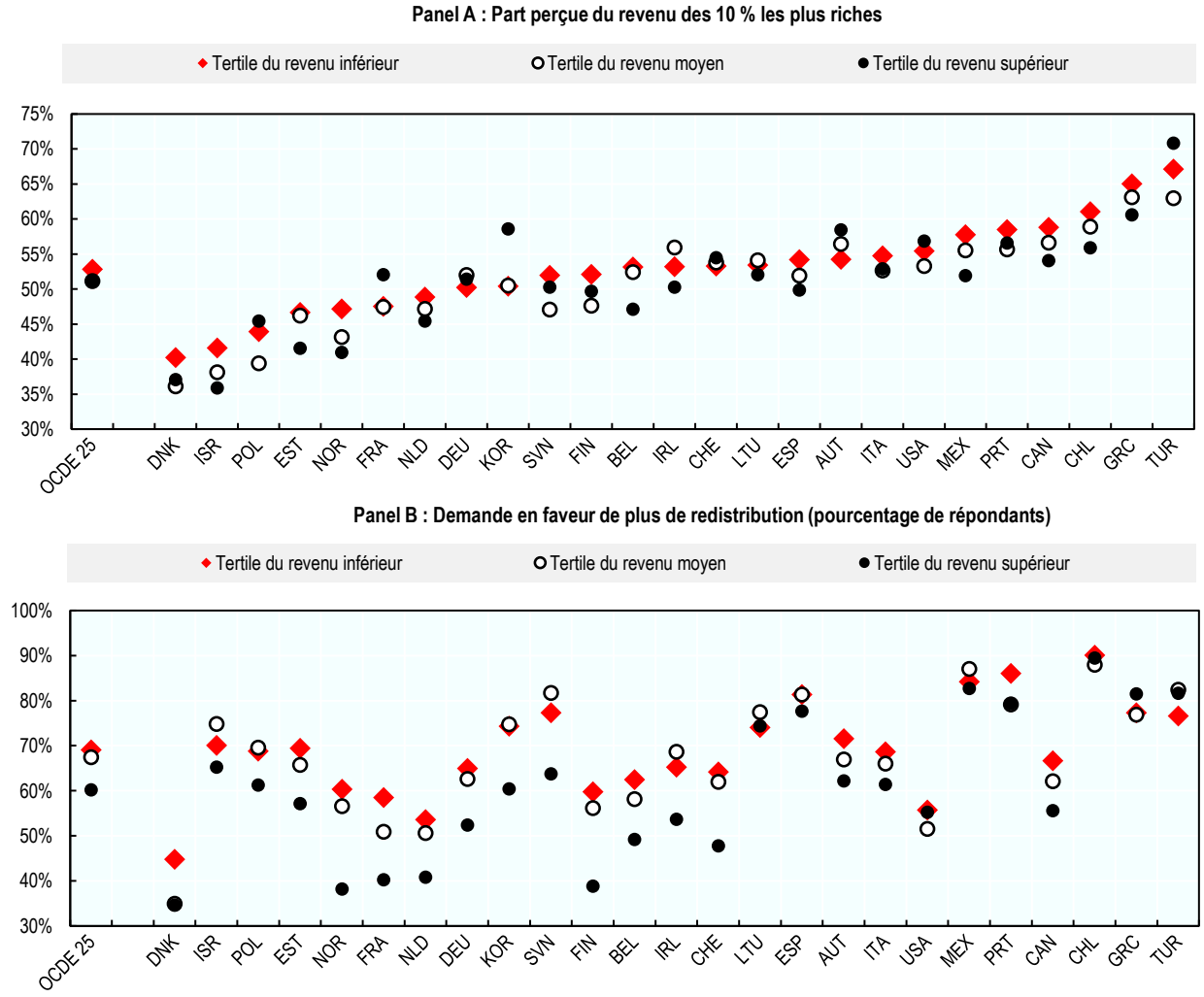
Ces différences de préférences entre les personnes dont les revenus sont élevés et celles dont les revenus sont bas – à la base du modèle de l'électeur médian de Meltzer et Richard (1981[3]) – peuvent s'expliquer d'après ce que les individus ont à gagner ou à perdre avec la redistribution. Si les individus ne s'intéressaient qu'à leur propre consommation, ceux dont les revenus sont supérieurs à la moyenne s'opposeraient à la redistribution et ceux dont les revenus sont inférieurs à la moyenne la soutiendraient.

Selon une autre interprétation, les individus les plus pauvres surestiment les inégalités alors que ceux du tertile supérieur des revenus les sous-estiment. Toutefois, les éléments de l'enquête de 2020 de l'OCDE *Des risques qui comptent* ne soutiennent pas cette hypothèse (Graphique 3.12, panel A). En moyenne, les différences de perceptions des inégalités de revenu entre les tertiles inférieur, moyen et supérieur du revenu équivalent des ménages sont relativement minimes. Dans certains pays, comme l'Autriche, la Corée, la France, la Pologne et la Turquie, ce sont les personnes interrogées les plus aisées qui estiment que la part du revenu détenue par les 10 % les plus riches est la plus importante. En effet, si leur réseau social est restreint et leurs sources d'informations limitées, les plus aisés ont davantage connaissance des niveaux de revenu de ceux qui se trouvent au sommet de la répartition que de ceux qui se trouvent en bas (Cruces, Perez-Truglia et Tetaz, 2013[29]).

Malgré leurs perceptions similaires des inégalités de revenu, les personnes dont les revenus sont élevés sont en faveur d'une redistribution moins importante dans la plupart des pays (Graphique 3.12, panel B). Les quelques exceptions correspondent aux pays où la demande en faveur de la redistribution est élevée parmi tous les groupes de revenu, comme au Chili, en Espagne, en Grèce, en Lituanie, au Mexique et en Turquie. Aux États-Unis, où l'intervention des pouvoirs publics à l'appui de la réduction des écarts de revenu remporte peu de soutien, la demande en faveur de plus de redistribution est limitée dans toutes les classes de revenu. Généralement, dans la plupart des pays, le tertile moyen du revenu présente des préférences en matière de redistribution plus proches de celles exprimées par les individus dont les revenus sont faibles que par ceux dont les revenus sont élevés.

Graphique 3.12. Les perceptions relatives aux disparités de revenu sont similaires dans tous les groupes de revenu, mais ce n'est pas le cas des préférences en matière de redistribution

Perceptions des inégalités et préférences en matière de redistribution par tertile du revenu disponible équivalent des ménages, 2020



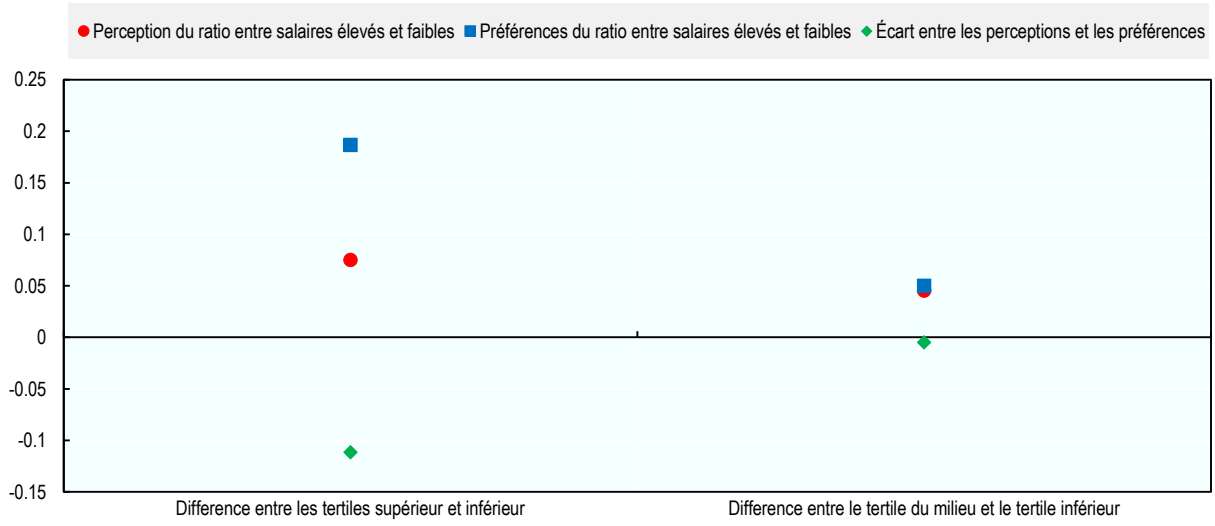
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête de 2020 Des risques qui comptent.

StatLink https://stat.link/xay7jh

Pour les inégalités de salaire, les individus dont le niveau de revenu est élevé ne perçoivent pas toujours des disparités moins importantes. Dans les pays de l'OCDE observés lors du PEIS 2009, les individus du tertile du revenu supérieur mentionnent des écarts de salaires, entre les plus élevés et les plus faibles, plus creusés que ceux des autres tertiles (Graphique 3.13). Leurs préférences eu égard aux disparités permettent de comprendre comment ce résultat cadre avec la demande de redistribution moins élevée constatée parmi le tertile supérieur. Dans presque tous les pays, les individus dont le revenu est élevé sont prêts à accepter des écarts de salaires plus importants. Par conséquent, dans la grande majorité des pays, l'écart entre les disparités perçues et préférées est plus étroit dans le tertile supérieur que dans les autres.

Graphique 3.13. Les personnes dont les revenus sont élevés mentionnent des écarts de salaire perçus et préférés plus importants

Différences entre les répondants des différents tertiles du revenu des ménages (en points de logarithme), moyenne de l'OCDE, 2009



Note : Moyenne sur 28 pays de l'OCDE (voir graphique 2.8, panel B). Les individus de chaque pays et pour chaque période sont divisés en tertiles en fonction de la variable du revenu (équivalent) du ménage fournie par le PIES. Les données manquantes ont été attribuées selon la procédure illustrée à l'annexe A dans Ciani et al. (à paraître[30]).
Source : calculs de l'OCDE issus du PIES 2009.

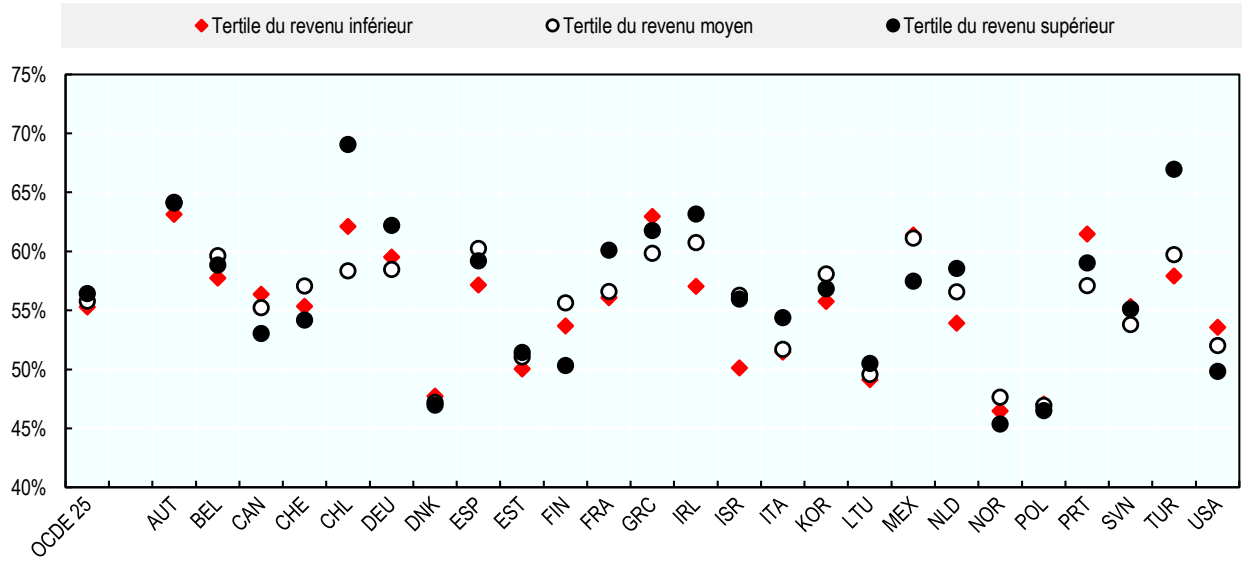
StatLink https://stat.link/mvx3qg

Une autre interprétation de la relation négative observée entre le revenu personnel et les préférences en matière de redistribution consiste à dire que les mieux ou les moins bien lotis ont différents points de vue quant à l'origine des inégalités. Piketty (1995[9]) propose un modèle dans lequel les personnes s'appuient sur leurs propres expériences pour comprendre le taux réel de mobilité sociale dans leur pays. Ceux qui rencontrent le succès et finissent par devenir riches, deviennent convaincus que le fait de travailler dur porte ses fruits et se montrent de ce fait moins favorables à la redistribution. Pour Fong (2001[7]), l'impact que peut avoir le fait de croire en la vertu du travail sur les préférences en matière de redistribution joue un rôle important dans l'association entre les préférences en matière de redistribution et le revenu.

Il pourrait donc en découler que les riches devraient adopter un point de vue plus optimiste quant au niveau global de la mobilité intergénérationnelle ascendante. Toutefois, ceci ne se vérifie pas dans la plupart des pays (Graphique 3.14). Dans plusieurs d'entre eux, les individus dont le revenu est élevé considèrent en réalité que la mobilité intergénérationnelle est plus faible que ne le pensent les individus dont le revenu est bas. Alesina, Stantcheva et Teso (2018[31]), d'après les données des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Royaume-Uni et de la Suède, suggèrent que cette énigme manifeste est attribuable à des points de vue contradictoires sur la mobilité intergénérationnelle et les raisons du succès personnel. Bien que les individus à revenu élevé pensent que la plupart des personnes restent coincées dans la même tranche de revenu que leurs parents, ils ont tendance à justifier leur opinion en avançant que les efforts personnels finissent par payer. Alesina, Stantcheva et Teso (2018[31]) constatent également que les personnes au sommet de l'échelle de répartition des revenus ont plus tendance à rallier l'idée selon laquelle le travail acharné est le principal moyen de devenir riche.

Graphique 3.14. Les personnes les plus riches sont souvent moins optimistes quant à la mobilité intergénérationnelle

Perceptions par tertile du revenu de la persistance intergénérationnelle parmi les 10 % les plus pauvres



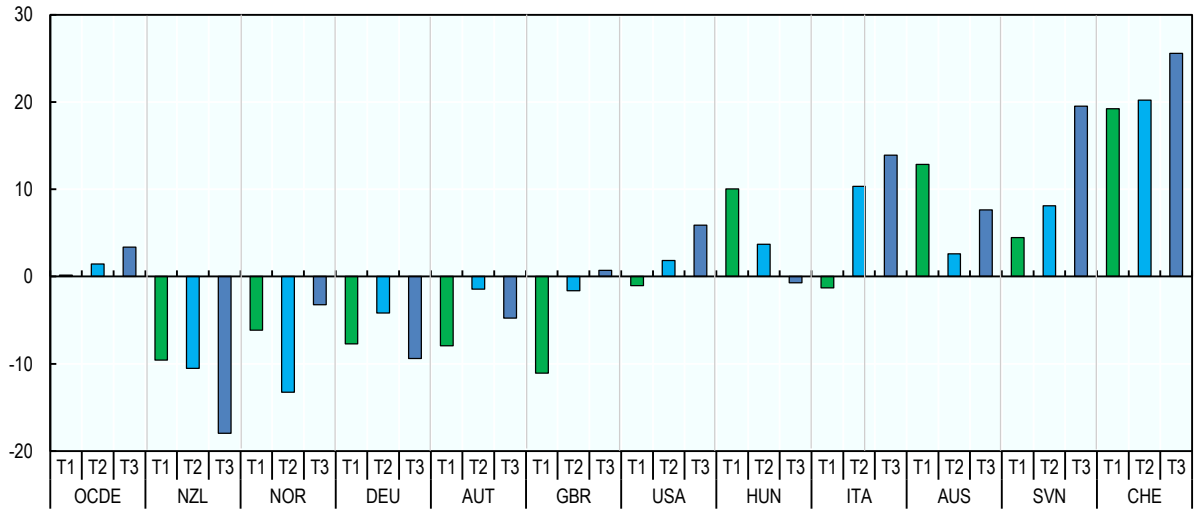
Note : la persistance intergénérationnelle parmi les 10 % les plus pauvres fait référence à la probabilité pour qu'un enfant issu d'un ménage appartenant aux 10 % les plus pauvres de l'échelle de répartition des revenus reste dans le même décile une fois à l'âge adulte. Les tertiles du revenu sont calculés à partir du revenu disponible équivalent des ménages.
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête de 2020 Des risques qui comptent.

StatLink https://stat.link/ue7lv5

Le fait que les personnes les mieux loties soient moins favorables à la redistribution ne signifie pas que seuls les pauvres font évoluer la demande de redistribution vers le haut ou vers le bas au fil du temps. Ainsi, dans certains pays où les préférences en faveur d'une redistribution plus forte ont augmenté au fil du temps, cette croissance a été plus forte parmi ceux du tertile supérieur de l'échelle de répartition des revenus (Graphique 3.15). C'est le cas pour les États-Unis, l'Italie, la Slovénie, et la Suisse alors qu'en Hongrie et en Australie, la croissance était plus forte dans le tertile inférieur. Même lorsque les préférences moyennes de redistribution baissaient, ce n'était pas toujours en raison des plus riches. Au Royaume-Uni et en Autriche, la chute était plus prononcée parmi les pauvres. De plus, l'évolution des préférences du tertile situé au milieu ne correspond pas toujours à l'évolution moyenne des tertiles supérieur et inférieur. En Allemagne et en Autriche, la demande de redistribution des revenus moyens a baissé moins fortement que parmi les individus aux revenus les plus élevés ou les plus bas, alors qu'en Australie, elle a augmenté légèrement plus que les deux autres groupes.

Graphique 3.15. Dans certains pays, les préférences en matière de redistribution des plus aisés ont augmenté plus sensiblement au fil du temps

Évolution en points de pourcentage des parts de répondants d'accord avec le fait qu'il relève de la responsabilité du gouvernement de réduire les écarts de revenu, par tertile du revenu, entre 1990 et 2009



Note : Les ménages sont divisés en tertiles correspondant à la répartition des revenus équivalents pour chaque pays et à chaque période (1987-1992 et 2009) en fonction de la variable du revenu du ménage tirée du PIES. Les données manquantes ont été attribuées, voir l'annexe A dans Ciani et al. (à paraître[30]) pour plus de détails et d'informations sur la collecte des données sur le revenu du PIES.
Source : Calculs de l'OCDE à partir des données du PIES 1992, 1987, 2009.

StatLink https://stat.link/bi6g7k

La hausse des inégalités de revenu façonne la demande de redistribution par le biais du revenu relatif et des préférences sociales

La hausse des inégalités de revenu peut entraîner une hausse de la demande de redistribution par le biais de deux canaux (Alesina et Giuliano, 2011[2] ; Rueda et Stegmueller, 2019[4]) :

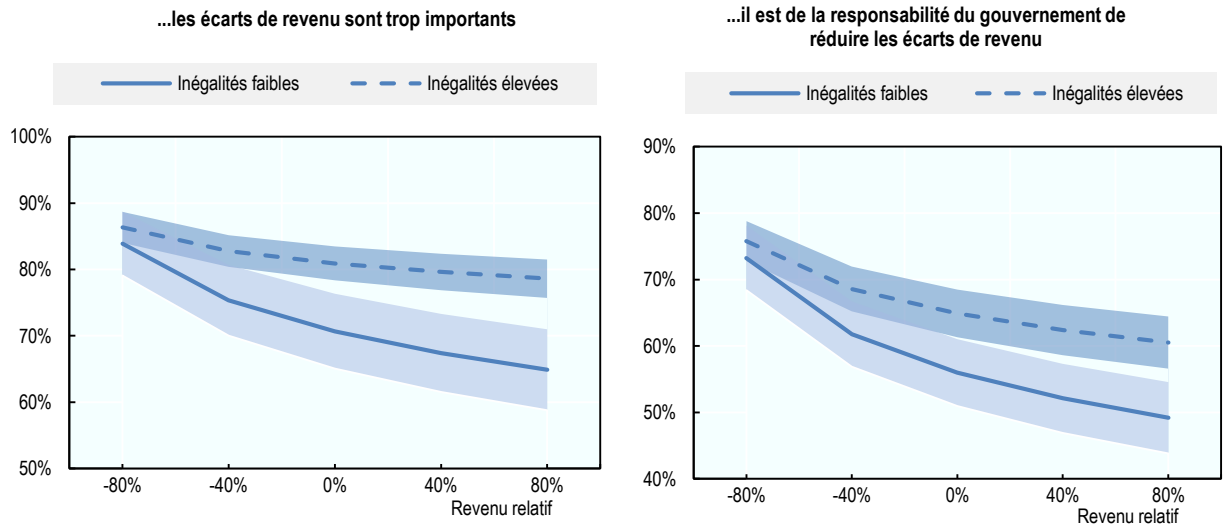
- Le premier passe par l'évolution du revenu relatif des personnes. C'est la logique à la base du modèle de l'électeur médian de Meltzer et Richard (1981[3]). Lorsque les inégalités progressent, l'électeur médian devient plus pauvre que la moyenne. À partir de modèles selon lesquels les électeurs ne se préoccupent que de ce qu'ils gagnent ou perdent individuellement, l'appauvrissement relatif des électeurs médians les incite à adhérer davantage à la redistribution. Comme la répartition des revenus est inégale, plus les inégalités sont fortes, plus le pourcentage d'individus qui demandent une hausse de la redistribution et de la fiscalité progressive augmente.
- Le second passe par les préférences des personnes en faveur de l'égalité. Même à supposer que seule la consommation personnelle des individus compte pour eux, le niveau global des inégalités compte s'il affecte leur consommation - lorsque, par exemple, la hausse des inégalités fait baisser la croissance du PIB par habitant et restreint les investissements dans l'éducation (Cingano, 2014[32]), ou lorsque les inégalités et la pauvreté font croître la peur de la criminalité (Rueda et Stegmueller, 2015[33]). Plus largement, les personnes expriment des préférences en faveur des inégalités au niveau global (Alesina et Giuliano, 2011[2] ; Clark et D'Ambrosio, 2015[34]).

Le rôle de ces deux canaux a été confirmé par des expériences pour lesquelles un contexte de laboratoire a été recréé, mettant en scène des situations de redistribution où la redistribution du revenu est manipulée par les responsables de l'expérience (Durante, Putterman et van der Weele, 2014[11]). Rueda et Stegmueller (2019[4]) proposent un moyen de démêler les effets des deux canaux sur des données d'observation - en étudiant les effets du revenu des répondants et des inégalités globales ainsi que leurs

interactions. Le Graphique 3.16 reproduit leurs résultats sur les microdonnées du PIES en observant les variations au fil du temps des inégalités par pays (en incluant les effets fixes par pays). Il indique que les effets du revenu relatif sont conformes aux prévisions du modèle le plus simple dans lequel les individus ne se préoccupent que de ce que la redistribution leur fait gagner ou perdre : les individus dont le revenu est élevé sont moins concernés par les disparités de revenu et demandent moins d'intervention de la part des pouvoirs publics. Ainsi, lorsque les inégalités augmentent, le revenu des ménages situés au bas de l'échelle de répartition s'écarte encore plus de la moyenne et ils deviennent plus favorables à la redistribution. Au-delà de l'effet du revenu relatif, une hausse des inégalités au niveau global fait évoluer toute la courbe des préférences en matière de redistribution vers le haut, ce qui confirme la pertinence du deuxième canal, à savoir les préférences en faveur de l'égalité. Toutefois, les inégalités à l'échelle globale ont un effet plus radical parmi les plus aisés. Ce constat confirme les estimations réalisées par Rueda et Stegmueller (2019[4]) à partir d'autres ensembles de données, allant de l'ESS pour les pays européens, à la General Social Survey pour les États-Unis.

Graphique 3.16. L'effet des inégalités à l'échelle globale sur les préoccupations des individus au sujet des inégalités et leurs préférences en matière de redistribution est plus marqué chez les plus aisés

Part des répondants (intervalle de confiance dans les zones ombrées) en accord avec le fait que...



Note : les lignes indiquent la part estimée de répondants en accord avec les deux affirmations, par rapport au revenu relatif des répondants et au niveau des inégalités de revenu de leur pays. Un niveau d'inégalités faible correspond à une valeur du coefficient de Gini du revenu disponible de 0.26 (le 25e centile de l'échantillon), alors qu'un niveau élevé correspond à un coefficient de Gini de 0.34 (le 75e centile). Les zones ombrées correspondent à des intervalles de confiance de 95 % avec des erreurs types agrégées à l'échelle du pays (22 pays). Le revenu relatif correspond au revenu familial relatif (équivalent calculé à partir de la racine carrée de la taille du ménage) par rapport à la moyenne des pays de la vague d'enquête (après winsorisation pour éviter les observations aberrantes). Les estimations respectent la méthode de Rueda et Stegmueller (2019[4]) (voir Annexe 3.A pour plus de détails).
Source : Calculs de l'OCDE d'après le PIES 1987, 1992, 1999, 2009, 2017 et la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus* (https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD).

StatLink https://stat.link/62xty3

Plusieurs raisons expliquent pourquoi les préférences des plus aisés devraient répondre fortement aux niveaux globaux des inégalités. Rueda et Stegmueller (2015[33] ; 2020[35]) avancent que l'effet négatif de la redistribution sur la consommation des riches est relativement moins important que son effet positif sur les pauvres. Les riches peuvent potentiellement accepter l'effet direct de la redistribution sur l'augmentation des impôts parce qu'ils ont une préférence sociale en faveur de plus d'égalité ou qu'ils sont préoccupés par d'autres effets indirects des inégalités sur leur consommation. Pour Rueda et Stegmueller (2015[33] ; 2020[35]), la peur de la criminalité explique aussi pourquoi une hausse des inégalités se traduit par des préférences accrues en matière de redistribution parmi les riches.

Une autre interprétation consiste à considérer que, pour les pauvres, une poussée de la redistribution va dans le sens de leur intérêt personnel. Et quoique cela puisse paraître étonnant que les riches réagissent davantage aux inégalités à l'échelle globale, il ne faut pas oublier que le mécanisme derrière le canal du revenu relatif est encore en jeu - c'est-à-dire qu'une hausse des inégalités entraîne une augmentation des préférences en matière de préférences des individus à bas revenu en les rendant relativement encore plus pauvres.

La plupart des individus pensent appartenir à la classe moyenne

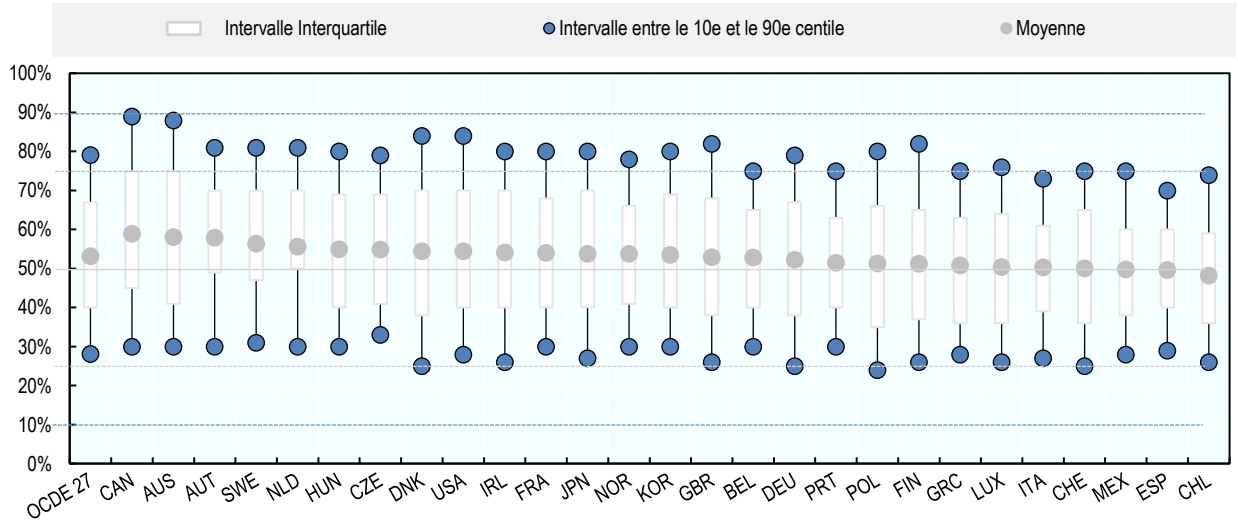
L'effet des inégalités liées au canal du revenu relatif sur les préférences en faveur de la redistribution est plus fort si les personnes sont conscientes de leur situation sur l'échelle de répartition des revenus. Mais souvent, elles ne le sont pas. Des données tirées de l'outil numérique Comparez votre revenu indiquent que la plupart des gens pensent que leur revenu est proche du niveau médian (Graphique 3.17 et Balestra et Cohen (à paraître[36])). Deux forces opposées commandent cette tendance, souvent appelée le « biais du revenu moyen » (OCDE, 2019[37] ; Hoy et Mager, 2021[38] ; Cansunar, 2021[39]):[10]

1. Les personnes en bas de l'échelle de répartition ont tendance à surestimer leur situation relative. En fait, dans presque tous les pays, plus de 90 % des individus pensent qu'ils se situent au-dessus du 25e percentile de la répartition.
2. Les individus à haut revenu ont tendance à sous-estimer leur situation, mais cette erreur de positionnement varie d'un pays à l'autre. Une part plus importante des personnes les plus aisées pense se situer trop bas dans l'échelle de répartition en Belgique, au Portugal, en Grèce en Italie et en Espagne alors qu'au Canada et en Australie, cette sous-estimation est moins évidente.

Ces deux facteurs tendent à s'annuler. Néanmoins, dans la plupart des pays, le répondant moyen surestime sa position.

Graphique 3.17. La plupart des personnes pensent que leur revenu avoisine le revenu médian

Distribution de la position perçue par les répondants sur l'échelle de répartition des revenus : les lignes horizontales indiquent la répartition des valeurs (10e, 25e, moyenne, 75e, 90e centile) si les répondants estiment correctement leur position relative



Note : les points bleus représentent les 10e et 90e centiles, le rectangle, l'intervalle entre le 25e et le 75e centile, et les points gris représentent la moyenne.
Source : Balestra et Cohen (à paraître[36]) dans Comparez votre revenu 2015-2020.

StatLink https://stat.link/jwp1rg

Les données de plusieurs études confirment que la plupart des personnes ont tendance à penser que leur revenu se rapproche du niveau médian. Cruces et al. (2013[29]) font apparaître qu'à Buenos Aires plus de 50 % surestiment leur emplacement sur l'échelle de répartition du revenu relatif et 30 % le sous-estiment. Karadja et al. (2017[40]) avancent que la plupart des Suédois se jugent plus pauvres qu'ils ne le sont en réalité. Bublitz (2020[41]) apporte des données qui mettent en avant les différences entre la situation perçue sur l'échelle des revenus relatifs et la situation réelle en Allemagne, au Brésil, en Espagne, en France, aux États-Unis, et en Russie. Hvidberg et al. apportent des résultats plus détaillés sur le Danemark (2020[42]) qui suggèrent que l'écart entre la situation perçue et réelle sur l'échelle de répartition des revenus relatifs s'explique en partie par le fait que les personnes sont mieux à même d'évaluer leur position relative par rapport à d'autres individus appartenant à des groupes de référence spécifiques – comme par rapport à des individus d'une cohorte ou à des collègues de travail – plutôt que par rapport à l'ensemble de la population. Toutefois, ils constatent tout de même que les individus les plus pauvres surestiment largement leur situation par rapport aux groupes de référence qui comptent le plus pour eux, ce qui limite leur demande de redistribution.

Lorsque les personnes sont informées de leur réelle situation sur l'échelle de répartition des revenus, leurs préférences en matière de redistribution évoluent. Ceux qui surestiment leur revenu deviennent plus favorables à une intervention en faveur de la redistribution et ceux qui le sous-estiment ont la réaction inverse (Cruces, Perez-Truglia et Tetaz, 2013[29] ; Karadja, Mollerstrom et Seim, 2017[40]). Néanmoins, les données des expériences disponibles indiquent que le fait d'être informé des faits a généralement, en moyenne, un effet limité sur leur adhésion à la redistribution (Encadré 3.2).

Encadré 3.2. Informer les personnes de leur réel emplacement sur l'échelle de répartition des revenus fait évoluer leur attitude vis-à-vis de la redistribution, mais uniquement dans une faible proportion

Quel serait le niveau moyen des préférences en matière de redistribution si les personnes connaissaient leur réelle situation sur l'échelle de répartition des revenus ? Répondre à cette question implique d'associer le revenu relatif réel aux préférences en matière de redistribution. Mais cela est compliqué, essentiellement parce que les personnes qui expriment leurs perceptions quant au revenu relatif ne sont pas choisies au hasard et peuvent avoir des caractéristiques différentes des autres qui ne peuvent pas être contrôlées.

Pour ces raisons, les publications ont recours à des expériences d'étude pour comprendre les conséquences qu'il y aurait à informer les personnes de leur réelle situation sur l'échelle de répartition des revenus. Dans ces expériences, un sous-ensemble de répondants sélectionnés de façon aléatoire reçoit l'information avant de répondre aux questions habituelles sur les préférences en matière de redistribution. Compte tenu de l'aspect aléatoire de la sélection, ces répondants ne sont pas différents de ceux qui ne reçoivent pas l'information, il est donc possible de comparer les réponses de ces deux groupes pour mesurer les effets de l'information. Cependant, dans la plupart des études, l'effet estimé est imprécis, et l'intervalle de confiance est large. Ciani, Fréget et Manfredi (à paraître[43]) conduisent une méta-analyse des expériences disponibles qui permet de mettre en évidence une réponse moyenne plus précise. L'effet moyen parmi les études analysées est léger, avec un intervalle de confiance étroit qui avoisine zéro.

Ce léger effet général pourrait être simplement le résultat de réponses hétérogènes d'individus qui surestiment ou sous-estiment leur situation sur l'échelle de répartition des revenus relatifs. Si les deux groupes revoyaient leurs attentes en matière de redistribution, ceux qui surestiment leur position y deviendraient plus favorables alors que ceux qui la sous-estiment y deviendraient moins favorables. Dans ce cas, les deux évolutions se compenseraient l'une l'autre. Certaines études présentent des résultats hétérogènes en fonction de la perception antérieure de la situation sur l'échelle de répartition. La méta-analyse qui s'intéresse à ces études parvient à des conclusions qui confirment l'hypothèse selon laquelle les personnes qui surestiment leur situation demandent davantage de redistribution une fois qu'elles ont été informées de leur situation réelle, alors que celles qui sous-estiment leur situation se disent ensuite moins favorables à la redistribution. Cruces et al. (2013[29]), par exemple, constatent qu'à Buenos Aires l'incidence de l'information est statistiquement différente de zéro uniquement pour ceux qui surestiment au départ leur situation, alors que Karadja et al. (2017[40]) arrivent au constat inverse en Suède. Toutefois, les effets moyens dans chaque groupe sont légers.

Il y a deux explications possibles au fait qu'être informé de sa position sur l'échelle de répartition n'ait qu'un effet minime. La première est qu'en moyenne la différence entre la situation perçue et réelle est limitée, ou encore, que la situation sur l'échelle de répartition des revenus relatifs estimée par le biais d'études nationales n'est pas nécessairement très pertinente pour apprécier l'opinion des personnes au sujet du rôle des pouvoirs publics dans la redistribution. La seconde explication est que d'autres croyances, qui peuvent varier fortement d'un pays à l'autre, comptent plus que le revenu relatif.[1]

Note

1. Pour les pauvres qui surestiment leur situation, Hoy et Mager (2021[38]) avancent que l'effet minime sur les préférences en matière de redistribution pourrait être généré par des répondants qui prennent leur revenu comme « repère » pour évaluer la situation des autres. Avant d'être informés, ils considèrent leur revenu comme une valeur de référence pour la classe moyenne. Lorsqu'ils découvrent qu'en réalité ils sont pauvres, ils comprennent également que les pauvres sont moins nombreux que ce qu'ils n'imaginaient. En fait, Hoy et Mager (2021[38]) constatent que dans la plupart des pays de leur étude, les pauvres qui surestiment leur position dans l'échelle de répartition des revenus deviennent moins préoccupés par les inégalités une fois qu'ils sont informés de leur situation réelle.

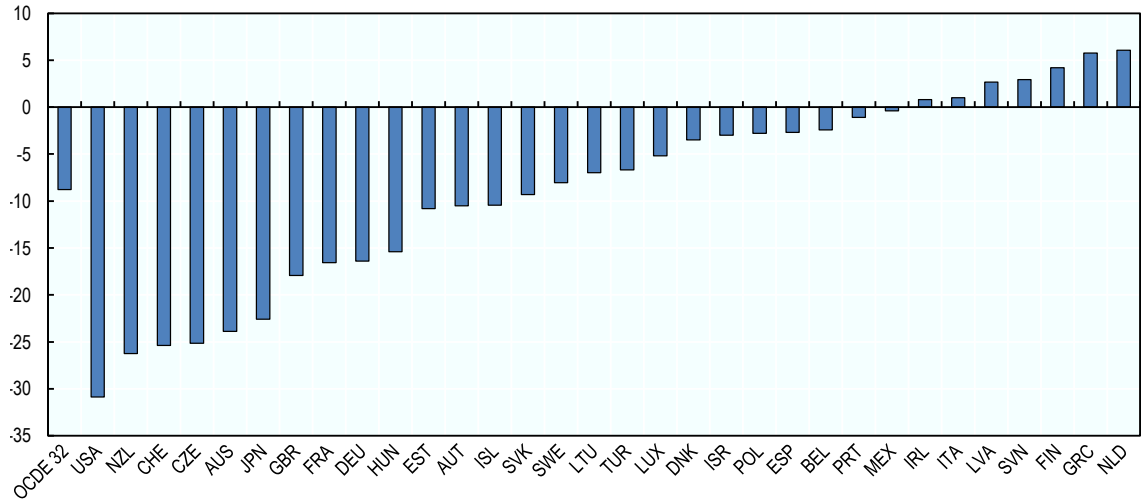
3.4. Qu'est-ce qui façonne l'association entre les inégalités de revenu et les préférences en matière de redistribution ?

Les préoccupations relatives aux disparités de revenu ne se traduisent pas totalement en une augmentation de la demande de redistribution

Bien que les préoccupations au sujet des disparités de revenu influencent les préférences en matière de redistribution, elles ne se traduisent pas en une augmentation dans les mêmes proportions de la demande d'intervention des pouvoirs publics. D'après les dernières données disponibles tirées du PIES et de l'Eurobaromètre, en moyenne près de 80 % de la population des pays de l'OCDE admettent que les disparités de revenu sont trop importantes. Pourtant, le pourcentage d'individus qui pensent que le gouvernement devrait agir pour réduire les inégalités est inférieur à 80 % dans la plupart des pays (Graphique 3.18). Les pays anglophones (à l'exception de l'Irlande ; voir Benson et al. (2021[44]) pour les données relatives au Royaume-Uni) affichent les plus grands écarts, ainsi que la Suisse, la République tchèque et le Japon. (Kambayashi et Lechevalier, 2021[1]). Cet écart est particulièrement notable aux États-Unis, ce qui indique que le principal clivage transatlantique, avec les pays européens, au sujet des attitudes vis-à-vis de la redistribution vient des différents points de vue concernant le rôle du gouvernement, plus que des préoccupations au sujet des disparités de revenu (Osberg et Bechert, 2016[45]). La disproportion entre de hauts niveaux de préoccupation au sujet des disparités de revenu et un faible soutien aux mesures redistributives est également notable dans certains pays européens (Allemagne, Autriche, France), malgré le fait qu'il s'agisse d'États fortement protecteurs, ainsi que dans certains pays en post-transition (Estonie, Hongrie, République tchèque, et République slovaque).

Graphique 3.18. La demande de redistribution des individus est inférieure à leurs préoccupations à l'égard des inégalités de revenu

Différences entre la part des individus qui pensent qu'il est de la responsabilité du gouvernement de réduire les écarts de revenu et ceux qui estiment que ces écarts sont trop importants, 2017



Note : les personnes interrogées doivent dire si elles sont d'accord avec les phrases suivantes : « Les écarts de revenu en [pays] sont trop importants » et « Il est de la responsabilité du gouvernement de réduire les écarts de revenu entre les individus dont le revenu est élevé et ceux dont le revenu est bas ». Dans l'Eurobaromètre, les formulations sont légèrement différentes : « Actuellement, [dans votre pays] les différences entre les revenus des individus sont trop importantes » et « Le gouvernement de [votre pays] devrait prendre des mesures pour réduire les différences de niveau des revenus », mais l'échelle des réponses est identique. Les données du PIES sont utilisées lorsqu'elles sont disponibles.
Source : Calculs de l'OCDE tirés du PIES 2017 ; de l'Eurobaromètre 471/2017 pour la Belgique, l'Estonie, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Lettonie, les Pays-Bas, la Pologne, et le Portugal ; pour la Slovénie, les préoccupations proviennent du PIES et les préférences en matière de redistribution de l'Eurobaromètre.

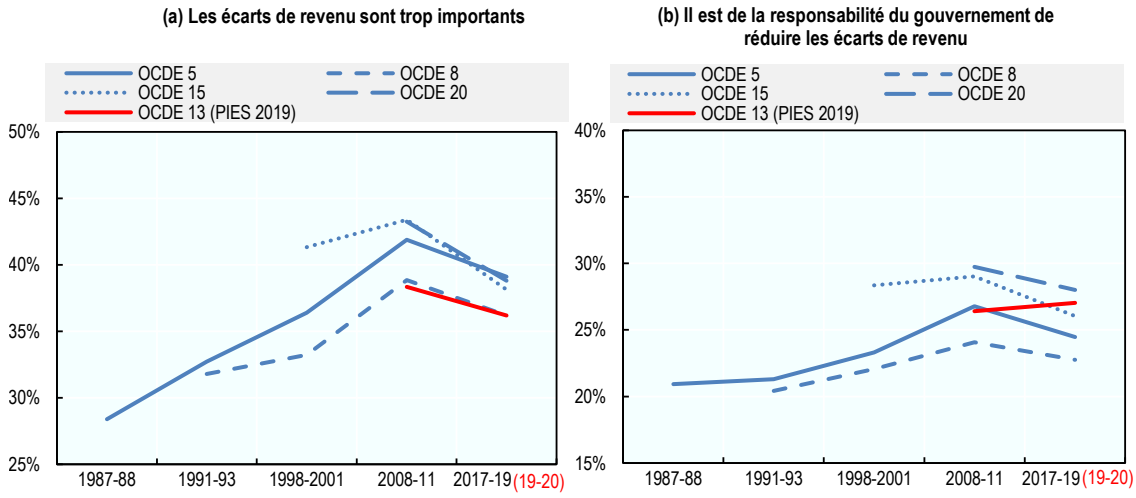
StatLink https://stat.link/k5dnwt

Le décalage entre les préoccupations au sujet des disparités de revenu et les préférences en matière de redistribution est notable dans les tendances globales. Au cours des trois dernières décennies, les préférences en matière de redistribution ont augmenté, mais moins que les préoccupations relatives aux disparités de revenu (Graphique 3.19). La hausse moyenne de ces deux valeurs était plus prononcée entre la fin des années 1980/le début des années 1990 et le début de la Grande récession, bien que la hausse de la demande de redistribution ait été deux fois moins forte que celle des préoccupations relatives aux inégalités.[11]

Lors de l'observation de pays entre (approximativement) ces deux périodes et sur la part des individus tout à fait d'accord avec les affirmations, seuls deux présentent des diminutions à la fois des préoccupations au sujet des disparités de revenu et des préférences en matière de redistribution - la Nouvelle-Zélande et la Norvège (Graphique 3.20, graphique du haut). Dans tous les autres pays, les préoccupations au sujet des inégalités ont progressé au fil du temps, alors que les préférences en matière de redistribution ont évolué de façon moins nette et parfois même négativement. Il n'y a qu'en Italie et en Australie que ces variables ont augmenté au même rythme.

Graphique 3.19. Les préférences en faveur de la redistribution ont moins augmenté que les préoccupations au sujet des disparités de revenu

Moyenne entre les pays de la part des répondants tout à fait d'accord avec les affirmations...



Note : moyenne non pondérée des pays de la part des individus convaincus que les écarts de revenus (dans leur pays) sont trop importants. Malgré la disponibilité des données, le résultat n'inclut pas l'Allemagne en 1987 (seule l'Allemagne de l'Ouest faisait partie de l'enquête). Il n'inclut pas non plus la République tchèque et la République slovaque en 1992 qui constituaient alors la Tchécoslovaquie ; mais des échantillons distincts sont disponibles. En 1992, la question portait sur l'ensemble de la Tchécoslovaquie. L'objectif étant d'étudier l'évolution au fil du temps, les pays pour lesquels des données sont manquantes (Italie et Suisse) ou qui ne figurent pas dans le PIES 2017 ne sont pas inclus. Contrairement au graphique 2.2, la Slovénie n'est pas comprise parce que la question sur l'intervention des pouvoirs publics n'était pas posée dans le PIES.

OCDE 5 : Australie, Autriche, États-Unis, Grande-Bretagne, Hongrie ; OCDE 8 : + Allemagne, Nouvelle-Zélande, Suède ; OCDE 15 : + Danemark, Espagne, France, Israël, Japon, République slovaque, République tchèque ; OCDE 20 : + Finlande, Islande, Lituanie, Suisse, Turquie ; OCDE 13 : Allemagne, Australie, Chili, Danemark, Finlande, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, République tchèque, Royaume-Uni, Slovénie, et Suisse.

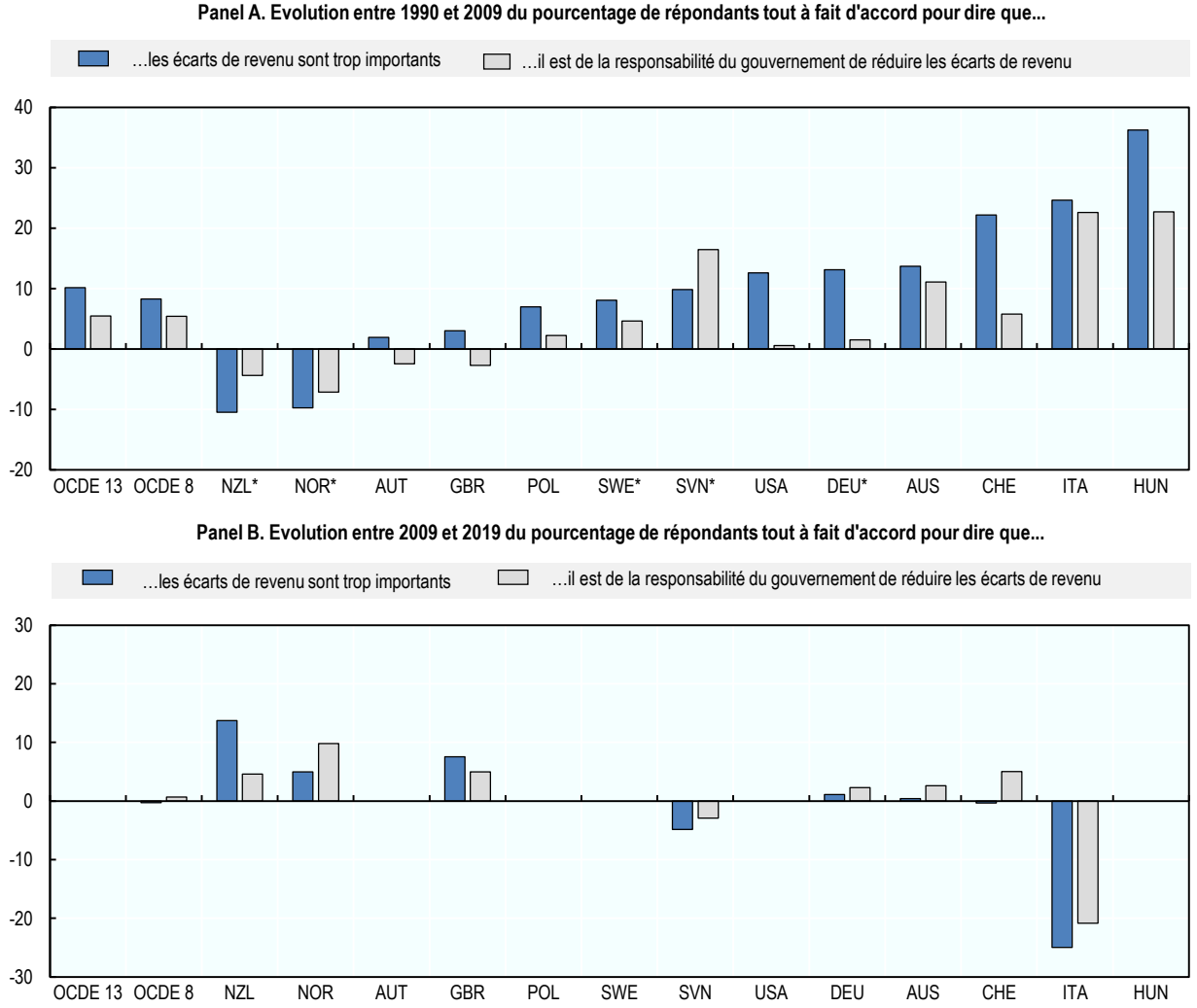
Source : Calculs de l'OCDE tirés du PIES 1987, 1992, 1999, 2009, 2017 et 2019.

StatLink https://stat.link/zye72s

Au cours de la décennie entre 2009 et 2019, les préoccupations ont légèrement diminué alors que la demande de redistribution moyenne a faiblement augmenté. En Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni, les préoccupations au sujet des disparités de revenu ont progressé plus que la demande de redistribution, alors qu'elles ont considérablement diminué en Italie et Slovénie, tout comme les préférences en faveur de la redistribution, quoique dans une moindre mesure. En Allemagne, en Australie, en Norvège et en Suisse, la demande de redistribution affiche une augmentation de la demande de redistribution plus importante que les préoccupations, réduisant ainsi l'écart entre les deux.

L'évolution entre la fin des années 1980 et 2019 est identique si les pourcentages de répondants qui se disent d'accord ou tout à fait d'accord sont pris en compte (Graphique d'annexe 3.A.1). Pendant la dernière décennie, la hausse de la préférence en faveur d'une plus forte redistribution a toutefois été plus forte si elle est mesurée avec ce pourcentage, ce qui l'emmène à un niveau général qui coïncide davantage avec la hausse des préoccupations, soulignant le fait que les différences résident essentiellement dans l'ampleur de l'adhésion des personnes aux affirmations.

Graphique 3.20. Évolution des préoccupations au sujet des disparités de revenu et des préférences en matière de redistribution dans certains pays sélectionnés



Note : l'année initiale dépend de l'année pendant laquelle l'enquête est réalisée dans le pays. Pour les pays notés par une *, il s'agit de 1992-93, et pour les autres, de 1987-88.

Source : Calculs de l'OCDE tirés du PIES 1987, 1992, 2009 et 2019.

StatLink https://stat.link/o73qjp

L'association entre l'évolution des inégalités de revenu et l'évolution des préférences en matière de redistribution est plus faible que celle entre l'évolution des inégalités de revenu et des préoccupations à leur propos (Tableau 3.6). Cette différence s'explique essentiellement par la faible association entre la part des répondants qui croient fermement que les inégalités de revenu sont trop importantes et la part de ceux convaincus qu'il est de la responsabilité de l'État de les réduire. Une hausse d'1 point de pourcentage du coefficient de Gini du revenu disponible est associée à une hausse des préoccupations de 1.7 point de pourcentage, contre une hausse de seulement 0.9 point de la demande de redistribution.

Tableau 3.6. La hausse des inégalités entraîne une hausse des préoccupations des personnes à ce sujet mais cet effet est plus modéré sur les préférences en matière de redistribution

Hausse en point de pourcentage (ou hausse du score pour la réponse moyenne) associée à une hausse d'1 point de pourcentage du...

	(1)	(2)	(3)	(4)
	Les écarts de revenu sont trop importants		Il est du devoir des gouvernements de réduire les écarts de revenu entre les pauvres et les riches	
	Part tout à fait d'accord	Part d'accord ou tout à fait d'accord	Part tout à fait d'accord	Part d'accord ou tout à fait d'accord
		Partie A		
...coefficient de Gini du revenu marchand	0.66*	0.74***	0.58	0.71**
	(0.35)	(0.24)	(0.94)	(0.26)
		Partie B		
...coefficient de Gini du revenu disponible	1.71**	0.98**	0.94	0.92*
	(0.67)	(0.41)	(0.61)	(0.49)
Observations	78	78	78	78
Pays	29	29	29	29
Effets fixes par pays	Compris	Compris	Compris	Compris
Effets fixes par période	Compris	Compris	Compris	Compris

Note : * indique la significativité statistique au niveau de 10 %, ** 5 %, *** 1 %. Tous les coefficients peuvent être lus comme des évolutions en point de pourcentage.
Source : calculs de l'OCDE issus du PIES 1987, 1992, 1999, 2009, 2017 et de l'Eurobaromètre 2017 pour les préoccupations au sujet des disparités de revenu ; la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus* (https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD) pour le coefficient de Gini.

StatLink https://stat.link/okz2i5

L'effet limité des inégalités sur les préférences en matière de redistribution est confirmé par la méta-analyse d'expériences d'étude proposée par Ciani, Fréget et Manfredi (à paraître[43]). Avoir la connaissance de l'ampleur réelle des inégalités entraîne une hausse des préférences en faveur de la redistribution, mais très faible. Les effets sont généralement positifs mais discrets, et plus faibles que l'impact sur les perceptions et les préoccupations au sujet des inégalités. Pour 36 expériences qui ont étudié l'effet provoqué par le fait d'être informé de l'ampleur des inégalités sur les perceptions et les préoccupations des individus et sur leurs préférences en matière de redistribution, une hausse de l'écart type des perceptions/préoccupations est associée à une hausse des préférences favorables à la redistribution inférieure à 1/5. Ces résultats confirment que l'augmentation des perceptions et des préoccupations relatives aux inégalités ne se traduit que partiellement par une hausse des préférences en faveur de la redistribution.

Si la demande de redistribution ne réagit que partiellement à la hausse des inégalités, c'est notamment parce que la tolérance des individus à leur égard augmente elle aussi. Trump (2018[46]) constate que le fait de montrer aux individus que les inégalités de revenu dépassent ce qu'ils pensaient entraîne une

hausse du niveau des disparités considéré comme acceptable. Dans une expérience similaire menée au Mexique, Campos-Vazquez et al., (2020[47]), constatent toutefois qu'informer les répondants au sujet de l'ampleur réelle des inégalités de revenu, ou du niveau effectif de la mobilité intergénérationnelle, n'a pas d'incidence sur le niveau des inégalités et de la mobilité qu'ils considèrent juste, c'est-à-dire que cela n'altère pas leurs niveaux de préférences. L'incidence de l'information au sujet des inégalités sur le niveau préféré dans ce domaine demeure encore largement inexplorée puisque peu d'études expérimentales observent et relèvent des données sur les préférences en matière d'inégalités. Néanmoins, il est important de souligner qu'une hausse de la tolérance vis-à-vis des disparités de revenu peut expliquer pourquoi la demande de redistribution augmente faiblement lorsque les inégalités progressent réellement, mais cela n'explique pas pourquoi les préoccupations au sujet des disparités de revenu ne le font pas.

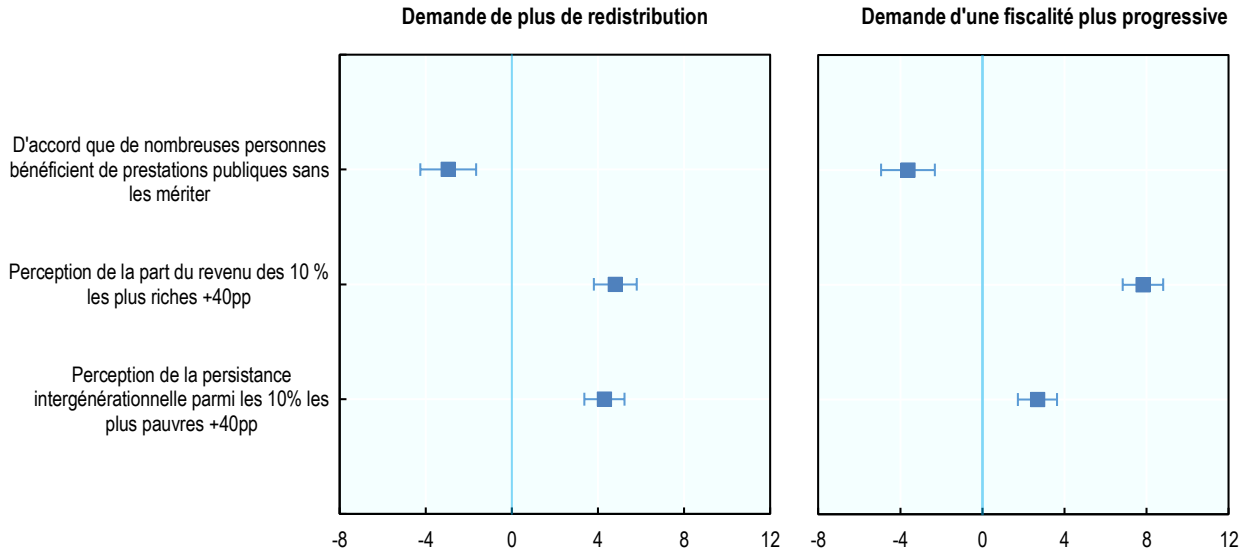
L'efficacité perçue des mesures en faveur de la redistribution influence l'adhésion des citoyens

Différents facteurs peuvent affaiblir l'effet des inégalités perçues et réelles sur la demande de redistribution. Pour commencer, différents individus peuvent avoir des points de vue différents quant au « rôle acceptable et légitime du gouvernement » (Bechert et Osberg, 2016, p. 1[48]). Certains peuvent penser que le système redistributif public ne permet pas de lutter efficacement contre les inégalités, ou que les coûts permettant d'assurer l'efficience des mesures en faveur de la redistribution (comme une baisse de l'offre de travail) l'emportent sur les bénéfices engendrés.

Les résultats de l'enquête *Des risques qui comptent* de 2020 mettent en évidence que le point de vue des citoyens sur l'efficacité des mesures et le potentiel gaspillage des ressources publiques est en lien avec la demande de redistribution. Après contrôle d'autres caractéristiques, ceux qui affirment qu'un grand nombre de personnes reçoivent des aides de l'État alors qu'ils ne les méritent pas sont moins susceptibles d'adhérer à la redistribution ou à l'imposition progressive (Graphique 3.21). Cette perception peut annuler l'accroissement des préférences en matière de redistribution engendré par une hausse des inégalités ou de la persistance intergénérationnelle perçues. L'opinion selon laquelle les prestations sont accordées sans qu'elles soient méritées peut être considérée à la fois comme une mise en cause de la façon dont les mesures des pouvoirs publics ciblent les prestations et laisser sous-entendre que les bénéficiaires de ces aides sociales trichent. Algan, Cahuc et Sangnier (2016[49]), à partir de données tirées de l'Enquête sociale européenne, constatent que les personnes qui pensent que de nombreux bénéficiaires de l'aide sociale ne devraient pas percevoir les prestations versées sont moins favorables à l'État protecteur.

Graphique 3.21. Les personnes qui pensent que les prestations publiques sont mal ciblées demandent moins de redistribution

Différences selon les groupes de la part des répondants qui demandent plus de redistribution ou une imposition plus progressive, nettes des différences attribuables aux autres caractéristiques (points de pourcentage et intervalles de confiance à 95 %)



Note : la demande de redistribution correspond aux personnes qui ont répondu « plus » ou « beaucoup plus » à la question : « Dans votre pays, pensez-vous que le gouvernement devrait intervenir plus ou moins qu'il ne le fait actuellement pour réduire les écarts de revenu entre les riches et les pauvres ? » Le soutien en faveur d'une fiscalité plus progressive correspond aux personnes interrogées qui ont répondu « oui » ou « absolument » à la question : « L'État devrait-il taxer les riches plus qu'il ne le fait actuellement pour aider les pauvres ? » Les différences associées aux différences de groupes/caractéristiques/perceptions sont estimées au moyen d'une progression probit multivariée qui comprend toutes les caractéristiques de ce graphique et du Graphique 3.4.
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête de 2020 Des risques qui comptent.

StatLink https://stat.link/982udc

Le rôle joué par les perceptions des citoyens vis-à-vis de l'efficacité des mesures adoptées est confirmé par des données tirées d'observations et d'expériences. Lorsqu'ils sont interrogés au sujet de mesures spécifiques, les répondants peinent souvent à reconnaître leur efficacité en matière de redistribution. Bartels (2005[50]) a étudié l'adhésion massive aux réductions d'impôts mises en œuvre au début des années 2000 aux États-Unis et avance que les individus peinent à évaluer les effets redistributifs des réformes fiscales. Ainsi, Kuziemko et al. (2015[51]) montrent que le fait d'informer les individus au sujet des différents programmes d'aides publiques qui soutiennent les familles démunies multiplie l'effet sur les préférences relatives à la redistribution de l'apport d'informations sur les inégalités. Stantcheva (2020[52]) rassemble le point de vue des individus sur les conséquences en matière de redistribution des mesures fiscales et constate qu'elles façonnent l'appui accordé à la redistribution. En effet, son expérience montre qu'aider les répondants à prendre conscience des conséquences d'une imposition progressive sur la redistribution augmente leur adhésion à ces mesures.

D'un autre côté, les personnes peuvent douter de la capacité des mesures à réduire les inégalités, même s'ils ont conscience de leurs implications. Lergetporer, Werner et Woessmann (2020[53]) montrent qu'en apportant aux répondants des informations fondées sur des données scientifiques au sujet de l'efficacité des mesures en faveur de l'égalité dans le domaine de l'éducation, cela suscite une plus forte adhésion de leur part à ces mesures. De même, Pellicer, Piraino et Wegner (2019[54]) constatent qu'en présentant aux répondants d'Afrique du Sud des éléments qui prouvent que les inégalités de revenu sont inférieures dans des pays similaires, ils remettent en question le fait que les inégalités sont inévitables et leurs

préférences augmentent en faveur de la redistribution. Settele (2021[16]) indique que présenter aux individus des éléments sur les écarts importants de salaires entre les femmes et les hommes n'a qu'un effet limité sur la demande de mesures destinées à réduire ces écarts parce qu'une proportion non négligeable de ces répondants juge ces mesures inefficaces (voir Encadré 3.1).

Les perceptions relatives aux coûts d'efficience des mesures redistributives – sur la réduction de l'offre de travail, par exemple – peuvent également déterminer les préférences. Hayes et Guay (2020[55]) fournissent aux répondants des informations au sujet des éventuels coûts en termes d'efficience des mesures en faveur de la lutte contre les inégalités. Ils observent que cela entraîne une diminution du soutien qu'elles reçoivent alors qu'en donnant des données réelles au sujet des prestations, cela n'a aucun effet. Mishagina et Montmarquette (2018[56]) constatent également qu'informer les répondants au sujet des conséquences pour l'emploi et des coûts liés à une mesure en faveur du salaire minimum conduit à diminuer l'adhésion à cette mesure. Toutefois, Stantcheva (2020[52]) montre qu'en demandant aux personnes interrogées de prendre en compte l'efficience de l'imposition progressive – par exemple les effets sur l'offre de travail et la baisse des recettes fiscales globales – n'a qu'un effet limité sur leurs préférences en matière de redistribution.

Des données tirées d'expériences menées en contexte de laboratoire confirment la conclusion selon laquelle la prise en compte de l'efficience a un effet sur les préférences des personnes en matière de redistribution, mais cet effet reste limité. Durante, Putterman et van der Weele (2014[11]) – au moyen d'expériences menées en laboratoire sur des groupes importants dans lesquelles les chercheurs manipulent la répartition initiale des revenus et le coût en efficience de la redistribution – montrent que lorsqu'une redistribution à un coût en efficience élevé, les participants de l'expérience revoient à la baisse leur demande de redistribution.

En outre, les coûts en efficience comptent moins que les préférences sociales en faveur d'une plus grande égalité et les préférences à titre personnel en matière de redistribution des groupes aux bas revenus (les deux canaux présentés dans la partie 3.3). Almås et al. (2020[12]) ont mené une expérience sur la redistribution dans le cadre d'une étude représentative qui rassemblait 60 pays, pour laquelle les individus devaient faire des choix réels au sujet de la diminution, ou non, de l'écart de salaire entre deux travailleurs dans une situation de la vie réelle. D'après leurs résultats, les personnes finissent par réduire cet écart dans une moindre mesure lorsque les chercheurs imposent un coût global en « efficience » de la redistribution, qui implique que seule une fraction de la somme prélevée sur le salaire du travailleur mieux rémunéré soit versée au salarié moins rémunéré.[12] En outre, ils ont également constaté que cette prise en compte de l'efficience était moins importante que les raisons – c'est-à-dire les résultats ou la chance – pour lesquelles les salaires des deux travailleurs étaient différents avant toute redistribution.

Les facteurs qui influencent la confiance dans les institutions publiques façonnent la demande de redistribution

Même lorsque les individus sont inquiets de voir les inégalités progresser, ils peuvent ne pas soutenir les mesures en faveur de la redistribution parce qu'ils n'ont qu'une confiance limitée en leur gouvernement. Un ensemble de données probantes tirées d'observations réalisées aux États-Unis – initiées par Heterington (2006[57]) et Rudolph et Evans (2005[58]) – suggèrent qu'un faible niveau de confiance dans les pouvoirs publics conduit à une baisse de l'adhésion aux mesures redistributives. Ceci peut expliquer pourquoi, dans certains pays, la demande de redistribution n'a progressé que de façon limitée malgré des inégalités croissantes (Macdonald, 2019[59]). Cependant, une confiance limitée dans le gouvernement n'entraîne pas nécessairement une faible adhésion aux mesures en faveur de la redistribution dans tous les pays, à tout moment. Svallfors (1999[60]) et Edlund (2006[61]) expliquent que les citoyens suédois et norvégiens, qui se méfient de leur gouvernement, ne présentent pas une demande de redistribution plus faible – peut-être parce que le soutien national à l'égard de l'État protecteur est très fort dans ces deux pays.

Les données expérimentales mettent également en évidence des résultats mitigés sur la relation entre la confiance à l'égard des pouvoirs publics et les préférences en matière de redistribution. Kuziemko et al. (2015[51]) font apparaître que, lorsque les individus reçoivent des informations au sujet des niveaux réels des inégalités de revenu aux États-Unis, leur confiance dans les pouvoirs publics chute, ce qui peut être dû à l'effet limité, mais positif, de l'information relative aux inégalités sur les préférences en matière de redistribution. Au moyen d'une expérience dans laquelle ils incitent les répondants à douter de l'intégrité des pouvoirs publics, ils mettent également en évidence que saper la confiance a un effet négatif indépendant sur la demande de redistribution. En revanche, Lergetporer, Werner et Woessmann (2020[53]) avancent qu'une confiance érodée n'explique pas l'effet limité produit par l'apport d'informations au sujet des inégalités sur les préférences en matière de redistribution parce que cet effet n'est pas constaté dans des groupes qui ont généralement plus confiance dans les pouvoirs publics. Dans une expérience menée récemment aux États-Unis, Peyton (2020[62]) a remarqué que stimuler la confiance des personnes interrogées dans le gouvernement en leur faisant lire un article qui fait l'éloge de l'intégrité des responsables de l'action publique n'a pas entraîné d'évolution particulière dans la demande de redistribution.

Comprendre les facteurs de la confiance à l'égard des institutions publiques liés à la gouvernance publique – réactivité, fiabilité, ouverture, équité et intégrité (OCDE, 2017[63] ; Murtin et al., 2018[64]) – permet d'éclaircir les différents résultats et de les rapprocher. Ainsi, la « confiance dans les pouvoirs publics » est un résultat, façonné par ces facteurs. L'intensité et le poids de ces différents facteurs varient fortement selon les pays (OECD/KDI, 2018[65] ; OCDE, 2021[66]). De plus, il existe des raisons de s'attendre à ce que ces différents leviers jouent différemment sur la demande de redistribution.

Des niveaux de satisfaction plus élevés à l'égard de la réactivité, de l'ouverture et de l'équité des pouvoirs publics, par exemple, pourraient être associés à une baisse de la demande de redistribution parce que la population est déjà satisfaite de la fiscalité actuelle et du système de prestations (voir partie 3.3). Edlund (2006[61]) montre que pour un pourcentage important de Suédois interrogés, « la méfiance à l'égard des capacités de l'État providence est une question de manque de ressources », ainsi, les personnes qui ne sont pas convaincues par ce système sont favorables à une augmentation des dépenses sociales. De plus, les personnes peuvent demander une fiscalité plus progressive pour compenser le fait d'être traitées injustement dans le cadre d'autres mesures (Scheve et Stasavage, 2016[67]). À l'inverse, ils peuvent revoir leurs demandes à la baisse s'ils sentent que les pouvoirs publics sont ouverts et équitables.

L'opinion des citoyens quant à l'intégrité des fonctionnaires avec lesquels ils ont directement affaire joue aussi un rôle essentiel. Les individus doués d'un sens civique aigu soutiennent plus volontairement un État providence plus étendu et une augmentation de la redistribution s'ils estiment que la petite corruption est assez rare et que les prestations sont versées à ceux qui en ont le plus besoin (Algan, Cahuc et Sangnier, 2016[49]). Cette dimension de l'intégrité publique pourrait donc être associée à une hausse de la demande de redistribution.

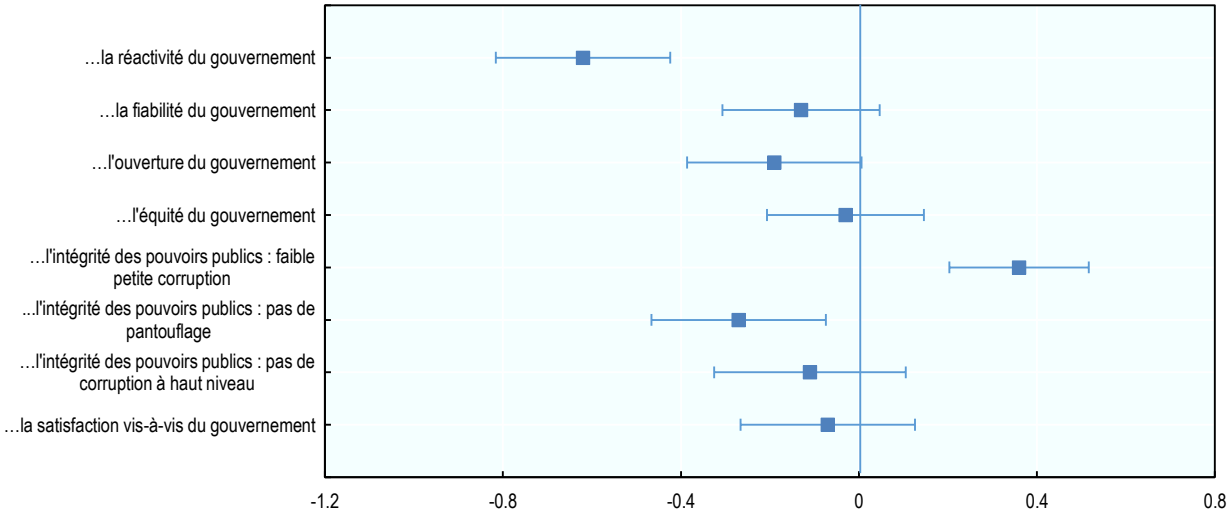
L'intégrité aux différents niveaux des institutions publiques peut produire différents effets. La corruption aux échelons les plus élevés de l'État – le pantouflage ou les pots-de-vin versés aux grandes entreprises, par exemple – crée des inégalités perçues comme injustes et anti-méritocratiques. De la même manière, lorsque les individus perçoivent moins de corruption au sommet du gouvernement, ils peuvent estimer que, pour commencer, la répartition des revenus est juste ou plus méritocratique. Par conséquent, leur demande de redistribution peut diminuer (Alesina et Angeletos, 2005[10]).

Les résultats de l'enquête Trustlab (Graphique 3.22) confirment le rôle que jouent certains de ces différents facteurs de confiance dans l'orientation de la demande de redistribution. Les personnes qui pensent que les pouvoirs publics sont réactifs ont moins tendance à demander une hausse de la redistribution par le biais d'une fiscalité progressive. Les personnes interrogées qui perçoivent un niveau de corruption faible dans les hautes sphères gouvernementales se montrent également moins favorables à la redistribution.

En revanche, lorsqu'ils perçoivent des niveaux faibles de petite corruption, ils demandent une fiscalité plus progressive.

Graphique 3.22. Les personnes demandent moins de redistribution s'ils pensent que les pouvoirs publics actuels sont réactifs, mais ils en demandent plus s'ils estiment que la petite corruption est élevée

Évolution, en point de pourcentage, du niveau de redistribution fiscale souhaité, associée à une hausse d'un écart type de...



Note : le niveau préféré de redistribution correspond au calcul de l'indice de Gini du revenu marchand du pays du répondant moins l'indice de Gini préféré du répondant du revenu après impôts. Ce dernier indice est calculé en appliquant le barème d'imposition indiqué par le répondant à l'indice de Gini du revenu marchand du pays. Ce niveau préféré de redistribution augmente lorsque le répondant choisit un barème d'imposition plus progressif. L'effet des facteurs individuels est estimé au moyen d'une régression qui contrôle un large éventail de caractéristiques socio-économiques des répondants ainsi que les effets fixes par pays. Les pays pris en compte dans l'estimation sont l'Allemagne, les États-Unis, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et la Slovénie.
Source : Bonnet et al. (à paraître[68]) pour l'élaboration de l'enquête Trustlab.

StatLink https://stat.link/df3x8l

Le dosage souhaité en matière de politiques redistributives varie selon les personnes et les pays

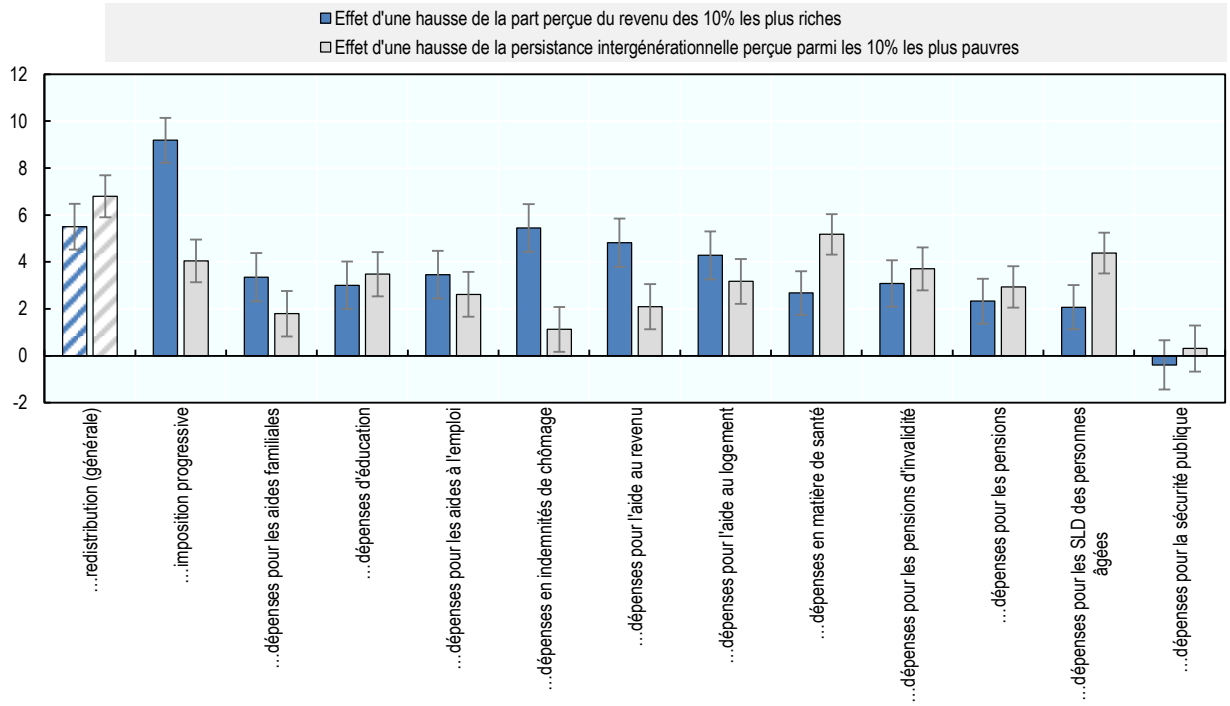
Il est possible d'interpréter différemment les résultats des publications relatives aux expériences sur l'information quant au fait que l'apport d'informations au sujet des inégalités a peu d'impact sur l'adhésion à la redistribution. Si les individus conviennent qu'il est nécessaire que les pouvoirs publics prennent des mesures, leurs avis divergent quant aux types de mesures. En effet, plusieurs expériences menées sur le soutien accordé à certaines mesures en faveur de la redistribution concluent que, en moyenne, le fait d'avoir des informations sur la hausse des inégalités a peu d'effet sur le soutien accordé aux mesures quelles qu'elles soient. Ceci vient s'opposer aux données probantes tirées d'observations et mentionnées ci-dessus qui mettent en évidence une relation plus régulière entre la hausse des inégalités et la demande générale de redistribution.

Settele (2021[16]) confronte les répondants à deux estimations différentes des écarts de salaires entre les femmes et les hommes aux États-Unis. La première estimation décrit des écarts importants, avec des femmes qui ne gagnent que 74 % de ce que gagnent les hommes, et la seconde présente des disparités moins marquées, avec des revenus à hauteur de 94 % de ceux des hommes. Elle constate que montrer aux personnes interrogées des données sur les écarts de salaire entre femmes et hommes a un effet très

fort sur leurs perceptions des inégalités et sur leur demande vis-à-vis de l'intervention des pouvoirs publics pour les réduire. Les effets sur des mesures spécifiques sont également positifs, mais discrets. Zilinsky (2014[69]) fait apparaître que la fourniture d'informations sur l'ampleur des inégalités entraîne une hausse de la demande de redistribution, mais pas en faveur d'une fiscalité plus progressive.

Graphique 3.23. Le dosage souhaité en matière de mesures redistributives dépend de différentes perceptions et des associations les unes avec les autres

Effet des perceptions sur le pourcentage de personnes qui demandent plus de...



Note : une hausse des perceptions signifie une augmentation de 40 points de pourcentage dans l'une ou l'autre des perceptions (environ un passage du 25e au 75e centile). Les estimations sont des effets marginaux moyens issus d'une régression probit, selon le décile du revenu disponible équivalent, le sexe, le niveau d'instruction, le statut professionnel, l'âge, la situation matrimoniale, la taille de la ville, la situation à l'égard du logement, et les effets fixes par pays. Les effets ne sont pas les mêmes que dans le Graphique 3.4 parce que d'autres perceptions ne sont pas prises en compte ; toutefois, les résultats qui en tiennent compte sont identiques. La question générale sur la demande de redistribution est « Dans votre pays, pensez-vous que le gouvernement devrait intervenir plus ou moins pour réduire les écarts de revenu ? » La question sur la fiscalité progressive est : « L'État devrait-il augmenter les taxes imposées aux riches afin d'aider les pauvres ? » Pour les autres catégories, il s'agit de la question suivante : « Selon les impôts que vous devriez payer et les avantages que vous pourriez en tirer, vous et votre famille, aimeriez-vous que l'État dépense moins, autant ou plus dans chacun des domaines suivants ? » SLD signifie soins de longue durée.
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête de 2020 Des risques qui comptent.

StatLink https://stat.link/aqr5ef

Des désaccords peuvent naître au sujet du bon dosage à adopter en matière de politiques publiques compte tenu des différentes opinions au sujet de différents aspects des inégalités. Les données de l'enquête *Des risques qui comptent* prouvent que les opinions au sujet des inégalités de revenu et de la persistance intergénérationnelle ont des répercussions différentes sur les mesures (Graphique 3.23). Les conséquences sur la demande de redistribution générale sont identiques. Toutefois, les opinions au sujet des disparités de revenu provoquent bien plus nettement une montée de la demande en faveur d'une imposition progressive, de dépenses en prestations de chômage et au titre de l'aide aux revenus. Quant aux opinions relatives à la persistance intergénérationnelle, leur effet est important sur les dépenses publiques en faveur de l'éducation et, encore plus, en faveur de la santé et de la prise en charge de la

dépendance. Ceci peut s'expliquer par le fait que les personnes attribuent les inégalités relatives à la santé à des facteurs indépendants de la volonté des personnes ou hérités de générations précédentes (OCDE, 2018[70]). Les perceptions liées à la hausse des disparités de revenu et à la persistance intergénérationnelle génèrent une hausse de la demande en faveur des dépenses publiques pour les pensions, ce qui souligne l'importance du rôle que remplissent les systèmes de retraite publics dans la protection des retraités les plus pauvres, en particulier grâce aux pensions du premier pilier assurant un filet de protection (OCDE, 2017[71]).

La demande générale d'un accroissement de la redistribution masque des écarts importants entre les pays quant au dosage de mesures qui permettrait, selon les individus, de réduire au mieux les différences de revenu. Le Tableau 3.7 présente l'association entre les préférences générales en faveur d'une redistribution accrue et la demande d'une augmentation des dépenses de l'État dans différents domaines de l'action publique (par rapport à la demande en faveur d'une hausse des dépenses publiques générales).

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, ceux qui demandent davantage de redistribution sont plus susceptibles de demander une hausse des dépenses publiques en faveur de l'aide au revenu, des pensions d'invalidité, et de l'aide au logement. Cette tendance est toutefois très variable d'un pays à l'autre. Bien que l'aide au revenu soit souvent la catégorie que les personnes associent le plus facilement à la redistribution, différents pays peuvent aussi donner la priorité aux dépenses liées à l'éducation, au chômage, à la santé, à l'invalidité et aux pensions.

Tableau 3.7. Les citoyens de différents pays associent la redistribution à différentes mesures

Différences en point de pourcentage, entre ceux qui demandent un accroissement de la redistribution et ceux qui ne le demandent pas, de la probabilité qu'ils ont de demander des dépenses sociales plus élevées ; seules les 3 catégories principales associées sont présentées

	Les personnes interrogées en faveur d'une hausse de la redistribution sont plus susceptibles de demander des dépenses sociales plus élevées pour... (différence en point de pourcentage indiquée dans les cellules)									
	...la famille	...l'éducation	...l'emploi	...le chômage	...le revenu	...le logement	...la santé	...l'invalidité	...les pensions	...les soins de longue durée
OCDE					25	22		23		
AUT					31	29		25		
BEL					35				27	24
CAN				25	35			26		
CHE					30	28		33		
CHL		21			19				23	
DEU					27	26		28		
DNK				26	33			25		
ESP				25	25	22				
EST	23			23	32					
FIN					26		27	26		
FRA							25	21	23	
GRC		26			24		23			
IRL					24	30		25		
ISR	29				29			27		
ITA					26	25	23			

KOR					25		27	29		
LTU			24		22		26			
MEX		20		24				22		
NLD						24		25		24
NOR					25		25	25		
POL					31	28		25		
PRT		15	15						14	
SVN	21						26	22		
TUR	31	31	31							
USA					33		37	33		

Note : plus la valeur est élevée, plus la demande en faveur de cette catégorie de dépenses publiques précise est associée à la demande d'une redistribution plus élevée, par rapport à la moyenne de cette catégorie de dépenses (à l'exception de la sécurité publique). Par exemple, en moyenne dans tous les pays, les personnes qui demandent plus de redistribution - c'est-à-dire des interventions des pouvoirs publics plus nombreuses pour réduire les différences de revenu - sont particulièrement plus susceptibles de demander une aide plus conséquente, par ordre de grandeur, pour les aides au revenu, les aides liées à l'incapacité et au logement. Plus précisément, pour chaque catégorie dans chaque pays, l'association relative correspond à la différence de proportion de ceux qui demandent plus de dépenses, entre ceux qui demandent une redistribution accrue et ceux qui n'en demandent pas ; ce résultat est exprimé par rapport à la moyenne des différences entre toutes les catégories des dépenses publiques.
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête de 2020 Des risques qui comptent.

StatLink https://stat.link/j0pbm3

Kambayashi et Lechevalier (2021[1]) étudient les données en liens pour la France, les États-Unis et le Japon. Ces trois pays diffèrent quant au niveau moyen d'adhésion aux mesures générales de redistribution et d'imposition progressive mais aussi par rapport à la part des répondants qui estiment que la redistribution générale est souhaitable, mais pas l'imposition progressive. Les données liées aux préférences pour des mesures spécifiques sont essentielles pour comprendre la demande de redistribution, mais elles sont relativement rares dans les enquêtes internationales (à l'exception de Pontusson et al. (2020[72])).

Des préférences différentes pour différentes mesures peuvent également provenir d'opinions contrastées relatives à l'origine des inégalités de revenu entre les individus au sommet et au bas de l'échelle de répartition. Fong et Poutvaara (2019[73]) s'appuient sur des données provenant d'Allemagne et des États-Unis pour démontrer que le fait de croire que la pauvreté est due à la malchance, plutôt qu'à un manque d'effort, conduit à soutenir les transferts au profit des pauvres, et croire que la richesse est une question de chance génère l'adhésion à l'imposition des revenus élevés. Parmi les répondants qui considèrent que la pauvreté est le fruit d'un manque de chance, ils sont toutefois plusieurs à penser qu'il ne suffit pas d'avoir de la chance pour devenir riche. Les différences d'opinions entre les pays sur l'origine de la pauvreté et de la richesse peuvent être vastes mais rares sont les éléments concrets qui étayent les conséquences que cela peut avoir.

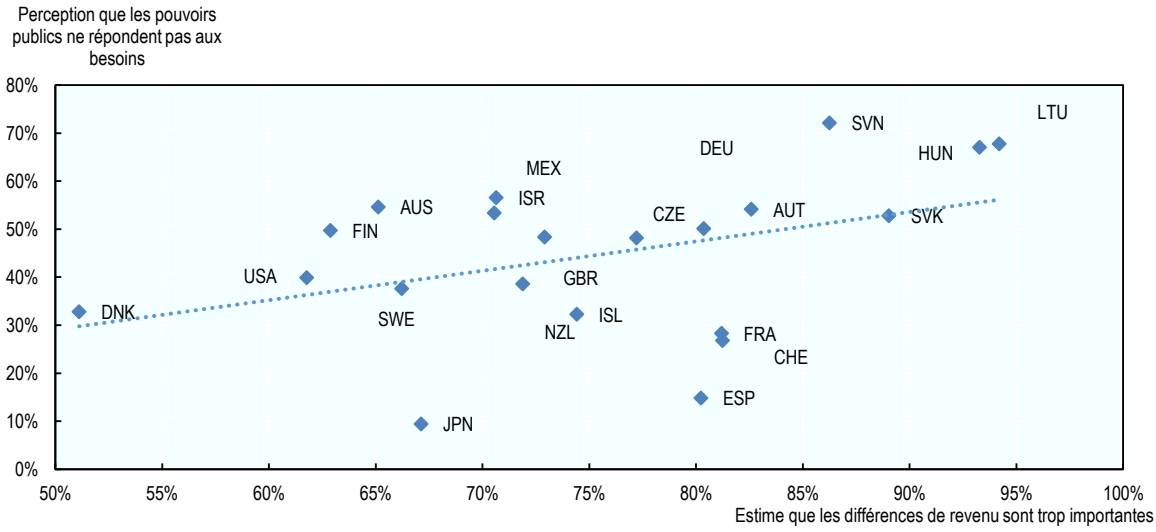
L'offre de politiques publiques

Un dernier sujet concerne la mise en œuvre de la redistribution. La traduction d'une hausse de la demande de redistribution en l'adoption de mesures dépend également de l'interaction qui existe entre les préférences des citoyens et les responsables de l'action publique. De nombreuses recherches montrent que les décideurs politiques ont tendance à s'adapter plus facilement à l'opinion des électeurs à haut revenu (Gilens, 2005[74] ; Giger, Rosset et Bernauer, 2012[75] ; Bartels, 2017[76]), et sont donc moins susceptibles de proposer des réformes en faveur de la redistribution. Si l'analyse de la mise en œuvre de la redistribution va au-delà du périmètre de ce rapport, il est toutefois important de souligner que la

représentation politique peut jouer un rôle dans l'instauration d'une relation de confiance avec les pouvoirs publics et l'orientation de la demande de redistribution.

Graphique 3.24. Les pays où une majorité de citoyens pense que les disparités de revenu sont trop importantes sont aussi ceux où une majorité considère que les pouvoirs publics ne répondent pas à leurs demandes

Part des personnes interrogées d'accord avec l'affirmation « Les personnes comme moi n'ont pas leur mot à dire sur les actions du gouvernement » (axe y) ou « Les différences de revenu sont trop importantes » (axe x)



Note : La relation implique qu'une hausse d'1 point de pourcentage de la part des personnes interrogées qui admettent que les inégalités de revenu sont trop importantes est associée à une hausse de 0.6 point de pourcentage de la part des personnes interrogées qui estiment que les personnes comme elles n'ont pas leur mot à dire sur les actions du gouvernement. La relation est statistiquement significative au seuil de 5 % (p 0.021 avec des erreurs types robustes).
Source : PIES 2017 ; l'échantillon est différent de celui du graphique 2.1 car les pays inclus dans le graphique 2.1 n'ont pas tous recueilli des informations sur les perceptions relatives à la représentation politique.

StatLink https://stat.link/q2okb8

Rennwald et Pontusson (2021[77]) s'appuient sur les données du PIES pour évaluer dans quelle mesure les personnes estiment que les pouvoirs publics répondent à leurs préférences. Ils font apparaître des différentes très nettes entre les classes sociales sur la perception qu'elles ont de la représentation politique, avec une classe ouvrière qui considère que le gouvernement réponds moins à ses besoins. Et les écarts se sont creusés avec le temps. Les données de la vague du PIES de 2017 (Graphique 3.24) montrent que les pays où une majorité de citoyens pense que les disparités de revenu sont trop importantes sont aussi ceux où une majorité considère que les pouvoirs publics ne répondent pas à leurs besoins. L'association entre des préoccupations fortes au sujet des inégalités et le sentiment d'un manque de représentativité politique nourrit le ressentiment social.

Résumé

Alors que les inégalités perçues ou réelles influencent les préférences en matière de redistribution (parties 3.1 et 3.3), plusieurs facteurs peuvent atténuer ou compenser leurs effets :

- La hausse des inégalités peut accroître la tolérance des individus à l'égard des écarts de revenu, réduisant ainsi la demande de redistribution. Toutefois, la hausse de la tolérance vis-à-vis des

inégalités n'explique pas pourquoi les préoccupations au sujet des disparités de revenu évoluent plus en fonction des inégalités que ne le font les préférences en matière de redistribution.

- Il semble que le manque de confiance dans l'efficacité des mesures adoptées pour réduire les inégalités et améliorer le niveau de vie des démunis soit un facteur clé. Le fait d'informer les personnes au sujet de l'effet redistributif des mesures prises et de l'efficacité de ces mesures permet de susciter une meilleure adhésion des citoyens.
- Les coûts en efficience perçus des politiques redistributives, qu'ils soient comportementaux ou macro-économiques, peuvent entamer le soutien en faveur de la redistribution. Néanmoins, les données expérimentales indiquent qu'ils comptent moins que les effets perçus des mesures adoptées, l'opinion à l'égard des pouvoirs publics et la demande en faveur de plus d'égalité.
- Même lorsque les individus conviennent qu'il est de la responsabilité du gouvernement d'agir pour réduire les différences de revenu, ils ne s'accordent pas toujours sur l'ensemble des mesures qui doit être adopté. Les données tirées des réponses aux questions sur les préférences générales en matière de redistribution – qui ne portent pas sur des mesures spécifiques – ne suffisent pas pour examiner la question des politiques. De plus, les données comparables par pays sont encore limitées au sujet de politiques de redistribution spécifiques et de leur lien par rapport aux perceptions des inégalités et aux points de vue sur l'origine des inégalités.

Bibliographie

Aksoy, C. et al. (2021), « Calamities, Common Interests, Shared Identity: What Shapes Altruism and Reciprocity? », *CEPR Discussion Paper*, vol. 16186, https://cepr.org/active/publications/discussion_papers/dp.php?dpno=16186. [86]

Alesina, A. et G. Angeletos (2005), « Fairness and Redistribution », *American Economic Review*, vol. 95/4, pp. 960-980, https://doi.org/10.1257/0002828054825655. [10]

Alesina, A. et P. Giuliano (2011), « Preferences for Redistribution », dans *Handbook of Social Economics*, Elsevier, https://doi.org/10.1016/b978-0-444-53187-2.00004-8. [2]

Alesina, A., S. Stantcheva et E. Teso (2018), « Intergenerational Mobility and Preferences for Redistribution », *American Economic Review*, vol. 108/2, pp. 521-554, https://doi.org/10.1257/aer.20162015. [31]

Algan, Y., P. Cahuc et M. Sangnier (2016), « Trust and the Welfare State: The Twin Peaks Curve », *The Economic Journal*, vol. 126/593, pp. 861-883, https://doi.org/10.1111/ecoj.12278. [49]

Almås, I. et al. (2020), *Fairness Around the World: Preferences and Beliefs*, https://www.ifs.org.uk/inequality/wp-content/uploads/2020/11/Fairness-across-the-world-Preferences-and-beliefs.pdf. [12]

Almås, I., A. Cappelen et B. Tungodden (2020), « Cutthroat Capitalism versus Cuddly Socialism: Are Americans More Meritocratic and Efficiency-Seeking than Scandinavians? », *Journal of Political Economy*, vol. 128/5, pp. 1753-1788, https://doi.org/10.1086/705551. [85]

Amiel, Y. et al. (2014), « Do we value mobility? », *Social Choice and Welfare*, vol. 44/2, pp. 231-255, https://doi.org/10.1007/s00355-014-0839-2. [8]

Balestra, C. et G. Cohen (à paraître), « Income Inequality through People's Lenses: Evidence from the OECD Compare your Income Web-tool », *OECD Papers on Well-being and Inequalities*, OECD publishing, Paris. [36]

Ballard, C. et S. Gupta (2018), « Perceptions and Realities of Average Tax Rates in the Federal Income Tax: Evidence from Michigan », *National Tax Journal*, vol. 71/2, pp. 263-294, https://doi.org/10.17310/ntj.2018.2.03. [84]

Bartels, L. (2017), « Political Inequality in Affluent Democracies: The Social Welfare Deficit », *Centre for the Study of Democratic Institutions*, n° 5-2017, Vanderbilt University, https://www.vanderbilt.edu/csdi/includes/Working_Paper_5_2017.pdf. [76]

Bartels, L. (2005), « Homer Gets a Tax Cut: Inequality and Public Policy in the American Mind », *Perspectives on Politics*, vol. 3/01, https://doi.org/10.1017/s1537592705050036. [50]

Bechert, L. et L. Osberg (2016), *Social values for equality and preferences for state intervention: Is the USA "Exceptional"?*. [48]

Benabou, R. et E. Ok (2001), « Social Mobility and the Demand for Redistribution: The Poum Hypothesis », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 116/2, pp. 447-487, https://doi.org/10.1162/00335530151144078. [5]

Benson, R. et al. (2021), *Attituted to inequalities*, Institute for Fiscal Studies. [44]

Bonnet, J. et al. (à paraître), *Understanding preferences for redistribution: Evidence from the Trustlab survey*. [68]

Bublitz, E. (2020), « Misperceptions of income distributions: Cross-country evidence from a randomized survey experiment », *Socio-Economic Review*, https://doi.org/10.1093/ser/mwaa025. [41]

Buser, T. et al. (2020), « Overconfidence and gender gaps in redistributive preferences: Cross-Country experimental evidence », *Journal of Economic Behavior & Organization*, vol. 178, pp. 267-286, https://doi.org/10.1016/j.jebo.2020.07.005. [15]

Bussolo, M. et al. (2019), « I Perceive therefore I Demand: The Formation of Inequality Perceptions and Demand for Redistribution », *Policy Research Working Paper*, n° WPS 8929, Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C., https://documents.banquemondiale.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/217371561686066298/i-perceive-therefore-i-demand-the-formation-of-inequality-perceptions-and-demand-for-redistribution. [21]

Campos-Vazquez, R. et al. (2020), « Perception of inequality and social mobility in Mexico », *AFD Research Papers*, n° 124, https://www.afd.fr/en/ressources/perceptions-inequality-and-social-mobility-mexico. [47]

Cansunar, A. (2021), « Who Is High Income, Anyway? Social Comparison, Subjective Group Identification, and Preferences over Progressive Taxation », *The Journal of Politics*, vol. 83/4, pp. 1292-1306, https://doi.org/10.1086/711627. [39]

Cappelen, A. et al. (2021), « Solidarity and fairness in times of crisis », *Journal of Economic Behavior & Organization*, vol. 186, pp. 1-11, https://doi.org/10.1016/j.jebo.2021.03.017. [83]

Ciani, E., L. Fréget et T.Manfredi (à paraître), « Learning about inequality and preferences for redistribution: A meta-analysis of in-survey informational experiments », *OECD Papers on Well-being and Inequalities*, Éditions OCDE, Paris. [43]

Ciani, E. et al. (à paraître), *Perceptions of inequality across OECD and EU countries: Long term trends and recent evidence*. [30]

Cingano, F. (2014), *Trends in Income Inequality and its Impact on Economic Growth*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/5jxrjncwxv6j-en. [32]

Clark, A. et C. D'Ambrosio (2015), « Attitudes to Income Inequality », dans *Handbook of Income Distribution*, Elsevier, https://doi.org/10.1016/b978-0-444-59428-0.00014-x. [34]

Colagrossi, M., S. Karagiannis et R. Raab (2019), « The Median Voter Takes it All: Preferences for Redistribution and Income Inequality in the EU-28 », *Publications Office of the European Union*, n° 2019/6, https://data.europa.eu/doi/10.2760/797251. [25]

Cruces, G., R. Perez-Truglia et M. Tetaz (2013), « Biased perceptions of income distribution and preferences for redistribution: Evidence from a survey experiment », *Journal of Public Economics*, vol. 98, pp. 100-112, https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2012.10.009. [29]

Durante, R., L. Putterman et J. van der Weele (2014), « Preferences for Redistribution and Perception of Fairness: An Experimental Study », *Journal of the European Economic Association*, vol. 12/4, pp. 1059-1086, https://doi.org/10.1111/jeea.12082. [11]

Edlund, J. (2006), « Trust in the Capability of the Welfare State and General Welfare State Support: Sweden 1997-2002 », *Acta Sociologica*, vol. 49/4, pp. 395-417, https://doi.org/10.1177/0001699306071681. [61]

Eriksen, K. et L. Fallan (1996), « Tax knowledge and attitudes towards taxation; A report on a quasi-experiment », *Journal of Economic Psychology*, vol. 17/3, pp. 387-402, https://doi.org/10.1016/0167-4870(96)00015-3. [82]

Fong, C. (2001), *Social preferences, self-interest, and the demand for redistribution*, http://www.elsevier.nl/locate/econbase. [7]

Fong, C. et P. Poutvaara (2019), « Redistributive politics with target-specific beliefs », *ifo Working Papers*, n° 297, ifo Institute – Leibniz Institute for Economic Research at the University of Munich, https://www.ifo.de/DocDL/wp-2019-297-fong-poutvaara-redistributive-politcs.pdf. [73]

Gärtner, M., J. Mollerstrom et D. Seim (2017), « Individual risk preferences and the demand for redistribution », *Journal of Public Economics*, vol. 153, pp. 49-55, https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2017.06.009. [6]

Gideon, M. (2016), « Do Individuals Perceive Income Tax Rates Correctly? », *Public Finance Review*, vol. 45/1, pp. 97-117, https://doi.org/10.1177/1091142115615670. [81]

Giger, N., J. Rosset et J. Bernauer (2012), « The Poor Political Representation of the Poor in a Comparative Perspective », *Representation*, vol. 48/1, pp. 47-61, https://doi.org/10.1080/00344893.2012.653238. [75]

Gilens, M. (2005), « Inequality and Democratic Responsiveness », *Public Opinion Quarterly*, vol. 69/5, pp. 778-796, https://doi.org/10.1093/poq/nfi058. [74]

Gimpelson, V. et D. Treisman (2018), « Misperceiving inequality », *Economics and Politics*, vol. 30/1, pp. 27-54, https://doi.org/10.1111/ecpo.12103. [26]

Giuliano, P. et A. Spilimbergo (2013), « Growing up in a Recession », *The Review of Economic Studies*, vol. 81/2, pp. 787-817, https://doi.org/10.1093/restud/rdt040. [19]

Goerres, A. et M. Jæger (2015), « Why Do Women and Men Differ in Their Preferences Towards Redistribution? An Analysis of Sibling-Parent Data in a Most Gender-Egalitarian Context », *SSRN Electronic Journal*, https://doi.org/10.2139/ssrn.2665122. [13]

Gualtieri, G., M. Nicolini et F. Sabatini (2019), « Repeated shocks and preferences for redistribution », *Journal of Economic Behavior & Organization*, vol. 167, pp. 53-71, https://doi.org/10.1016/j.jebo.2019.09.016. [20]

Hayes, T. et C. Guay (2020), « Viewing equality as a loss: How highlighting policy costs and benefits influences attitudes », *The Social Science Journal*, pp. 1-15, https://doi.org/10.1016/j.soscij.2019.08.006. [55]

Heterington, M. (2006), *Why Trust Matters: Declining Political Trust and the Demise of American Liberalism*, Princeton University Press. [57]

Hoy, C. et F. Mager (2021), « Why Are Relatively Poor People Not More Supportive of Redistribution? Evidence from a Randomized Survey Experiment across Ten Countries », *American Economic Journal: Economic Policy*, vol. 13/4, pp. 299-328, https://doi.org/10.1257/pol.20190276. [38]

Hvidberg, K., C. Kreiner et S. Stantcheva (2020), *Social Position and Fairness Views*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, https://doi.org/10.3386/w28099. [42]

Kambayashi, R. et S. Lechevalier (2021), « Why do Redistributive Policies Differ across Countries? Analyzing the Multiple Dimensions of Preferences for Redistribution », *Review of Income and Wealth*, https://doi.org/10.1111/roiw.12541. [1]

Karabarbounis, L. (2011), « One Dollar, One Vote », *The Economic Journal*, vol. 121/553, pp. 621-651, https://doi.org/10.1111/j.1468-0297.2010.02406.x. [28]

Karadja, M., J. Mollerstrom et D. Seim (2017), « Richer (and Holier) Than Thou? The Effect of Relative Income Improvements on Demand for Redistribution », *The Review of Economics and Statistics*, vol. 99/2, pp. 201-212, https://doi.org/10.1162/rest_a_00623. [40]

Kerr, W. (2014), « Income inequality and social preferences for redistribution and compensation differentials », *Journal of Monetary Economics*, vol. 66, pp. 62-78, https://doi.org/10.1016/j.jmoneco.2014.03.002. [22]

Klemm, A. et P. Mauro (2021), « Pandemic and Progressivity », *IMF Working Paper*, n° 2021/024, https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2021/02/06/Pandemic-and-Progressivity-50030. [18]

Kuhn, A. (2019), « The individual (mis-)perception of wage inequality: measurement, correlates and implications », *Empirical Economics*, https://doi.org/10.1007/s00181-019-01722-4. [24]

Kuziemko, I. et al. (2015), « How Elastic Are Preferences for Redistribution? Evidence from Randomized Survey Experiments », *American Economic Review*, vol. 105/4, pp. 1478-1508, https://www.jstor.org/stable/43495425. [51]

Lergetporer, P., K. Werner et L. Woessmann (2020), « Educational inequality and public policy preferences: Evidence from representative survey experiments », *Journal of Public Economics*, vol. 188, p. 104226, https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2020.104226. [53]

Luttmer, E. et M. Singhal (2011), « Culture, context, and the taste for redistribution », *American Economic Journal: Economic Policy*, vol. 3/1, pp. 157-179, https://doi.org/10.1257/pol.3.1.157. [14]

Macdonald, D. (2019), « Trust in Government and the American Public's Responsiveness to Rising Inequality », *Political Research Quarterly*, vol. 73/4, pp. 790-804, https://doi.org/10.1177/1065912919856110. [59]

Meltzer, A. et S. Richard (1981), « A Rational Theory of the Size of Government », *Journal of Political Economy*, vol. 89/5, https://doi.org/10.1086/261013. [3]

Mishagina, N. et C. Montmarquette (2018), « The Demand for Economic Policies, Beliefs, and Willingness-to-Pay: The Case of the Minimum Wage Policy in Quebec », *CIRANO Project Reports*, n° 2018rp-14, CIRANO, https://ideas.repec.org/p/cir/cirpro/2018rp-14.html. [56]

Mollerstrom, J., B. Reme et E. Sørensen (2015), « Luck, choice and responsibility — An experimental study of fairness views », *Journal of Public Economics*, vol. 131, pp. 33-40, https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2015.08.010. [80]

Murtin, F. et al. (2018), « Trust and its determinants: Evidence from the Trustlab experiment », *OECD Statistics Working Papers*, n° 2018/2, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/869ef2ec-en. [64]

OCDE (2021), *Drivers of Trust in Public Institutions in Finland*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/52600c9e-en. [66]

OCDE (2021), *Main Findings from the 2020 Risks that Matter Survey*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/b9e85cf5-en. [17]

OCDE (2019), *Main Findings from the 2018 Risks that Matter Survey*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/9266e48a-en. [27]

OCDE (2019), *Sous pression : la classe moyenne en perte de vitesse*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/2b47d7a4-fr. [37]

OCDE (2018), *L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/bc38f798-fr. [70]

OCDE (2017), *Prévenir les inégalités au moment de la vieillesse*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/9789264279087-en. [71]

OCDE (2017), *Trust and Public Policy : How Better Governance Can Help Rebuild Public Trust*, Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/9789264268920-en. [63]

OECD/KDI (2018), *Understanding the Drivers of Trust in Government Institutions in Korea*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/9789264308992-en. [65]

Olivera, J. (2015), « Preferences for redistribution in Europe », *IZA Journal of European Labor Studies*, vol. 4/1, https://doi.org/10.1186/s40174-015-0037-y. [23]

Osberg, L. et I. Bechert (2016), « Social values for equality and preferences for state intervention: Is the USA « Exceptional »? », *Working Paper*, n° 2016-03, Dalhousie University, Department of Economics, https://econpapers.repec.org/paper/dalwpaper/daleconwp2016-03.htm. [45]

Pellicer, M., P. Piraino et E. Wegner (2019), « Perceptions of inevitability and demand for redistribution: Evidence from a survey experiment », *Journal of Economic Behavior & Organization*, vol. 159, pp. 274-288, https://mural.maynoothuniversity.ie/13719/1/MP_perceptions.pdf. [54]

Peyton, K. (2020), « Does Trust in Government Increase Support for Redistribution? Evidence from Randomized Survey Experiments », *American Political Science Review*, vol. 114/2, pp. 596-602, https://doi.org/10.1017/s0003055420000076. [62]

Piketty, T. (1995), « Social Mobility and Redistributive Politics », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 110/3, pp. 551-584, https://doi.org/10.2307/2946692. [9]

Pontusson, J. et al. (2020), *Introducing the Inequality and Politics Survey: Preliminary Findings*, https://archive-ouverte.unige.ch/unige:135683. [72]

Rennwald, L. et J. Pontusson (2021), *A forgotten working class. Perceptions of representation and the role of labour in a comparative perspective*. [77]

Rudolph, T. et J. Evans (2005), « Political Trust, Ideology, and Public Support for Government Spending », *American Journal of Political Science*, vol. 49/3, pp. 660-671, https://doi.org/10.1111/j.1540-5907.2005.00148.x. [58]

Rueda, D. et D. Stegmueller (2020), « Preferences that Matter: Inequality, Redistribution and Voting », *mimeo*. [35]

Rueda, D. et D. Stegmueller (2019), *Who Wants What?*, Cambridge University Press, https://doi.org/10.1017/9781108681339. [4]

Rueda, D. et D. Stegmueller (2015), « The Externalities of Inequality: Fear of Crime and Preferences for Redistribution in Western Europe », *American Journal of Political Science*, vol. 60/2, pp. 472-489, https://doi.org/10.1111/ajps.12212. [33]

Scheve, K. et D. Stasavage (2016), *Taxing the rich: A history of fiscal fairness in the United States and Europe*, https://doi.org/10.1177/0094306117705871nn. [67]

Settele, S. (2021), « How Do Beliefs about the Gender Wage Gap Affect the Demand for Public Policy? », *American Economic Journal: Economic Policy*, vol. à paraître. [16]

Stantcheva, S. (2020), « Understanding economic policies: What do people know and learn? », *Harvard University Working Paper*, Harvard University, https://www.stefanie-stantcheva.com/research/. [79]

Stantcheva, S. (2020), *Understanding Tax Policy: How Do People Reason?*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, https://doi.org/10.3386/w27699. [52]

Svallfors, S. (1999), « Political trust and attitudes towards redistribution », *European Societies*, vol. 1/2, pp. 241-268, https://doi.org/10.1080/14616696.1999.10749933. [60]

Trump, K. (2018), « Income Inequality Influences Perceptions of Legitimate Income Differences », *British Journal of Political Science*, vol. 48/4, pp. 929-952, https://doi.org/10.1017/S0007123416000326. [46]

VanHeuvelen, T. (2017), « Unequal views of inequality: Cross-national support for redistribution 1985–2011 », *Social Science Research*, vol. 64, pp. 43-66, https://doi.org/10.1016/j.ssresearch.2016.10.010. [78]

Zilinsky, J. (2014), « Learning About Income Inequality: What is the Impact of Information on Perceptions of Fairness and Preferences for Redistribution? », *SSRN*, https://doi.org/10.2139/ssrn.2485121. [69]

Annexe 3.A. Détails méthodologiques

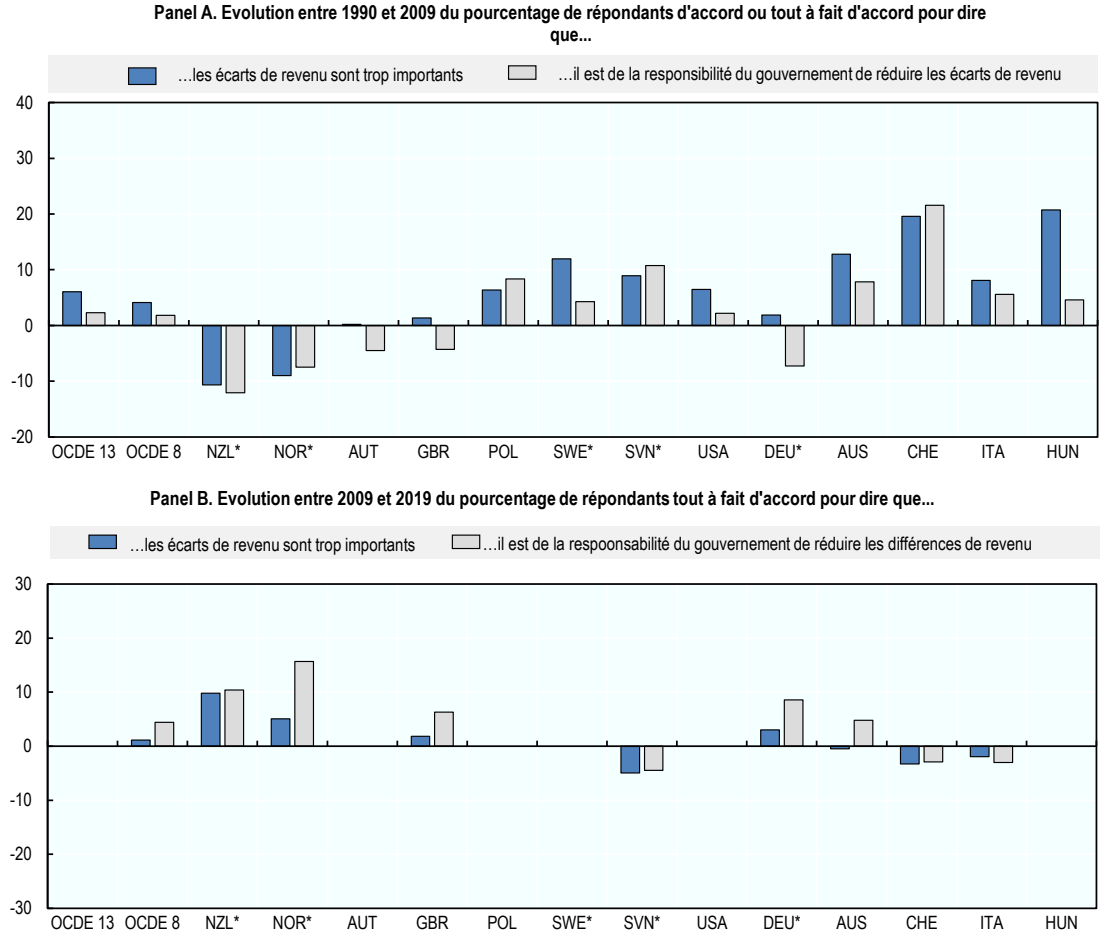
Estimations des effets des inégalités sur les préférences en matière de redistribution par revenu

Les résultats présentés dans le Graphique 3.16 sont des prédictions obtenues à partir d'un modèle probit ordinaire sur des microdonnées individuelles, après contrôle de l'âge, du genre, de la taille du ménage, du statut professionnel (employé, au chômage ou catégorie de référence « autre »), niveau d'instruction (inférieur au secondaire, secondaire et catégorie de référence « tertiaire »), le log du revenu relatif (par rapport à la moyenne du pays à cette période), et l'indice de Gini du revenu disponible tiré de l'IDD.

Au lieu de supprimer les observations comprenant des données manquantes parmi les covariables, elles sont remplacées par des moyennes de l'échantillon (ou catégories de référence) mais les covariables comprennent un ensemble d'indicateurs binaires, un pour chaque variable, notés 1 si l'observation était à l'origine une donnée manquante pour cette covariable. Toutes les régressions incluent des variables indicatrices de pays et de temps (vague) et seuls les pays observés au minimum au cours de deux périodes sont pris en compte.

Les principaux effets sont mis en évidence par l'interaction entre le coefficient de Gini et le log du revenu relatif, comme dans Rueda et Stegmueller (2019[4]). Afin d'éviter que les résultats ne soient portés par de faux modèles au fil du temps, le revenu relatif (et l'indicateur manquant sur les revenus) est également mis en relation avec les valeurs indicatrices de temps. Les résultats sont similaires si les observations dans lesquelles il manque les revenus sont rejetées, ou si l'échantillon est limité à la population d'âge actif. Seul le PIES est utilisé par souci de cohérence pour toutes les variables.

Graphique d'annexe 3.A.1. Évolution des préoccupations au sujet des disparités de revenu et des préférences en matière de redistribution dans certains pays sélectionnés



Note : l'année initiale dépend de l'année pendant laquelle l'enquête est réalisée dans le pays. Pour les pays notés par une *, il s'agit de 1992-93, et pour les autres, de 1987-88.
Source : Calculs de l'OCDE tirés du PIES 1987, 1992, 2009 et 2019.

StatLink https://stat.link/ace8f0

Notes

[1] Le résultat est robuste lorsque les valeurs aberrantes sont exclues, identifié par des observations de poids ou au moyen du dfbeta.

[2] Si les étudiants à l'université ne sont pas représentatifs de la population, ils ont les compétences nécessaires en calcul et en logique pour exprimer leurs préférences sous forme de comparaisons abstraites de ce type.

[3] Même si les personnes souhaitent plus volontiers que les inégalités soient corrigées lorsqu'elles dépendent de facteurs indépendants de la volonté des individus (par exemple, le facteur chance), des données montrent que ce souhait se réalise lorsque ceux qui étaient pénalisés par ces facteurs avaient

pris des mesures pour y remédier, même si ces mesures ne pouvaient pas changer le résultat (Mollerstrom, Reme et Sørensen, 2015[80]).

[4] Le résultat est robuste lorsque les valeurs aberrantes sont exclues, identifié par des observations de poids ou au moyen du dfbeta.

[5] Un des documents qui ne parvient pas aux mêmes conclusions est celui de VanHeuvelen (2017[78]) qui, en combinant les données de multiples vagues du PIES et de l'ESS, ne trouve pas de relation avec les inégalités nettes, quoiqu'il observe que l'intensité de la redistribution, identifiée par l'écart proportionnel entre l'indice de Gini du revenu marchand et l'indice de Gini du revenu disponible, est positivement liée aux préférences en matière de redistribution. Il en va de même pour le document de Bussolo et al. (2019[21]), qui, en combinant les données du PIES et les estimations de Gini tirées de la base de données de la *Luxembourg Income Study (LIS)* et de l'ensemble de données « All the Ginis » de Milanovic, n'identifie aucune relation directe entre l'indicateur de Gini et les préférences en matière de redistribution.

[6] Bien évidemment, les préoccupations liées aux inégalités ne sont pas le seul moteur des préférences en faveur de la redistribution. Les préoccupations et les préférences en matière de redistribution peuvent s'influencer mutuellement ou peuvent être toutes deux liées à d'autres éléments non observés, comme le mécontentement général face à la situation économique. Néanmoins, les résultats confirment que les perceptions et les préférences relatives aux inégalités sont des facteurs pertinents pour analyser la demande de redistribution.

[7] Au-delà des préférences en matière de redistribution, des données indiquent également que la crise a pu entraîner une hausse de la volonté d'aider les autres. Aksoy et al. (2021[86]) montrent qu'inciter les personnes interrogées à réfléchir à la pandémie de COVID-19 (en les interrogeant sur ses conséquences et en abordant ce sujet) augmente leur altruisme et leur bienveillance envers les personnes qui vivent dans leur pays ou à l'étranger, mais cet effet est moins évident envers les résidents non européens. L'expérience a été réalisée dans neuf pays d'Europe : Allemagne, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne et Suède. L'étude de Cappelen et al. (2021[83]) sur les États-Unis montre également qu'inciter les répondants à penser à la pandémie augmente leur solidarité. Toutefois, les auteurs montrent aussi que cela entraîne une hausse de leur tolérance face aux inégalités liées au hasard.

[8] Le résultat est robuste lorsque les valeurs aberrantes sont exclues, identifié par des observations de poids ou au moyen du dfbeta.

[9] Le constat est le même, mais avec des effets plus importants, en utilisant des indicateurs retardés des inégalités et de la redistribution. Toutefois, compte tenu des contraintes imposées par les données, l'utilisation d'indicateurs retardés conduit à un échantillon sélectionné bien plus petit, et la sélection semble en fait engendrer le plus de résultats : au sein de l'échantillon sélectionné, même sans retarder les indicateurs, les coefficients constatés sont similaires, et l'indice RS devient même statistiquement significatif. Une évaluation plus étoffée de la relation entre la redistribution effective et les préférences nécessiterait de distinguer les deux effets secondaires, et d'expliciter les dynamiques de l'articulation entre intervention des pouvoirs publics et évolution des préférences. Ceci nécessiterait des séries plus longues dans le temps, ce qui sera disponible une fois la prochaine vague du PIES sur l'inégalité sociale lancée dans un grand nombre de pays. Un défi encore plus ambitieux est de comprendre comment les personnes réunissent des informations sur les mesures en faveur de la redistribution et évaluent leur efficacité. Les données à cet égard sont assez limitées, à quelques exceptions près (Eriksen et Fallan, 1996[82] ; Gideon, 2016[81] ; Ballard et Gupta, 2018[84] ; Stantcheva, 2020[79]).

[10] Comme cela a été abordé dans le chapitre 2, il est important, lorsqu'on évalue le biais du revenu relatif, de ne pas oublier que ce qui est considéré comme la situation « réelle » est une estimation fondée sur des

choix méthodologiques. Ils comprennent une définition précise du revenu, un ajustement qui s'appuie sur une échelle d'équivalence qui tient compte de la taille du ménage (mais pas d'autres besoins), et le choix de considérer l'ensemble de la population, à un moment précis, comme groupe de référence. Selon Hvidberg, Kreiner et Stantcheva (2020[42]), tous ces choix peuvent ne pas refléter ce qui compte pour un individu lorsqu'il exprime ses préoccupations au sujet de l'équité. Donc le fait de leur fournir une estimation de la « réalité » peut ne pas faire évoluer leurs préoccupations.

[11] Ce faible changement au fil du temps est confirmé si l'on considère la part des individus qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord », ou la réponse moyenne (considérant l'échelle de Likert de 5 références comme étant cardinale).

[12] Dans des travaux similaires, mais limités à la Norvège et aux États-Unis, Almås, Cappelen et Tungodden (2020[85]) ont constaté que la prise en compte de l'efficience jouait un rôle très mineur.

4. L’opinion publique est-elle plus divisée qu'avant ?

Ce chapitre va au-delà des moyennes nationales et observe comment se répartissent les perceptions et les préoccupations des individus à l’égard des inégalités économiques dans différents pays. Dans la plupart d’entre eux, les données font apparaître une profonde division de l’opinion publique, avec des perceptions des inégalités largement dispersées entre des valeurs très basses et très élevées. Une telle dispersion ne peut s’expliquer que partiellement par les différences socio-économiques courantes de revenu, d'éducation, de situation professionnelle, de sexe, d’âge et de taille de ménage. Dans certains cas, la dispersion des perceptions et des préoccupations devient une polarisation entre des groupes ayant des opinions radicalement différentes. La dispersion et la polarisation des disparités perçues et des préoccupations ont fortement progressé au fil du temps. La hausse du niveau des inégalités observées s'accompagne non seulement d’une augmentation des disparités perçues et des préoccupations mais aussi d’une division accrue de l’opinion publique.

4.1. La dispersion des perceptions et des préoccupations

Les perceptions sont largement dispersées et polarisées

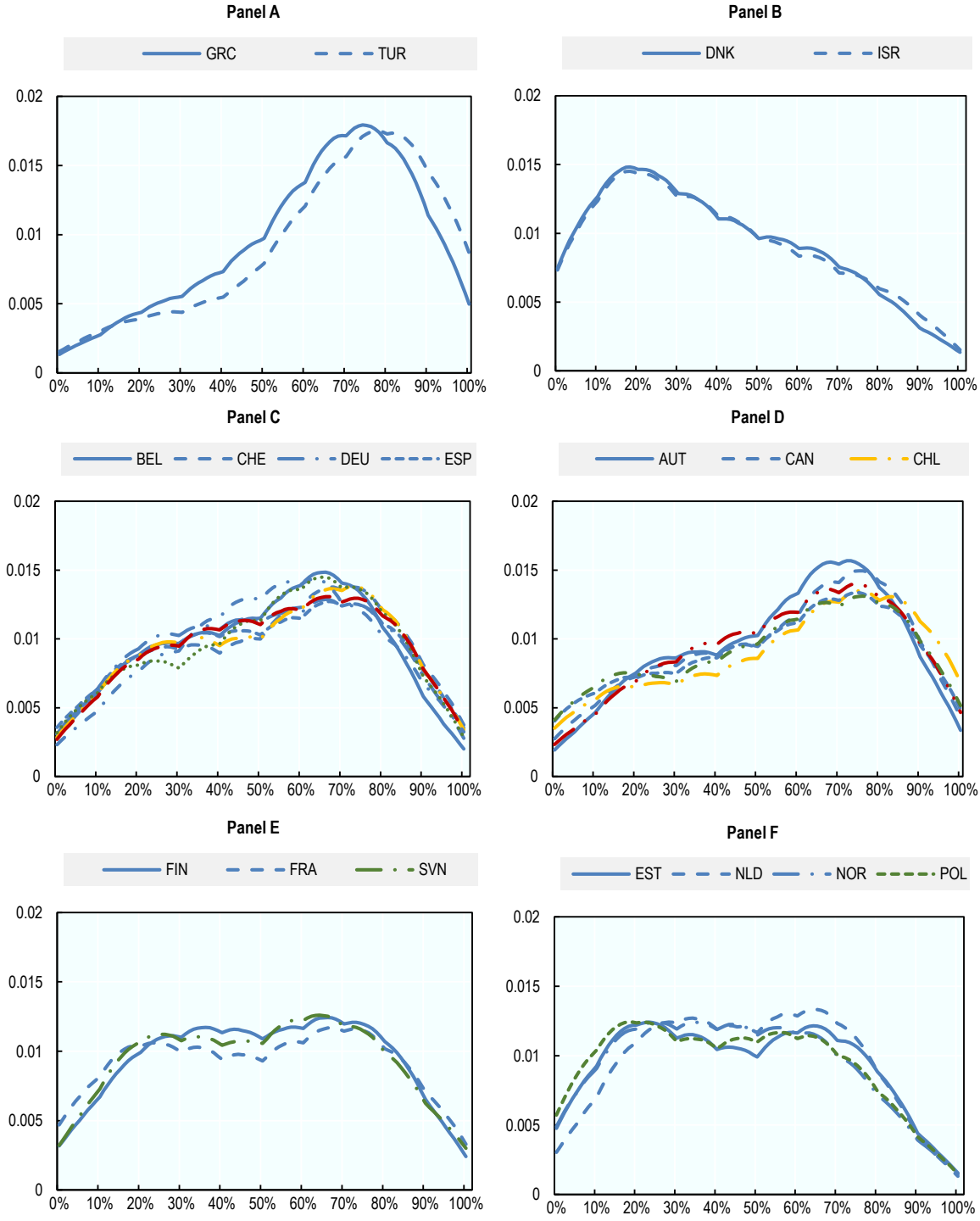
Si les individus de la zone OCDE perçoivent des niveaux moyens d'inégalités élevés, l'opinion publique dans les pays est profondément divisée. La répartition des perceptions quant à la part du revenu global détenue par les 10 % les plus riches dans chaque pays (Graphique 4.1) indique que les perceptions sont très hétérogènes et s'échelonnent entre les deux extrêmes. Cette dispersion des disparités perçues et préférées met en évidence l'ampleur des désaccords au sujet des inégalités entre citoyens d'un même pays. Il est important de l'analyser parce que les tensions sociales peuvent apparaître non seulement lorsque des groupes conséquents d'individus exigent plus d'égalité, mais aussi lorsque les individus sont en profond désaccord les uns avec les autres au sujet du niveau réel et souhaitable des inégalités.

L'étendue des divergences d'opinions, illustrée par la dispersion des perceptions, varie d'un pays à l'autre. Un consensus relativement fort apparaît dans quelques pays seulement au sujet de la part du revenu des 10 % les plus riches – à un niveau élevé en Grèce et en Turquie (Graphique 4.1, panel A) ou faible au Danemark et en Israël (panel B). Dans la plupart des pays, des groupes conséquents considèrent que les inégalités sont prononcées. Mais une importante minorité affiche des perceptions d'inégalités plus faibles (panels C et D) qui ne sont pas regroupées à un niveau particulier mais réparties dans l'ensemble de la distribution.

Dans un petit sous-ensemble de pays, la courbe de répartition ne présente pas de pic mais deux groupes de répondants qui s'accordent sur des niveaux bas ou élevés d'inégalités. La présence de deux groupes distincts dont les opinions sont à l'opposé l'une de l'autre mais qui se caractérisent par un consensus interne fort est un signe de la polarisation des perceptions (Duclos, Esteban et Ray, 2004[1] ; Osberg et Smeeding, 2006[2]). Deux groupes perçoivent des inégalités d'un niveau élevé, pour l'un, et d'un niveau bas, pour l'autre, en Estonie, Finlande, France, en Norvège, aux Pays-Bas, en Pologne et en Slovénie (panels E et F).

Graphique 4.1. Dans la plupart des pays, les perceptions des individus à l'égard des inégalités sont fortement dispersées suivant un large éventail de valeurs

Estimations de la densité de distribution de la part perçue du revenu total du pays allant aux 10 % de ménages les plus riches, 2020



Note : les tracés indiquent la fonction de densité de probabilité de la perception de la part du revenu total du pays qui revient aux 10 % des ménages les plus riches, donnée par l'estimation de la densité par noyau.
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête de 2020 Des risques qui comptent.

StatLink https://stat.link/j09apl

La plupart des désaccords opposent des individus aux caractéristiques socio-économiques identiques

La dispersion des perceptions des inégalités ne peut être expliquée qu'en partie par des différences entre groupes socio-économiques courants, définis en termes de revenu, de niveau d'instruction, de situation professionnelle, de sexe, d'âge et de taille du ménage. En effet, les opinions sont faiblement divisées au sein de ces groupes traditionnels dans la plupart des pays, même si les opinions au sujet de l'égalité sont fortement dispersées. Les individus qui appartiennent au tertile du revenu supérieur pensent que la part du revenu des 10 % les plus riches est moins importante que ne le pensent les individus les plus pauvres, mais la différence est relativement minime – moins de 5 points de pourcentage (Tableau 4.1). Dans certains pays, les plus aisés perçoivent des disparités encore plus marquées, comme en Autriche, en France, en Corée et en Turquie. Les chômeurs aussi ont tendance à considérer que les disparités sont plus fortes, mais la situation professionnelle ne compte que dans une poignée de pays, comme le Chili, le Danemark et la Slovénie.

Le facteur du sexe joue également un rôle. En Allemagne, Corée, France, en Irlande et aux Pays-Bas, les femmes ont nettement moins l'impression que les revenus se concentrent au sommet de l'échelle de répartition que les hommes (jusqu'à 10 points de pourcentage d'écart), alors que c'est l'inverse au Chili et en Turquie. Toutefois, dans la moitié des pays de l'OCDE, les femmes et les hommes expriment généralement des points de vue similaires quant aux inégalités de revenu. Les perceptions varient également peu selon les niveaux d'instruction. Il n'y a qu'en Allemagne, en Corée, aux États-Unis et en Turquie que les répondants diplômés de l'enseignement supérieur perçoivent des disparités de revenu nettement plus marquées que les personnes moins instruites – ici encore avec un écart allant jusqu'à 10 points de pourcentage. Pour ce qui touche à l'âge, les répondants plus âgés perçoivent généralement des disparités de revenu plus importantes que les jeunes, et cet écart entre générations est particulièrement prononcé en Estonie et en Turquie. Seuls les répondants plus âgés américains et espagnols perçoivent des inégalités moins importantes que leurs compatriotes plus jeunes (avec plus de 5 points de pourcentage d'écart).

Tableau 4.1. En moyenne, les différences de perceptions vis-à-vis des inégalités de revenu entre groupes socio-démographiques sont minces

Différences de perceptions entre groupes socio-économiques de la part du revenu des 10 % les plus riches

	Éducation	Revenu		Situation profes-sionnelle	Sexe	Âge		Taille du ménage	
	Enseigne-ment tertiaire/ niveau inférieur	Tertile moyen/ inférieur	Tertile supérieur/ inférieur	Sans emploi/ employé	Femme/ homme	Tranche d'âge actif/jeunes	Sénior/ jeune	3-4 membres/ 1-2 membres	+5 membres/ 1-2 membres
OCDE 25	=	-	-	+	-	+	+	-	=
Autriche	=	=	+	=	-	++	++	=	++
Belgique	=	=	--	=	=	=	+	=	=
Canada	=	=	-	=	=	=	=	=	=
Suisse	=	=	=	=	-	=	=	-	=
Chili	-	=	--	++	+	=	=	=	=
Allemagne	++	=	=	=	--	=	+	=	=
Danemark	=	-	=	++	=	=	=	=	=
Espagne	=	=	-	=	=	=	--	=	=
Estonie	=	=	--	=	-	++	+++	=	=
Finlande	-	-	=	=	-	++	++	=	=

	Éducation	Revenu		Situation profes-sionnelle	Sexe	Âge		Taille du ménage	
France	=	=	+	=	--	=	=	-	--
Grèce	=	=	-	=	=	++	++	+	=
Irlande	=	=	=	=	--	=	++	-	--
Israël	=	=	--	=	=	+	+	=	=
Italie	=	=	=	=	=	=	=	=	=
Corée	++	=	++	-	---	=	++	=	=
Lituanie	=	=	=	=	-	=	++	-	=
Mexique	=	=	--	=	=	+	=	=	=
Pays-Bas	=	=	=	=	--	=	=	=	=
Norvège	--	-	--	=	=	=	=	=	=
Pologne	=	-	=	=	=	=	=	=	=
Portugal	=	=	=	=	=	=	=	+	++
Slovénie	=	-	=	+	=	=	++	-	=
Turquie	++	-	+	=	+	++	+++	=	=
États-Unis	++	=	=	=	=	=	--	=	=

Note : les signes indiquent si la différence entre les deux groupes est positive ou négative. « + » (ou « – ») indique que la différence est positive (ou négative) et inférieure à 5 points de pourcentage ; « ++ » (ou « -- ») jusqu'à 10 points de pourcentage ; « +++ » (ou « --- ») si c'est au-delà. « = » indique des différences qui ne sont pas statistiquement différentes de zéro (inférieures au seuil de 5 %), indépendamment de la valeur de la différence. « Tranche d'âge actif » correspond aux personnes âgées de 30 à 50 ans et les « séniors » à celles entre 50 et 64 ans.
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête de 2020 Des risques qui comptent.

StatLink https://stat.link/tar5ch

Tableau 4.2. Dans certains pays, la persistance intergénérationnelle perçue varie fortement parmi les individus dont le niveau d'instruction est différent

Différences de perceptions entre groupes socio-économiques de la persistance intergénérationnelle perçue parmi les 10 % dont les revenus sont les plus bas

	Éducation	Revenu		Situation profes-sionnelle	Sexe	Âge		Taille du ménage	
	Enseigne-ment tertiaire/ niveau inférieur	Tertile moyen/ inférieur	Tertile supérieur/ inférieur	Sans emploi/ employé	Femmes/ hommes	Tranche d'âge actif/ jeunes	Sénior/ jeune	3-4 membres/ 1-2 membres	+5 membres/ 1-2 membres
OCDE 25	+	=	+	+	+	+	=	=	=
Autriche	++	=	=	=	=	=	--	=	=
Belgique	+++	=	=	-	=	=	=	=	=
Canada	=	=	=	=	=	=	=	=	=
Suisse	=	=	=	=	=	=	=	=	=
Chili	++	=	++	=	+	--	--	=	=
Allemagne	=	=	=	=	=	=	=	=	=
Danemark	++	=	=	+	+	=	=	=	=
Espagne	=	=	=	=	=	=	=	=	=
Estonie	=	=	=	=	=	=	++	=	=
Finlande	=	=	=	=	+	=	=	-	--
France	++	=	=	=	-	=	=	=	=
Grèce	=	=	=	=	=	=	=	=	=
Irlande	++	=	++	=	+	=	=	--	=
Israël	++	++	++	=	=	=	=	=	=
Italie	+	=	=	+	=	---	--	+	=
Corée	=	=	=	=	--	=	=	=	=

	Éducation	Revenu		Situation profes-sionnelle	Sexe	Âge		Taille du ménage	
Lituanie	=	=	=	=	+	=	+	-	=
Mexique	=	=	=	=	=	=	++	=	=
Pays-Bas	+	=	+	=	=	=	=	=	=
Norvège	++	=	=	--	+	+++	++	=	=
Pologne	=	=	=	=	=	=	=	=	=
Portugal	+	-	=	=	=	=	=	=	+++
Slovénie	+	=	=	=	+	=	=	=	=
Turquie	+++	=	++	+	+	++	++	=	=
États-Unis	++	=	=	=	=	=	=	=	=

Note : la persistance intergénérationnelle parmi les 10 % les plus pauvres fait référence à la probabilité pour qu'un enfant issu d'un ménage appartenant aux 10 % les plus pauvres sur l'échelle de répartition des revenus vive dans un ménage pauvre une fois à l'âge adulte. Les signes indiquent si la différence entre les deux groupes est positive ou négative. « + » (ou « – ») indique que la différence est positive (ou négative) et inférieure à 5 points de pourcentage ; « ++ » (ou « -- ») jusqu'à 10 points de pourcentage ; « +++ » (ou « --- ») si c'est au-delà. « = » signale une différence qui n'est pas statistiquement différente de zéro (inférieure au seuil de 5 %) indépendamment de la valeur du coefficient. « Tranche d'âge actif » correspond aux personnes âgées de 30 à 50 ans et les « séniors » à celles entre 50 et 64 ans.
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête de 2020 Des risques qui comptent.

StatLink https://stat.link/wb3gnd

Les différences entre les groupes socio-démographiques traditionnels relatives à la persistance intergénérationnelle perçue sont légèrement plus marquées. Par exemple, les individus hautement instruits (Tableau 4.2) sont particulièrement pessimistes au sujet de la mobilité intergénérationnelle en Belgique, aux États-Unis et en Turquie. Les femmes également, mais plus modérément – 5 points de pourcentage de moins que les hommes. Les différences relatives à cette perception selon les groupes de revenu sont plus légères et non significatives dans la plupart des pays. Il existe toutefois quelques exceptions. Au Chili, en Irlande, en Israël et en Turquie, les classes des plus hauts revenus expriment des points de vue beaucoup plus sombres que les répondants les moins aisés. De même, bien que les différences liées à l'âge soient généralement négligeables, les moins de 30 ans au Chili et en Italie ont manifestement moins confiance en la mobilité sociale que leurs homologues plus âgés – ce qui révèle que les jeunes ont le sentiment évident de manquer de perspectives. L'inverse se vérifie en Estonie, au Mexique, en Norvège et en Turquie.

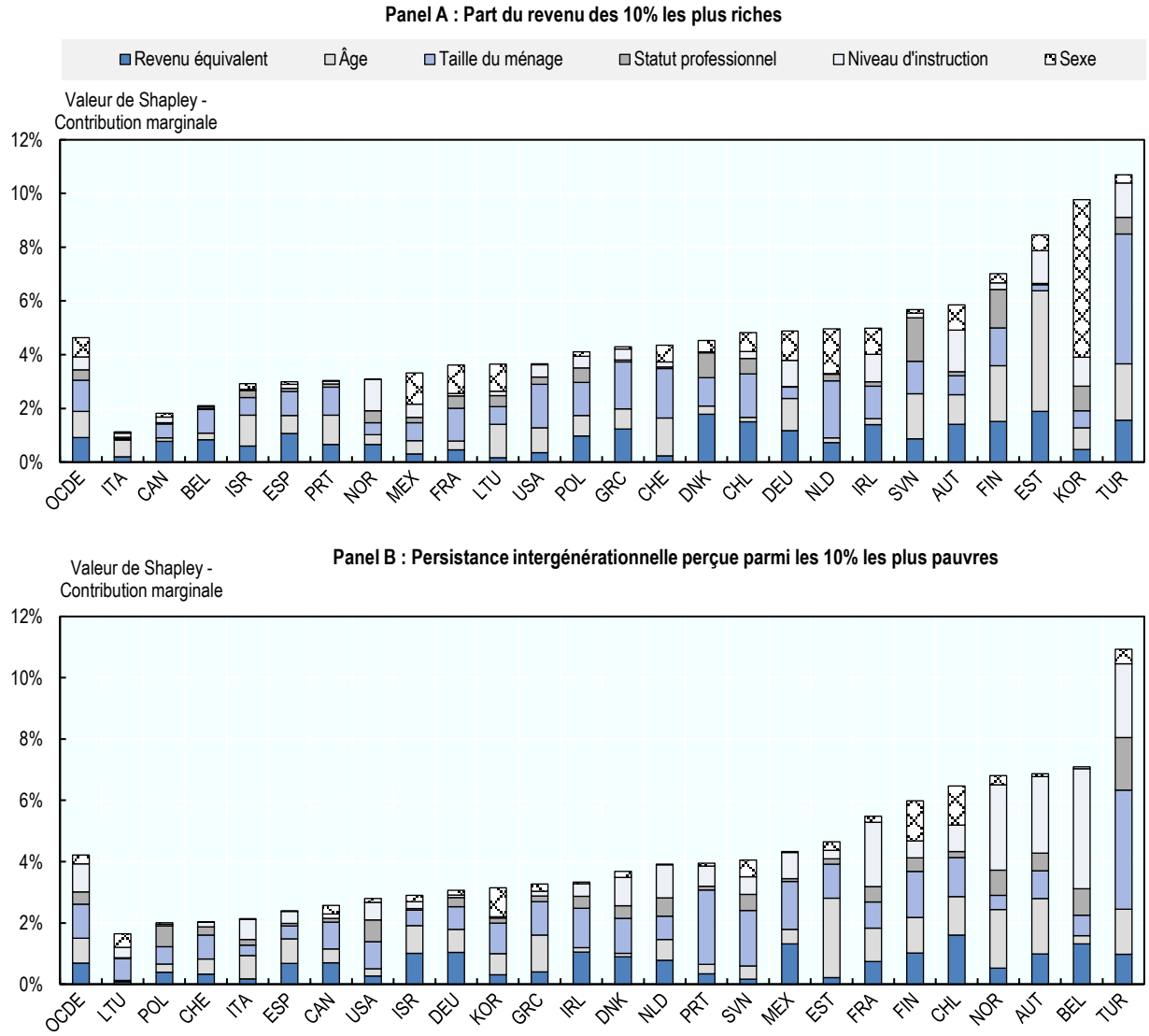
Globalement, les différences liées aux groupes socio-économiques habituels n'expliquent qu'une petite part de la dispersion totale des perceptions relatives aux inégalités et à la mobilité sociale (Graphique 4.2). Cette part peut être mesurée en décomposant la variance totale des perceptions de la façon suivante :

- une composante de la variance entre groupes, qui indique quelle portion de la dispersion totale s'explique par les différences entre les groupes socio-démographiques ;
- une composante de la variance interne aux groupes, qui indique la dispersion des perceptions au sein même des groupes socio-économiques classiques (revenu, instruction, sexe, âge, taille du ménage).

À quelques exceptions près, la composante de la variance entre les groupes n'explique pas plus de 5 % de la variance totale, les perceptions varient donc fortement au sein des groupes. En d'autres termes, les niveaux de désaccord sont élevés entre les individus qui partagent les mêmes caractéristiques socio-démographiques.

Graphique 4.2. Il n'y a que dans quelques pays que les différences entre groupes socio-démographiques expliquent plus de 5 % de la dispersion totale des perceptions

Part des différences de perception entre groupes socio-démographiques qui expliquent la dispersion totale des perceptions



Note : le total de chaque barre représente la part de la dispersion totale des perceptions - mesurée par variance - qui peut être attribuée aux différences de perceptions entre groupes définis selon des caractéristiques socio-économiques. Les segments de chaque barre correspondent aux différences au sein des groupes socio-économiques - par exemple, le segment appelé « revenu » fait référence à la part de la dispersion totale des perceptions qui peut être expliquée par les différences de perceptions entre les riches et les pauvres. Les totaux des barres représentent les valeurs totales de R-carré pour la régression linéaire de la part du revenu des 10 % les plus riches et de la persistance intergénérationnelle perçue parmi les 10 % les plus pauvres pour les covariables socio-démographiques dans chaque pays. Voir Ciani et al. (à paraître[3]) pour un échange sur la décomposition.
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête de 2020 Des risques qui comptent.

StatLink https://stat.link/olsq38

Les différences entre les groupes n'expliquent une part conséquente de la dispersion totale des perceptions que dans quelques pays. En Corée, le fossé entre les perceptions des femmes et des hommes, les femmes percevant des inégalités nettement plus marquées, compte à lui seul pour 6 % de la dispersion totale. En Estonie, les répondants plus âgés expriment massivement des points de vue bien plus pessimistes sur les disparités de revenu et la mobilité intergénérationnelle. Quant à la taille du

ménage, elle compte dans la plupart des pays, notamment en Turquie. Dans ce pays, les ménages composés de 2 membres ou moins et ceux de plus de 5 membres perçoivent des niveaux d'inégalités élevés, après contrôle des autres caractéristiques socio-économiques. (Il convient de noter que cette différence liée à la taille du ménage n'est pas sélectionnée sans contrôle des autres caractéristiques, comme dans le Tableau 4.1 et le Tableau 4.2). Ceci pourrait s'expliquer par la fait que la taille du ménage est en corrélation avec d'autres opinions et facteurs régionaux qui ne sont pas pris en compte.

En conclure que la dispersion au sein des groupes socio-démographiques plutôt qu'entre ces groupes explique la part du lion de la variation des perceptions entre les pays s'accompagne de deux réserves éventuelles.

- Les personnes issues d'un même groupe peuvent être d'accord entre elles mais exprimer des données différentes. En d'autres termes, les perceptions mesurées comportent un certain degré d'erreur et cette erreur contribue à la dispersion. Toutefois, l'analyse de la partie 3.2 indique que les différences de perceptions permettent d'expliquer la demande de redistribution en plus des différences socio-démographiques.
- La classe sociale autodéfinie compte aussi et s'ajoute aux caractéristiques telles que le revenu ou l'instruction. Cependant, si cette donnée figure avec les autres variables dans les calculs (Graphique 4.2), la part de la dispersion totale ainsi expliquée n'augmente pas parce que la classe sociale autodéfinie ne fait que baisser les autres caractéristiques socio-économiques.

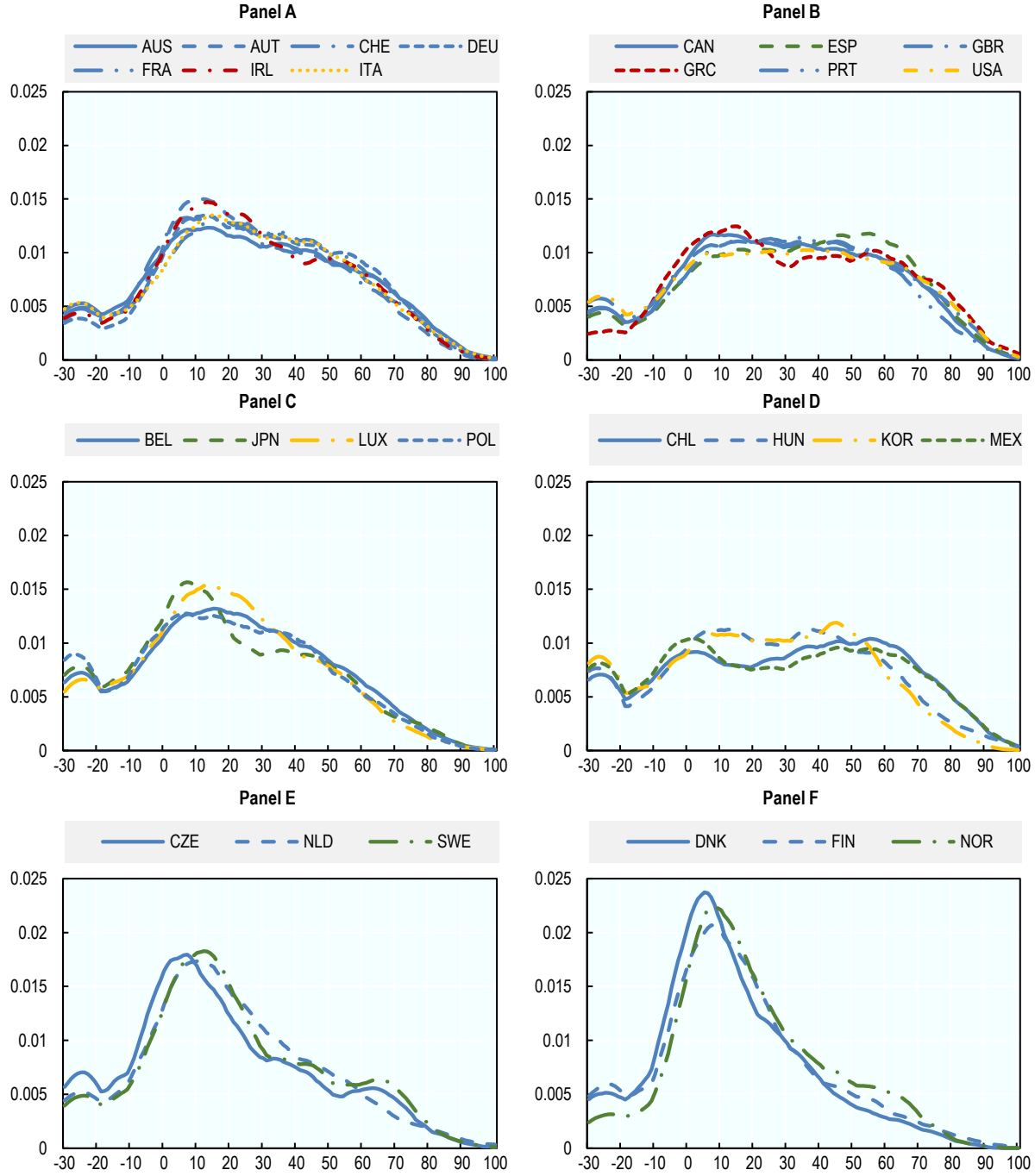
Les divergences majeures de perceptions se reflètent dans les préoccupations

Si les différences de perceptions sont largement dispersées, cela ne signifie pas nécessairement que les préoccupations, c'est-à-dire l'écart entre les disparités perçues et préférées, le sont également. Si les préférences en matière de disparités correspondaient parfaitement aux disparités perçues, l'écart entre les deux serait le même pour tous. Et il n'y aurait aucune divergence entre les individus au sujet des inégalités dont l'ampleur dépasse celle des préférences. Toutefois, les données de Comparez votre revenu (Graphique 4.3) indiquent que les préoccupations – puisqu'elles sont en lien avec l'écart entre les parts du revenu détenu par les 10 % les plus riches, perçues et préférées – sont largement dispersées au sein des pays (Balestra et Cohen, (à paraître[4])).

D'après la répartition des préoccupations au sein des pays (Graphique 4.3), un groupe de répondants, restreint mais non négligeable, pense que la part du revenu des 10 % les plus riches, dans la plupart des pays, est en réalité plus petite qu'elle ne devrait être (Panels A, B et C, et Norton et Ariely (2011[5])).[1] Un autre groupe suit, dont la taille varie d'un pays à l'autre, pour qui le niveau des inégalités est tout à fait acceptable. Enfin, une longue traîne de répondants considèrent que le niveau des hauts revenus est trop élevé. Il n'y a que dans quelques pays où cette répartition semble polarisée – au Chili, en Corée, en Hongrie et au Mexique (Panel D) – et présente un groupe de répondants supplémentaire qui se distingue par l'écart considérable qu'il y a entre la part du salaire des 10 % les plus riches telle qu'elle est perçue et la part qu'ils préfèreraient. Les pays scandinaves et la République tchèque se distinguent dans ce contexte avec une opinion publique relativement homogène puisqu'un grand groupe de répondants estiment que les inégalités sont plus importantes qu'elles ne devraient l'être, mais pas trop (Panels E et F).

Graphique 4.3. Les préoccupations relatives à l'ampleur des inégalités de revenu sont également fortement dispersées sur un large éventail de valeurs

Estimation de la distribution de l'écart, en points de pourcentage, entre la part perçue et préférée du revenu total du pays allant aux 10 % de ménages les plus riches, 2015-2020



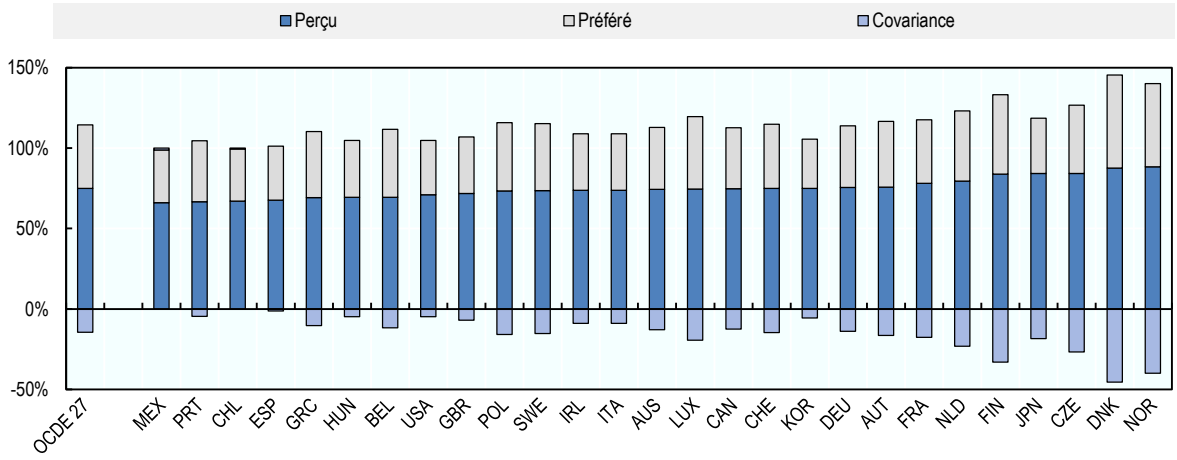
Note : les distributions ont été tronquées à -30 pour des raisons de présentation. Ainsi, ceux qui pensent que la part perçue des hauts revenus correspond à 30 points de pourcentage de moins que leur part préférée sont comptabilisés dans les -30. Ceci crée un pic dans la répartition au niveau des valeurs basses, uniquement du fait du regroupement. Les tracés indiquent la fonction de densité de probabilité de la perception de la part du revenu total du pays allant aux 10 % des ménages les plus riches, donnée par l'estimation de la densité par noyau.
Source : Calculs tirés de l'outil de l'OCDE Comparez votre revenu, 2015-20 (Balestra et Cohen, à paraître[4]).

StatLink https://stat.link/jnbmkg

Dans tous les pays, les préférences quant à la part du revenu allant aux 10 % les plus riches varient moins que les niveaux perçus dans ce domaine. Cette tendance indique que les individus ont tendance à être plus en accord au sujet du niveau auquel les inégalités de revenu devraient être, plutôt que de ce qu'il est réellement. Cela coïncide avec l'idée selon laquelle la plupart des divergences en matière de préoccupations (c'est-à-dire l'écart entre les inégalités perçues et préférées) sont liées à des différences de perceptions entre individus (Graphique 4.4). Dans la zone OCDE, la répartition des perceptions de la part du revenu des 10 % les plus riches contribue à plus des deux tiers de la variance totale des préoccupations au sujet des inégalités de revenu.[2]

Graphique 4.4. La majeure partie de la dispersion des préoccupations au sujet de la part du revenu allant aux 10 % les plus riches provient des différences de perceptions

Contribution à la variance totale des préoccupations au sujet de la part du revenu des 10 % les plus riches



Note : les préoccupations correspondent à l'écart, en points de pourcentage, entre la part perçue et la part préférée du revenu total du pays allant aux 10 % de ménages les plus riches. La variance totale peut être décomposée en variance des parts perçues, variance des parts préférées, moins deux fois la covariance des parts perçues et préférées. À quelques exceptions près, la covariance est proche de zéro ou positive. Lorsqu'elle est positive, cela signifie que les individus qui mentionnent des parts perçues élevées mentionnent également des parts préférées élevées. Ceci rend l'écart entre les données perçues et préférées plus proche chez les personnes dont les perceptions sont différentes.
Source : Calculs tirés de l'outil de l'OCDE Comparez votre revenu, 2015-20 (Balestra et Cohen, à paraître[4]).

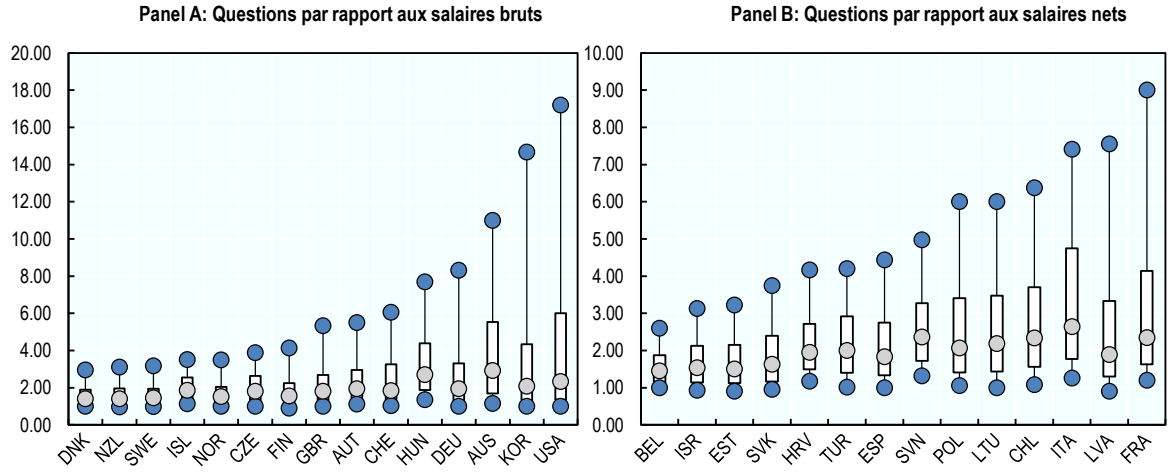
StatLink https://stat.link/72xswv

Les préoccupations relatives à l'ampleur des inégalités de salaire au sein des pays sont également fortement dispersées, comme l'indique le ratio perception/préférence (Graphique 4.5). Les pays sont divisés en deux groupes, selon si les salaires perçus et préférés des répondants sont recueillis sous format brut ou net d'impôts et de contributions sociales, puisque les dispersions des perceptions changent selon que les salaires sont bruts ou nets.[3]

Une analyse du groupe dont les salaires sont exprimés en brut aux États-Unis révèle que, pour 10 % des répondants, les disparités de salaires sont plus étroites ou équivalentes à leurs préférences – le 10e centile de la répartition des préoccupations. D'autres 10 %, au-delà du 90e centile, pensent que les disparités perçues sont au moins 17 fois plus élevées que celles qu'ils considèrent justes. Au Danemark, en revanche, les perceptions à chaque extrémité du spectre ne divergent pas à ce point : dans le 90e centile, les disparités perçues ne sont que 3 fois plus élevées que les préférences. Les différences de dispersion entre les pays sont également fortes dans le groupe des salaires exprimés en net.

Graphique 4.5. Les préoccupations au sujet du ratio entre les salaires les plus élevés et les plus faibles sont également très dispersées

Répartition du ratio perçu entre les salaires les plus élevés et les plus faibles divisé par le ratio préféré : les points bleus représentent les 10e et 90e centiles, le rectangle, l'intervalle entre le 25e et le 75e centile, et les points gris représentent la moyenne



Note : le graphique indique dans quelle mesure les répondants considèrent que le niveau des disparités de salaire est plus élevé par rapport au niveau qu'ils estiment acceptable, à différents points le long de l'échelle de répartition des réponses. Par exemple, aux États-Unis, le répondant médian pense que le ratio entre salaires élevés et bas est le double de celui qu'il considère comme acceptable alors que le répondant du 90e centile pense qu'il est 18 fois plus élevé.
Source : calculs de l'OCDE issus du PIES 2009.

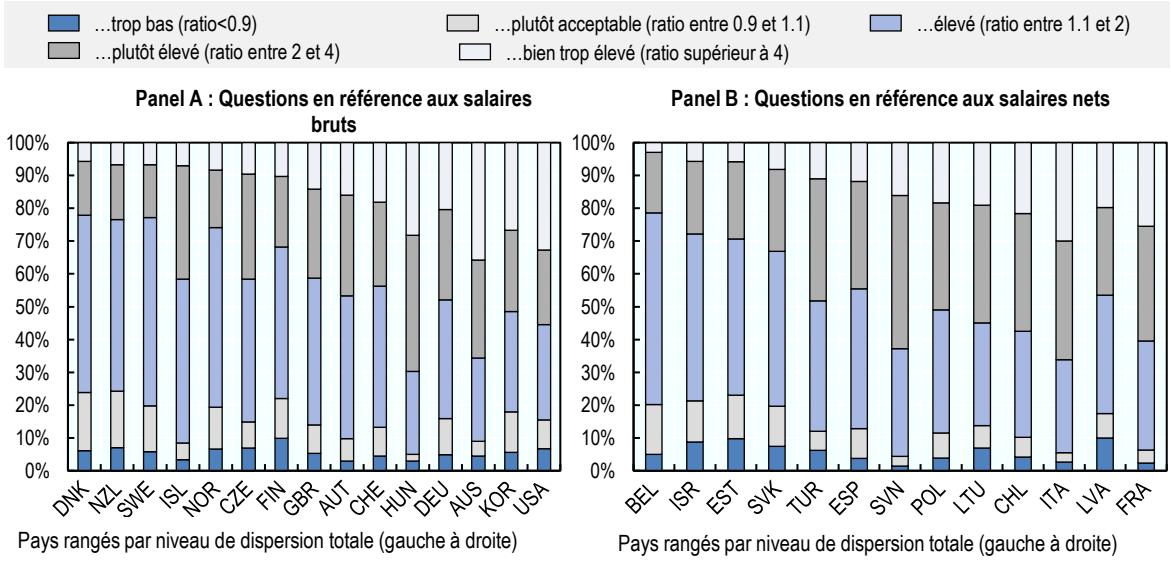
StatLink https://stat.link/ahw6pm

Dans tous les pays, pour un groupe non négligeable de répondants, les perceptions des disparités et les préférences en la matière sont identiques (Graphique 4.6). Les pays dont le niveau de dispersion des perceptions est le plus bas présentent des groupes de répondants homogènes qui pensent que le niveau actuel des inégalités est plus important que leurs préférences, mais pas trop. Dans certains cas, les pays dont la dispersion est faible présentent des petits groupes de répondants dont les préférences correspondent à la situation actuelle (par ex la situation actuelle (par ex. en Islande).

Dans les pays où les préoccupations sont plus largement dispersées, il existe un écart majeur entre les promoteurs du statu quo et ceux qui pensent que les inégalités existent à grande échelle, et pour un groupe encore plus important, le ratio entre perceptions et préférences est de 4 ou plus. Dans certains cas, notamment en Corée et aux États-Unis, il existe encore une part importante de répondants en faveur du statu quo, ce qui engendre une polarisation notable.

Graphique 4.6. Dans les pays où les préoccupations sont moins dispersées, nombreux sont ceux qui pensent que les disparités de salaires sont importantes, mais pas de façon excessive

Part des répondants par niveau de préoccupation au sujet des disparités entre salaires élevés et bas (c'est-à-dire dans quelle mesure le ratio perçu est plus important que le ratio préféré)



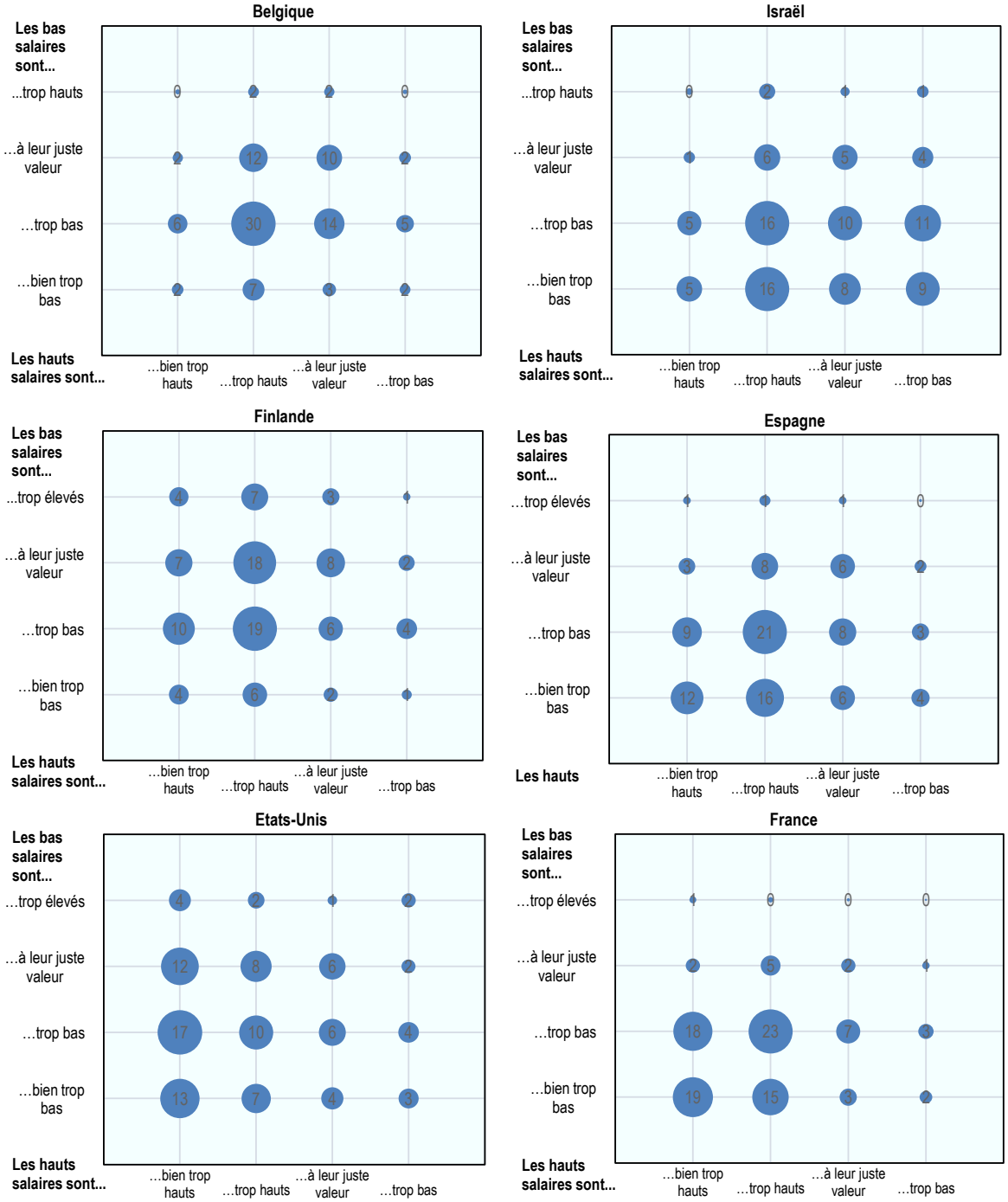
Source : calculs de l'OCDE issus du PIES 2009.

StatLink https://stat.link/g10z24

Les individus sont également en fort désaccord quant à savoir si les hauts salaires sont trop élevés ou si les bas salaires sont trop bas. Cette divergence est illustrée par les répondants des différents groupes dont les perceptions diffèrent quant au niveau actuel des hauts salaires et des bas salaires et du niveau qu'ils considèrent juste – leurs préférences (Graphique 4.7). Les pays analysés sont choisis parmi ceux du bas, du milieu et du sommet de la répartition. La tendance générale dans les différents pays fait souvent apparaître des désaccords importants quant aux hauts revenus, ce qui est cohérent par rapport aux constats précédents (Kelley et al., 1993[6]). Toutefois, il se dégage des tendances différentes. En France, par exemple, la plupart des répondants estiment que le niveau actuel des bas salaires est trop bas et celui des hauts salaires est trop haut. Aux États-Unis, en revanche, les personnes sont plus divisées au sujet des bas salaires. Par rapport aux autres pays, un plus grand nombre de répondants les trouvent relativement justes.

Graphique 4.7. Les individus sont en désaccord quant à savoir si les hauts salaires sont trop haut ou si les bas salaires sont trop bas

Pourcentage de répondants par niveau de salaire perçu, bas et haut (axe des ordonnées et axe des abscisses, respectivement), comparé aux niveaux préférés, dans une sélection de pays, 2009



Note : le graphique présente sur l'axe des abscisses, la part des répondants qui pensent que les hauts salaires sont bien trop hauts (ils devraient être inférieurs de 50 %), trop hauts (ils devraient être inférieurs de 50 % à 10 %), à leur juste valeur (à moins de 10 % près de ce qu'ils devraient être), ou trop bas. L'axe des ordonnées indique la part des répondants qui pensent que les bas revenus sont bien trop bas (ils devraient être 50 % plus hauts), trop bas (ils devraient être entre 10 % et 50 % plus hauts), à leur juste valeur (ils sont à 10 % près de ce qu'ils devraient être), ou trop élevés.
Source : calculs de l'OCDE issus du PIES 2009.

StatLink https://stat.link/x4sml5

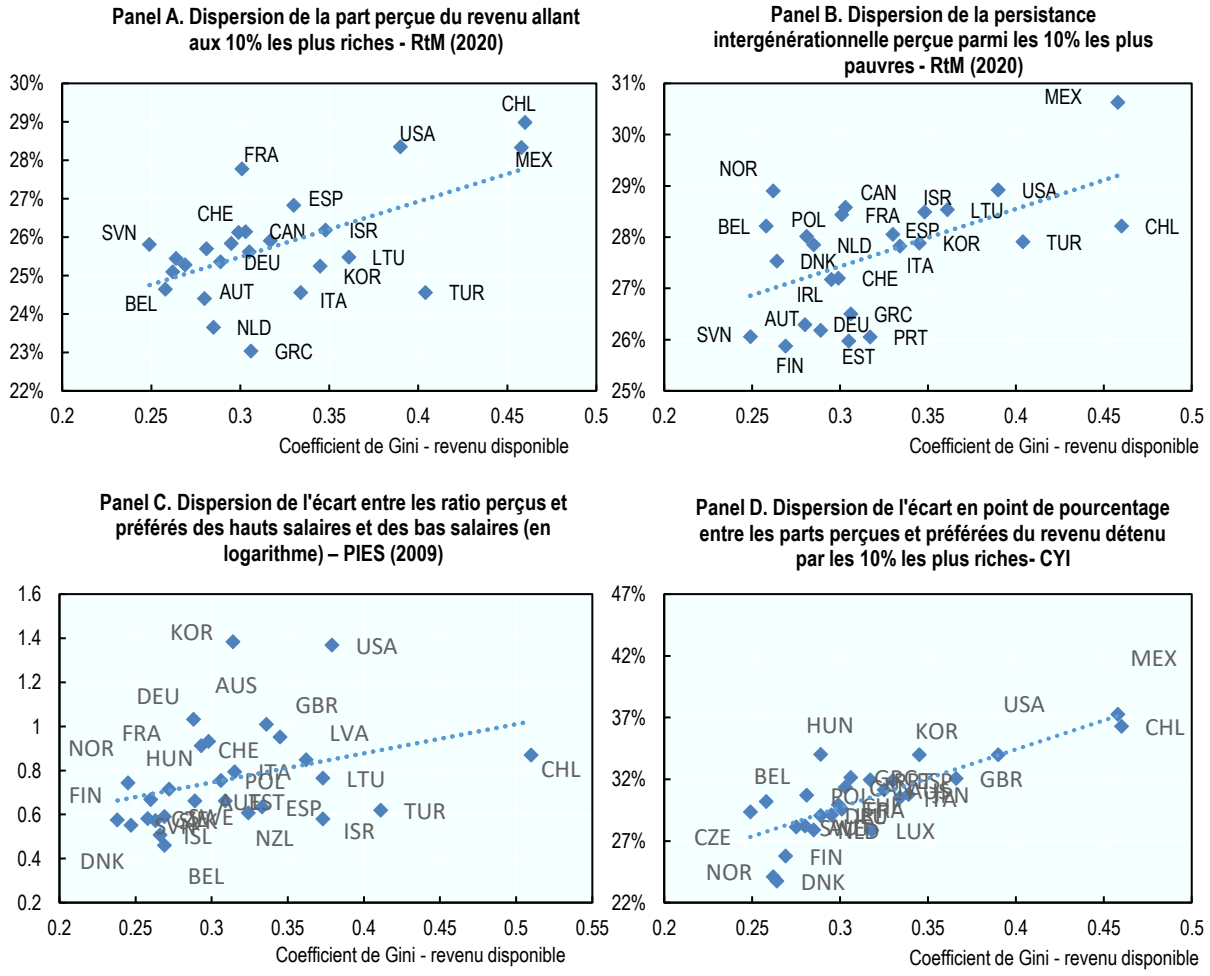
L'opinion publique est plus divisée dans les pays plus inégalitaires

Les perceptions et les préoccupations sont plus largement dispersées là où les niveaux d'inégalités de revenu sont plus élevés (d'après le coefficient de Gini du revenu disponible ; Graphique 4.8). Concernant les perceptions, la corrélation est forte pour la part perçue du revenu allant aux 10 % les plus riches et la persistance intergénérationnelle perçue. Ceci est principalement dû aux pays où les inégalités sont élevées et la dispersion forte (au Chili, au Mexique et aux États-Unis).[4] La France et la Turquie constituent deux cas particuliers remarquables dans les perceptions de la part du revenu des 10 % les plus riches. En Turquie, les perceptions sont faiblement dispersées et les inégalités sont élevées alors qu'en France, la dispersion est plus importante que dans d'autres pays où le niveau d'inégalités est moyen. La dispersion des préoccupations relatives aux inégalités de salaire et de revenu - les préoccupations étant mesurées par l'écart entre les disparités perçues et préférées - est également étroitement associée à l'échelle des inégalités, notamment dans les résultats de Comparez votre revenu.

La répartition des perceptions et des préoccupations est possiblement plus étendue dans les pays plus inégalitaires parce que, lorsque les inégalités sont élevées, les individus ont du mal à estimer correctement les disparités de revenu et de salaire, en particulier dans le cas des revenus et salaires élevés. De plus, il est peu probable que leur cercle social soit une représentation parfaite de la répartition générale des revenus.[5] Dans les sociétés où la mixité sociale est limitée, les opinions sont plus dispersées. Les groupes se connaissent peu et connaissent peu leurs perceptions respectives. Ceci peut également expliquer pourquoi les plus aisés estiment parfois plus que les plus pauvres que le ratio entre hauts salaires et bas salaires est plus important. Indépendamment des mécanismes sous-jacents, l'opinion publique est plus divisée dans les sociétés plus inégalitaires.

Graphique 4.8. L'opinion publique est plus divisée dans les pays où les inégalités de revenu sont élevées

Dispersion des perceptions et des préoccupations par rapport aux inégalités mesurées par l'indice de Gini



Note : la dispersion des perceptions/préoccupations est mesurée par l'écart type de l'échantillon. L'indice de Gini porte sur le revenu disponible et la dernière année disponible des données de l'enquête Des risques qui comptent et de l'outil Comparez votre revenu, et le PIES de 2008 ou 2009 (le cas échéant) (pour les années 2008/2009 jusqu'à 2011, l'ancienne définition du revenu de l'IDD est utilisée). La pente standardisée du panel A est de 0.582 et est statistiquement significative au seuil de 1 % (avec des erreurs type robustes d'hétéroscédasticité) ; pour le panel B, elle est de 0.561, significative au seuil de 5 % ; pour le panel C, elle est de 0.341, significative au seuil de 10 % ; pour le panel D elle est de 0.785, significative au seuil de 1 %.

Source : calculs de l'OCDE tirés de l'enquête de 2020 Des risques qui comptent, PIES 2009, Comparez votre revenu 2015-20 ; *la base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus* (https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD) pour le coefficient de Gini.

StatLink https://stat.link/ov2j43

4.2. L'étendue des divergences entre les individus a-t-elle augmenté ?

La distribution des perceptions et des préoccupations a gagné depuis longtemps en dispersion et en polarisation

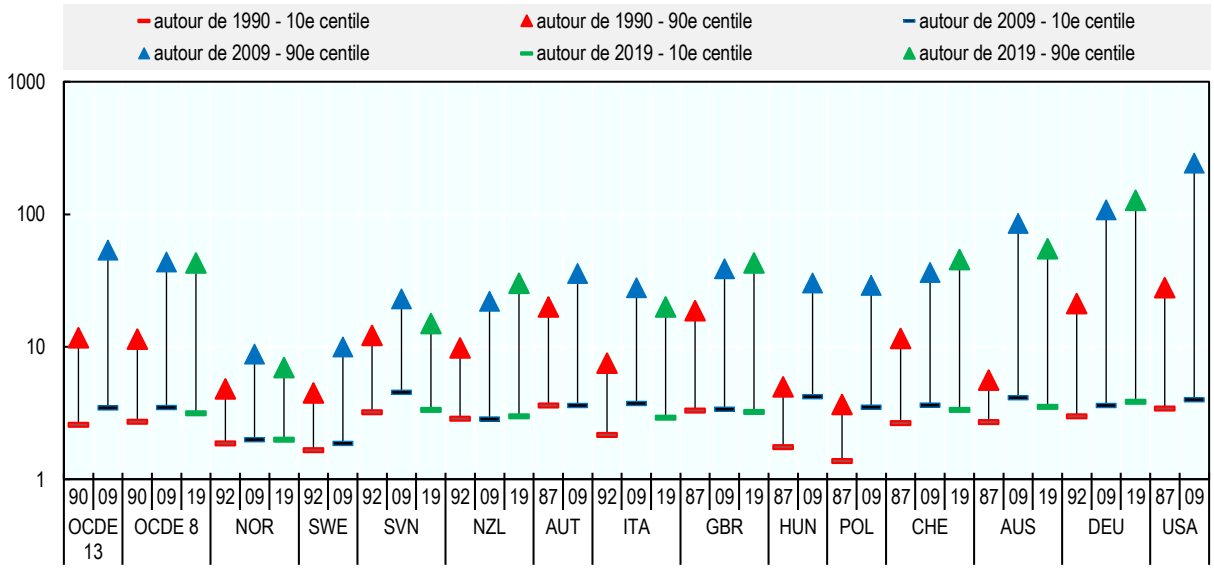
Au fil des années, la division de l'opinion publique s'est accentuée. Entre les années 1990 et la crise financière mondiale, les disparités de salaires perçues (partie 2.2) n'ont pas progressé de façon uniforme dans toute la population et les écarts se sont creusés entre ceux qui percevaient des disparités croissantes

et limitées (Graphique 4.9 et Giger etLascombes (2019[7])). Par conséquent, dans les pays pour lesquels les données sont disponibles[6], la dispersion des perceptions a augmenté – moins dans les pays nordiques (Norvège et Suède), et en Autriche et en Slovénie, et plus en Allemagne, en Australie et aux États-Unis. En effet, la dispersion s'est essentiellement répandue là où la perception moyenne des inégalités a le plus progressé (Graphique d'annexe 4.A.1).[7] Cette corrélation indique que la hausse des perceptions, puisqu'elle était hétérogène au sein de la population des pays, s'est accompagnée d'une forte croissance des désaccords quant au niveau des inégalités.

Bien que les disparités de salaire perçues aient diminué cette dernière décennie entre 2010 et 2019, la dispersion est restée la même qu'au moment de la crise financière mondiale. Elle a quelque peu régressé en Australie, Italie, Norvège et Slovénie mais affichait encore un niveau supérieur à ce qu'il était à la fin des années 1990 ou 1980. Elle a augmenté dans les cinq autres pays observés jusqu'au PIES 2019, notamment en Allemagne.

Graphique 4.9. Les perceptions des inégalités de revenu se sont davantage dispersées au fil du temps

90e et 10e centiles du rapport perçu entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus bas (échelle logarithmique)



Note : l'année fait référence à la vague du PIES. Les pays sont classés en fonction de l'évolution de l'écart entre le 90e et le 10e centile, entre la fin des années 80/début 90 et 2009. Les lignes rendent compte de l'ampleur des différences entre les répondants qui appartiennent aux 10 % situés au bas de l'échelle et ceux qui appartiennent aux 10 % situés au sommet. Par exemple, aux États-Unis, en 2009, les répondants du décile le plus bas pensaient que le ratio était inférieur à 4 alors que les répondants du décile le plus haut pensaient qu'il dépassait 244. La question sur les perceptions relatives au ratio entre les hauts et les bas salaires considère les salaires bruts, à l'exception de la Pologne et de la Slovénie (où il s'agit de salaires nets). En Hongrie, en 1987, la question ne mentionnait ni les salaires bruts ni les salaires nets, peut-être parce que l'impôt individuel sur le revenu n'a été introduit qu'en 1988. En Italie, les salaires mentionnés dans la question du PIES sont passés de salaires bruts dans la première vague à des salaires nets en 2009 : les salaires nets étant généralement moins dispersés que les salaires bruts, l'évolution observée dans le graphique sous-estime sans doute l'accroissement de la dispersion.
Source : Calculs de l'OCDE tirés du PIES 1987, 1992, 2009 et 2019.

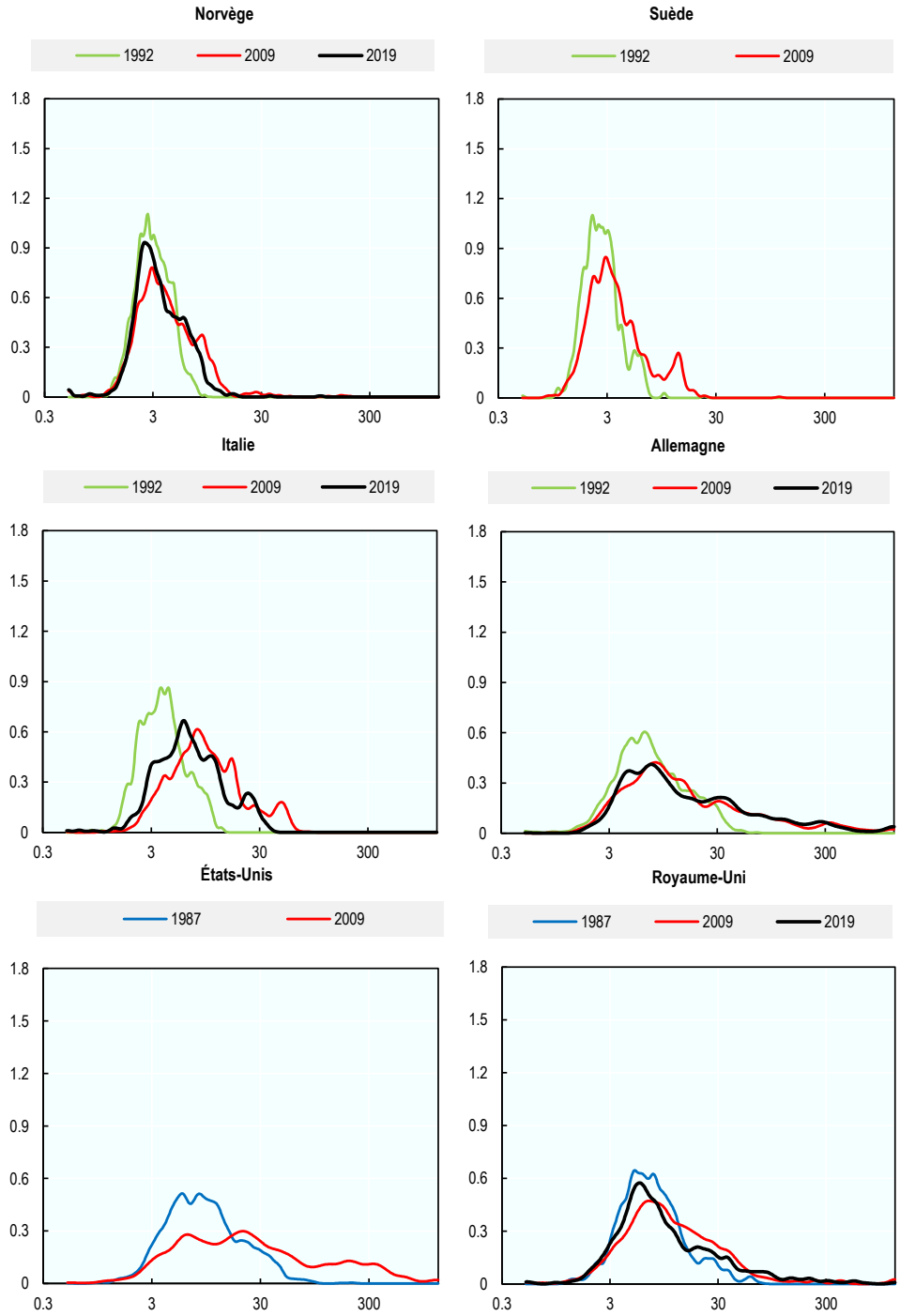
StatLink https://stat.link/atvyir

Dans certains pays, la hausse de la dispersion était également mise en parallèle avec la hausse de la polarisation (Osberg et Smeeding, 2006[2]), comme l'indique l'estimation de la répartition des perceptions. Six pays présentant des évolutions de dispersions limitées (Norvège et Suède), moyennes (Italie et Royaume-Uni) et importantes (Allemagne et États-Unis) pendant les deux décennies qui ont précédé la crise financière mondiale illustrent les divergences croissantes à cette époque entre les perceptions aux 90e et 10e centiles du ratio entre les hauts et les bas salaires (Graphique 4.10). Les distributions ont non seulement évolué à la hausse, mais elles se sont également largement stabilisé au fil des années donc l'écart entre les perceptions de deux répondants quels qu'ils soient s'est creusé. Certains pays ont montré des signes de polarisation croissante. Les pics atteints dans certains pays correspondent à deux groupes (ou plus) de répondants regroupés autour de niveaux d'inégalités perçus bas, moyens ou hauts. Ces valeurs se sont éloigné les unes des autres avec le temps, laissant apparaître un accroissement des divergences entre les groupes. L'aggravation de la polarisation entre le début des années 1990 et la crise financière mondiale est également notable en Suède, même si la dispersion globale des perceptions a peu évolué, et en Norvège. Toutefois, la polarisation semble avoir réduit au cours de la décennie suivante.

L'Italie et le Royaume-Uni se distinguent parce que les perceptions étaient regroupées au départ dans une fourchette étroite de valeurs avant de se disperser au cours des deux décennies qui ont précédé la crise financière mondiale. La dispersion ne s'est que légèrement atténuée au cours de la décennie suivante alors que la polarisation entre différents groupes a perduré. En Allemagne et aux États-Unis, la répartition à la fin des années 1980 et au début des années 1990 était déjà dispersée et polarisée. Les divergences se sont encore plus renforcées au cours des deux décennies suivantes et les perceptions se sont encore plus éloignées. Les divergences sont restées à un niveau élevé en Allemagne.

Graphique 4.10. La distribution des ratios perçus entre les hauts salaires et les bas salaires s'est de plus en plus dispersée et polarisée

Estimations de la densité de distribution (axe des ordonnées) pour chaque ratio hauts salaires/bas salaires possible (axe des abscisses, échelle logarithmique), sélection de pays, l'année de la vague du PIES



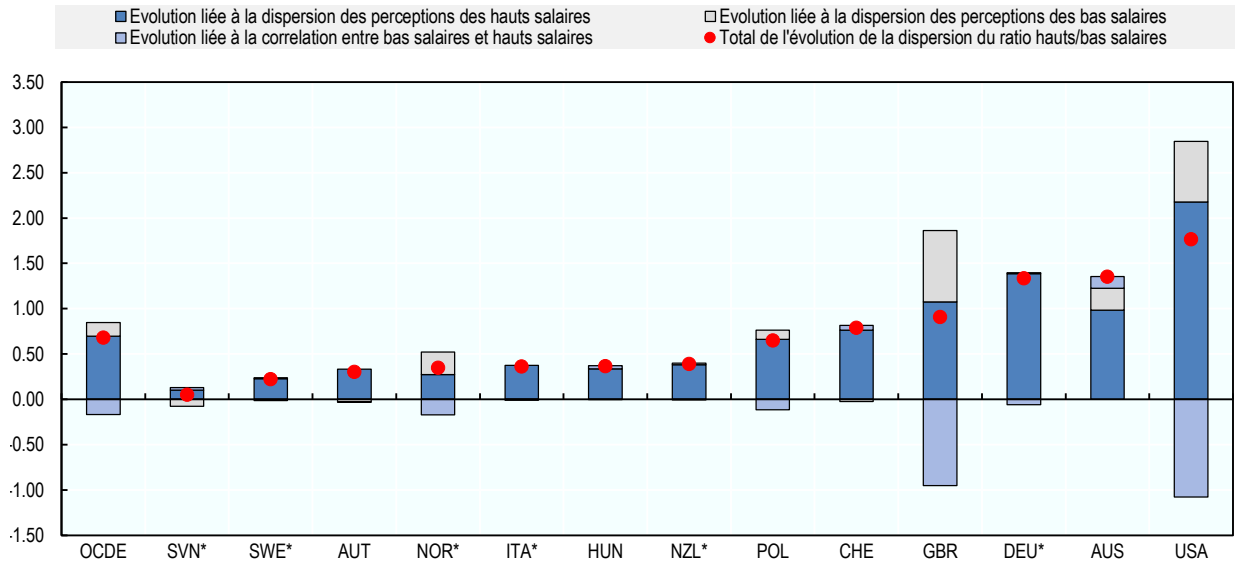
Note : les graphiques représentent la densité de réponses ; là où les points indiquent des valeurs élevées, les réponses des personnes interrogées sont plus fréquentes. Par exemple, aux États-Unis, en 1987, la plupart des répondants pensaient que le ratio était entre 3 et 30, alors qu'en 2009, la dispersion a augmenté ainsi que le nombre de personnes convaincues que le ratio avait largement dépassé 30. La densité est estimée au moyen de régressions à noyau avec un noyau gaussien. L'axe des abscisses est exprimé en échelle logarithmique.
Source : Calculs de l'OCDE tirés du PIES 1987, 1999 et 2009.

StatLink https://stat.link/v68e5t

La hausse de la dispersion des perceptions au fil du temps est essentiellement due à la hausse des désaccords quant au niveau des hauts salaires (Graphique 4.11 et Osberg et Bechert (2016[8])). L'Australie, les États-Unis, la Norvège et le Royaume-Uni ont connu des hausses conséquentes des désaccords quant aux niveaux des bas salaires.[8] Les hauts salaires ont toutefois alimenté des divergences bien plus fortes, probablement parce que la plupart des individus avaient une expérience ou une connaissance limitée des métiers très rémunérateurs (le point de repère était le salaire des médecins ou des PDG d'un groupe national). Les répondants recevaient probablement des informations différentes et très diverses au sujet des hauts revenus qui ont rapidement augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE. Par conséquent, les personnes ont changé de point de vue à ce sujet de manières très différentes.

Graphique 4.11. La hausse des divergences quant au niveau des disparités s'explique essentiellement par l'élargissement de la dispersion des perceptions relatives aux hauts salaires

Évolution de la dispersion du logarithme des ratios perçus entre hauts et bas salaires entre 1990 et 2009



Note : la dispersion du ratio entre les hauts et bas salaires est donnée par la variance de son logarithme. Elle est décomposée en dispersion des points de vue relatifs au niveau des hauts salaires et des bas salaires. Par exemple, l'accroissement de la dispersion des points de vue au sein de la population allemande est entièrement dû à la hausse de la dispersion des points de vue au sujet des hauts salaires, alors que le niveau de divergence relatif au niveau actuel des bas salaires est resté stable dans le temps. La composante liée à la corrélation est l'opposé du double de la covariance entre les perceptions des bas salaires et des hauts salaires. Cette valeur est négative au Royaume-Uni et aux États-Unis parce que, dans les deux pays, les répondants qui mentionnent des hauts salaires plus élevés mentionnent également des bas salaires plus élevés, et cette corrélation a progressé au fil du temps. Les pays repérés par une * ont été examinés à compter de 1992.
Source : Calculs de l'OCDE tirés du PIES 1987, 1992 et 2009.

StatLink https://stat.link/oa3y87

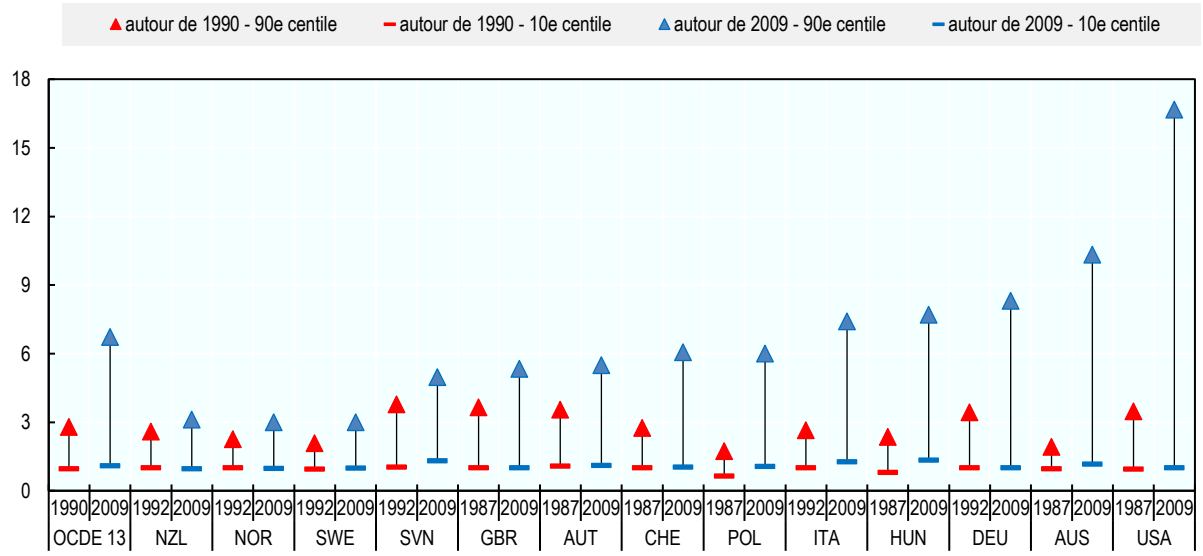
La hausse de la dispersion des perceptions a engendré une hausse des désaccords au sujet de l'écart entre les salaires que les personnes sont prêtes à accepter et de celui qui est effectif selon elles (Graphique 4.12). Dans la plupart des pays, les divergences ont augmenté entre :

- les personnes qui pensent que les écarts actuels de salaires qu'ils perçoivent sont acceptables,
- et celles pour qui le niveau de disparités acceptables est loin de celui qu'elles perçoivent actuellement.

La hausse de la dispersion des préoccupations peut s'expliquer essentiellement par la hausse des divergences quant à l'écart actuel entre les salaires, plutôt que par la hausse du ratio entre les hauts salaires et les bas salaires que les individus considèrent comme acceptable (Ciani et al., à paraître[3]).

Graphique 4.12. La hausse des désaccords est non seulement liée aux perceptions mais aussi aux préoccupations

10e et 90e centiles de l'écart entre les rapports perçus et préférés entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus bas ; l'année est celle de la vague du PIES



Note : l'écart est calculé comme le ratio entre les ratios perçus et préférés entre les hauts et les bas revenus et peut être interprété comme une mesure alternative des préoccupations relatives aux disparités de salaires. Par exemple, en Australie, en 2009, 10 % des répondants (le décile le plus bas dans l'échelle de répartition des préoccupations) pensaient que le ratio entre les hauts et les bas salaires était tout au plus légèrement plus élevé - 1.2 fois - que ce qu'il devrait être. À l'autre extrémité de l'échelle, 10 % des répondants (les 10 % au sommet de la répartition) pensaient que le ratio était 10 fois plus élevé que ce qu'il devrait être. En 1987, la différence entre ces deux groupes était moindre.
Source : Calculs de l'OCDE tirés du PIES 1987, 1992 et 2009.

StatLink https://stat.link/fjm12i

La hausse de la dispersion des perceptions et des préoccupations relatives aux disparités de salaire concerne essentiellement des personnes aux caractéristiques socio-économiques similaires

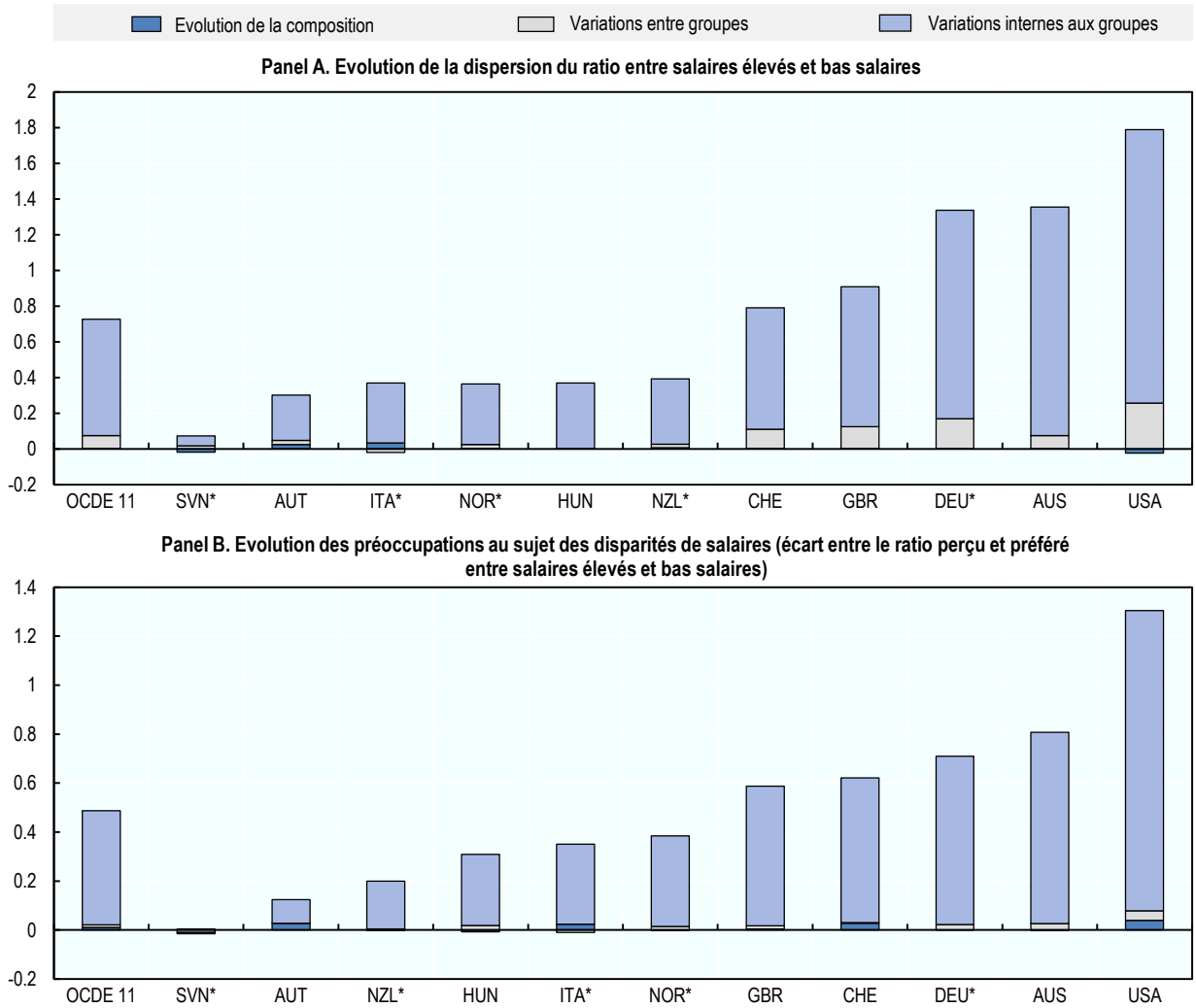
La hausse à long terme de la dispersion des perceptions et des préoccupations relatives aux disparités de salaires peut être due à des changements structurels. Par exemple, avec la hausse du niveau d'instruction, les différences d'ordre éducatif ont pu devenir moins pertinentes pour expliquer la dispersion générale puisque certains groupes prennent une place plus importante. Toutefois, l'évolution de la composition de la population en termes de niveau d'instruction, de revenu relatif, de statut professionnel, de sexe, d'âge et de taille du ménage, explique peu ou pas du tout l'évolution de la dispersion des perceptions et des préoccupations relatives au ratio entre les hauts et les bas salaires (Graphique 4.13, panel A).

La hausse de la dispersion des perceptions et des préoccupations peut être liée à une augmentation des désaccords entre personnes de caractéristiques socio-économiques différentes (c'est-à-dire une dispersion *entre* groupes socio-économiques), mais aussi entre personnes de caractéristiques similaires (c'est-à-dire une dispersion *interne* aux groupes socio-économiques). Les différences entre groupes socio-économques - définis par genre, âge, instruction, taille du ménage, statut professionnel et revenu relatif -

ont augmenté au fil du temps, et ces différences croissantes expliquent une partie de l'accroissement global de la dispersion des perceptions et des préoccupations (Graphique 4.13, panel B). En Allemagne, en Australie, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Suisse, où l'accroissement de la dispersion a été le plus fort, une part non négligeable de l'évolution des niveaux de désaccord au sujet de l'ampleur des inégalités de revenu peut être attribuée à l'évolution de la variation entre groupes. Toutefois, les variations internes aux groupes restent en cause pour la majeure partie de l'explosion de la dispersion observée entre 1987/1992 et 2009, dans les perceptions et les préoccupations.

Graphique 4.13. La dispersion des perceptions et des préoccupations relatives aux disparités de salaire s'est intensifiée essentiellement à l'intérieur des groupes

Décomposition de l'évolution de la dispersion des perceptions et des préoccupations entre 1987/1992 et 2009



Note : la dispersion correspond à la variance du logarithme du ratio perçu dans le graphique du haut et à la variance de la différence logarithmique entre le ratio perçu et préféré dans le graphique du bas. La décomposition a été obtenue par la création de distributions contrefactuelles (voir Annexe 4.B). Un astérisque (*) indique que la première vague prise en compte est celle de 1992 pour le pays. La Suède et la Pologne ont été supprimées compte tenu de l'absence de données disponibles sur les revenus pour les deux premières vagues.
Source : PIES 1987, 1992 et 2007.

StatLink https://stat.link/eg6x9h

Bibliographie

Balestra, C. et G. Cohen (à paraître), « Income Inequality through People's Lenses: Evidence from the OECD Compare your Income Web-tool », *OECD Papers on Well-being and Inequalities*, Éditions OCDE, Paris. [4]

Ciani, E. et al. (à paraître), *Perceptions of inequality across OECD and EU countries: Long term trends and recent evidence*. [3]

Cruces, G., R. Perez-Truglia et M. Tetaz (2013), « Biased perceptions of income distribution and preferences for redistribution: Evidence from a survey experiment », *Journal of Public Economics*, vol. 98, pp. 100-112, https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2012.10.009. [10]

Duclos, J., J. Esteban et D. Ray (2004), « Polarization: Concepts, measurement, estimation », *Econometrica*, vol. 72/6, https://doi.org/10.1111/j.1468-0262.2004.00552.x. [1]

Giger, N. et D. Lascombes (2019), « Growing income inequality, growing legitimacy: A longitudinal approach to perceptions of inequality », *Unequal Democracies Working Paper*, n° 11, Université de Genève, https://unequaldemocracies.unige.ch/files/4515/9370/6124/wp11final.pdf. [7]

Kelley, J. et al. (1993), *The Legitimation of Inequality: Occupational Earnings in Nine Nations1*, http://www.journals.uchicago.edu/t-and-c. [6]

Lemieux, T. (2002), « La décomposition des changements dans les distributions de salaires : une approche unifée », *Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'économique*, vol. 35/4, pp. 646-688, https://doi.org/10.1111/1540-5982.00149. [9]

Norton, M. et D. Ariely (2011), « Building a Better America—One Wealth Quintile at a Time », *Perspectives on Psychological Science*, vol. 6/1, pp. 9-12, https://doi.org/10.1177/1745691610393524. [5]

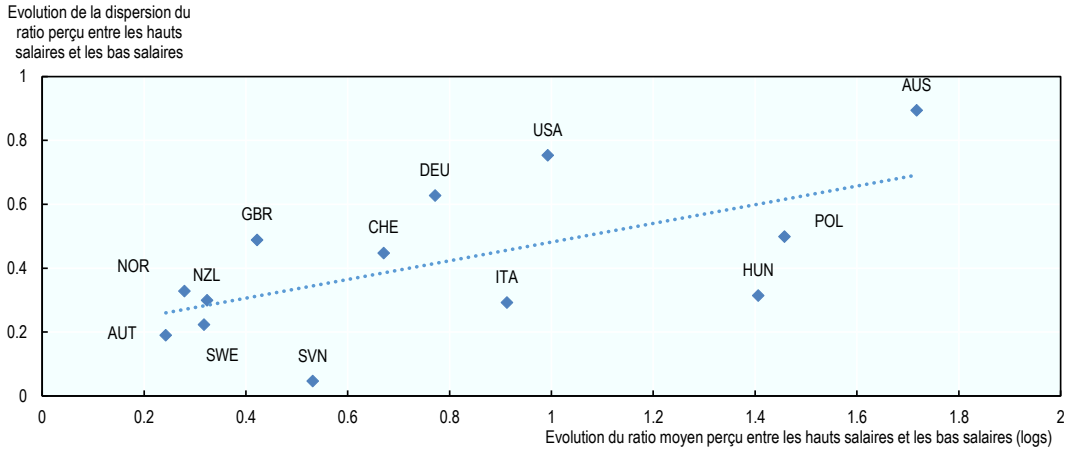
Osberg, L. et I. Bechert (2016), « Social values for equality and preferences for state intervention: Is the USA « Exceptional »? », *Working Paper*, n° 2016-03, Dalhousie University, Department of Economics, https://ideas.repec.org/p/dal/wpaper/daleconwp2016-03.html. [8]

Osberg, L. et T. Smeeding (2006), « "Fair" Inequality? Attitudes toward Pay Differentials: The United States in Comparative Perspective », *American Sociological Review*, vol. 71/3, pp. 450-473, https://doi.org/10.1177/000312240607100305. [2]

Annexe 4.A. Graphiques complémentaires

Graphique d'annexe 4.A.1. Là où les inégalités perçues ont progressé le plus fortement, les perceptions se sont dispersées plus nettement

Évolution de la moyenne et de la dispersion du ratio perçu entre les hauts salaires et les bas salaires, 1990 et 2009



Note : la dispersion correspond à l'écart type du logarithme du ratio entre les hauts salaires et les bas salaires, le ratio moyen entre les hauts salaires et les bas salaires est la moyenne des logarithmes du ratio.
Source : Calculs de l'OCDE tirés du PIES 1987, 1992 et 2009.

StatLink https://stat.link/bylcth

Annexe 4.B. Détails méthodologiques

Décomposition de l'évolution de la dispersion en effets liés à la composition et variance entre les groupes

La décomposition du Graphique 4.13 a été obtenue par la création de distributions contrefactuelles, comme dans Lemieux (2002[9]). Plus précisément, la part de l'évolution de la dispersion causée par des effets liés à la composition a été obtenue de la façon suivante :

- Tout d'abord, en repondérant les distributions des échantillons de 1987 et 1992 pour chaque pays afin qu'elles se rapprochent de celles de 2009, à partir de caractéristiques communes observables.
- Ensuite, en soustrayant la variance totale de l'échantillon d'origine de 1987/1992 de l'échantillon repondéré de 1987/1992 et en divisant par la différence totale de variance entre les deux périodes.

La part expliquée par la variation entre les groupes est obtenue de la façon suivante :

- Tout d'abord, une distribution contrefactuelle de 1987/1992 a été créée en (i) procédant à une régression MCO de la variable d'intérêt sur les caractéristiques socio-démographiques de la vague de 2009 ; (ii) en l'utilisant pour calculer des valeurs ajustées pour les observations de 1987/1992 ; (iii) en ajoutant aux valeurs ajustées les restes de la régression MCO menée pour la vague de 1987/1992. Ces valeurs s'appuient sur les différences entre les groupes de 2009 (la partie ajustée) mais sur la variation interne aux groupes (les résidus) de 1987/1992. Cet exercice a été réalisé à partir des pondérations calculées pour tenir compte des effets liés à la composition.
- La variance totale de la vague repondérée de 1987/1992 a ensuite été soustraite de cette distribution contrefactuelle et divisée par la différence totale de variance entre les deux périodes.
- La partie expliquée par la variation interne aux groupes (la part inexpliquée de nos modèles) est obtenue après soustraction de la variance totale de la distribution contrefactuelle repondérée pour 1987/1992 de la distribution d'origine de 2009, et en la divisant ensuite par la différence totale de variance entre les deux périodes.

Notes

[1] Ce groupe semble rassemblé autour de la valeur -30, mais ceci est uniquement lié au fait que la valeur ait dû être tronquée pour des raisons de présentation. En réalité, le groupe est largement dispersé sur l'échelle [-100, 0].

[2] Il convient de remarquer qu'une contribution négative à la variance globale vient du fait que les disparités préférées et perçues sont en corrélation, c'est-à-dire que les personnes qui pensent que la part du revenu des 10 % les plus riches est plus élevée ont également tendance à avoir des préférences plus importantes dans ce domaine. Toutefois, la corrélation est généralement faible et cette contribution reste donc faible, en moyenne.

[3] Si les impôts sur le revenu (ou les salaires) sont progressifs, les salaires nets sont moins dispersés que les salaires bruts. La raison est que les individus ont tendance à façonner leurs opinions à partir de l'observation des salaires d'un échantillon de travailleurs autour d'eux. Leurs préoccupations devraient donc être moins dispersées si ces salaires le sont plus, ce qui change selon que le salaire est exprimé en brut ou net.

[4] Une analyse plus élaborée des cas particuliers, fondée sur chaque observation et le dfbeta, indique que les relations ne sont pas causées par des cas particuliers spécifiques.

[5] Les individus formulent leurs attentes en observant un sous-ensemble de la population globale composé, par exemple, de proches, d'amis et de collègues de travail (Cruces, Perez-Truglia et Tetaz, 2013[10]). Même si ce sous-groupe est composé de façon aléatoire à partir de la population globale, rien n'indique qu'il soit réellement représentatif de l'ensemble de la population et que les estimations des individus au sujet des inégalités ne comportent pas des erreurs « d'échantillonnage », exactement comme cela se produit lorsque les statisticiens travaillent avec des petits échantillons. Plus la répartition des salaires et des revenus est dispersée, plus l'erreur d'échantillonnage des individus est grande et plus les perceptions sont dispersées.

[6] Allemagne, Australie, Autriche, États-Unis, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, République tchèque, Slovénie et Suède.

[7] Tous les graphiques qui analysent l'évolution de la distribution au fil du temps (partie 4.2) tiennent compte du fait que, pour certains pays, la première vague d'enquête comportait un certain degré de censure des données pour les questions au sujet des salaires de la présidence, alors qu'aucune censure n'a eu lieu en 2009. De ce fait, pour les pays qui présentaient au moins 1 % de censure lors de la première vague, le même niveau de censure a été appliqué à la dernière vague. Voir Ciani et al. (à paraître[3]) Pour plus de détails.

[8] Toutefois, dans ces pays (à l'exception de l'Australie), les personnes qui mentionnaient des hauts salaires plus élevés avaient tendance à rapporter également des bas salaires plus importants, et cette tendance a progressé avec le temps, réduisant ainsi la dispersion du ratio entre les deux.

5. Implications pour l'action publique

La mise en œuvre de réformes permettant de s'attaquer aux inégalités économiques profondes qui touchent les résultats et l'égalité des chances nécessite un large soutien des citoyens. Le présent chapitre met en évidence comment mesurer et analyser les perceptions et les préoccupations relatives aux inégalités peut favoriser la conception de politiques plus efficaces. Il montre comment, derrière la forte demande en faveur d'une plus grande égalité économique, se cachent des perceptions et des préoccupations très diverses, entre les pays et à l'échelle nationale, dont les décideurs de l'action publique doivent tenir compte lorsqu'ils élaborent des réformes favorables à la redistribution. Ces perceptions et préoccupations ont des conséquences non négligeables sur la demande d'intervention des pouvoirs publics, mais l'efficacité perçue des mesures est également centrale pour susciter une adhésion citoyenne : les individus ne veulent pas simplement des mesures redistributives, ils veulent voir comment elles réduisent les inégalités et offrent de nouvelles perspectives. Afin de prendre en considération ces réflexions, il est nécessaire de redoubler d'efforts et de collecter des données de qualité et à grande échelle au sujet des perceptions des individus et de leurs préoccupations vis-à-vis des inégalités économiques. Le chapitre conclut par un bref examen des lacunes fondamentales en matière de données qui pourraient être comblées.

5.1. Susciter l'adhésion de l'opinion publique aux mesures favorables à la redistribution

La crise du COVID-19 a révélé les nombreuses inégalités qui caractérisent les sociétés de l'OCDE (OCDE, 2020[1]). En effet, les chocs qu'elle a provoqués sur le marché du travail ont eu des répercussions largement asymétriques entre les différents niveaux de revenu. Les premiers éléments d'information indiquent que, sans l'intervention rapide et exceptionnelle des pouvoirs publics, les chocs auraient gravement creusé les disparités existantes (Brewer et Gardiner, 2020[2] ; Chetty et al., 2020[3] ; Almeida et al., 2020[4] ; Clark, D'Ambrosio et Lepinteur, 2020[5] ; Commission européenne, 2020[6] ; Carta et De Philippis, 2021[7]).

Les plans de relance envisagés offrent une occasion unique d'introduire des réformes qui visent à réduire les inégalités structurelles et le manque de perspectives largement répandu (Boone et al., 2020[8] ; OCDE, 2020[1] ; OCDE, 2020[9]). Mais ces réformes ont besoin d'être suffisamment soutenues par l'opinion publique pour garantir leur durabilité et parvenir à atteindre leurs objectifs à long terme. Toutefois, et souvent à la surprise des décideurs politiques, l'adhésion des citoyens aux interventions des pouvoirs publics en faveur de la redistribution n'a pas beaucoup progressé ces trois dernières décennies (partie 3.4). Pourtant, les disparités de revenu et de salaire ont fortement augmenté, notamment entre les années 1990 et le début des années 2000 (OCDE, 2011[10]), et le niveau actuel des inégalités et de la mobilité intergénérationnelle reste élevé (OCDE, 2018[11]).

Une des raisons fréquemment avancées pour expliquer cet accroissement limité de la demande de redistribution ces dernières décennies est que les individus n'ont pas « conscience » du niveau réel des inégalités autour d'eux ou sont incapables de le déduire à partir des données de la recherche ou des médias. Les données du présent rapport ne vont pas dans le sens de cette affirmation. Dans la zone OCDE, la plupart des individus font part de préoccupations fortes au sujet de l'ampleur des inégalités de revenu. En effet, les niveaux moyens des préoccupations ont augmenté au fil du temps, notamment là où les indicateurs traditionnels des inégalités, comme l'indice de Gini, ont eux aussi augmenté (partie 2.1). Les disparités de salaires perçues ont également fortement augmenté au fil du temps (partie 2.2). Des données récentes de l'enquête *Des risques qui comptent* font apparaître que les individus perçoivent des inégalités de revenu élevées et une mobilité sociale limitée, en particulier s'ils ont connu des difficultés pendant la crise du COVID-19.

L'ensemble de ces éléments ne cadre pas avec l'idée d'une méconnaissance généralisée. Au contraire, ces données indiquent que les individus ont intégré dans leurs préoccupations et leurs perceptions la hausse des inégalités et la baisse de la mobilité sociale. Et la plupart des citoyens, dans la plupart des pays, demandent instamment une plus grande égalité en matière de résultats économiques et de perspectives.

Mesurer et interpréter les perceptions et les préoccupations des citoyens relatives aux inégalités est essentiel si les responsables de l'action publique veulent concevoir des réformes durables. Les disparités perçues et les préoccupations vis-à-vis des inégalités constituent des facteurs déterminants de la demande de mesures redistributives qui, dans certains cas, dissimulent l'importance du rôle que jouent les caractéristiques socio-économiques, comme le revenu personnel (partie 3.1). L'augmentation des inégalités constatées – tel qu'elles sont mesurées par les indicateurs traditionnels – entraîne une hausse des préférences en faveur de la redistribution uniquement si les préoccupations des individus augmentent dans les mêmes proportions (partie 3.2). Il est donc essentiel de recueillir des informations au sujet des perceptions et des préoccupations afin de concevoir et mettre en œuvre des réformes pour lutter contre les inégalités.

Toutefois, les données présentées dans les chapitres précédents indiquent également qu'une forte demande en faveur de l'égalité ne se traduit pas toujours par l'adhésion de l'ensemble du pays à des mesures de redistribution (partie 3.4). Il est donc indispensable de comprendre pourquoi pour que la

conception de l'action publique prenne en compte les préoccupations des individus au sujet des inégalités. Dans ce contexte, quatre points stratégiques apparaissent :

- L'interconnectivité entre les inégalités de revenu et la persistance intergénérationnelle.
- Comment concevoir des mesures qui tiennent compte de la nature hétérogène des perceptions des inégalités et de la demande de redistribution.
- Dans quelle mesure l'efficacité des mesures adoptées a de l'importance pour l'ensemble des citoyens.
- Comment une opinion publique divisée complique l'action gouvernementale et comment l'information peut y remédier.

Les perceptions des inégalités et de la persistance intergénérationnelle sont étroitement liées

Les mesures à long terme adoptées pour lutter contre les inégalités reposent souvent sur le principe selon lequel il existe un simple compromis à trouver entre inégalités de ressources et persistance intergénérationnelle, ainsi une meilleure égalité des chances à la naissance rendrait les inégalités actuelles plus acceptables. Une précédente analyse de données et de mesures adoptées avance qu'un tel compromis n'est pas si évident. En effet, puisque les inégalités d'aujourd'hui en matière de résultats économiques et sociaux déterminent l'accès aux opportunités éducatives et professionnelles, elles créent injustement des situations avantageuses pour certains et défavorables pour d'autres qui sont transmises à la génération suivante (OCDE, 2015[12] ; Atkinson, 2015[13]).

Les éléments de ce rapport soulignent également que, pour les individus, le compromis n'est pas simple. Ils considèrent la persistance intergénérationnelle et les inégalités de revenu comme étant étroitement liées, percevant l'une lorsqu'ils perçoivent l'autre (partie 2.2). De plus, les inégalités de revenu perçues entraînent une hausse de la demande de redistribution même lorsque la persistance intergénérationnelle est perçue comme étant faible, et inversement (partie 3.1). Bien que l'importance accordée aux inégalités de revenu et à la persistance intergénérationnelle diffère d'une société à l'autre, les décideurs politiques ont besoin de prendre en compte le fait que les citoyens appellent à des actions en faveur de la réduction des inégalités qui portent à la fois sur les résultats et les perspectives.

Les perceptions des inégalités et la demande de redistribution sont très hétérogènes et suscitent l'adhésion à différents assortiments de mesures

Si les individus se soucient des inégalités en matière de résultats et de perspectives, les préoccupations et les perceptions vis-à-vis des inégalités économiques sont très hétérogènes et touchent à différents aspects. Il existe de grandes différences entre les pays et les individus au sujet du côté de l'échelle de répartition des revenus qui pose le plus problème (si les bas revenus sont trop bas ou si les hauts revenus sont trop hauts), des obstacles à la mobilité intergénérationnelle (par ex. l'instruction ou le patrimoine des parents) les plus difficiles à contrer (chapitres 2 et 4), et de l'origine des disparités (par ex. l'importance de travailler dur pour réussir dans la vie). Les perceptions des inégalités de revenu et de la persistance intergénérationnelle peuvent s'associer différemment, générant ainsi des demandes d'ensemble de mesures différentes, qui peuvent donner plus de poids aux mesures directement ciblées sur les résultats, comme les allocations de chômage, ou à celles qui favorisent l'égalité des chances, comme les mesures en faveur de l'éducation (partie 3.4). Les individus dans différents pays associent également la redistribution à différents types d'intervention, qui vont de la fiscalité progressive à l'aide au revenu, en passant par l'aide au logement et à la santé. Ignorer la diversité de ces facteurs lors de la conception des trains de réformes pourrait conduire à une situation déroutante dans laquelle, malgré une forte demande d'égalité croissante, les réformes ne parviennent pas à rassembler un soutien suffisant de l'opinion publique.

L'efficacité des mesures détermine le soutien qu'elles obtiennent

Les données tirées d'observations et d'expériences (partie 3.4) montrent que le soutien des individus en faveur des politiques redistributives dépend de l'efficacité qu'ils entrevoient. La demande est moindre si les individus pensent, à juste titre ou non, que les mesures n'ont qu'un impact limité sur la situation économique des personnes – parce que, par exemple, la plupart des aides ne sont pas dirigées vers ceux qui en ont réellement besoin. Les campagnes d'information au sujet des mesures conçues pour lutter contre les inégalités permettent de susciter une plus forte adhésion citoyenne et peuvent renforcer le lien entre les inégalités perçues et les préférences en matière de redistribution. Il est donc essentiel de concevoir des mesures efficaces, non seulement pour les économistes et les responsables et conseillers de l'action publique, mais aussi pour le soutien de l'opinion publique. Les citoyens ne demandent pas simplement l'adoption de mesures en faveur de la redistribution, ils veulent les voir réellement à l'œuvre et réduire les inégalités et améliorer les perspectives d'avenir.

Les responsables publics doivent également relever le défi de l'évaluation et de la communication de l'action publique. Les gouvernements ont besoin de collecter des données sur les résultats de l'action publique et de les analyser en toute transparence, conformément aux recommandations du Conseil de l'OCDE sur le gouvernement ouvert (OECD/LEGAL/0438). Toutefois, compte tenu de leur indépendance vis-à-vis des décideurs politiques, les chercheurs ont un rôle crucial à jouer dans l'observation minutieuse des données pour éviter que des résultats peu rigoureux n'ébranlent la confiance en des données approuvées par les experts.

Les pouvoirs publics devraient également communiquer des données robustes au sujet des répercussions des mesures. Pour ce faire, il est nécessaire de gagner la confiance des citoyens et de savoir transmettre des messages à un public non spécialiste. L'analyse, proposée dans ce rapport, de la façon dont les personnes façonnent leurs perceptions peut servir de guide pratique pour savoir comment s'adresser aux citoyens.

Une opinion publique très partagée complique le travail de réforme mais la diffusion d'informations peut aider

Si les individus sont généralement en demande d'une plus grande égalité, l'opinion publique est fortement divisée dans les pays de l'OCDE, comme le prouve la forte dispersion des perceptions des inégalités dans la plupart des pays, ce qui alimente des désaccords entre citoyens d'un même pays. Une telle dispersion constitue une difficulté supplémentaire pour la réforme, car toutes les propositions, même si elles sont soutenues par la majorité, sont susceptibles de se heurter à la forte opposition de certains groupes.

La dispersion des préoccupations est liée en partie à la grande hétérogénéité des préférences des individus en matière d'égalité (chapitre 4). Toutefois, elle est également en grande partie liée aux différences de perception du niveau réel des inégalités et de la persistance intergénérationnelle. Des données expérimentales montrent que communiquer aux individus des informations factuelles sur les inégalités modifie leurs perceptions à ce sujet (partie 2.2), bien que cela n'ait qu'un effet limité sur leurs préférences en matière de redistribution (partie 3.4). Favoriser la communication et le débat autour d'éléments tangibles sur l'inégalité pourrait contribuer à mettre en place des bases communes pour le débat public, même si cela n'atténue pas nécessairement les différences d'opinions au sujet de l'action publique. Une première étape importante serait de dissiper la confusion entre le désaccord au sujet du niveau réel des inégalités – des données avec lesquelles tous les individus doivent pouvoir être d'accord – et le désaccord au sujet du niveau d'inégalités qui serait acceptable – en lien avec les préférences et les principes de chacun.

Plusieurs initiatives cherchent à informer les citoyens au sujet de la répartition des revenus et du manque d'égalité des chances afin d'établir des bases communes pour le débat public. Par exemple, l'outil de l'OCDE Comparez votre revenu permet aux citoyens des pays membres de l'OCDE d'évaluer leur position

sur l'échelle de répartition de revenus de leur pays, en fonction des meilleures estimations tirées de la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus (IDD)*. Les personnes peuvent également s'en servir pour comparer leurs perceptions quant au seuil de pauvreté avec une estimation statistique de l'*IDD*. L'Opportunity Atlas, réalisé par le Bureau du recensement américain en collaboration avec Raj Chetty, Nathan Hendren et John Friedman, cartographie les résultats économiques des enfants nés dans différentes régions des États-Unis. Toutefois, l'apport d'informations n'induit pas nécessairement une convergence des points de vue. En effet, révéler le profond clivage entre riches et pauvres pourrait exacerber les différences d'opinions le long de l'échelle de répartition des revenus. En outre, compte tenu des multiples raisons à l'origine des divergences entre les perceptions des individus et les mesures objectives (partie 2.2), les pouvoirs publics devraient faire preuve de transparence et de clarté lorsqu'ils communiquent des données empiriques afin d'éviter tout conflit entre leur point de vue expert et celui des citoyens. Placer les données en contexte permet d'éviter ces conflits et aide les individus à assimiler les informations pour, éventuellement, mettre à jour leurs perceptions.

5.2. Interpréter et analyser les perceptions des individus en matière d'inégalités

L'examen des évaluations subjectives des inégalités économiques commence souvent par analyser dans quelle mesure les perceptions correspondent à des visions déformées de la réalité. Ce rapport adopte une approche différente. Au lieu d'observer si les estimations des individus correspondent parfaitement aux estimations traditionnelles, il cherche à comprendre quels enseignements tirer de la façon dont les personnes façonnent leurs perceptions et leurs préoccupations, et en quoi cela oriente leur demande en faveur de mesures redistributives.

Le rapport constate que les perceptions que les individus ont des inégalités ne sont pas le résultat d'une réflexion artificielle. Bien qu'elles peuvent ne pas correspondre aux estimations statistiques, les différences internationales des perceptions coïncident parfaitement avec les différences internationales des indicateurs traditionnels (partie 2.2), ce qui sous-entend que les individus assimilent dans leurs points de vue personnels, des éléments de preuve des inégalités économiques. Cependant, ces perceptions varient d'une personne à l'autre et d'un pays à l'autre, quelles que soient les différences entre les mesures réelles, dessinant un tableau complexe. Ces perceptions jouent un rôle dans la demande de redistribution (partie 3.1) et transmettent des informations essentielles au sujet de ce qui compte pour les individus, il est donc nécessaire que les mesures les prennent en considération.

Les préoccupations des citoyens relatives aux inégalités ne devraient pas être considérées comme étant leur description personnelle de la réalité. Comme le montre le chapitre 2, les préoccupations correspondent à une évaluation normative que les individus réalisent à partir non seulement de leurs perceptions du niveau actuel des inégalités, mais aussi à partir de leurs préférences. Même si tous les membres d'une société percevaient le même niveau d'inégalités de revenu, les préoccupations seraient variées parce que différents individus ont différents points de vue quant au niveau d'inégalités considéré comme acceptable.[1] Par conséquent, les préoccupations des individus ne peuvent être classées comme étant « bonnes » ou « mauvaises » puisqu'elles sont le reflet de leurs préférences. Il est donc essentiel de séparer les deux composantes – perceptions et préférences – pour comprendre comment les préoccupations relatives aux inégalités changent au fil du temps et d'un pays à l'autre.

Le rapport souligne que le niveau des inégalités (de salaire) préféré a augmenté au fil du temps, mais moins que les disparités perçues (partie 2.3). Il est également pertinent de faire la distinction entre les préférences et les perceptions dans tout débat politique qui cherche à inciter différents groupes et individus à soutenir une réforme, puisqu'il est clairement vain de croire qu'un partage optimal d'informations conduirait à une entente parfaite.

Pour interpréter les données disponibles au sujet des opinions subjectives sur les inégalités, il convient d'adopter une méthodologie minutieuse. Le rapport fournit plusieurs éclairages sur la définition et la

mesure des différents aspects qui forment ces points de vue subjectifs. Toutefois, leur ambiguïté nécessite une analyse méthodologique approfondie, compte tenu de la nature pluridisciplinaire de la recherche sur les points de vue subjectifs des inégalités, qui associe des analyses économiques, de sciences politiques, psychologiques et sociologiques. Il est nécessaire de formuler des lignes directrices précises pour toute collecte systématique de données sur les perceptions et les préoccupations relatives aux inégalités économiques. Le Groupe d'experts de l'OCDE sur les nouveaux indicateurs de l'acceptabilité des réformes auprès du public a pour objectif de contribuer à cet effort. Les points soulevés dans les chapitres précédents font apparaître quatre domaines de recherche importants :

- l'augmentation du volume de données granulaires sur l'ensemble de la répartition des perceptions et des préoccupations ;
- les préférences en matière de solutions politiques concrètes ;
- les perceptions de l'efficacité et du fonctionnement des mesures en faveur de la redistribution ;
- l'évolution des perceptions et des préoccupations au fil du temps.

L'augmentation du volume de données granulaires sur l'ensemble de la répartition des perceptions et des préoccupations

Il est important d'analyser l'ensemble de la distribution des perceptions et des préoccupations et de collecter des données qui permettent de procéder à une analyse plus granulaire. Aller au-delà du niveau moyen des préoccupations et du soutien en faveur de l'action publique aide à comprendre comment le débat politique peut se diviser et se polariser. Il s'agit donc de prédire les désaccords et les tensions liés à l'introduction de réformes redistributives. Comme le montre le chapitre 4, la dispersion des perceptions et des préoccupations s'est accrue dans la plupart des pays de l'OCDE. Les différences d'ordre socio-économique, comme celles liées au revenu et à l'éducation, n'expliquent qu'une petite partie de la dispersion totale des perceptions et des préoccupations, et une infirme partie de la hausse de la dispersion au fil du temps. Il peut s'avérer utile de mesurer et analyser la distribution des perceptions et des préoccupations parmi les individus d'un pays pour comprendre de nouvelles formes de conflit social.

Les connaissances sont également limitées au sujet de la variabilité des perceptions à un niveau plus granulaire. Bien que les perceptions globales des différents groupes socio-économiques ne soient pas très différentes, leurs opinions au sujet de points précis et leurs perceptions de certaines formes d'inégalité sont peu connues. Par exemple, à partir d'un ensemble conséquent de données, Hviedberg, Kreiner et Stantcheva (2020[14]) constatent que les Danois considèrent les disparités de revenu au sein de leur propre groupe de référence éducatif ou professionnel comme étant les moins justes.[2] De plus, les enquêtes les plus courantes ne sont pas représentatives au niveau infranational et ne permettent donc pas d'analyser efficacement les différences de perceptions et de préoccupations à l'échelle locale. Une analyse plus détaillée nécessiterait le déploiement d'efforts considérables pour collecter des données sur les perceptions - par le biais de grandes enquêtes représentatives, par exemple.

Les préférences en matière de solutions politiques concrètes

Les éléments d'information sont limités quant aux préférences des citoyens en matière de solutions politiques concrètes et à leurs opinions au sujet du rôle d'autres acteurs, comme les syndicats et les entreprises. Les données présentées dans les chapitres précédents indiquent que les individus ont des préférences différentes pour différents assortiments de mesures (partie 3.4), en partie parce que leurs perceptions et leurs préoccupations varient fortement selon les formes d'inégalités, comme les inégalités de revenu au sommet ou au bas de l'échelle de répartition et la persistance intergénérationnelle. Cependant, la relation entre les perceptions et la demande de mesures spécifiques est méconnue.

Les données sont également rares au sujet des préférences en matière de mesures prédistributives qui portent sur les disparités du revenu marchand, comme le salaire minimum et les quotas pour promouvoir

la parité hommes/femmes. Certaines enquêtes nationales, souvent menées dans le cadre d'expériences informatives (Kuziemko et al., 2015[15] ; Stantcheva, 2020[16]), portent sur l'intérêt de l'analyse de solutions politiques concrètes - qui comportent des actions de prédistribution – à la fois parce que les individus peuvent adhérer davantage à des assortiments de mesures spécifiques et parce que les désaccords peuvent survenir lorsqu'il s'agit d'envisager des solutions concrètes. Toutefois, dans la plupart des enquêtes internationales, les questions portent sur les préférences en matière de redistribution en général, à l'exception de l'enquête menée récemment sur les inégalités et l'action publique par Pontusson et al. (2020[17]). Des éléments de comparaison supplémentaires peuvent aider à apporter un éclairage sur ce qui détermine les préférences pour des mesures spécifiques, y compris pour des mesures de régulation et prédistributives, et sur les conditions dans lesquelles les différents trains de mesures ont le plus de chance d'être soutenus par le plus grand nombre. L'enquête de l'OCDE *Des risques qui comptent*, et la nouvelle vague de Comparez votre revenu, sont autant de pas concrets faits dans cette direction puisque ces initiatives recueillent les préoccupations des individus au sujet d'un large éventail de différentes mesures sociales et fiscales – sur les taux d'imposition détaillés ou des avantages sociaux spécifiques.

Dans la même veine que les publications sur les préférences en matière de redistribution, ce rapport s'est concentré sur le point de vue des individus au sujet du rôle des pouvoirs publics dans la lutte contre les inégalités de revenu. Toutefois, les préoccupations relatives aux inégalités peuvent également engendrer une hausse de la demande en faveur de l'intervention d'autres acteurs, comme les syndicats, les entreprises et la société civile. Il peut être intéressant de recueillir l'opinion des citoyens au sujet d'un large éventail d'autres interventions pour comprendre dans quels cas les préoccupations relatives aux inégalités de revenu ne se traduisent pas par une demande de redistribution.

Les perceptions de l'efficacité et du fonctionnement des mesures en faveur de la redistribution

Il existe peu de données sur ce que les individus comprennent des mesures redistributives. Les éléments abordés au chapitre 3 indiquent que l'opinion des personnes à l'égard du fonctionnement et de l'efficacité des mesures contribuent de façon cruciale à façonner le soutien en faveur de la redistribution considérée comme une réponse à la hausse des inégalités.

Les travaux récents de Stantcheva (2020[16]) sur les États-Unis, s'appuient sur un ensemble d'études et de méthodes expérimentales afin d'étudier les opinions très variées des individus au sujet des pouvoirs publics et de l'effet des mesures fiscales en matière de redistribution. Appliquer une approche similaire dans un cadre comparatif pourrait s'avérer utile à la fois pour comprendre les différences entre les pays et pour orienter les réformes au sein de chaque pays.

L'évolution des perceptions et des préoccupations au fil du temps

Le chapitre 2 met en évidence qu'un suivi de l'évolution des perceptions et des préoccupations au fil du temps offre un éclairage fondamental sur la façon dont les individus se forgent leurs opinions et s'adaptent à l'évolution des inégalités. Pourtant, peu d'enquêtes nationales réalisent ce suivi en interrogeant les mêmes répondants à l'occasion de vagues différentes.[3] Par conséquent, il existe peu d'analyses sur la façon dont les perceptions et les préférences évoluent ou restent inchangées au fil du temps.

Fong, Kauppinen et Poutvaara (2021[18]) font exception puisqu'ils utilisent les données de l'étude allemande de panel socio-économique pour indiquer que le point de vue des individus évolue au sujet de l'augmentation des transferts au profit des pauvres et de l'imposition des riches. Afin de combler ces lacunes, il serait possible d'inclure une question sur les facteurs subjectifs des inégalités dans les enquêtes de panel longitudinales existantes menées auprès de ménages, éventuellement de façon coordonnée afin que les mêmes questions soient posées dans les différents pays.

Bibliographie

Almeida, V. et al. (2020), « Households´ income and the cushioning effect of fiscal policy measures during the Great Lockdown », *JRC Working Papers on Taxation and Structural Reforms*, n° 06/2020, Commission européenne, Centre commun de recherche, Séville, https://ec.europa.eu/jrc/sites/default/files/jrc121598.pdf. [4]

Atkinson, A. (2015), *Inequality: What can be done?*, Harvard University Press, Cambridge, MA, https://www.tony-atkinson.com/new-book-inequality-what-can-be-done (consulté le 2021 October). [13]

Boone, L. et al. (2020), *Building back better: enhancing equal access to opportunities for all*, https://oecdecoscope.blog/2020/07/21/building-back-better-enhancing-equal-access-to-opportunities-for-all/. [8]

Brewer, M. et L. Gardiner (2020), « The initial impact of COVID-19 and policy responses on household incomes », *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 36/Supplement_1, pp. S187-S199, https://doi.org/10.1093/oxrep/graa024. [2]

Carta, F. et M. De Philippis (2021), « The impact of the COVID-19 shock on labour income inequality: Evidence from Italy », *Occasional Papers (Questioni di Economia e Finanza)*, n° 606, Bank of Italy, https://www.bancaditalia.it/pubblicazioni/qef/2021-0606/QEF_606_21.pdf?language_id=1. [7]

Chetty, R. et al. (2020), *The Economic Impacts of COVID-19: Evidence from a New Public Database Built Using Private Sector Data*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, https://doi.org/10.3386/w27431. [3]

Clark, A., C. D'Ambrosio et A. Lepinteur (2020), « The Fall in Income Inequality during COVID-19 in Five European Countries », *ECINEQ Working Papers Series*, n° 565, Society for the Study of Economic Inequality, http://www.ecineq.org/milano/WP/ECINEQ2020-565.pdf. [5]

Commission européenne (2020), *Employment and Social Developments in Europe 2020*, Luxembourg: Publications Office of the European Union, https://doi.org/10.2767/478772. [6]

Fong, C., I. Kauppinen et P. Poutvaara (2021), « Economic Experiences, Target-specific Beliefs and Demands for Redistribution », *mimeo*. [18]

Hvidberg, K., C. Kreiner et S. Stantcheva (2020), *Social Position and Fairness Views*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, https://doi.org/10.3386/w28099. [14]

Kolm, S. (1976), « Unequal inequalities. I », *Journal of Economic Theory*, vol. 12/3, pp. 416-442, https://doi.org/10.1016/0022-0531(76)90037-5. [20]

Kuziemko, I. et al. (2015), « How Elastic Are Preferences for Redistribution? Evidence from Randomized Survey Experiments », *American Economic Review*, vol. 105/4, pp. 1478-1508, https://www.jstor.org/stable/43495425. [15]

OCDE (2020), *Enhancing equal access to opportunities for all in G20 countries*, Éditions OCDE, http://www.oecd.org/economy/enhancing-equal-access-to-opportunities-G20/. [1]

OCDE (2020), « Reconstruire en mieux : Pour une reprise durable et résiliente après le COVID-19 », *Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19)*, OECD Publishing, Paris, https://doi.org/10.1787/583cf0b8-fr. [9]

OCDE (2018), *L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/bc38f798-fr. [11]

OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/9789264235519-fr. [12]

OCDE (2011), *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/9789264119550-fr. [10]

Pontusson, J. et al. (2020), *Introducing the Inequality and Politics Survey: Preliminary Findings*, https://archive-ouverte.unige.ch/unige:135683. [17]

Rueda, D. et D. Stegmueller (2019), *Who Wants What?*, Cambridge University Press, https://doi.org/10.1017/9781108681339. [19]

Stantcheva, S. (2020), *Understanding Tax Policy: How Do People Reason?*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, https://doi.org/10.3386/w27699. [16]

Notes

[1] Il en va d'ailleurs de même pour l'opinion des spécialistes. Comme l'explique Kolm (1976, p. 416[20]) : « Je peux prendre (...) deux pays au hasard et prouver que les inégalités sont plus élevées dans l'un ou dans l'autre en m'appuyant sur différentes mesures des inégalités. » Afin d'en tenir compte, l'indice Atkinson incorpore explicitement un paramètre qui mesure l'aversion à l'égard des inégalités, et sa valeur évolue en fonction du niveau d'aversion.

[2] Les auteurs utilisent un échantillon de 9 415 répondants âgés de 45 à 49 ans. La taille de l'échantillon est plus de 9 fois celle des échantillons habituellement utilisés dans les enquêtes telles que le PIES ou Des risques qui comptent.

[3] L'étude allemande de panel socio-économique et l'étude britannique de panel sur les ménages recueillent les préférences des individus au sujet de certaines mesures redistributives (voir Rueda et Stegmueller (2019[19]) pour un débat à ce sujet).

Les inégalités comptent-elles ?

COMMENT LES GENS PERÇOIVENT LES DISPARITÉS ÉCONOMIQUES ET LA MOBILITÉ SOCIALE

Relancer l'économie après la crise induite par la pandémie de COVID 19 nécessite des politiques et des réformes qui s'attaquent aux inégalités et soutiennent l'égalité des chances. Toutefois, la mise en œuvre de telles réformes exige un large soutien de la population. Afin de mieux comprendre les facteurs qui influencent l'adhésion de l'opinion publique, le présent rapport propose une analyse détaillée de la perception qu'ont les individus des inégalités et des préoccupations qu'elles suscitent dans différents pays. Il décrit comment les préoccupations relatives aux inégalités de revenu ont progressé au fil du temps dans les pays de l'OCDE. Aujourd'hui, dans la plupart des pays, une grande majorité de la population considère que les inégalités de revenu sont trop importantes et que la mobilité intergénérationnelle est trop faible. Pourtant, les politiques de réduction des inégalités pourraient ne pas susciter une adhésion suffisante à leur mise-en-œuvre si la société ne parvient pas à s'accorder sur des solutions politiques concrètes ou si ses membres doutent de l'efficacité de ces mesures. En outre, même lorsque la majorité réclame plus d'égalité, une opinion publique divisée peut compliquer l'introduction de réformes. Le rapport montre que les personnes d'un même pays sont souvent divisées au sujet de l'ampleur des inégalités et de ce qui devrait être fait pour relever ce défi. Il présente comment l'analyse des perceptions et des préoccupations des individus peut être utilisée pour éclairer l'élaboration de l'action des pouvoirs publics.

Cofinancé par
l'Union européenne

IMPRIMÉ ISBN 978-92-64-33634-6
PDF ISBN 978-92-64-62811-3

9 789264 336346